

صكنا عن الامم

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15932 - 7 F

MERCREDI 17 AVRIL 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Bonn élabore un plan d'austérité

Le gouvernement allemand envisage des réductions de dépenses de l'ordre de 175 milliards de francs pour assainir les finances publiques. Les coupes concernent notamment la défense et les prestations sociales.

Le « nouvel urbanisme » de M. Tiberi

Le successeur de Jacques Chirac entend accentuer le rééquilibrage des activités vers l'est de la capitale. L'opposition exprime son scepticisme.

Bill Clinton au Japon

Le président américain entend réaffirmer, au cours de sa tournée en Corée du Sud et au Japon, la volonté de Washington de maintenir une présence américaine en Asie.

Pressions sur les caisses d'épargne

Alors que le Crédit foncier est au bord de la faillite, les caisses d'épargne pourraient être amenées à le reprendre à l'invitation des pouvoirs publics.

Retour en grâce du GPL

Le gaz de pétrole liquéfié (GPL), moins polluant que l'essence et encouragé par des allègements fiscaux, intéresse de nouveau les constructeurs.

Le salé-sucré chez Bertie's

Le meilleur restaurant anglais d'Europe, selon le Daily Telegraph, continue en majesté à Paris. Sans bœuf britannique au menu.

L'expansion des forêts tropicales

La lente reconquête des forêts denses des tropiques commencée voilà 15 000 ans se poursuit de nos jours.

Germaine Richier à Saint-Paul

Dans les Alpes-Maritimes, la Fondation Maeght présente une rétrospective de l'œuvre de Germaine Richier (1902-1959), riche de cent dix sculptures et de dessins. César en premier a salué le « tempérament » de cette élève d'Antoine Bourdelle en 1978.

Washington engage des contacts pour un cessez-le-feu au Liban

M. Pérès juge prématuré un arrêt des bombardements

TOUT en se déclarant « ouvert » à une « solution acceptable » à la guerre au Liban, le premier ministre israélien, Shimon Pérès, a déclaré, lundi 15 avril, qu'il était « trop tôt pour arrêter les opérations ». Washington, tout en laissant du temps à Israël, a toutefois entamé des contacts en vue d'un cessez-le-feu.

L'aviation et l'artillerie israéliennes continuent leurs bombardements. Mardi, la population de Saïda, chef-lieu du Liban sud, a été incitée à s'éloigner des habitations des responsables palestiniens et libanais hostiles à Israël.

A Paris, Lionel Jospin a déclaré : « Nul ne peut s'attendre à la riposte d'Israël après les incessantes agressions que subissent ses régions frontalières ».

Lire pages 2 et 28
ainsi que la chronique
d'Agathe Leger page 27



Des chercheurs américains pistent les gènes de la vieillesse

LE SECRET de Malthus est-il en passe d'être révélé ? Pour la première fois, un gène humain agissant directement sur le processus de vieillissement a été identifié par une équipe de chercheurs américains. Ce gène, dont la séquence biochimique est publiée dans le dernier numéro de la revue Science (datée du 12 avril), est impliqué dans une rare maladie héréditaire, le syndrome de Werner, qui se manifeste par une accélération spectaculaire de la sénescence. Les personnes qui en sont atteintes vieillissent précocement, commencent dès la trentaine ou la quarantaine à souffrir de maladies liées à l'âge (cancers, troubles cardiaques, diabète, cataracte, etc.), et meurent le plus souvent avant d'atteindre la cinquantaine.

Le gène que les chercheurs viennent d'identifier gouverne la synthèse d'une enzyme spécialisée dans le déroulement de la double hélice d'ADN (molécule porteuse de l'hérédité). Or cette étape, qui préside à la réplication et à la réparation de l'ADN, est indispensable au bon fonctionnement de nos cellules. Chez les malades atteints du syndrome de Werner, ce

gène présente plusieurs mutations spécifiques, qui affectent vraisemblablement l'action de l'enzyme. Cette découverte confirme ainsi ce que les biologistes soupçonnaient depuis longtemps : les défaillances survenant dans les processus de réparation de l'ADN jouent sans doute un rôle essentiel dans le vieillissement.

D'autres mutations, plus communes, peuvent-elles entraîner dans la population générale une susceptibilité accrue à certaines maladies du vieillissement ? Les centenaires et les personnes âgées en pleine santé présentent-ils, a contrario, une forme particulièrement efficace de ce gène ? Les signataires de cette étude, qui appartiennent aux universités américaines de Washington (Seattle) et de Yale (New-Haven), ont poursuivi leurs recherches dans cette direction.

Avec espoir, mais sans illusions. « Ce gène s'inscrit dans un vaste ensemble de facteurs intervenant sur le vieillissement et il peut très bien se révéler, dans la plupart des cas, ne pas être lié directement à l'espérance de vie », précisent-ils.

Jusqu'à présent, seuls quelques gènes capables d'influer sur la longévité ont été identifiés, et seulement sur des espèces animales (mouche drosophile, nématode, souris). Mais on estime qu'ils sont, pour l'espèce humaine, plusieurs centaines à être impliqués, de près ou de loin, dans le vieillissement, ce « processus physiologique normal que subit tout organisme vivant au cours de la dernière période de sa vie » (selon la définition du Petit Robert).

Certains gènes agissent sans doute sur la longueur des « télomères », ces longs filaments moléculaires qui prolongent nos chromosomes et dont le raccourcissement est proportionnel au degré de sénescence des cellules. D'autres pourraient favoriser, ou retarder, dans des conditions bien particulières, le vieillissement de tel ou tel organe. Autant dire que l'emploi de ces « gérontogènes » pour lutter contre les outrages de l'âge demandera encore de longues années de tâtonnements. Le temps, pour les chercheurs, de se faire des cheveux blancs.

Catherine Vincent

Des propositions draconiennes contre l'immigration clandestine

Un entretien avec le président de la commission

LA COMMISSION d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine devait, mardi 16 avril, présenter son rapport, adopté le 3 avril. Celui-ci comporte quarante-six propositions au gouvernement visant à durcir sensiblement les lois Pasqua de 1993. Rédigé par le rapporteur Suzanne Sauvaigo, député (RPR) des Alpes-Maritimes, ce texte examine tous les maillons de la chaîne de l'immigration clandestine et préconise plusieurs mesures, dont certaines ont, dans le passé, été censurées par le Conseil constitutionnel.

Le rapport s'attaque à trois thèmes jusqu'alors tabous : il demande de limiter l'accès aux soins médicaux des étrangers en situation irrégulière ; il ouvre une brèche dans le droit à la scolarisation en préconisant un contrôle des conditions de garde des enfants d'étrangers ; il prévoit de rendre possible l'expulsion de France de mineurs. Le

rapport propose également la prise systématique d'empreintes digitales lors de la demande d'un visa, la constitution d'un fichier des personnes accueillant des étrangers et un renforcement des pouvoirs des maires lors de la délivrance des certificats d'hébergement. De plus, la commission souhaite que la durée de rétention administrative, en attendant l'exécution d'une mesure de reconduite à la frontière, soit portée de dix à quarante-cinq jours.

L'ensemble de ces propositions, dont certaines empruntent à la thématique du Front national, visent à modifier en profondeur l'arsenal législatif existant. Dans un entretien au Monde, Jean-Pierre Philibert, député (UDF) de la Loire et président de la commission d'enquête, estime qu'« il faut agir vite ». « Les dysfonctionnements que nous avons pointés méritent que le gouvernement saisisse rapidement l'Assemblée d'un projet de loi, déclare-t-il. J'aimerais qu'on puisse légiférer en première lecture avant l'été. » Se défendant de remettre en cause « les droits fondamentaux des individus », M. Philibert souhaite afficher la fermeté de la majorité sur ce thème. « Que l'on dise que nous allons légiférer de façon sévère, c'est très bien », estime-t-il.

Lire page 9, ainsi que
notre éditorial page 13
et notre enquête page 11

Rap, jazz, rock et hip-hop à Bourges



STING

LA GRANDE FÊTE du rap et du rock, de la danse et du jazz, de la chanson à texte, du hip-hop et de la techno, fête ses vingt ans. Catherine Lara, Maxime Le Forestier, Michel Fugain, Brigitte Fontaine, L'Affaire Luis Trio et le triomvirat en vogue du moment (Silvain Vanot, Dominique A. et Miossec) y représenteront – entre autres – la chanson française. Lou Reed, Joan Baez, Bob Brozman, Soul Coughing et Sonic Youth seront les têtes d'affiche anglo-saxonnes. Celles, chanteurs des bayous de Louisiane, manouches, Africains, jazzmen complèteront cette édition-anniversaire, sans parler des DJ pour amateurs de « nuits stratosphériques ».

Les festivités s'ouvrent, mardi 16 avril dans la soirée, avec le concert de Sting, l'élégant Britannique bassiste et chanteur, l'ancien leader du groupe Police, le défenseur de la forêt amazonienne et des Indiens, qui, en route pour Bourges, a fait un détour par Bercy.

Lire page 23

POINT DE VUE

Banques : il sera bientôt trop tard par Marc Viénot

DEPUIS que la puissance publique s'efforce d'intervenir dans le fonctionnement de l'économie, les critiques des hommes politiques à l'égard des banques sont une constante de leurs discours. Très légitime, le pouvoir politique intervient d'ailleurs périodiquement dans le financement de l'écono-

mie et l'organisation du système bancaire, en général pour créer de nouveaux instruments au service des besoins du moment.

« Les banquiers demandent pour écouler leurs effets des signatures que les petits clients ne peuvent se procurer car à des conditions trop onéreuses, ou même des dépôts de titres d'une valeur égale, supérieure parfois, aux mon-

tants de la traite. » Cette citation ne vient pas de Singapour. Elle est extraite des débats parlementaires qui ont conduit en 1913 à la création du réseau des Banques populaires. On a retrouvé la même logique dans le développement du Crédit agricole, puis avec l'intervention massive de la Caisse des dépôts après la deuxième guerre mondiale, ensuite avec le déve-

loppement de sociétés de développement régional, plus récemment avec la création du CEPME et aujourd'hui, avec la recapitalisation massive de diverses banques publiques en crise.

Au départ, toujours le même raisonnement : parce que tel besoin semble insuffisamment satisfait, le pouvoir politique crée ou encourage, à un moment donné, la création d'une institution, bénéficiant généralement de privilèges, au service d'une noble cause. Rigueur budgétaire obligeant, cette solution est toujours préférée à celle de l'intervention budgétaire directe et explicite. L'institution nouvellement créée acquiert progressivement son autonomie.

Devenue majeure, elle sécrète sa propre logique de développement. Les cadres qui la composent développent – c'est bien normal – un projet d'entreprise. Les pouvoirs publics perdent de vue les missions originelles et ne réinterviennent plus tard que pour, soit constater les dégâts que la concurrence inégale a faits sur les acteurs normaux du financement de l'économie, soit pour appeler le contribuable à la rescousse avec des chèques massifs.

Lire la suite page 12

Marc Viénot est président-directeur général de la Société générale.

Henri COULONGES

Passage de la comète

roman

Grasset



PH. : V. AUBREY

M 0147 - 0417 - 7.00 F



PROCHE-ORIENT Les Etats-Unis se sont employés, lundi 15 avril à New York, à empêcher l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution sur le Liban. Mais,

pour la première fois depuis le début de l'opération israélienne « ralsins de la colère », ils ont informé les pays concernés qu'ils allaient tenter de parvenir à un cessez-le-feu.

● SHIMON PÉRES, le premier ministre israélien, s'est dit « ouvert » à toute initiative diplomatique, tout en affirmant qu'il était « trop tôt pour arrêter les opérations et entamer des négociations ».

● ISRAËL a demandé, mardi 16 avril, aux habitants de Saïda, de s'éloigner des habitations de responsables palestiniens et libanais qui lui sont

hostiles. Ses hélicoptères ont bombardé un immeuble du camp de réfugiés palestiniens d'Aïn Héloûd où réside un responsable palestinien de l'opposition.

Washington empêche le Conseil de sécurité de voter un texte sur le Liban

Tandis qu'Israël intensifie et étend ses opérations militaires, les Etats-Unis, tout en donnant encore du temps à l'Etat juif, ont pris des contacts pour parvenir à un cessez-le-feu

JÉRUSALEM
de notre correspondant
Le ballet diplomatique a commencé. Sous la baguette des Etats-Unis, une ébauche de solution pourrait se dessiner d'ici à la fin de la semaine, affirmait-on prudemment, lundi 15 avril, à la présidence du conseil à Jérusalem, en laissant entendre que les bombardements massifs de ces derniers jours pourraient prendre fin d'ici à dimanche ou lundi.

Le premier ministre, Shimon Pérès, a téléphoné à Warren Christopher alors que le secrétaire d'Etat américain se trouvait dans l'avion le conduisant, avec le président Bill Clinton, vers l'Asie. Le teneur de leur longue conversation n'a pas filtré, mais celle-ci a donné le feu vert au lancement d'une initiative diplomatique tous azimuts. M. Christopher a immédiatement pris contact avec son homologue syrien, Farouk El Chareh, et avec le ministre libanais des affaires étrangères, Farès Bouelz. L'objectif immédiat des Américains, qui ont réaffirmé leur soutien inconditionnel au gouver-

nement de M. Pérès, est double : obtenir un cessez-le-feu rapidement et empêcher le Hezbollah de nuire.

« **BONNE VOLONTÉ** »
« Des pays, surtout les Etats-Unis, cherchent une solution », a affirmé le premier ministre israélien, lors d'une conférence de presse dans le nord d'Israël. Nous ne nous sommes adressés à personne pour une médiation, mais, s'il y a une solution acceptable, nous l'examinerons dans un esprit de bonne volonté. Nous sommes ouverts à toutes les solutions. »

Une solution « acceptable », selon les propres termes de M. Pérès, ne peut passer que par le désarmement total de l'organisation chiite pro-iranienne. Des proches du chef du gouvernement ont toutefois indiqué qu'un compromis serait envisageable : la conclusion d'un accord avec Damas, aux termes duquel la Syrie s'engagerait à contrôler définitivement les activités du Hezbollah, au prix d'une emprise syrienne plus étroite sur le pays du Cèdre.



Si, dit-on à Jérusalem, cet accord est respecté pendant neuf mois, sans le moindre tir de roquettes contre les localités israéliennes frontalières avec le Liban, des

pourparlers pourront s'ouvrir portant sur une évacuation israélienne de la « zone de sécurité », que réclame à grands cris le gouvernement de Beyrouth.

Six jours après le début de l'opération israélienne, un grand nombre de pays ont manifesté leur souhait de jouer un rôle de médiateur afin de calmer les esprits dans la région : la Jordanie, qui devait dépêcher, mardi à Jérusalem, son premier ministre, Abdel Karim Kabariti, et l'Egypte, qui tente de faire sortir Damas de son mutisme en encourageant une reprise des négociations de paix avec Israël. Pour sa part, le ministre iranien des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, dont le pays soutient le Hezbollah, devait se rendre à Damas mardi, puis à Beyrouth.

SOLUTION « POLITIQUE »
Pour le chef de la diplomatie française, Hervé de Charette, qui a entamé, lundi à Jérusalem, ce qu'il a nommé une « mission d'information » dans la région, « la solution ne peut pas être militaire mais uniquement politique ». « La France comprend et partage les préoccupations de sécurité qui sont celles du peuple et du gouvernement israéliens », a souligné le

chef de la diplomatie française, mais il a ajouté aussitôt que Paris « comprend et partage les préoccupations du Liban ». Malheureusement, a-t-il néanmoins été forcé de constater, « l'issue n'est pas à la portée de la main. Il est encore trop tôt pour imaginer ce qui serait possible afin d'amener cette crise à son terme ».

Sur le terrain, la réalité continuait de donner raison au chef de la diplomatie française puisque les bombardements israéliens sur plusieurs secteurs du Liban redoublaient d'intensité et que le Hezbollah continuait de tirer des roquettes contre la Galilée.

L'opposition de droite israélienne a exigé que l'opération « Ralsins de la colère » continue. « Il faudra éviter à tout prix de revenir à la situation prévalant avant l'opération », a déclaré le numéro un du Likoud, Benjamin Netanyahu. « Il faut qu'à la fin le Hezbollah ne puisse plus attaquer nos soldats au Liban et nos localités frontalières comme il l'a fait après les arrangements conclus en juillet 1993 », a-t-il ajouté. — (Interim.)

Les Nations unies se bornent à souhaiter « la fin des combats »

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondant

La réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation au Liban s'est achevée, lundi 15 avril dans la soirée, sans surprise, c'est-à-dire sans décision. Washington avait, comme à son habitude, fait savoir que toute résolution contre Israël ferait l'objet de son veto.

Concluant la réunion, le président en exercice du Conseil, Juan Somavia, a fait une déclaration laconique, longuement débattue en coulisses. « La seule conclusion que je puisse tirer en tant que président du Conseil est que toutes les délégations qui ont pris la parole tiennent à voir, une fois pour toutes, la fin des combats à la demande de Washington, le mot « hostilités » a été évité, de la violence et de l'effusion de sang. Ils tiennent à ce que les besoins humanitaires de la population civile soient satisfaits et que le processus de paix continue. »

Les participants se sont pratiquement divisés en trois groupes. Les pays musulmans ont « condamné l'agression » israélienne et demandé le retrait de Tshah du Liban. La plupart des pays européens, y compris la Russie, ont « déploré » la « mesure » des

ripostes israéliennes aux attaques du Hezbollah, tandis que les Etats-Unis et Israël ont vigoureusement justifié la « légitimité » des opérations de l'armée israélienne contre « les terroristes » du « parti de Dieu ». Parmi les pays arabes, l'Egypte et la Jordanie se sont distinguées par des discours très équilibrés. La violence des propos du représentant iranien a été aussi remarquée. La Turquie et la Grande-Bretagne se sont surtout livrées à la dénonciation du terrorisme.

« **CALCULS ÉLECTORAUX** »

Le décalage entre le discours de l'ambassadeur américain, Madeleine Albright, et le communiqué de la Maison Blanche n'est pas passé inaperçu. Parlant aux journalistes à bord de l'avion qui conduisait le président américain, Bill Clinton, sur l'île sud-occidentale de Cheju, le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry, a appelé « toutes les parties » au Liban à faire leur possible pour « rétablir le calme ». « Nous pensons que toutes les parties comprennent que la violence actuelle n'est pas dans les intérêts des habitants des deux côtés de la frontière », a-t-il ajouté.

Pour M^{me} Albright, les choses sont plus claires. Ce sont, a-t-elle dit devant les membres du Conseil, « les attaques du Hezbollah [qui] ont, une fois de plus, obligé le gouvernement israélien à prendre des mesures pour protéger sa population ». Les dirigeants du Hezbollah n'ont pas « le courage de vouloir la paix car cette paix leur retirerait leur raison d'être » a ajouté la représentante américaine.

Ouvrant le débat au Conseil, le représentant du Liban, Samir Moubarak, a demandé une action décisive pour mettre fin à « la folie israélienne ». Seul orateur à avoir fait référence aux « calculs électoraux » de « celui qui détient le prix Nobel de la paix », c'est-à-dire le premier ministre israélien, Shimon Pérès, M. Moubarak a fait valoir que la situation actuelle était « la conséquence de l'occupation israélienne, tout simplement ». Il a exigé l'application de la résolution 425 adoptée par le Conseil de sécurité en mars 1978, qui demande le retrait des forces israéliennes du territoire libanais.

« Nous avons dit à maintes reprises au gouvernement du Liban : contrôlez le Hezbollah, a répliqué l'ambassadeur d'Israël, Gad

Yaacobi. Si vous êtes, comme vous le revendiquez, un pays souverain, c'est votre obligation. » « Tous les Etats de la région, notamment le Liban et Israël », ont droit à la sécurité, a déclaré l'ambassadeur de France, Alain Delamare, qui a néanmoins « déploré » que les « actions militaires (...) aient abouti à la mort de plusieurs dizaines de civils libanais ». La France estime que « seule, la mise en œuvre de la résolution 425 » pourra garantir durablement le respect de la sécurité », a-t-il ajouté.

« **RÉGIME OCCUPANT** »

Comme on pouvait s'y attendre, le représentant iranien a accusé « le régime sioniste » de fabriquer des mensonges contre Téhéran. « Il est ironique, a-t-il dit, que le régime occupant s'attende à ce que tout le monde soit soumis. Il veut faire taire toute voix qui soutient moralement le peuple libanais. »

Le Conseil de sécurité demeure saisi de la question libanaise et certains pays, dont la France, pourraient, dès mardi, demander qu'elle soit réexaminée.

Afsané Bassir-Pour

La ville de Saïda est à son tour menacée

L'ARMÉE israélienne a sommé, mardi 16 avril, les habitants de la ville de Saïda, chef-lieu du Liban sud, de s'éloigner des lieux de résidence de responsables palestiniens et libanais connus pour leurs activités anti-Israéliennes. Cet avertissement, diffusé par la Voix du Sud, radio de l'Armée du Liban sud, la milice libanaise auxiliaire d'Israël, est intervenu peu après l'attaque par hélicoptère du domicile d'un chef militaire palestinien hostile au processus de paix, Mourir Maqdash, dans le camp de réfugiés palestiniens d'Aïn Héloûd, situé dans les faubourgs de Saïda.

Le tir de missiles contre l'immeuble où réside M. Maqdash a légèrement blessé son fils, âgé d'un an et demi, et endommagé des habitations proches, mais il a surtout provoqué une panique dans le camp où vivent quelque 80 000 Palestiniens. C'est la première fois que la région de Saïda est attaquée depuis le début. Il y a six jours, de l'opération « Ralsins de la colère », lancée par les Israéliens au Liban. Cette zone, à forte densité démographique, compte en temps ordinaire quelque 500 000 habitants, mais ce chiffre a été grossi ces derniers jours par l'arrivée massive de Libanais déplacés de leurs villages bombardés par l'armée israélienne.

Dans la nuit de lundi à mardi, Tshah avait intensifié ses raids sur la partie ouest de la Bekaa, faisant un tué et six blessés, en même temps qu'elle annonçait une trêve de dix heures dans la région de Tyr, à 90 kilomètres au sud de Beyrouth, « pour permettre aux habitants qui ne l'ont pas encore fait de quitter la région », la circulation, selon un porte-parole militaire, étant « autorisée vers le nord mais interdite en direction du sud ».

L'aviation israélienne a aussi bombardé, lundi, une deuxième centrale électrique, à Bsalim, à une dizaine de kilomètres au nord-est de Beyrouth, après en avoir sérieusement endommagé une première, dimanche. Les dégâts subis par ces deux installations, qui alimentent la capitale et sa banlieue chrétienne, vont occasionner un strict rationnement du courant. Parallèlement, les hélicoptères israéliens faisaient un raid sur la banlieue sud de Beyrouth, faisant dix blessés, dont un membre du Hezbollah. Selon les informations disponibles, 32 personnes ont été tuées et 145 autres blessées depuis le début de l'opération israélienne. — (AFP.)

Françoise Chipaux

Des « casques bleus » transformés en bons Samaritains

TYR

de notre envoyée spéciale

Incapable, depuis sa création en 1978, d'empêcher les opérations israéliennes au Liban sud, la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (Finul) fait toutefois de son mieux pour secourir une population pour qui elle est bien souvent le dernier espoir. Près de 6 000 habitants du Liban sud, contraints par les Israéliens de quitter leurs localités bombardées sans relâche, ont ainsi trouvé refuge dans les postes des différents bataillons de la Finul, installés le long des petites routes étroites qui serpentent entre les villages.

Blotti avec ses deux filles et quelques chèvres près du grillage qui clôture, à Hennyé, un poste du contingent népalais de la Finul, Farès El Haouch regrette seulement de n'être pas autorisé à faire rentrer son troupeau dans l'enceinte. « La nuit, dit-il, je dors appuyé contre la porte. » A l'intérieur, 140 hommes, femmes et enfants de quatre villages proches sont abrités et nourris par les soldats. « Pendant la journée, quand il y a une accalmie, ils vont voir leur maison, soigner leurs bêtes, explique un officier, puis ils reviennent. » Le médecin du poste est, en ce moment, particulièrement sollicité, le stress des bombardements accroissant les effets de maux normalement bénins.

A Tyr, c'est dans une grande tente blanche, installée au milieu des baraquements militaires,

qu'ont été installés quelque 400 réfugiés qui ont investi les sommaires installations de ce quartier de fortune. La baraque de chantier, qui servait de salle de musculation, a été transformée en salle de première urgence. Lundi 15 avril, les médecins s'affairaient autour d'une femme, Nohad Mat-tar, soixante-neuf ans, victime d'une crise cardiaque. « Depuis ce matin, les avions israéliens n'arrêtent pas de franchir le mur du son au-dessus de la ville et, à chaque fois, c'est la même panique », commente un soldat. Dans Tyr déserte, que même la visite du président du Parlement libanais, Nabih Berri, n'est pas arrivée à animer, le quartier général de l'ONU fait figure de havre.

SURRÉALISTE

Les « casques bleus » multiplient aussi, quand la situation le leur permet, les patrouilles, pour, explique l'un d'eux, rassurer les habitants qui se terrant encore dans leurs villages. « Notre tâche est d'offrir des abris, de la nourriture, des soins médicaux et de récupérer les personnes isolées », affirme un officier supérieur. Une fonction que n'apprécie visiblement pas l'armée israélienne.

Lundi après-midi, un convoi de la Finul qui allait chercher quelque 150 personnes à Majdel Zoun a été pris sous des bombardements très violents, alors qu'il faisait demi-tour dans le village de Mansouri, la route étant coupée

par des gravats. Plusieurs obus de gros calibre se sont abattus en contrebas du convoi qu'accompagnaient des journalistes. La présence de ces derniers explique sans aucun doute aussi cet acharnement, puisque l'armée israélienne, qui n'aime pas les témoins dans « sa » zone d'opération militaire, a ensuite, par de nouveaux bombardements, bloqué le convoi près de deux heures.

Ces pillonnages particulièrement intenses n'ont toutefois pas empêché les invisibles combattants du Hezbollah de lancer au même moment quelques roquettes katioucha vers le nord d'Israël. Dans les orangeries qui bordent l'étroite route côtière Tyr-Nakoura, ces combattants qui connaissent le terrain, puisque c'est le leur et qu'ils y ont grandi, n'ont visiblement pas trop de mal à opérer. Mais il y a quelque chose de surréaliste à regarder le ciel où volent en permanence avions et hélicoptères israéliens, la mer où croisent non loin du rivage des vedettes, et d'entendre à proximité le tir des roquettes du Hezbollah.

Observateurs d'une guerre qui se déroule sous leurs yeux mais qu'ils ne peuvent empêcher, les soldats de la Finul se sont transformés en bons Samaritains, un rôle qu'apprécie, à défaut d'autre chose, une population qui en a déjà tant vu.

COMMENTAIRE CACOPHONIE EUROPÉENNE

L'initiative « autonome » de la France de dépêcher au Proche-Orient le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, pour une mission dite « d'information », a provoqué une désapprobation légèrement ironique dans les milieux européens. Cette tournée, à laquelle on accorde peu de chances de succès, ne serait pas la marque d'un grand esprit communautaire. Si l'Union européenne avait voulu manifester son existence, elle aurait pu envoyer sur place la « troïka » des trois ministres des affaires étrangères du pays qui assume, à assumer et assumera la présidence.

Il est vrai que Suzanna Agnelli, le chef de la diplomatie italienne, qui préside le Conseil, est en Bolivie pour une mission européenne. Il est vrai aussi que Jacques Chirac n'a pas montré depuis le début de l'année une haute estime pour l'efficacité de la présidence italienne. Le chef de l'Etat a préféré miser sur son propre représentant plutôt que sur un trio hispano-italo-irlandais.

A ce désordre institutionnel s'ajoutent des divergences de fond. Alors que l'Allemagne s'est contentée d'appeler à un retour au calme, le ministre britannique

de la défense, qui se trouvait en Israël pour une visite prévue de longue date, a réaffirmé « le droit de chaque pays à assurer sa sécurité », précisant que les actions de Tshah lui paraissent « mesurées et proportionnées ». Ce soutien ouvert contraste avec la volonté française d'encourager un cessez-le-feu immédiat.

Certains y verront la preuve que l'Union européenne est encore loin de pouvoir mener la politique extérieure et de sécurité commune (PESC), prévue par Maastricht, qui est au centre de la Conférence intergouvernementale. Pourtant, la situation au Proche-Orient est un sujet sur lequel les Européens ont essayé de définir une position commune depuis... 1980 au moins. D'autres y trouveront des arguments pour soutenir la création, au sein de l'Union, d'un « monsieur Pesc », c'est-à-dire d'une personnalité ayant suffisamment de poids pour parler au nom de l'Europe, avec l'espoir d'être entendue. Encore faudrait-il que cette Europe ait quelque chose à dire... Car les promoteurs de cette idée, en l'occurrence les responsables français, en conviennent : quand les Etats estiment avoir des intérêts particulièrement affirmés dans une région, il est normal qu'ils reprennent leur liberté de mouvement. Et n'est-ce pas précisément le cas pour la France dans le monde arabe ?

Daniel Vernet

Bill Clinton réaffirme la volonté des Etats-Unis de maintenir leur présence stratégique en Asie

Le président américain est en visite en Corée du Sud et au Japon

Le président Clinton a, mardi 16 avril, fait étape en Corée du Sud, avant de se rendre à Tokyo et Moscou. Survenant à l'issue d'une tension avec

la Chine autour de Taïwan, alors que les relations entre les deux Corées s'alignent et que Washington contracte son dispositif militaire au

Japon, cette tournée permettra au président de réaffirmer la volonté américaine de maintenir une présence stratégique en Asie.

WASHINGTON

Le voyage de Bill Clinton est accueilli favorablement par la plupart des pays de la région Pacifique, mais rares seront ceux qui exprimeront leur satisfaction, pour ne pas provoquer la puissance chinoise montante. Le président américain visite la Corée du Sud et le Japon pour réaffirmer que la sécurité de cette partie du monde demeure une priorité de l'Amérique.

Cette insistance tombe à pic : trois incursions de soldats nord-coréens lourdement armés dans la zone démilitarisée séparant la Corée du Sud du territoire contrôlé par le régime communiste de Pyongyang, ainsi que les gesticulations chinoises à l'endroit de Taipei, qui ont obligé Washington à montrer ses porte-avions, ont rappelé à la planète que les risques de déstabilisation de l'Asie sont nombreux.

Les Etats qui ne peuvent apporter officiellement leur soutien à Washington, sous peine de s'attirer les foudres de Pékin, seront rassurés d'entendre l'exécutif américain affirmer, comme l'a fait récemment le secrétaire d'Etat Warren Christopher, qu'il n'y a pas de défi plus important [pour Washington] que de maintenir nos alliances et notre présence stabilisatrice en Asie orientale. Il n'est pas sûr, pourtant, que M. Clinton soit tout à fait convaincant : bien des gouvernements retiendront que, sous la pression d'une partie de l'opinion japonaise, l'administration américaine a été contrainte d'annoncer la fermeture de sa principale base militaire à Okinawa, ainsi qu'un « redéploiement » d'une partie de ses forces (Le Monde du 16 avril).

Le président américain n'avait pas le choix : pour maintenir une alliance stratégique avec le Japon qui concourt à la préservation des « intérêts vitaux » des Etats-Unis, il devait lâcher du lest. L'incident d'Okinawa – le viol d'une écolière par trois G.I., en septembre – aura surtout servi de révélateur : si le séjour de M. Clinton au Japon sera surtout consacré aux questions de sécurité (non à l'évolution des re-

lations commerciales bilatérales), c'est bien parce que Washington a conscience qu'il est urgent de réorienter sa diplomatie dans cette partie du monde.

COMPÉTITION ÉCONOMIQUE

Tirant les leçons de la fin de la guerre froide et de la disparition de la menace soviétique en Asie, la politique étrangère américaine s'est adaptée, depuis 1992, aux priorités de la « diplomatie commerciale » définie par M. Clinton : les Etats-Unis ont pris l'habitude de considérer leurs relations avec les principales puissances asiatiques sous l'angle dominant de la compétition économique.

Une proposition pour réconcilier Séoul et Pyongyang

Une proposition américano-sud-coréenne (apparemment formulée par Washington et acceptée par Séoul) visant à organiser une réunion à quatre pays – outre les deux Etats de la péninsule, les Etats-Unis et la Chine – en vue de résoudre la crise coréenne a été transmise il y a quelques jours par Séoul à Pyongyang, a indiqué, mardi 16 avril, un conseiller du chef d'Etat sud-coréen. Selon les agences AFP et Reuter, aucun calendrier n'a été suggéré, et le niveau auquel auraient lieu les négociations n'a pas été précisé. Yoo Chong-ha, conseiller du président Kim Young-sam pour les affaires de sécurité, a précisé que Japon et Russie soutenaient cette proposition, Moscou souhaitant y participer d'une façon ou d'une autre.

M. Clinton, arrivé mardi avant l'aube dans l'île sud-coréenne de Cheju, avait déclaré, lors d'une escale en Alaska, que Washington voulait favoriser une réconciliation définitive entre les deux Corées. Les tensions s'étaient accrues dans la péninsule après que Pyongyang – qui s'éloigne de plus en plus, depuis 1994, du statu quo né de l'armistice de la guerre de 1950-53 – eût déclaré, début avril, ne plus se considérer tenu aux obligations de l'accord du 23 juillet 1953.

Washington s'est ainsi lancé dans une succession de querelles commerciales avec le Japon et la Chine, sans toujours mesurer qu'elles risquent de détériorer en profondeur les relations diplomatiques. L'administration Clinton a dénoncé à cor et à cri le protectionnisme de l'industrie japonaise, accentuant le ressentiment d'une partie de l'opinion japonaise, ainsi que les préventions des Américains envers un pays qu'ils ne comprennent guère. Aujourd'hui, à Tokyo comme aux Etats-Unis, on fait courir le vent à remettre en cause le statu quo de l'alliance bilatérale s'est développé.

Si Ryutaro Hashimoto, le pré-

tionniste, qui s'est réveillé à la faveur des succès des républicains, a alimenté la méfiance envers Tokyo. Les Américains, dont la plupart ignorent que le Japon prend en charge 70 % du coût global du stationnement des troupes américaines sur son sol, estiment qu'ils ne doivent plus être seuls à assumer la stabilité de cette partie du monde. Ils ne voient pas pourquoi, d'autre part, Washington devrait continuer à offrir son « parapluie » à un pays qui, commercialement, se comporte plus en rival qu'en allié.

Si les Etats-Unis maintiennent une présence militaire au Japon, c'est certes avec le souci de pou-

voir « projeter » leur puissance dans la région Pacifique, mais aussi parce que celle-ci dissuade Tokyo de procéder à un réarmement. Faute de disposer de la protection américaine, le Japon, comme la Corée du Sud, serait amené à se prémunir contre les aspirations de la Chine. Il en résulterait une course aux armements, qui deviendrait vite nucléaire.

Or, à l'avenir, la relation Tokyo-Washington sera sans doute encore plus décisive. Les Américains ont perdu une tête de pont. Il y a quatre ans, en évacuant leurs bases de Clark et Subic Bay aux Philippines, et ils devront de facto renoncer à une « escale amie », en 1997, avec la restitution de Hong Kong à la Chine. Les relations nippo-américaines doivent-elles, pour autant, continuer d'être régies par un traité de sécurité datant de la guerre froide (1960) et, surtout, qui n'est contraignant que pour un seul signataire, dès lors que la Constitution japonaise interdit aux forces nippones d'assister militairement les troupes américaines ? Cette question, celle de la « redéfinition du système de sécurité entre les deux pays », selon l'expression de Walter Mondale, ambassadeur américain à Tokyo, sera au centre des entretiens Clinton-Hashimoto.

ACCÈS LIMITÉ AU MARCHÉ

Le chef de la Maison Blanche et le premier ministre japonais ont une commune priorité : ce sommet doit être placé sous le signe de la solidité des liens bilatéraux. Les différents commerciaux encore nombreux (sur les semi-conducteurs, les films photographiques, le transport aérien, les assurances), seront certes évoqués, mais il n'est pas question de les monter en épingle. Dans le passé, chaque pays subissait souvent à cette tentation, pour des raisons purement intérieures. Cette discrétion sert les Japonais : Tokyo compte exploiter la volonté américaine de conserver une forte présence militaire dans l'archipel.

Le prix à payer par Washington pourrait bien se traduire par une limitation de l'accès américain au marché japonais. « Notre rôle d'unique garant de la stabilité du Japon transforme inévitablement nos intérêts commerciaux en otages », soulignait récemment Clyde Prestowitz, président de l'Economic Strategy Institute. En se rendant en Corée du Sud et au Japon pour réaffirmer la solidarité des Etats-Unis, M. Clinton corrige d'abord ce qui est apparu comme une dérive de la politique étrangère américaine : la « diplomatie commerciale » a en effet montré ses limites, et à l'avenir, elle devra mieux coexister avec les intérêts stratégiques de l'Amérique en Asie.

Laurent Zecchini

Le fossé s'accroît toujours entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres

Des Etats « moyens » émergent néanmoins

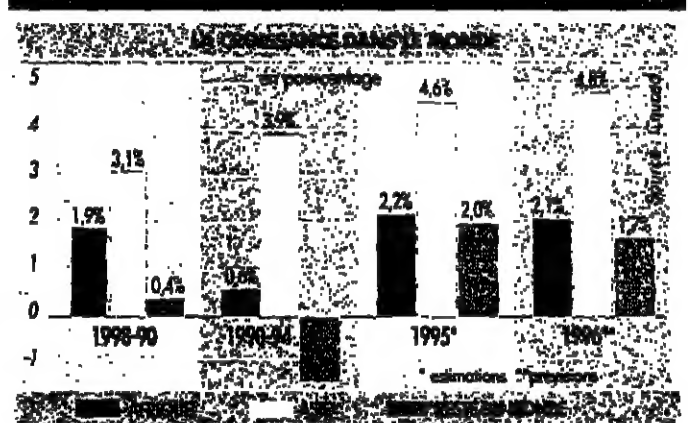
LE FOSSÉ entre les riches et les pauvres de la planète a-t-il tendance à s'accroître ? Ou bien une amorce de rééquilibrage est-elle en cours ? A question essentielle, réponse nuancée. Si l'on s'en tient au rapport annuel de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) consacré aux « pays les moins développés », publié mardi 16 avril à Genève.

A partir de formules complexes, la Cnuced compare les 20 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches. Le résultat est sans ambiguïté : l'écart entre les deux extrêmes augmente. Il était de 13,3 au début des années 60. Trente ans plus tard, un habitant des pays riches a en moyenne un revenu 18 fois supérieur à celui d'un habitant des pays les plus pauvres. Si les différences se sont accrues entre 1960 et 1990, ce n'est pas tant que les plus riches ont accentué leur prééminence. En revanche, les

des pays les moins développés représentent environ 0,7 % du commerce mondial en 1975. Depuis, elle n'a cessé de décroître. Sur les 48 PMA recensés par les Nations unies, trois (Botswana, Bangladesh, Zambie) ont des exportations annuelles qui dépassent 1 milliard de dollars (5 milliards de francs). Les autres se contentent d'écouler des matières premières dont le poids dans le commerce mondial ne cesse de régresser alors qu'ils sont eux-mêmes de plus en plus dépendants des importations pour leur nourriture. Conclusion pour le moins mitigée de la Cnuced : le nouveau système issu de l'Uruguay Round « entraînera pour les PMA des coûts transitoires dont le montant et le calendrier prêtent à discussion. Alors que les coûts pèseront à brève échéance, les bénéfices n'interviendront qu'à long terme ».

C'est donc avec en toile de fond une vision assez grise de l'avenir des PMA (qui pâtissent aussi d'une

Un léger mieux pour l'Afrique



Après des années de stagnation, l'Afrique donne des signes d'amélioration dus, en grande partie, à la hausse des prix des matières premières.

20 % les plus pauvres, qui détenaient 4,9 % de la richesse mondiale en 1960, n'en possèdent plus que 3,6 % trente ans plus tard. Parmi ces laissés-pour-compte du développement se retrouvent une trentaine de pays, la plupart situés en Afrique subsaharienne. Plus réconfortante est la répartition de la richesse entre les deux extrêmes. Les statistiques de la Cnuced indiquent que les pays « moyens » s'enrichissent année après année du fait, en particulier, de l'émergence de la zone de l'Est asiatique, avec au premier rang la Chine. L'échantillon central de l'étude a ainsi vu sa part dans la richesse mondiale grimper de 6,9 % en 1960 à 10,8 % en 1991.

Acteurs insignifiants à l'échelle mondiale, les pays les moins avancés (PMA) n'ont pas grand-chose de positif à attendre de la mondialisation de l'économie consacrée par l'Uruguay Round, ajoute l'étude. « La part des exportations

baisse de l'aide internationale) que la Cnuced dresse un bilan de l'année 1995 qui, à l'inverse, autorise un certain optimisme s'agissant des pays africains les plus pauvres. Leur croissance a atteint 2,2 % l'an dernier, contre 0,6 % en moyenne annuelle au cours de la période 1990-1994. « Huit de ces pays ont enregistré une croissance supérieure à 5 % en 1995 (contre 4,6 % pour l'ensemble des PMA asiatiques) », précise la Cnuced, qui explique ce redressement par la flambée du cours des matières premières et, dans une moindre mesure, par la mise en œuvre d'une meilleure politique économique. Si les conditions climatiques se maintiennent, les PMA africains devraient afficher cette année une croissance du même ordre, qui reste néanmoins inférieure à la croissance démographique.

Jean-Pierre Tuquoy

La Turquie continue d'entretenir des relations ambiguës avec ses voisins du Proche-Orient

ISTANBUL

Exploitant habilement une dispute diplomatique avec Ankara, à propos des activités jugées douteuses de diplomates turcs en poste en Turquie, l'Iran a joint ses critiques à celles de la Syrie, de l'Irak et de l'Égypte sur un récent accord de coopération militaire conclu entre la Turquie et Israël.

Les récriminations de Téhéran contre cet accord ont détourné l'attention des véritables causes de sa querelle avec Ankara. Celle-ci a été déclenchée par l'arrestation, en mars, d'Irfan Cagirci, membre très actif de l'Organisation d'action islamique, groupe illégal qui avait participé aux meurtres d'intellectuels laïcs, en 1990, en Turquie – notamment le journaliste Cetin Emec, et l'enlèvement d'opposants iraniens installés en Turquie. Le chef de la police d'Istanbul, Orhan Tazanlar, avait alors révélé que le suspect avait bénéficié de la complicité de diplomates iraniens.

Pour ne pas envenimer les relations avec Téhéran et pour ménager les milieux islamistes locaux, le ministère turc des affaires étrangères avait choisi de régler discrètement cette affaire. Mardi 9 avril, une délégation turque dirigée par Ali Tugan, sous-secrétaire adjoint du ministère, s'était rendue à Téhéran, porteuse d'une épaisse documentation sur les liens qui existent entre l'Organisation de l'action islamique et l'Iran. Dans le but d'éviter une querelle publique, la délégation avait demandé à l'Iran de rappeler quatre diplomates, dont les noms avaient été

cités par Irfan Cagirci au cours de son interrogatoire. L'Iran a alors choisi de passer à l'offensive, en accusant quatre diplomates turcs d'espionnage et en attaquant l'accord signé entre la Turquie et Israël.

Cette crise, qui devrait se terminer par le retrait de quatre diplomates de part et d'autre, n'aura probablement pas de conséquences bilatérales. Mais en s'en prenant à la politique régionale de la Turquie Téhéran a touché le talon d'Achille du gouvernement d'Ankara, l'accord conclu avec Israël étant loin de faire l'unanimité de la classe politique turque. Les islamistes accusent en effet le pouvoir de trahir son passé ottoman. La Turquie n'a toujours pas lavé « la honte d'être le premier pays musulman à reconnaître Israël... Et, depuis deux ans, elle planifie avec la CIA et le Mossad l'élimination de l'islam politique au Proche-Orient », a commenté le quotidien islamiste Milli Gazete.

DANS L'ORBITTE AMÉRICAINE

Les relations entre la Turquie et les pays du Proche-Orient ont toujours été complexes et ambiguës. Malgré les revendications des islamistes, qui aspirent à « un marché commun islamiste », et qui flirtent avec les pays musulmans, la Turquie gravite essentiellement dans l'orbite américaine, dans ce qu'elle appelle le « camp de la paix », position qu'elle n'a pas délibérément choisie, mais qui s'est développée à l'occasion de ses débâcles avec des pays tels que la Syrie ou l'Irak.

Le traité de paix entre Israël et les Palestiniens a levé l'obstacle

principal au développement des relations israélo-turques, qui se sont réchauffées rapidement depuis lors. Selon les termes de l'accord signé en février, les pilotes de l'armée de l'air israélienne pourront s'entraîner dans le ciel turc, sur leurs avions, dépourvus d'armes et de tout équipement de surveillance électronique. En échange, Ankara bénéficiera d'une assistance technologique de l'Etat juif.

Pour la Turquie, qui perçoit Israël comme un allié privilégié des Etats-Unis dans la région, cette coopération paraît d'autant plus naturelle que, entourée de voisins plus ou moins hostiles – Irak, Iran, Syrie, Grèce –, elle se sent vulnérable. Le récent rapprochement entre Athènes et Damas, qu'Ankara accuse de soutenir les combattants kurdes du PKK, a aussi poussé la Turquie à chercher d'autres alliances pour rétablir l'équilibre. « Le paysage a totalement changé au Proche-Orient. A l'exception de la Syrie, tous les pays arabes ont conclu des accords avec Israël », a déclaré le ministre de la défense, Oltan Sungurlu.

Au ministère des affaires étrangères, les diplomates soulignent que le rapprochement avec l'Etat juif n'affectera pas les relations avec les pays arabes. « Dans le conflit israélo-arabe, nous avons toujours soutenu les pays arabes », explique Nurettin Nurkan. « Mais maintenant que la paix est en marche, nous voulons l'encourager en développant nos relations avec Tel-Aviv ».

Nicole Pope

PUBLICITE:

Issoire, sa région et son école militaire, c'est plus de 30 ans de passion au service de la France.

Depuis plus de 30 ans, Issoire en Auvergne forme des générations de sous-officiers.

L'annonce de la professionnalisation de l'Armée n'est pas une surprise pour cet établissement qui l'avait compris depuis longtemps: on a tellement investi* pour élever le niveau technologique des formations que l'école militaire d'Issoire est certainement devenue la meilleure de France dans son domaine.

Elémentaire mon cher Watson!

C'est pourquoi l'école militaire d'Issoire devra être choisie pour devenir le centre de formation de ces nouveaux professionnels dont l'Armée Française a tant besoin.

Elémentaire mon cher Watson!

* ce qui permet au site d'être opérationnel sans investissement.

Association pour la Défense, la Promotion et l'Avenir de l'E.N.T.S.O.A. 2 rue Eugène Cauthier 63500 Issoire.

L'Amérique perplexe face à ses marginaux

Les accusés d'Oklahoma City, les miliciens assiégés du Montana, l'ermite aux colis piégés ont en commun une haine du pouvoir fédéral

WASHINGTON

de notre correspondant
Propulsés sous les feux de l'actualité par le siège d'une poignée de rebelles retranchés dans une ferme et l'arrestation, dans sa cabane d'ermite, du présumé « Unabomber », ce maniaque du colis piégé recherché depuis dix-huit ans à travers tout le pays, les habitants du Montana, l'un de ces rugueux États de l'Ouest américain aux grands espaces inhabités, ont choisi de se réfugier dans la dérision : « Au moins, nos vaches sont saines », proclame l'un des t-shirtes que journalistes et agents du FBI, débarqués en grand nombre ces dernières semaines, s'arrachent en guise de souvenirs.

A l'approche du premier anniversaire de l'attentat d'Oklahoma City, dans lequel 168 personnes trouvèrent la mort le 19 avril dernier, l'Amérique perplexe se penche à nouveau sur ses marginaux. Urbaine et codifiée, la côte Est observe curieusement ce Nord-Ouest sauvage où porter une arme est aussi naturel qu'un attaché-case à New York, où les limitations de vitesse ont été abolies, où paraissent trouver refuge tous les desperados de la société moderne ; à nouveau, comme pour se rassurer, experts et psychologues cherchent un semblant de logique ou de morale dans des actes irrationnels qui ont pour dénominateur commun une haine viscérale de leurs auteurs envers l'autorité.

C'est cette révolte contre un pouvoir fédéral « tyrannique » qui, pensent aujourd'hui les enquêteurs, a inspiré Timothy McVeigh et Terry Nichols, les deux auteurs présumés de l'attentat à la bombe d'Oklahoma City ; leur procès devrait s'ouvrir dans les mois qui viennent à Denver, dans le Colorado, où s'est déjà tenue cette semaine une audience préliminaire.

« Écoutons
« Unabomber ».
Il décrit
une société inégale,
vivant au-dessus
de ses moyens
écologiques et allant
droit au désastre »

Comment un soldat qui a fait la guerre du Golfe sous la bannière américaine peut dériver, petit à petit, dans un univers de paranoïques obsédés par les noirs desseins que concevrait le gouvernement des États-Unis contre ses citoyens sans défense, au point de garer, un beau matin, un camion bourré d'explosifs devant un bâtiment fédéral ? Le procès le dira peut-être mais le père de Timothy McVeigh, interrogé jeudi 11 avril dans une émission d'ABC consacrée à l'itinéraire des deux suspects vers « la rage et la vengeance », n'a guère de réponse. Oui, il avait constaté un changement dans les idées de son fils, avant que celui-ci ne disparaisse dans la nature, fin 1994. Qu'est-ce qui le surprenait dans ces idées ? « Ce n'était pas une façon américaine de penser », dit-il après un long silence.

L'attentat d'Oklahoma City avait porté ombrage à Theodore Kaczynski, le brillant et taciturne mathématicien diplômé de Harvard, ex-professeur à Berkeley, reclus depuis vingt-cinq ans dans sa cabane du Montana sans eau ni électricité. Celui dont tout porte à croire aujourd'hui qu'il était bien le mystérieux « Unabomber », l'homme dont les colis piégés adressés aux membres de l'élite technologique et industrielle ont tué trois personnes et blessé vingt-trois autres en dix-huit ans, s'était fait raver la vedette. Une semaine après le drame d'Oklahoma City, il a donc frappé de nouveau puis, s'enhardissant, a exigé que la

grande presse publie son manifeste sur les méfaits de la révolution techno-industrielle. Erreur ! Sa soif de publicité l'a perdu. Dans cet essai interminable, son frère David a découvert des phrases, des pensées tragiquement familières ; troublé, il a commencé par mener sa propre enquête, recherchant les écrits de son frère pour les comparer avec le manifeste publié par le *Washington Post*. Puis il a confié le tout à un détective privé, soumis les documents à une équipe de psychologues et de graphologues. Lorsque les experts ont confirmé ses soupçons, David Kaczynski, la mort dans l'âme, a estimé de son devoir d'alerter le FBI pour éviter, selon un ami de la famille, qu'il y ait de nouvelles victimes.

Dans la folie d'« Unabomber », de ce génie déclassé qui confiait régulièrement son dénuement et sa révolte dans des lettres presque touchantes écrites en espagnol à un vieux paysan mexicain du Rio Grande, l'Amérique a enfin trouvé une lueur de raison : l'héroïsme d'un frère. Educateur social dans l'État de New York, David Kaczynski était depuis longtemps inquiet de l'isolement dans lequel s'était installé son frère aîné et lui envoyait de l'argent de temps en temps.

Depuis l'arrestation de Theodore, il est, dit l'avocat de la famille, « en état de choc » et refuse de recevoir les médias. Tandis que les talk-shows télévisés débattent de son dilemme (« Saint ou traître ? » - 88 % des Américains approuvent sa décision, selon un sondage CNN-USA Today), le silence de David Kaczynski force encore davantage l'admiration. Mais l'odyssée d'« Unabomber » continue d'intriguer. Dans les colonnes du courrier des lecteurs du *New York Times*, un lecteur du Massachusetts, Thomas Campanella, regrette « l'hystérie » avec laquelle on a décrit le mode de vie du suspect : « Écoutons plutôt ce qu'il a à dire, écrit-il. Son manifeste est un mélange passionné d'anarchie et d'écologie radicale. Il décrit une société inégale, obsédée et déshumanisée par ses machines, vivant au-dessus de ses moyens écologiques et allant droit au désastre. Notre société ne rêve que de meurtres qui marchent au pas ; nous sommes soupçonneux des esprits qui réfléchissent et de l'intellectualisme ».

Pendant ce temps, dans la plaine rugueuse du Montana, les durs d'élite du FBI ont adopté un profil bas et, soucieux d'éviter toute bavure, se préparent à un long face-à-face avec le groupe de dix à vingt « Freeman » retranchés avec leurs armes depuis le 25 mars dans un domaine qu'ils ont baptisé « Justus Township ». Le grand public a peu de sympathie pour ce groupe qui se réclame de l'idéologie de la Christian Identity, un mouvement proclamant la suprématie raciale des peuples d'Europe du Nord, et les « Freeman » ne semblent pas jouer non plus d'un grand soutien dans la région où les habitants, excédés par leur agitation, ont trouvé le FBI très lent à arriver. Lundi 8 avril, les « Freeman » ont affiché une « déclaration d'indépendance » sur la clôture de leur ranch : « Les Freeman, proclamant-ils, ne font pas partie des États-Unis, prostitués industriels, ni de l'État de facto du Montana. » Les négociations menées depuis le début du siège ne progressent guère : selon le parquet local, elles achoppent essentiellement sur la revendication des « Freeman » « d'établir un gouvernement séparé ».

Or si la longue tradition de violence et d'affrontement au Montana, remontant jusqu'au XIX^e siècle, entre nantis venus de l'Est et petits fermiers ou trappeurs peut expliquer la persistance de velléités de rébellion, les autorités fédérales ne peuvent pas se permettre de céder sur ce point : dans le climat actuel, avertissent certains experts, des dizaines de comités des États de l'Ouest n'attendraient que cela pour faire sécession.

Sylvie Kauffmann

Le président du Venezuela annonce un plan d'austérité pour sortir le pays du marasme

La signature d'un accord avec les institutions financières internationales est imminente

Le président vénézuélien Rafael Caldera a présenté lundi 15 avril un plan de stabilisation économique avec de fortes augmentations des

carburants et des impôts indirects et a appelé ses compatriotes à l'effort pour faire accéder le pays à une « économie de production ». M. Cal-

dera a toutefois insisté sur les « mesures à caractère social » qui doivent aider les plus défavorisés à faire face aux augmentations annoncées.

CARACAS

de notre envoyé spécial
« Le grand virage », titrent les quotidiens de Caracas. Élu en 1993 sur un programme populiste, pourfendeur du néolibéralisme, le président Rafael Caldera, patriarche octogénaire et social-chrétien de la politique vénézuélienne, s'est résigné à appliquer une thérapie de choc pour assainir et ranimer une économie rongée par la « stagflation ». Un plan d'austérité qui ressemble à celui qu'avait tenté d'appliquer en 1989 son grand rival, le social-démocrate Carlos Andres Perez, et que Rafael Caldera avait alors énergiquement dénoncé.

Dans un discours à la nation, retransmis lundi 15 avril au soir par toutes les stations de radio et de télévision, le président Caldera a détaillé les mesures visant à résorber le déficit budgétaire qui, a-t-il rappelé, s'était dangereusement creusé en 1994 lorsque l'État s'était porté au secours d'une série de banques en difficulté. Une forte hausse des prix des carburants, la libération du contrôle des changes, qui, selon la majorité des experts, provoquera une forte dévaluation du bolivar (la monnaie vénézuélienne) et une augmentation de quatre points des taxes à la consommation constituent les principaux volets de ce plan qui devrait permettre la signature d'un accord avec le Fonds monétaire international.

« Nous avons dialogué avec le FMI dans un climat de grande sincérité et de respect. Les organismes financiers multilatéraux ont compris le souci du Venezuela d'accorder la priorité à la lutte contre la pauvreté et je crois que les conversations vont bientôt culminer de manière satisfaisante », a déclaré le président Caldera. Il a reconnu que la signature d'un accord avec le FMI était « une condition du rétablissement de la confiance de la communauté financière internationale ». Elle permettra aussi au Venezuela d'obtenir de nouveaux crédits à hauteur d'environ 3 milliards de dollars (15 milliards de francs).

Au volant de sa vieille Chevrolet, Juan José Marquez a vite fait les comptes. Faire le plein lui coûtera mardi matin cinq fois plus cher.

Une hausse brutale qu'il a déjà commencé à faire payer aux clients de son taxi brinquebalant. Le quintuplement en moyenne des prix du carburant est le volet le plus spectaculaire du plan d'austérité, même si le prix du super, environ 60 centimes le litre après l'augmentation, a de quoi faire rêver les automobilistes européens.

Dans ce pays qui se vantait de vendre l'essence moins cher que l'eau minérale, le prix des carburants demeure un sujet explosif. Leur forte hausse avait servi de détonateur à la sanglante explosion sociale qui avait fait plus de trois cents morts en février 1989.

Depuis plusieurs jours le spectre du « Caracazo » de 1989 plane à nouveau sur la capitale. « J'espère qu'il ne se passera rien, mais mieux

forcées à Caracas, et le ministre de l'intérieur, José Guillermo Andueza, a annoncé que l'intervention des militaires était prévue, si nécessaire.

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Tirant les leçons des émeutes de 1989, le gouvernement du président Caldera a fait un gros effort de relations publiques. Il y a sept ans, fort de sa récente réélection, l'ex-président Carlos Andres Perez avait brusquement annoncé un plan d'austérité concocté par des technocrates. Cette fois, le président Caldera a confié à son nouveau ministre de la planification, Teodoro Petkoff, le soin de préparer l'opinion. Depuis plusieurs semaines, cet ancien militant trotskiste, fondateur du MAS

Une hausse massive du prix des carburants

Les mesures annoncées lundi 15 avril visent d'abord à réduire le déficit budgétaire. Le taux des impôts sur les ventes de gros et sur la consommation « de luxe » passera de 12,5 % à 16,5 %. Les prix des carburants sont massivement augmentés dès le mardi 16 avril : l'ordinaire passe de 5,2 à 50 bolivars (60 centimes) le litre et le super de 14 à 60 bolivars (70 centimes). D'autre part, le contrôle des changes sera levé totalement, à une date qui n'est pas encore fixée : le bolivar flottera librement, ce qui devrait ramener près du cours « parallèle » actuel, soit 475 pour 1 dollar au lieu du cours officiel de 290. Les taux d'intérêt augmenteront en fonction de l'évolution du marché. Pour compenser les hausses des prix, sont prévus un relèvement de 70 % du salaire minimum, un doublement des pensions minimales, des subventions pour les prix des denrées alimentaires de base et les médicaments, ainsi que pour les transports publics.

vaut prévoir », lâche Maria Concepcion, gérante d'un salon de beauté à la retraite, devant un Caddie débordant de victuailles. Le supermarché de ce grand centre commercial de Caracas est pris d'assaut par une foule de consommateurs inquiets qui stockent de la farine, de l'huile et du sucre... « au cas où ». La crainte de violences, mais aussi le souci de faire un dernier plein à bon compte provoquent des embouteillages devant les stations-service.

Tout en refusant de décréter l'état d'urgence comme le demandaient certains responsables politiques, le gouvernement a pris des dispositions pour faire face à d'éventuels troubles. Lundi, les patrouilles de la police ont été ren-

(Mouvement vers le socialisme), sillonne le pays et orchestre les fuites pour « vendre » le plan d'ajustement. « C'est comme une péritonite », explique ce politicien populaire. « L'opération fait mal, la convalescence est délicate, mais le pire est de ne rien faire. Sans ajustement, l'inflation aurait atteint 150 % ».

Autre différence avec 1989, le gouvernement a prévu des mesures d'accompagnement en faveur des couches les plus pauvres de la population. Subventions aux transports en commun, distribution de repas gratuits dans les écoles, aides aux chômeurs et aux retraités : au total, le gouvernement prévoit de dépenser 506 milliards de bolivars (8,7 milliards de

L'armée russe amorce un retrait symbolique de Tchétchénie tout en poursuivant ses bombardements

DEUX BATAILLONS du ministère russe de l'intérieur ont été retirés lundi 15 avril de Tchétchénie dans le cadre du « plan de paix » annoncé le 31 mars par le président Boris Eltsine. Selon la télévision russe, ces unités - 2 000 hommes sur les 80 000 présents sur le terrain - se sont retirées de leurs bases dans le village de Chokovskaja, une région théoriquement sous contrôle du gouvernement tchétchène pro-russe située à 150 kilomètres au nord-est de Grozny, pour regagner leur caserne en Russie.

REDEPLOIEMENT DES FORCES

Mais ce mouvement symbolique a été éclipsé par l'intensification des bombardements le même jour. Les avions russes ont bombardé pendant toute la nuit de dimanche à lundi, et à nouveau lundi matin, plusieurs villages du sud-est de la Tchétchénie, selon des habitants interrogés par un journaliste de l'AFP. L'aviation a pris pour cible plusieurs villages situés autour du bastion indépendantiste montagnard de Vedeno.

Les raids ont visé ensuite lundi matin la localité d'Agnichty, plus à l'est, faisant un nombre non précisé de victimes, et endommageant près de la moitié des maisons, selon ces témoins.

Dimanche, le général Vlatheislav Tikhonov, commandant des forces russes en Tchétchénie, avait confirmé que ses forces entameront, dès lundi, un retrait progressif des zones de la petite République épargnées par les combats. Il avait toutefois précisé que huit

des quinze unités présentes en Tchétchénie seraient redéployées dans les zones de combats avec les indépendantistes tchétchènes au sud de la République, au moins jusqu'en mai. Les six unités restantes devraient « se retirer sur des positions provisoires aux frontières administratives de la Tchétchénie ».

La dernière étape du « retrait » des troupes devrait avoir lieu en novembre 1996. Enfin, deux brigades, soit « 10 000 hommes équipés de blindés », seront maintenues « de façon permanente », selon le général.

Un commandant indépendantiste a affirmé de son côté à l'AFP qu'une colonne de 160 blindés russes faisait mouvement lundi vers Vedeno. « C'est comme cela qu'ils retirent leurs troupes », a ironisé ce commandant, Aslanbek Abdoulkadjiev.

D'autre part, les indépendantistes ont abattu, dimanche soir à Vinogradnoïe (nord de la Tchétchénie), un hélicoptère de trans-

port russe Mi-8, provoquant la mort des quatre Russes qui en constituaient l'équipage, selon l'agence Interfax.

BORIS ELTSINE EN TOURNÉE

Dans le cadre d'une tournée préfectorale, le président russe Boris Eltsine s'est rendu, lundi soir, dans les régions de Krasnodar et Stavropol, dans le sud de la Russie. Il doit notamment visiter la ville de Boudennovsk, où plus de 120 personnes avaient été tuées en juin 1995 lors d'une prise d'otages spectaculaire dans un hôpital par un commando tchétchène.

Avant son départ, Boris Eltsine a signé un décret rétablissant l'usage du drapeau rouge « pendant les jours fériés nationaux », à l'égale du drapeau tricolore qui lui a succédé. Ce drapeau, orné d'une étoile dorée à cinq branches, est celui de l'ancienne armée rouge et non l'ancien drapeau soviétique, frappé de la faucille et du marteau. (AFP Reuters)

Jean-Michel Caroit

PUBLICATION JUDICIAIRE

A la demande de FRANCE TELECOM et selon Protocole du 5 janvier 1996, entériné par ordonnance de même date de Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de PARIS, la société KG MANAGEMENT s'est engagée :

- à procéder au retrait et à la destruction de la publication MINITELESCOPE et à la destruction des maquettes d'imprimerie correspondantes et à en justifier auprès de FRANCE TELECOM ;
- à procéder auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle à la radiation définitive de la marque MINITELESCOPE et d'en justifier auprès de FRANCE TELECOM ;
- à cesser toute utilisation quelconque soit le support utilisé du nom de FRANCE TELECOM et des marques dont FRANCE TELECOM est propriétaire, dont les marques « FRANCE TELECOM » et « MINITEL » ;
- à procéder, à ses frais, à la publication des présentes dans trois quotidiens nationaux au choix de FRANCE TELECOM.

Pour extrait, Maître Berrand POTOT (Cabinet DS PARIS), Avocat à la Cour.

1996 : 10^e édition, 3 volumes

Le Guide du Pouvoir

Biographies & photos

- 990 F -

Editions Jean-François Doumic

T^h (1) 42 46 58 10

PUBLICATION JUDICIAIRE

« Par jugement du 4 Mars 1996, Monsieur Claude DELCROIX, éditeur, et Monsieur Gilles GAETNER, ont été condamnés au paiement de dommages et intérêts à l'égard de Monsieur Jean-François MONCEL pour avoir diffamé celui-ci en qualité de fonctionnaire, dans un ouvrage intitulé « Les Epinglées de la République » à raison d'un passage situé en pages 8 et 9 de l'annexe du livre le mettant en cause ».

1501

uela annonce un plan
r le pays du marasme

Le président algérien ouvre le dialogue avec l'opposition

ALGER. Le président Liamine Zeroual a reçu, lundi 15 avril, plusieurs personnalités politiques dans le cadre du dialogue ouvert il y a une semaine. Outre l'ancien président Ahmed Ben Bella, M. Zeroual a reçu les chefs du Front de libération nationale (FLN), Boualem Benhamouda, et du Parti du renouveau algérien (PRA), Nourredine Boukrouh. M. Benhamouda, qui a été élu à la tête du FLN en janvier, s'est rallié à l'organisation d'une conférence nationale qui devrait fixer un calendrier électoral. Outre le FLN et le PRA, le Front des forces socialistes et le Mouvement de la Renaissance islamique ont fait part de leur intention de participer au dialogue politique. (AFP/Reuter)

EUROPE

■ **GRANDE-BRETAGNE** : un Britannique, Szymon Serafinowicz, va être jugé pour crimes de guerre, pour la première fois dans l'histoire de la justice en Grande-Bretagne. Le tribunal de Dorking, près de Londres, a décidé, lundi 15 avril, de renvoyer cet homme de quatre-vingt-cinq ans, d'origine polonaise, devant la justice pour y répondre des assassinats de trois juifs commis entre novembre 1941 et mars 1942 en Biala-Russia, alors sous occupation nazie. (AFP)

■ **ROUMANIE** : la première tranche de la centrale nucléaire de Cernavoda devait être inaugurée, mercredi 17 avril, par le président Ion Iliescu et le premier ministre canadien Jean Chrétien. Ce réacteur de type Candu 6 à l'uranium naturel et eau lourde de 705 mégawatts est géré par la Régie d'électricité roumaine (Renel) et un consortium italo-canadien. Il devrait couvrir 8 à 10 % des besoins énergétiques roumains. (AFP)

PROCHE ORIENT

■ **ARABIE SAOUDITE** : une délégation algérienne est arrivée dimanche 14 avril à Djeddah pour négocier avec les autorités saoudiennes l'admission à La Mecque de pèlerins nigériens. Riyad avait suspendu, jeudi 11 avril, les laissez-passer aériens avec le Nigeria en invoquant l'épidémie de méningite qui sévit dans ce pays ainsi qu'au Burkina Faso et au Niger. (AFP)

■ **LIBYE** : des experts internationaux pourraient être admis à inspecter une usine soupçonnée d'abriter la fabrication d'armes chimiques, a déclaré, lundi 15 avril, le colonel Kadhafi. Le chef de l'Etat libyen, qui s'exprimait sur CNN, a toutefois affirmé qu'il mettrait des conditions à cette inspection, sans préciser lesquelles. (Reuter)

AFRIQUE

■ **NIGERIA** : des affrontements intercommunautaires ont fait plus de 80 morts dans l'Etat de Taraba, au nord-est du pays, a-t-on appris lundi 15 avril à Lagos. Ces heurts entre communautés fulantes (peuples) et kanjio ont éclaté le 7 avril à la suite d'une agression perpétrée par un Fulani contre une femme kanjio. (AP/Reuter)

ASIE

■ **AFGHANISTAN** : les forces gouvernementales ont repris pied dans la province de Herat (ouest), occupée depuis l'automne par les talibans (« étudiants religieux ») hostiles au régime de Kaboul, ont indiqué lundi 15 avril des sources officielles. Des responsables d'organisations internationales basées à Herat ont confirmé que des combats entre les talibans et les forces loyales au président Burhanuddin Rabbani se déroulaient actuellement dans l'est de la province. (AFP)

■ **PAKISTAN** : un attentat à la bombe perpétré, dimanche 14 avril à Lahore, dans un hôpital pour cancer, a fait 5 morts et 34 blessés. L'établissement avait été fondé par Imran Khan, l'ex-champion du monde de cricket qui venait juste d'annoncer son intention d'entrer dans la vie politique pakistanaise. (AFP)

■ **INDONÉSIE** : quinze personnes ont été tuées et seize blessées, lundi 15 avril à l'aéroport de la mine de Timika, en Irian Jaya, par un militaire indonésien pris d'un coup de folie. L'officier des forces spéciales venait de ramener le corps de deux soldats tués par des Mélanésiens, qui les avaient accusés d'avoir violé deux femmes de leur village. Cette tuerie survient alors que le patron de la compagnie minière américaine Freeport, James Muffet, avait conclu le 13 avril un accord avec quarante chefs de tribu pour la rétrocession de 1 % des bénéfices de la compagnie aux populations locales. (AFP/AP)

ÉCONOMIE

■ **PAYS INDUSTRIALISÉS** : les gouvernements des banques centrales des dix pays les plus industrialisés réunis à Bâle (Suisse) ont estimé, le 15 avril, que des « premiers signes indiquent que la pause de la croissance est finie » en Europe continentale et qu'il y a « actuellement aucun risque d'inflation », notamment aux États-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne et en Italie, a indiqué Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank et du comité des gouverneurs. (AFP)

■ **UNION EUROPÉENNE** : le premier ministre italien Lamberto Dini a estimé, lundi 15 avril à Sofia, à l'occasion de l'assemblée de la BERD, que le mécanisme de changes prévu entre les pays adoptant la monnaie unique et le reste des quinze membres de l'Union devrait aussi fonctionner ensuite pour les pays de l'Est admis dans l'UE. (AFP)

Le gouvernement allemand élabore un vaste plan de restrictions budgétaires

Aucune annonce officielle n'est attendue avant le sommet social du 23 avril

Pour assainir les finances publiques allemandes et réduire le coût du travail, le gouvernement envisage des réductions de dépenses de 50 milliards

BONN

De retour des vacances de Pâques, les dirigeants allemands se sont imposé un fastidieux programme de travail placé sous le signe de l'austérité et de la rigueur. Comment boucher, en 1997, un « trou » budgétaire de 50 milliards de deutschemarks (175 milliards de francs) provoqué par le ralentissement de la conjoncture ? Il y va naturellement de la capacité de l'Allemagne à remplir les critères de la monnaie unique dans les délais prévus, même si l'argumentation des dirigeants allemands met aussi l'accent sur la nécessité de réduire les dépenses sociales afin d'alléger le coût du travail. L'ensemble des budgets publics est concerné par ce programme herculéen, à commencer par celui de l'Etat fédéral (à

hauteur de 25 milliards de deutschemarks), sans oublier les Länder, les communes, et les assurances sociales.

Qui va payer quoi ? Le suspense règne sur les intentions gouvernementales alors que les derniers arbitrages ont lieu dans les couloirs. Le chancelier Kohl a décidé de ne rien annoncer publiquement avant d'avoir recueilli l'avis des principaux représentants des partenaires sociaux, lors d'un sommet social qui doit avoir lieu le 23 avril à Bonn. En attendant, on en est réduit à se fier à la rumeur ou à des bribes d'information.

Chaque ministère devra accepter une cure d'amaigrissement. Il est particulièrement difficile de savoir ce qu'il adviendra du budget de la défense et si les projets d'armement franco-allemands dans le do-

main des hélicoptères ou des satellites seront touchés par les coupes. Dans une interview à l'hebdomadaire *Der Spiegel*, publié lundi 15 avril, le ministre de la défense, Volker Rühe, a souligné que « toutes les décisions d'investissement devront être prises dans les délais prévus ».

PROJET « EXPLOF »

Le dossier des dépenses sociales est au centre de toutes les réflexions. Différentes possibilités sont envisagées pour forcer les chômeurs à accepter les emplois qui leur seront proposés. Par ailleurs, on réfléchit aux moyens de réduire les indemnités de maladie (c'est sans aucun doute le projet le plus « explosif » du gouvernement). L'âge légal de la retraite pourrait être relevé de 60 à 63 ans pour les

femmes et de 63 à 65 ans pour les hommes. Le calcul des droits à la retraite pourrait se faire sur une base plus étroite, avec moins de points correspondant aux périodes de formation du cotisant. Les retraites accordées aux immigrés de souche allemande (les *Aussiedler*) pourraient être réduites. Si un gel des retraites pour 1997 est peu probable, les fonctionnaires, eux, peuvent redouter celui de leurs traitements.

Lors d'un entretien télévisé diffusé la semaine dernière, le chancelier Kohl a déclaré qu'aucune augmentation de la TVA n'était prévue pour résoudre ces difficultés financières. Ce dont doute l'opposition social-démocrate, qui estime qu'une telle augmentation est inévitable.

Lucas Delattre

Ciriaco De Mita ou le réveil du dernier grand dinosaure de la Démocratie chrétienne italienne

AVELLINO

de notre envoyée spéciale

Jurassic Park existe, il se trouve près de Naples, dans la province d'Avellino. C'est là, au centre de l'Irpinia, cette région montagnarde et volcanique, où l'on invoque la protection de la madone de Montevergine, que se trouve le dernier grand dinosaure démocrate-chrétien : Ciriaco De Mita, soixante-huit ans. Véritable symbole de la Première république, il fut plusieurs fois ministre, président du Conseil et, surtout, de 1982 à 1989, secrétaire de la Démocratie chrétienne (DC). Ce parti attrape-tout, surnommé la « baleine blanche », a occupé au lendemain de la guerre le centre de l'échiquier politique, servant de tampon entre la droite et la gauche et bloquant l'avance communiste. Avant de finir par bloquer le jeu politique tout court.

Ciriaco De Mita avait fait, pendant les années 80, souffrir un vent de renouveau sur le parti et même un certain désir de centrogaulisme. Son intelligence vive, au service d'une ambition bien affirmée, se doublait de l'habileté et des pratiques d'un autocrate du sud. Dans l'Irpinia, cette terre difficile où, comme le dit un enfant du pays, « les jeunes de bonne volonté n'ont d'autre choix que de devenir employés de l'Etat ou hommes politiques », il avait su se tailler un empire, aux dépens du précédent « enfant chéri » du pays, Fiorentino Sullo, un ex-ministre à qui il

prêtait votes et clientèle, au point que l'autre changea de parti.

Et puis, le soir du 20 novembre 1980, le malheur et la chance ont frappé l'Irpinia : un tremblement de terre a fait plusieurs centaines de morts et 65.000 milliards de liras – 200 milliards de francs – ont été défilés pour la reconstruction de la région. Près d'un quart de cette somme est allée dans les poches de certains politiciens et de la mafia napolitaine. Et sur le malheur des autres, une « bourgeoisie du tremblement de terre » s'est créée, comme pour réparer ces longs siècles où l'Etat avait oublié la région. Chacun a voulu sa part : les premiers comptes parlaient de 283 communes touchées (la moitié en province d'Avellino) ; cinq mois plus tard, les communes « sinistrées » étaient devenues plus de 600.

RIEF RURAL

Lorsque, douze ans plus tard, arriva cet autre tremblement de terre qu'était l'enquête « Mani pulite » sur la corruption, la vieille classe politique fut balayée. Mis en cause, Ciriaco De Mita fut blanchi par la justice, ce qui ne fut pas le cas de son frère et d'autres personnes dans son entourage. En tout cas, il se fit oublier aux législatives de 1994.

Or, voilà qu'il y a quelques semaines, le grand dinosaure est sorti de son hibernation politique, demandant à se présenter dans son ancien fief rural de la Haute-Irpinia pour les élections du 21 avril. Embarras général. Surtout à gauche, où, derrière la bannière électorale de l'Olivier, sont rangés, sous l'étiquette PPI (Parti populaire) les anciens compagnons de M. De Mita, l'ex-courant de gauche de la DC. Débats, manœuvres : rien n'y a fait. M. De Mita, décidément trop encombrant, a été refusé. Condamné à se présenter seul.

Dans sa villa d'inspiration vaugement bavarde, à Nusco, qui lui sert de Q.G. de campagne, le vieux luttant a repris du service. Pour reconquérir un poste de député, il part symboliquement de la zone du cratère, lui le rescapé du cataclysme politique. Lorsqu'il apparaît, visage plein et fines lunettes de technocrate, c'est la rumeur. A croire, en ce lendemain de Pâques, que le Christ est ressuscité deux fois. Politiciens, hommes d'affaires, élus locaux, simples villageois, la moria est incessante dans le petit salon, comme au beau temps de l'après-tremblement de terre. Quand il décidait tout, et qu'on l'embranchait avec déférence : « Grazie Ciriaco ! » Ses adversaires – un professeur du Pôle de centre droit et un conseiller local pour Rifondazione comunista – ne semblent pas le gêner, le vieux réseau d'amitiés s'est mis en branle : « De Mita est de retour, dit-il simplement à qui l'interroge, ils vont voir à Rome ce que cela signifie ici. » Un programme en soi.

Une exception, Ciriaco De Mita ? Il n'est que l'exemple le plus écla-

tant du recyclage de la « baleine blanche », dont les mille et un tronçons se retrouvent un peu partout dans cette politique italienne qui se prétend « neuve ». Aucun parti n'échappe à ces « aventuriers du centre perdu », sauf Rifondazione Comunista. Des exemples ? Romano Prodi, chef de l'Olivier, fut ministre de Giulio Andreotti et conseiller de ce même Ciriaco De Mita auquel il a refusé l'investiture du centre-gauche ; l'actuel président du Conseil, Lamberto Dini, était un « andreettiano », même si jusqu'en 1994 il n'avait pas fait de politique. Pour ne rien dire de Rocco Buttiglione, patron de centristes démocrates mis (CDU), qui fut l'idéologue de Communione et libération, le mou-

vement chrétien proche de M. Andreotti. Emanuele Macaluso, ancien dirigeant du parti communiste en Sicile, s'est amusé à faire le compte dans sa revue *Le ragioni del socialismo* (Les raisons du socialisme) : en tout il y a 366 ex-DC recyclés qui se présentent dans les 705 collèges uninominaux (186 dans le pôle de droite, 180 avec l'Olivier), avec un record en Lombardie (56 candidats) et en Sicile (55). Des chiffres qui apportent au moins une certitude, dans cette compétition où la gauche et la droite n'arrivent pas à se départager : quel que soit le résultat, c'est l'ancienne Démocratie chrétienne qui aura gagné.

Marie-Claude Decamps

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Mission de Réhabilitation des Entreprises

du Secteur Public et Parapublic

AVIS DE LA MISE EN CONCESSION

DES CHEMINS DE FER DU CAMEROUN

Dans le cadre de son programme de reconstruction et de privatisation des entreprises publiques et parapubliques du secteur des transports, le Gouvernement du Cameroun annonce le début de la procédure de consultation pour la sélection d'une société actionnaire de référence d'une société concessionnaire privée qui recevra le droit d'exploiter les services de transport ferroviaire du Cameroun dans le cadre d'une concession d'une durée de 20 ans, renouvelable, et aura à effectuer des investissements d'entretien et de modernisation du réseau.

La mise en concession des chemins de fer du Cameroun résulte du décret présidentiel N° 94/125 du 14 juillet 1994. Celui-ci soumet à la procédure de privatisation la Régie nationale des chemins de fer du Cameroun, conformément aux dispositions du décret N° 94/125 du 30 août 1990 portant application de l'ordonnance N° 90/004 du 22 juin 1990 relative à la privatisation des entreprises publiques et parapubliques.

L'exploitation des transports ferroviaires du Cameroun est actuellement réalisée par une société publique, la Régie nationale des chemins de fer du Cameroun (REGIFERCAM). La REGIFERCAM a des effectifs de 3 666 personnes (décembre 1995) et gère 1 110 km de voie ferrée. La société ferroviaire a réalisé un chiffre d'affaires de 26 milliards F CFA en 1994/1995 avec un résultat net de 1 289 millions F CFA.

L'objectif de la consultation est de sélectionner une société actionnaire de référence qui détiendra un minimum de 51 % (actions A) du capital de la société concessionnaire. La société actionnaire de référence pourra être constituée par un consortium de sociétés distinctes et devra faire preuve notamment de compétences techniques, commerciales et d'une surface financière suffisante pour exploiter le réseau national des chemins de fer. Elle devra également faire preuve d'une connaissance du Cameroun ou de pays comparables. Au minimum 34 % des actions de la société actionnaire de référence devront être détenues par des personnes physiques de nationalité camerounaise et/ou des sociétés de droit camerounais. La participation des fournisseurs de matériel ferroviaire ou d'entreprises de travaux ferroviaires dans la société actionnaire de référence sera interdite.

La partie du capital de la société concessionnaire autre que celle possédée par la société actionnaire de référence (actions B) sera destinée à être souscrite par des personnes physiques ou morales de nationalité camerounaise.

Pour recevoir le dossier de présélection, les investisseurs potentiels doivent exprimer avant le 20 MAI 1996 leur intérêt sous forme écrite aux adresses mentionnées ci-dessous et payer la somme de F CFA 100 000, représentant les frais de dossier. Ce dossier de présélection, comprenant une description de la concession, de la REGIFERCAM, de la procédure de consultation, des conditions de présélection et des informations générales sur le Cameroun et sur le secteur des transports au Cameroun.

Les investisseurs potentiels désireux d'obtenir le dossier de présélection peuvent s'adresser à partir du 16 AVRIL 1996 à la Commission Technique de la Mission de Réhabilitation des Entreprises du Secteur Public et Parapublic (Comité de Pilotage de la mise en concession des Chemins de Fer du Cameroun) à l'adresse ci-après : IMMEUBLE S.N.I., 9^{ème} étage, porte 902, Yaoundé CAMEROUN, ou à Coopers & Lybrand Consultants qui a été nommé conseil exclusif par le gouvernement du Cameroun, pour cette consultation à l'une des adresses suivantes :

Coopers & Lybrand Consultants
Attention : M. Marcel Sarnet
32, rue Guersant
75017 Paris - France
Tél. : (33) 1 4572 8400
Fax : (33) 1 4572 8401

Coopers & Lybrand Afrique Centrale
Attention : M. Charles Koth
36, rue Flatters - B.P. 1227
Douala - Cameroun
Tél. : (237) 427 351
Fax : (237) 428 732

Ensuite, les candidatures officielles rédigées en français ou en anglais devront être déposées avant le 31 MAI 1996 à 16 heures (heure locale) à la Commission Technique.

(Publicité)

EWU

Avis d'appel d'offres pour la construction et l'exploitation du système de chauffage de l'agglomération forestière de Wunsdorf/Zehrendorf

Conformément à une décision du gouvernement du Land de Brandebourg, l'ancienne zone militaire de Wunsdorf/Zehrendorf, située à 25 km environ au sud de Berlin, est en cours de reconversion en une agglomération forestière. Sa superficie totale est d'environ 600 hectares.

L'agglomération forestière de Wunsdorf/Zehrendorf comprend plus de 3 500 appartements, bâtiments administratifs, équipements collectifs ainsi que 240 000 m² de terrain susceptibles d'être transformés en vue d'un usage industriel et commercial.

Le Land de Brandebourg va faire à court terme de l'agglomération forestière de Wunsdorf/Zehrendorf un centre administratif. Les premiers travaux de modernisation ont déjà commencé. Les besoins en énergie de chauffage sont actuellement de 3,2 MW environ et s'élèveront à 49 MW d'ici l'an 2005.

La zone est en partie raccordée au réseau naturel.

Dans le cadre d'un appel d'offres, l'EWZ-Entwicklungsgesellschaft Waldstadt Wunsdorf/Zehrendorf mbH.G. (Société de développement de l'agglomération forestière de Wunsdorf/Zehrendorf) a r.l. en cours de création) cherche un partenaire pour la construction et l'exploitation d'un système de chauffage écologique pour l'agglomération forestière de Wunsdorf/Zehrendorf.

Les conditions de distribution du chauffage, le respect des impératifs de stratégie énergétique, la solution technique proposée et la compétence de l'entreprise seront les critères déterminants pour la prise en compte des offres.

Dépôt des offres (en langue allemande) : 24 mai 1996.

L'EWZ n'est pas tenue d'attribuer le marché.

Le cahier des charges peut être obtenu auprès du bureau d'études chargé du projet :

EWU Engineering GmbH
Storkower Straße 134, 10407 Berlin - Germany.

PARIS La séance du Conseil de Paris, lundi 15 avril, a été occupée par un long débat sur le « nouvel urbanisme » proposé par le maire, Jean Tiberi. Le successeur de Jacques

Chirac entend accentuer le rééquilibrage des activités vers l'Est de la capitale, à l'ordre du jour, déjà, de la mandature 1989-1995. L'opposition a exprimé son scepticisme. ● LA SI-

TUATION FINANCIÈRE de la Ville et la dépression du marché immobilier sont, selon Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste et sénateur de Paris, les vraies raisons de la

nouvelle doctrine prônée par M. Tiberi. La gauche réclame davantage de concertation et une meilleure prise en compte des préoccupations des habitants. ● LE DÉSÉQUILIBRE

économique entre l'est et l'ouest de l'Île-de-France est une tendance historique, contre laquelle les pouvoirs publics luttent vainement depuis plus de quarante ans.

Le « nouvel urbanisme » prôné par M. Tiberi ne convainc pas la gauche

Le débat au Conseil de Paris a permis d'entrer dans le détail des programmes concernés par la réorientation de la politique de la Ville, mais socialistes, communistes et écologistes doutent que la municipalité ait les moyens d'opérer le « rééquilibrage » promis en faveur de l'Est

POUR CONTRECARRER le développement de l'Ouest parisien, Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, tend la main à l'Est. « Paris aujourd'hui doit réaffirmer haut et fort la nécessité de poursuivre la constitution d'un nouveau pôle à l'est de Paris et de sa région », a déclaré M. Tiberi, lundi 15 avril, lors du débat sur l'urbanisme au Conseil de Paris.

Confronté à la nécessité de réussir le chantier et l'équilibre financier de la ZAC Seine-Rive gauche, M. Tiberi part en guerre contre le développement des bureaux à la Défense et dans les Hauts-de-Seine. Le rééquilibrage à l'Est, qui était un choix politique pour Jacques Chirac, est devenu une « ardente obligation ». M. Tiberi envisage même « des actions communes » avec les maires du secteur Seine-Amont, pour la plupart communistes.

« Les temps ont changé. Paris veut souffler un peu », a-t-il indiqué en préambule d'un débat qui a duré quatre heures, au cours du-

quel les orateurs ont mêlé leur vision prospective de la ville et les préoccupations quotidiennes des habitants. Fini les grands projets pharaoniques, les zones d'aménagement concerté (ZAC), les tours et les barres : désormais, la truelle va remplacer le bulldozer. Le quartier et les rues deviennent les lieux privilégiés pour les urbanistes et la réhabilitation : les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) sont les nouveaux commandements pour les architectes.

DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Quant aux élus et à l'administration, ils sont sommés de respecter les règles de la concertation et du dialogue (*Le Monde* daté 14-15 avril). « Une ville humaniste, c'est une ville où l'on respire, où l'on se sent chez soi, c'est aussi une ville où on se sent en harmonie avec son histoire », a déclaré M. Tiberi pour définir la « nouvelle époque de l'urbanisme parisien ».

Les conseillers de Paris ont tous

relevé le ton nouveau du discours. Certains ont tenu à défendre la politique passée. « Les ZAC sont le contraire de ghettos et d'un urbanisme à bon marché, comme certains essaient de le faire croire », a plaidé Pascal Vivien (RPR), en demandant que cet outil soit utilisé pour les derniers terrains libres. L'UDF, qui estime avoir retrouvé beaucoup de ses idées dans le discours du maire, insiste sur la mixité, « avec, dans le même immeuble, des activités commerciales, du logement et des professions libérales », a insisté Patrick-Olivier Picot.

De nombreux élus, de la majorité comme de l'opposition, ont réclamé une révision du plan d'occupation des sols (POS) de 1989, suspecté d'être responsable de la densification et de l'uniformisation du paysage urbain.

L'opposition a marqué son intérêt, mais ajouté que le passé de M. Tiberi plaide contre lui. Après de violentes critiques contre la politique menée depuis vingt ans

par la Ville de Paris, accusée d'avoir rasé des quartiers entiers et déplacé les habitants, les élus de gauche et les écologistes se sont appliqués à montrer, par des exemples récents, que le nouvel urbanisme n'a pas encore trouvé son application sur le terrain. « Vous voulez renouer aux grandes opérations. S'agit-il d'une conversion réelle ou, plutôt, de vos difficultés financières, engendrées par les ZAC, et la crainte des aménagements devant les procédures de concertation qui conditionnent les grands aménagements ? », s'est interrogé Laure Schneider (Mouvement écologiste indépendant).

Soucieux de la qualité de la vie, Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste, a demandé : « Est-il utopique d'imaginer demain que de nombreux espaces ou parcs publics, actuellement clos, soient enfin ouverts à la libre activité des habitants ? » Henri Malberg, président du groupe communiste, a stigmatisé « la loi du plus fort, de l'argent, [qui] a

prévalu en tout », et s'est demandé « comment concilier la volonté de concertation avec le rejet systématique des propositions au conseil d'arrondissement ».

MANQUE DE CONCERTATION

La concertation est un des points essentiels du désaccord entre M. Tiberi et l'opposition. La ZAC de la Moskova (*Le Monde* du 3 avril) est érigée en modèle : plusieurs mois de discussion avec la mairie (PS) du 19^e arrondissement et l'association de quartier vont permettre de sauver de la démolition quinze immeubles et d'augmenter le nombre de logements sociaux prévus dans le projet initial.

En revanche, les élus socialistes des 14^e, 11^e, 19^e et 20^e arrondissements s'estiment moins favorisés en ce qui concerne les ZAC Alsia-Montsouris, les aménagements de Denfert-Rochereau et du faubourg Saint-Antoine, le manque d'équipements de la ZAC du bassin de La Villette ou de la

porte des Lilas. A Belleville, dont la reconversion de ZAC en OPAH fut une des premières décisions de M. Tiberi, les habitants sont las d'attendre. « Le comité local ne s'est toujours pas réuni, les études ne sont pas lancées », a protesté Bertrand Bret (PS), adjoint à l'urbanisme du maire du 20^e. La puissante association La Bellevilleuse, qui se bat depuis des années pour ce quartier, fait connaître de plus en plus bruyamment son agacement.

Habile et brillante dans sa réponse, Anne-Marie Couderc, adjointe (RPR) à l'urbanisme, s'est amusée à relever les contradictions, à l'intérieur de l'opposition, entre l'exigence de construction de logements et les protestations contre la densification. Rappelant la volonté de la Ville de maintenir les grands équilibres, elle a déclaré qu'elle n'est pas hostile à une révision du POS si celle-ci se révèle nécessaire.

F. Ch.

240 habitants à l'hectare

« Il faut arrêter la densification de Paris, qui ne pourra pas accueillir les 300 000 mal-logés d'Île-de-France », estime Jean-François Blet, conseiller de Paris (Verts) et président de la Coordination et l'Association des associations de quartier (CIAQ). Cette association, qui vient de réunir ses trois assises, réclame une modification du plan d'occupation des sols. Avec 240 habitants à l'hectare, Paris est la ville la plus dense de France et d'Europe. La capitale compte 2152 000 habitants. Après une baisse importante dans les années 60 et 70, la population semble s'être stabilisée depuis une dizaine d'années. Les quartiers du centre continuent à se dépeupler, en raison de la réduction du nombre de logements, alors que les quartiers périphériques, qui abritent les nouvelles constructions, enregistrent une forte hausse du nombre de leurs habitants.

« Trouvez-vous des changements dans la politique de la Ville en matière d'urbanisme ?

« La nouveauté réside essentiellement dans la tonalité du discours. S'inspirant largement du projet de l'opposition, Jean Tiberi tente de faire passer pour un changement ce qui traduit, en fait, une adaptation forcée, partielle et limitée au court terme. Son virage sémantique confirme l'échec d'un modèle d'urbanisme qui prévaut à Paris depuis vingt ans et qu'une crise financière profonde sanctionne aujourd'hui.

« L'alibi « humaniste » vient masquer des marges de manœuvre exsangues. Les actes ne suivent pas. Un seul exemple : pourquoi l'objectif absurde de construction de 900 000 mètres carrés de bureaux supplémentaires en ZAC Seine-Rive Gauche est-il maintenu dans une ville qui en compte déjà plus de 2 millions, malheureusement vides ?

« Quelles sont vos priorités ?

« Il faut raisonner à une autre échelle, dans un cadre où Paris est au centre d'une agglomération de 10 millions d'habitants. Il faut, aussi, créer les conditions d'une qualité

Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste

« Une adaptation forcée, partielle et limitée au court terme »

de vie urbaine restaurée dans la capitale : nous proposons de reconquérir l'espace accordé à l'automobile au profit des piétons, des vélos, des transports en commun. Le développement d'un « réseau vert » à Paris répondrait à cette préoccupation qualitative. Nous plaçons également le thème de la démocratie urbaine au cœur de notre projet : plus de transparence, la reconnaissance des consultations locales d'initiative populaire, une information accrue du public.

« Le droit au contre-projet sur tout dossier d'urbanisme constitue une priorité »

« J'ai formulé deux propositions concrètes : d'abord, créer dans chaque arrondissement un atelier local d'urbanisme, placé sous l'autorité du maire d'arrondissement. Il associerait les élus, les associations, des urbanistes et les habitants. Ensuite, nous

pensons que le droit au contre-projet sur tout dossier d'urbanisme constitue une priorité, et cela implique de dégager des moyens pour subventionner les associations compétentes.

« Le fait que la gauche a conquis des mairies aux dernières élections municipales a-t-il contribué à modifier les orientations de la Ville de Paris ?

« La forte pression politique et citoyenne qui s'exerce dans les arrondissements à majorité de gauche a contraint le maire à céder sur plusieurs dossiers. Ainsi, sur la ZAC Moskova ou la ZAC Belleville, le dialogue s'est imposé là où la municipalité entendait appliquer ses vieilles recettes centralisatrices. M. Tiberi n'a d'ailleurs jamais autant parlé de concertation qu'aujourd'hui. Ainsi, au bout de dix mois, il nous donne acte du fait que le pluralisme constitue un vrai « plus » pour la vie quotidienne des Parisiens.

« Cependant, cette prise de conscience demeure faible et partielle : le plan d'aménagement des Buttes-Chaumont, dans le 19^e arrondissement, par exemple, a été adop-

té alors que le conseil d'arrondissement était opposé et que les habitants consultés à l'initiative du maire d'arrondissement s'étaient exprimés contre cet aménagement. Tant que la concertation ne s'appliquera pas dans les vingt arrondissements, les proclamations de M. Tiberi ne convaincront pas.

« Comment imaginez-vous le Paris du troisième millénaire ?

« M. Tiberi paraît envisager l'avenir avec un manque manifeste d'enthousiasme. Pour ma part, je pense que l'avenir révèle des potentialités très fortes au service d'une reconnaissance de la dimension locale, identitaire, comme l'arrondissement ou le quartier. Le mouvement vers une réduction du temps de travail et l'assouplissement de rythme de l'individu peuvent libérer des plages horaires en faveur d'une vie sociale accrue. Vie familiale, vie de quartier, engagement associatif peuvent s'en trouver renforcés, à condition de concevoir l'environnement urbain en fonction de cette évolution. »

Propos recueillis par Françoise Chiriot

Bureaux à l'Ouest, logements à l'Est : une tendance historique

LE « BASCULEMENT » économique de Paris au détriment de l'Est, dénoncé par Jean Tiberi, touche l'ensemble de l'agglomération. Les règles d'urbanisme n'ont fait que freiner une tendance historique profonde, héritée de la sociologie parisienne de la fin du XIX^e siècle. La bourgeoisie entrepreneur, qui habitait les beaux quartiers de l'ouest de Paris, comme la plaine Monceau, a créé les premières entreprises industrielles dans la plus proche banlieue.

Les premiers textes reflétant une prise de conscience du déséquilibre datent de 1954. Une procédure d'agrément est mise en place afin de corriger la prééminence de Paris sur la province : toute entreprise publique ou privée, désireuse de construire ou d'agrandir ses installations en région parisienne, doit obtenir une autorisation du comité de décentralisation, créé en 1955. En 1967, l'agrément est renforcé et devient un véritable instrument de contrôle des mouvements et des créations d'entreprises, propre à l'Île-de-France. Trois sortes d'autorisations sont délivrées : l'agrément en blanc, réservé aux promoteurs ; l'agrément constructeur-utilisateur (quand les locaux construits sont affectés à une entreprise précise) ; l'agrément utilisateur (une entreprise s'agrandit ou change l'affectation de ses installations).

La relative pénurie de bureaux, au début des années 80, avait conduit le gouvernement Fabius à

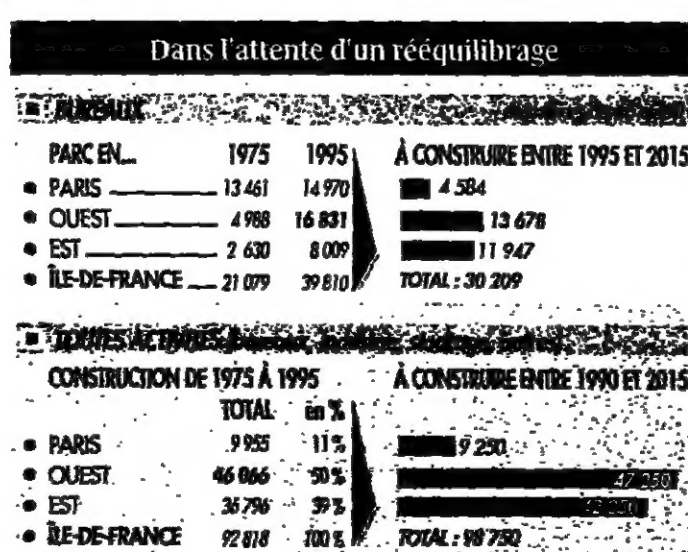
libéraliser la construction de bureaux par la suppression de l'agrément promoteur. Cette dérégulation a laissé libre cours à la spéculation immobilière et à la concentration des bureaux dans les Hauts-de-Seine. Pris dans la spirale spéculative, les promoteurs d'immobilier d'entreprise ont fait la sourde oreille aux incitations de l'administration à mieux répartir leurs programmes. En 1989, 45 % des bureaux construits depuis 1985 étaient localisés sur 11 % du territoire, soit quelques communes des Hauts-de-Seine. Ces mêmes communes n'avaient accueilli que 13 % des logements.

L'EXTENSION DE LA DÉFENSE

En octobre 1989, le gouvernement Rocard a rétabli l'agrément promoteur dans 24 communes de l'Ouest parisien et instauré la règle « 2 mètres carrés de logement pour 1 mètre carré de bureau », afin de permettre aux salariés de se loger à proximité de leur lieu de travail. Dans le périmètre concerné, la superficie de logements construits a doublé en cinq ans.

Entre-temps, le nouveau schéma directeur de la région Île-de-France (Sdrif) a vu le jour, qui réaffirme les principes de mixité urbaine et d'équilibre entre l'Est et l'Ouest.

Moyennant quelques aménagements, l'agrément devient un outil de mise en œuvre du Sdrif. « Le principal obstacle à sa réalisation est que le schéma directeur fixe des objectifs macro-économiques à l'ho-



Aussi bien pour la construction de bureaux que pour l'ensemble des activités économiques l'Ouest de l'Île-de-France domine toujours.

En 2015, alors que les décisions d'agrément relèvent du micro-économique à l'horizon annuel, constate Catherine Beylau, chargée des autorisations d'agrément à la direction régionale de l'équipement et membre du comité de décentralisation.

« L'agrément n'est pas là pour faire masse, mais pour montrer l'exemple et pour semer les germes d'un développement plus équilibré », estime M^{me} Beylau, qui mène, dossier par dossier, des

« négociations » dures avec les entreprises candidates à une implantation en région parisienne, en application de la règle « le plus loin et le plus à l'Est possible ». Si La Poste peut s'implanter à Boulogne-Billancourt, ou une grande banque à la Défense, c'est à condition de créer d'autres établissements, encore plus importants, dans les zones en redéveloppement.

Les résultats de cette politique n'ont pas convaincu les aména-

geurs et autres propriétaires fonciers de l'Est parisien, qui espèrent, pour rentabiliser leurs programmes, l'arrêt de l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux terrains à l'ouest. L'extension de la Défense (une ZAC de 37 hectares dans le quartier de l'université, une autre de 66 hectares autour de la gare), dont le principe vient d'être approuvé par l'État, et les projets d'aménagement des terrains Renault à Boulogne-Billancourt sont perçus comme un nouvel obstacle au décollage économique de la ZAC Seine-Rive gauche, à Paris, et du projet Seine-Amont, dans le Val-de-Marne.

Le déséquilibre reste très profond. Selon la direction régionale de l'Insee, 12 % des 749 000 entreprises franciliennes sont localisées dans les Hauts-de-Seine. Boulogne-Billancourt, Courbevoie, Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine regroupent à elles seules 32 % du parc départemental d'entreprises. Les Hauts-de-Seine confirment leur prédominance par la densité de sièges sociaux (14,2 %, dont près de la moitié à la Défense) et par les 19 000 emplois supplémentaires créés de 1982 à 1993. De l'autre côté de la capitale, le périmètre de Seine-Amont (12 communes du Val-de-Marne de part et d'autre de la Seine) a perdu, de 1975 à 1990, 30 000 habitants et 20 000 emplois industriels, ne gagnant que 10 000 emplois de service.

Pascal Sauvage

Une vingtaine de ZAC en cours

Une vingtaine de zones d'aménagement concerté (ZAC) sont en cours d'achèvement à Paris. Ces opérations concernent des terrains qui mesurent entre 5 hectares et 10 hectares. Les quatre ZAC qui relèvent du protocole signé entre la Ville et l'État en 1994 portent sur des terrains plus grands (jusqu'à 30 hectares), qui appartiennent jusqu'alors à la SNCF et à la RATP notamment.

● 11^e arrondissement : Dorian
● 12^e : Berry, Chalon
● 13^e : Seine-Rive-Gauche, Château-des-Rentiers, Tage-Kellermann
● 14^e : Didot, Alsia-Montsouris (protocole)
● 15^e : Vaugirard (protocole), Duplex, Citroën
● 17^e : porte d'Asnières (protocole), votée lundi 15 avril.
● 18^e : Moskova, Pajol (protocole)
● 19^e : bassin de la Villette, porte des Lilas, Flandre-Nord, Flandre-Sud
● 20^e : Amandiers.
Les derniers grands terrains, susceptibles de se libérer à Paris sont la gare de Rungis (13^e), et les terrains SNCF du boulevard Berthier (17^e). De même, l'hôpital Boucicaut (15^e) sera vacant après l'ouverture de l'hôpital européen Georges-Pompidou dans le même arrondissement, prévue en 1998.

Le gouvernement corrige à la marge le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le principal syndicat de généralistes a obtenu que l'Ordre ne siège pas dans les organes de contrôle

Le gouvernement a apporté, mardi 16 avril, d'ultimes modifications au projet d'ordonnance sur la médecine libérale, qui sera présenté au conseil

des ministres du 24 avril. Trois syndicats de médecins (CSMF, FMF, SML), très hostiles au projet, souhaitent rencontrer le chef de l'Etat mercredi 17. La

CSMF a demandé au président de l'ordre des médecins de se prononcer sur les « problèmes éthiques » soulevés par cette ordonnance.

A L'APPROCHE de l'examen par le conseil des ministres, le 24 avril, des trois dernières ordonnances du plan d'Alain Juppé sur la Sécurité sociale, le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, a accepté d'ultimes modifications sur les deux textes les plus contestés par les médecins : la réforme du système hospitalier et la maîtrise des dépenses de médecine libérale. M. Barrot a rappelé, mardi, que la réforme n'avait pas pour but de réduire mais de limiter la progression des dépenses de santé et que les sanctions à l'encontre des médecins ne constituaient pas le cœur du projet. Le gouvernement doit adresser, mercredi 17 avril, une lettre rectificative au Conseil d'Etat, qui a déjà examiné le texte sur la médecine de ville et doit se prononcer jeudi sur la réforme hospitalière.

Le gouvernement a tenu compte des avis du Conseil d'Etat. Il a aussi prêté l'oreille aux critiques de MG-France, syndicat majoritaire chez les généralistes, pour ne pas se priver du soutien de la seule organisation médicale à avoir approuvé les grandes orientations du plan sur la protection sociale. « Le texte de l'ordonnance était inaccept-

table en l'état », explique son président, Richard Bouton, en ajoutant : « Une chose est de rechercher un système de maîtrise des dépenses plus efficace dans lequel l'Etat se donne les moyens d'atteindre ses objectifs, une autre est d'instaurer une sorte d'inquisition, un contrôle permanent sur les praticiens libéraux par des commissions qui ne relèvent pas de la convention médicale. »

Les quelques modifications ne changeront pas l'économie générale du texte : les médecins devront respecter un taux d'évolution des dépenses (2,1 % en 1996) et des sanctions seront prises en cas de dépassement. Toutefois, la composition du comité médical régional chargé de proposer ces sanctions, si les commissions paritaires locales (composées à parité de médecins des caisses et de médecins libéraux) s'y refusent, a été modifiée.

Sous réserve d'un ultime arbitrage de Matignon, l'ordre des médecins ne siègera plus dans ces comités régionaux, les syndicats ayant fait remarquer que son rôle n'était pas d'évaluer les pratiques médicales. En revanche, on y trouvera des médecins désignés par les



unions professionnelles de praticiens libéraux (généralistes et spécialistes), des médecins-conseils de l'assurance-maladie et un médecin inspecteur de la direction régionale des affaires sanitaires et sociales (Drass).

De plus, quand les praticiens ne respectent pas les références médicales opposables, qui les obligent à ne prescrire que ce qui est médicalement utile, ils passeront devant les commissions paritaires prévues par la convention signée par les caisses et les médecins. Cependant, la caisse pourrait faire appel de cette décision de ces commissions, non pas devant l'ordre ou le comité régional, mais devant le tribunal des affaires de Sécurité sociale.

Ces changements de dernière minute ne désamorceraient pas l'hostilité des trois syndicats de médecins (CSMF, FMF, SML) qui ont appelé à une « journée d'action » le 24 avril. En attendant, ces

organisations, qui se disent « trahies » par Jacques Chirac, ont décidé de se rendre à l'Elysée, mercredi 17, pour demander à être reçues par le chef de l'Etat. Le président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), Claude Maffioli, dans une lettre adressée au président du Conseil national de l'ordre des médecins, Bernard Glorion, demande l'avis de l'instance ordinaire sur « les problèmes éthiques » soulevés par ces textes : « Liberté de prescription, liberté de choix du médecin, conséquences du respect d'une maîtrise budgétaire, sanctions collectives professionnelles ». Dans un entretien au *Quotidien du médecin*, M. Glorion juge qu'« entre les points positifs, les points négatifs et les dispositions qui demeurent imprécises nous sommes réservés », tout en affirmant que « nous ne pouvons pas rester dans le passé et dans l'immobilisme ».

Jean-Michel Bezat

Jacques Chirac en désaccord avec Marc Blondel

Marc Blondel a été reçu, avec une délégation de Force ouvrière, lundi 15 avril, pendant une heure et demie, par le chef de l'Etat. A l'issue d'un entretien que M. Blondel avait sollicité, après avoir été réçu, le 2 mars, à la tête de FO, ce dernier a déclaré qu'il n'aurait pas que « Force ouvrière se fusse entendue à nouveau » sur la Sécurité sociale. Abordée dans les cinq dernières minutes de l'entretien, la question de la protection sociale a permis de mesurer les désaccords entre Marc Blondel et Jacques Chirac, qui a rappelé son soutien plein et entier au plan d'Alain Juppé sur la Sécurité sociale. Sur ce sujet, « le président de la République nous a renvoyés discuter avec le premier ministre », a reconnu Marc Blondel.

Le secrétaire général de FO a aussi plaidé sans succès auprès de M. Chirac pour « une relance de l'activité ». Le chef de l'Etat s'est déclaré attaché en priorité à la défense des grands équilibres et à l'assainissement des finances publiques.

Des parlementaires de la majorité veulent mettre les Pays-Bas en quarantaine

SOIXANTE-DOUZE députés et sénateurs ont signé la demande de boycottage des produits néerlandais lancée par Jacques Myard, député RPR des Yvelines, en raison de la « politique hollandaise en matière de drogue, qui constitue un très grave danger pour la jeunesse française et européenne ». Parmi les premiers signataires, figurent, notamment, les députés Raoul Béteille (RPR, Seine-Saint-Denis), Olivier Dassault (RPR, Oise), Alain Grotteray (UDF-PR, Val-de-Marne), Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne), ainsi qu'une quinzaine de sénateurs RPR et UDF.

Indifférent à son image d'anti-maîtrichien, que cette initiative pourrait renforcer, M. Myard ne mâche pas ses mots : « Chacun reconnaît que la Hollande est devenue la plaque tournante du trafic de drogue en Europe. 84 % de l'héroïne saisie en France provient des Pays-Bas », soulignant que la Hollande « viole gros-

sièrement » les obligations internationales auxquelles elle a souscrit, en particulier les accords européens de Schengen sur la libre circulation des personnes, le maire de Maastricht-Laffitte rappelle : « Tous les gouvernements français ont fait des démarches auprès du gouvernement hollandais et se sont heurtés à une fin de non-recevoir ».

M. Myard et ses collègues parlementaires dénoncent cette « situation intolérable » et entendent « créer un mouvement d'opinion » afin de provoquer une « prise de conscience » en France, mais aussi en Europe. Ils demandent donc au gouvernement de « prendre des mesures de représailles » à l'égard des Pays-Bas, « notamment en matière commerciale », afin qu'ils modifient leur législation sur la drogue.

Cette initiative parlementaire rejoint les préoccupations exprimées à plusieurs reprises par le président de la République. Lors du dîner

informel auquel il avait invité ses homologues européens, le 9 juin 1995, à l'Elysée, Jacques Chirac avait interpellé le chef du gouvernement néerlandais, Wim Kok, en termes peu diplomatiques : « Ou bien vous luttez fermement contre le trafic de drogue, ou bien je ferme les frontières. » Quelques semaines plus tard, le 19 septembre, lors d'un voyage éclair sur la frontière belge, le chef de l'Etat avait renouvelé ses critiques à l'encontre de la politique néerlandaise en matière de drogue. Enfin, la levée partielle des contrôles terrestres aux frontières, décidée à la fin du mois de mars par le gouvernement français (*Le Monde* du 27 mars), était limitée à l'Allemagne et à l'Espagne et excluait la Belgique et le Luxembourg, précisément pour confirmer le désaccord de la France sur la politique néerlandaise en matière de drogue.

Gérard Courtois

Des cadres du PCF fustigent le « réformisme » de Robert Hue

SOUS LE TITRE : « Faire du neuf dans l'esprit du Congrès de Tours, c'est rester communistes et reprendre la lutte des classes », un petit nombre d'élus communistes et de cadres du PCF ont lancé un appel, pour s'opposer aux tentations de « réformisme » de la direction du parti. Le texte, signé par Rémy Aubéché, député communiste du Pas-de-Calais et membre du comité national, et Jean-Jacques Karman, adjoint au maire d'Aubervilliers, avait recueilli 250 signatures, parmi lesquelles celle de l'écrivain Patrick Besson.

Communiqué le 2 avril à l'Humanité mais non publié par le quotidien communiste, l'appel s'inscrit « dans la démarche de préparation du vingt-neuvième Congrès », en décembre, explique M. Karman, qui, aux municipales de juin 1995, avait présenté une liste communiste dissidente à Aubervilliers et recueilli 20 % des voix, contre 31 % pour l'ancien ministre Jack Ralite. « Au moment où, sous couvert de « mutation », certains prônent la rupture avec l'acte émanant de Tours », dit le texte, « nous pensons au contraire que l'aggravation de la crise, l'offensive patronale et gouver-

nementale, la montée du fascisme, appellent un renouveau du PCF dans le sens de son identité marxiste et révolutionnaire ».

Evocant la « percée des communistes » en Russie, les signataires estiment que « les travailleurs [ont] été eux-mêmes de leur expérience le bilan globalement négatif de la destruction d'acquis bien réelle du socialisme ». Ils appellent au retour d'un PCF qui jouerait « le rôle d'avant-garde », à « faire la clarté sur les orientations des leaders du PS » - coupables d'avoir signé « un programme commun avec la droite » - et, enfin, à « la résistance nationale à la mise en tutelle de la France par la Bundesbank et Wall Street ».

PAS DES STALINIENS
La liste compte quelques maires (Rochechouart, en Haute-Vienne, Grenay, dans l'Isère), des membres de comités fédéraux (Ile-et-Vilaine, Pas-de-Calais), des nostalgiques de l'ordre ancien, comme le journaliste Henri Alleg, président d'honneur du comité Honecker, qui défend la mémoire et l'avenir des régimes communistes à l'Est. « Nous ne sommes pas des stali-

niens », se défend Patrick Besson, ex-communiste, qui vient de collaborer à l'ouvrage *Avec les Serbes* (L'Age d'homme, 1996). « Nous sommes seulement la gauche du parti, plus frottée à la vie que les communistes parisiens de la place du Colonel-Fabien ».

Marginal, cette fraction ultra-orthodoxe de l'appareil table sur le trouble de militants désorientés par la politique d'« ouverture » de Robert Hue. Lors du dernier comité national, le 11 avril, des intervenants avaient évoqué cette « volonté de plus en plus affirmée de changement radical » de la base militante.

Accusant le leader trotskiste Alain Krivine, lors du forum de la gauche, le 2 avril, à Bercy, d'avoir « cherché à caresser dans le sens du poil [les] propres archaïsmes » des communistes, Yves Dimicoli, un économiste proche de la direction mais très hostile au traité de Maastricht, avait ainsi prévenu : « Ne devons-nous pas faire plus et mieux sur la radicalité et la rupture, en avançant dans la vision d'un dépassement graduel du capitalisme ? »

Arlane Chemin

Bras de fer et lutte d'influence à la direction du Trésor

LA DIRECTION DU TRÉSOR est l'objet d'un bras de fer dans les coulisses du pouvoir. Le numéro deux de cette puissante direction, Thierry Anagnon, chef du service des financements et participations et ancien directeur du cabinet du ministre socialiste des finances, Michel Sapin, abandonne ses fonctions pour devenir directeur général du GAN. Il devait être remplacé par son principal collaborateur, Gilles Denoyel, mais une autre personne s'est mise sur les rangs : Anne Le Lorier, collaboratrice de longue date d'Edouard Balladur et qui conseille toujours actuellement l'ancien premier ministre. Peu désireux de donner suite à cette candidature, le ministre de l'économie, Jean Arthuis, a songé à lui offrir la direction des relations économiques extérieures (DIRE), en remplacement de Jean-Pierre Landau, mais les balladuriens ont exercé de fortes pressions pour faire revenir le ministre centriste sur sa décision. Nicolas Sarkozy, François Léotard et Edouard Balladur sont personnellement intervenus. Depuis, M. Arthuis hésite, et l'affaire provoque quelque émoi dans le microcosme de Bercy.

Nouveaux signes de faiblesse de la consommation

SELON L'INDICE ÉTABLI par le centre d'observation économique (COE) de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, les ventes du grand commerce ont reculé de 3,7 % en mars, par rapport au mois précédent. Il s'agit d'une mauvaise surprise car, en janvier et février, la consommation globale des ménages avait vivement progressé. Cet indicateur laisserait donc présager que la tendance s'est ensuite de nouveau inversée. Or les économistes avaient du mal à établir un diagnostic précis de l'état de l'économie en ce début d'année 1996 - retour de la croissance ou simple phénomène de rattrapage après la paralysie que le pays a connue pendant la grève du mois de décembre ? L'indicateur avancé du COE fait penser que la seconde solution ne peut être écartée.

VOYAGES

■ **JEANNE D'ARC** : Jacques Chirac se rendra à Orléans, le 8 mai, à l'invitation de Jean-Pierre Sueur, maire (PS) de la ville, pour participer à la fête qui, tous les ans, commémore la libération de la ville par Jeanne d'Arc. Le président de la République respecte, ainsi, la tradition qui veut que le chef de l'Etat préside cette fête la première année de son septennat. François Mitterrand avait fait de même en 1982 et en 1989.

■ **SOMME** : le président de la République se rendra dans la Somme les 24, 25 et 26 avril. Ce déplacement du chef de l'Etat sera le troisième en province, après les Deux-Sèvres fin janvier, et le Doubs début mars. Jacques Chirac a également effectué, du 17 au 19 mars, une visite à la Réunion.

■ **ANTILLES** : Alain Juppé a quitté Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) pour Paris, lundi 15 avril, à l'issue de son déplacement en Guyane et aux Antilles. Le premier ministre avait pris part, dans l'après-midi, à un « forum des mondes universitaire et économique », au cours duquel il a débattu avec des étudiants et des chefs d'entreprise des débouchés des formations universitaires et des perspectives de coopération entre les départements français d'Amérique et les pays environnants des Caraïbes.

■ **ARGENTINE** : Edouard Balladur est arrivé, lundi 15 avril, à Buenos Aires pour une visite privée de six jours, à l'invitation du gouvernement argentin. M. Balladur devrait être reçu, mercredi, par le président de la République, Carlos Menem.

DÉPÊCHES

■ **CLOVIS** : le Parti socialiste a exprimé son « indignation », lundi 15 avril, à propos de la manifestation du Front national célébrant l'anniversaire du baptême de Clovis (*Le Monde* du 16 avril). Soulignant que « jamais, dans une réunion, on n'avait à ce point célébré le maréchal Pétain, Doriot, la LVP et Brasillach », François Hollande, porte-parole du PS, a dénoncé cette « identification du Front national aux personnalités les plus sombres de notre passé récent ».

■ **PÊCHE** : une vingtaine de gros chalutiers de Saint-Jean-de-Luz et de Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) continuait, mardi 16 avril, de barrer le chenal d'accès du port de commerce de Bayonne. Par ce mouvement de protestation, les pêcheurs veulent pouvoir continuer à capturer l'anchois alors qu'un accord franco-espagnol de 1992 (valable jusqu'en 2002) interdit chaque année, du 20 mars au 1^{er} juin, toute capture par les gros bateaux, laissant aux petites embarcations françaises et espagnoles - les bolincheurs, moins productifs et donc moins soupçonnés de mettre à mal les ressources - la liberté de pêcher près des côtes. (Corresp.)

Le coût de la vie est en Corse presque aussi élevé qu'à Paris

LES PRIX dans les deux grandes agglomérations corses, Ajaccio et Bastia, sont plus élevés qu'à Marseille et un peu moins qu'à Paris, selon une enquête réalisée en 1995 par *Insee Première* et publiée lundi 15 avril. Sur la base des prix des achats habituels d'un ménage moyen, l'écart des prix à la consommation avec l'agglomération parisienne est de -1,6 % pour Ajaccio, de -2,2 % pour Bastia et de -5,9 % pour Marseille. La cité phocéenne est meilleur marché pour l'ensemble des biens et des services.

Les produits alimentaires sont sensiblement plus chers en Corse que sur le continent : 8,5 % de plus qu'à Paris, 11,9 % de plus qu'à Marseille, bien que la TVA appliquée en Corse soit plus faible que celle en vigueur sur le continent (2,1 % contre 5,5 %). Les loyers sont à Ajaccio, Bastia et Marseille de 20 à 30 % moins élevés qu'en région parisienne. Le relevé des prix sur le terrain, effectué en octobre 1995, est dû à l'Observatoire régional des prix, créé en Corse en mai 1995.

CONFÉRENCES À SCIENCES PO

L'environnement international en 1996

EUROPE, MONDE ARABE, ASIE

Cycle de 9 conférences à partir du 20 mai 1996
les lundis et jeudis de 18h30 à 20h30

réalisé avec le concours du CERL et : P. DE LA SERRE, I. RUPNIK, M. MENDRAS, A. DIECKHOFF, G. BOY, G. SALAMAS, C. JAFFRELOT, B. DOMENACH, M. BOUSSOU.

destiné à un public largement diversifié : cadres d'entreprises, d'administrations, journalistes, enseignants.
montant : 600 F par participant (à titre individuel).
Renseignements : 215, boulevard Saint-Germain - 75007 Paris.
Tél : 44 39 87 52156 - Fax : 44 39 87 61

SCIENCES PO
FORMATION

BOULEVARD SAINT-GERMAIN

convainc pas la gauche

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

Le projet d'ordonnance sur la médecine libérale

27/11/1995

ENVIRONNEMENT Le gaz de pétrole liquéfié (GPL), carburant alternatif « propre » issu du raffinage du pétrole, apparaît comme un moyen d'améliorer la qualité de

l'air. Au milieu des années 80, il avait été encouragé, mais sans lendemain. La flotte de véhicules ainsi équipée en France n'excède pas 30 000. ● DEPUIS JANVIER, son prix

à la pompe a été ramené à environ 2,50 francs le litre et le projet de loi sur l'air propose de nombreux avantages fiscaux sur le GPL, qui ne rejette pas de particules, réduit de

13 % les émanations de dioxyde de carbone et divise par deux le monoxyde de carbone. ● LA PLUPART des constructeurs automobiles vont lancer des modèles mixtes essence-

GPL, très appréciés aux Pays-Bas, qui pourraient concurrencer le diesel, dont le succès en France s'atténue. Reste à multiplier les stations-service équipées en gaz.

Le GPL, carburant « propre », effectue un retour en grâce

Le gaz de pétrole liquéfié, moins polluant que l'essence et le diesel, intéresse de nouveau les firmes automobiles. De nouveaux modèles vont en être équipés, alors que le gouvernement tente de l'encourager par des allègements fiscaux

EN DÉPIT des mérites reconnus à ce « carburant alternatif » - meilleur respect de l'environnement que l'essence ou le gazole, excellent rapport coût-performances, agrément d'utilisation -, le GPL (gaz de pétrole liquéfié) n'a jamais acquis droit de cité en France. Qu'il s'agisse de réduire la facture énergétique ou le niveau de pollution de l'air, il a souvent été loué mais son succès a toujours été sans lendemain. Pis, certains de ceux qui, au milieu des années 80, avaient joué le jeu gardent en mémoire des kits d'adaptation de mauvaise qualité, un réseau de stations-service notoirement insuffisant et un prix au litre non compétitif. Pas plus de 30 000 véhicules - des flottes de société, pour l'essentiel - circulent au GPL sur nos routes, alors qu'on en compte un million en Italie, 500 000 aux Pays-Bas. Sans oublier 250 000 taxis à Tokyo.

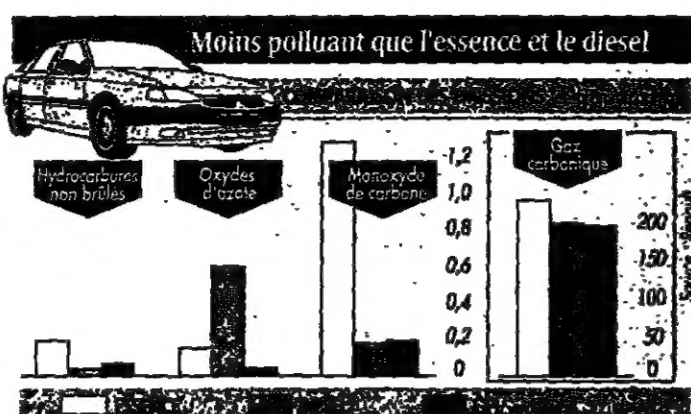
Et si cette fois était la bonne ? En quelques mois, la situation a singulièrement évolué. Aujourd'hui, le GPL est remis en selle : la défense de la qualité de l'air est devenue un élément fort du débat politique et l'étude du Réseau national de san-

té publique (Le Monde du 7 février) établissant un lien direct entre la pollution et des décès prématurés à Paris et à Lyon y a contribué. L'automobile cherche des arguments nouveaux face à ceux qui réclament des restrictions de circulation en ville.

DÉS ATOUTS IMPORTANTS

Or le GPL dispose d'atouts importants. Sous-produit issu du raffinage du pétrole brut (ou récupéré sur les gisements), c'est un carburant « propre » et qui coûte moins cher que le diesel aux compagnies pétrolières. Mélange de butane et de propane, le GPL réduit de 13 % les émanations de dioxyde de carbone (CO₂), un gaz à effet de serre, et de 30 % à 65 % les hydrocarbures imbrûlés alors que la quantité de monoxyde de carbone est presque divisée par deux. Le GPL, comme le super, ne rejette pas de particules, très dangereuses pour l'appareil respiratoire, alors que le diesel en émet 0,05 gramme au kilomètre.

Depuis le 11 janvier, conformément à une recommandation communautaire, la taxe sur le GPL a été réduite d'1 franc et son prix à



Les mesures ont été réalisées sur trois modèles de Renault Laguna (moteur 1,8 essence et GPL, moteur Diesel 2,2 catalysé). Non mesurables pour ce qui concerne l'essence et le GPL, les émissions de particules représentent 0,05 gramme au kilomètre pour le diesel.

la pompe ne dépasse pas 2,50 francs (le diesel vaut près de 2 francs de plus et le super sans plomb dépasse les 6 francs). De plus, dans son projet de loi sur la qualité de l'air présenté devant le conseil des ministres du 3 avril, Corinne Lepage, ministre de l'environnement, ouvre la possibilité aux collectivités territoriales d'exonérer le GPL de la vignette et de la taxe sur les cartes grises. Des facilités fiscales et un amortissement accéléré sont en outre promis aux entreprises. Derniers arguments en faveur du gaz de pétrole liquéfié : il s'intègre en « bicarburant » sur les moteurs à essence - dotés de deux réservoirs, la voiture peut alterner sans dommage les deux sources d'énergie - et son prix de revient est très intéressant. Malgré l'investissement nécessaire à l'adaptation du véhicule (de 10 000 à 15 000 francs), Renault es-

time que le coût d'utilisation du GPL est inférieur de 50 % à celui de l'essence et de 5 % à 15 % moins cher que celui du diesel.

Conséquence : virtuellement exclu du catalogue français des constructeurs, le GPL effectue un retour en force. En juin, Renault livrera deux modèles fonctionnant au GPL (la Clio en véhicule de société et l'Express, petit utilitaire dérivé de la Super-Clio) et, dès l'automne, proposera au grand public une Twingo et une Laguna. En 1997 viendra le tour du break Laguna, de la Mégane et de l'Espace, pour un supplément de 12 000 à 14 000 francs. Le constructeur compte produire 2 000 véhicules GPL de mi-1996 à mi-1997 et espère, par la suite, porter ce rythme annuel à 6 000 unités, soit 9 % du total de sa production. Peugeot et Citroën, moins enthousiastes, proposeront tout de même en juin une

gamme complète de voitures, qu'il faudra faire adapter chez un spécialiste agréé. Pratiquement toutes les firmes étrangères fourbissent leurs armes (lire ci-contre).

Si l'industrie pétrolière française applaudit des deux mains - les stations qui assurent la distribution du GPL passeront, promet la profession, de 700 actuellement à plus de 2 000 d'ici trois ou quatre ans -, l'industrie automobile n'a pas abandonné toute réticence. C'est que le GPL constitue une menace directe pour le Diesel, une motorisation dont les constructeurs français se sont fait une spécialité en profitant notamment des larges avantages fiscaux consentis par l'Etat. Or l'image de marque du Diesel tend à pâlir. Sa part dans les immatriculations est passée de 51,7 % à 42,1 % entre le premier trimestre 1995 et le premier trimestre 1996 ; de plus, les pouvoirs publics pourraient revenir sur le coûteux traitement de faveur accordé au gazole. Or, en France comme à l'étranger, l'expérience montre qu'une modification des taxes peut suffire à déclencher un retournement du marché.

Alors que ce risque est régulièrement évoqué par le groupe PSA (Peugeot-Citroën), particulièrement engagé sur le terrain du Diesel, Renault cherche à maintenir plusieurs fers au feu. Le groupe, qui n'exclut ni une remise en ordre fiscale en France ni un durcissement des normes européennes antipollution dont le Diesel ferait les frais, cherche à parer à toute éventualité.

« On peut imaginer que le GPL reste un tout petit marché ou, au contraire, qu'il tende à supplanter le Diesel. Tout dépendra de la réglementation qui sera adoptée dans les prochaines années par Bruxelles. Et dans ce domaine, je me garderai de prendre le moindre parti », assure, mi-amusé mi-inquiet, Philippe Ventre, directeur de l'ingénierie Véhicules chez Renault. Seule certitude relative : les ressources naturelles de GPL devraient se tarir vers 2010. Le « carburant alternatif » n'est peut-être qu'un carburant intermédiaire. Mais espérance de vie limitée ne signifie pas forcément absence d'avenir.

Jean-Michel Normand

Le GNV, un marché en développement

Le GPL (gaz de pétrole liquéfié) est souvent comparé au GNV (gaz naturel véhiculé), essentiellement composé de méthane (il s'agit en fait de « gaz de ville »). Le GNV pollue très peu - le gain est surtout appréciable pour ce qui concerne l'oxyde d'azote -, mais il impose des contraintes importantes, notamment un grand réservoir capable de maintenir une pression de 200 bars. D'où un poids supplémentaire et une réduction de la puissance de l'ordre de 15 %. En Italie, on compte néanmoins 240 000 véhicules de ce type. L'Argentine, la Russie et la Nouvelle-Zélande s'y intéressent de près, tout comme la Grande-Bretagne et les États-Unis, qui encouragent leurs services publics à s'équiper. En France, le marché - centré sur les utilitaires et les véhicules d'entreprise - reste limité, mais il se développe depuis cinq ans. En 1995, Peugeot et Citroën ont vendu plus de 400 voitures au GNV.

Aux Pays-Bas, 8 % des voitures roulent au gaz

AMSTERDAM de notre correspondant

Un sacrocafé, la conduite au gaz lorsque l'on est automobiliste néerlandais ? Aux Pays-Bas, sûrement pas. Mais dès qu'il s'agit d'entreprendre des trajets professionnels, l'usage du GPL doit planifier ses arrêts à la station-service et se doter du matériel nécessaire. L'ANWB, sorte d'Automobile Club national, donne à ses membres la liste des pompes équipées en GPL sur le trajet du voyage - gare aux écarts imprévus sur la route des vacances ! -, tandis que les boîtes à gants recèlent toujours un ou deux adaptateurs permettant de faire le plein. « Car pour compliquer le tout il n'y a pas de standard européen pour les pistolets de pompe. Quiconque veut se rendre en Italie via la France est obligé de se munir de deux embouts. Sans eux, impossible de se ravitailler », explique Rob Groeneweld, porte-parole du premier producteur de GPL aux Pays-Bas, GK Gas.

Aujourd'hui, 8 % des voitures particulières roulent au gaz, faisant des Pays-Bas le premier pays d'Europe en ce domaine. Est-ce par conscience écologique ou par amour de leur porte-monnaie que les Néerlandais ont opté en grand nombre pour ce type de carburant ? Question d'opportunité, explique Rob Groeneweld : « Le GPL est présent dans

le sous-sol avec le pétrole, ce qui est le cas des exploitations off-shore en mer du Nord. Il s'obtient aussi en cours de raffinage. Or les Pays-Bas sont les premiers raffineurs de pétrole d'Europe. Dès les années 50, on s'est dit qu'il fallait utiliser ces réserves. d'autant que le GPL est moins polluant que d'autres carburants. La première station-service au gaz a été inaugurée en janvier 1955 à Amsterdam. On en compte aujourd'hui 2 000, sur 5 000 au total, aux Pays-Bas. »

COMPÉTITIF À HAUT KILOMÉTRAGE

Le litre de GPL coûte à peine 60 cents (1,80 franc) contre 2 florins (6 francs) environ pour l'essence, principalement du fait que les accises pour ce dernier se montent à 1,1 florin contre à peine 5 cents pour le GPL. En contrepartie, l'Etat ne s'est jamais résolu à promouvoir à tout prix le GPL. La preuve ? « L'équivalent de la vignette auto est plus du double pour le GPL. Ainsi, s'il en coûte 932 florins (3 000 francs) pour une voiture pesant 1 100 kilos, le tarif diesel est de 1 696 florins et il atteint 2 016 florins pour le gaz. Ajoutez à cela les 3 500 florins pour l'installation d'une double carburant essence-GPL, mettez dans la balance le prix au litre : il faut faire au moins 25 000 kilomètres par an pour rendre l'usage du GPL compétitif. Voilà pourquoi ce carburant est surtout utilisé

par les voyageurs de commerce, les taxis, etc. Un tiers des voitures en leasing roulent au GPL », indique Rob Groeneweld.

Un autre marché retient l'attention des constructeurs et producteurs : les transports publics routiers urbains et interurbains. Plusieurs compagnies d'autobus et d'autocars s'équipent en véhicules au gaz, à l'image de BBA, dans la province du Brabant. « Nous répondons à la demande des usagers, qui réclament des bus plus propres et plus silencieux que le diesel », explique Joost van Bladen, porte-parole de BBA. Le passage au GPL est facilité par l'exonération de vignette accordée par l'Etat aux véhicules nouvellement équipés. « Nous rentrons dans nos frais d'investissement en sept ou huit ans, alors qu'un bus roule au moins dix à douze ans », reprend le porte-parole d'un firme qui, avec quarante bus roulant au GPL sur un total de cent vingt, affirme disposer de « la plus grande flotte de bus au GPL au monde ». Malgré ces avancées, l'avenir du GPL n'est pas garanti. Chez BK Gas, on constate que l'arrivée de petits diesels performants a permis au carburant utilisé par ces derniers de dépasser le GPL, pour représenter aujourd'hui 12 % de part de marché.

Alain Franco

L'Afnor suspend ses travaux de normalisation sur les matériels médicaux

LA DIRECTION des hôpitaux, qui dépend du secrétariat à la santé et à la Sécurité sociale, financera-t-elle à l'avenir les nécessaires travaux de normalisation concernant de nombreux instruments médicaux ? Une mesure prise de manière unilatérale suscite aujourd'hui une vive émotion à l'Association française de normalisation (Afnor), association reconnue d'utilité publique, où la direction des hôpitaux était jusqu'à présent un partenaire important. Bernard Vauclle, directeur général de l'Afnor, vient d'annoncer l'arrêt immédiat d'une série de travaux qui étaient en cours. Ces travaux concernaient une large gamme de produits sanitaires (antiseptiques, désinfectants, stérilisateurs) ainsi que les contraceptifs masculins ou

encore différents implants chirurgicaux. A titre d'exemple, c'est au terme des travaux de normalisation conduits par l'Afnor que le gouvernement a décidé, mardi 16 avril, la suspension de la mise sur le marché de certains préservatifs ne respectant pas les caractéristiques de la norme NF.

Entre l'Afnor et le ministère de la santé, le tonchon brûlait depuis plusieurs mois déjà, la direction des hôpitaux n'ayant pu honorer le montant de 2 millions de francs correspondant aux travaux figurant dans une convention passée entre ces deux organismes en 1995. « J'ai rencontré, le 9 février dernier, M^{me} Bazy-Molaurie, qui m'avait confirmé que les engagements prévus pour l'Afnor en 1995 seraient honorés à très court terme, à la suite de notre

entretien. J'ai le regret de vous informer qu'à ce jour, nous n'avons reçu aucun paiement ni aucune confirmation que les financements seraient versés, écrit-il. Il y a quelques jours, M. Vauclle à ses collaborateurs.

« Nous n'avons reçu aucun paiement ni aucune confirmation que les financements seraient versés »

C'est pourquoi, en accord avec le président et le conseil d'administration de l'Afnor, j'ai décidé d'arrêter dès maintenant les travaux soutenus principalement par la direction des hôpitaux, à savoir : essais cliniques, stérilisation, biocompatibilité,

contraceptifs mécaniques et assurance-qualité. D'autre part, je vous demande d'étudier rapidement les autres réductions nécessaires à l'équilibre de 1996, notamment dans les domaines où le soutien de la di-

rection des hôpitaux était prévu comme important. Je déplore cette situation, mais je suis persuadé que vous comprendrez que l'Afnor ne peut suppléer aux difficultés d'un partenaire, notamment lorsque le budget général de notre association

n'a pas atteint son équilibre. » « A la suite du non-paiement par l'Etat des 2 millions de francs de 1995, nous avons dû compenser sur les fonds propres de l'Afnor, qui est une association sans but lucratif, mais qui doit équilibrer son budget », déclare au Monde Etienne Dupont, directeur des normes à l'Afnor. Lorsque l'on a besoin de travaux de normalisation, il est d'usage qu'on les finance. Puisque nous sommes ici dans le champ de la santé publique, il était normal que l'Etat s'implique. » On ajoute, auprès de l'Afnor, que le désengagement, quel que peu cavalier, de l'Etat dans ce domaine pénalisera la caisse nationale d'assurance-maladie et les industriels concernés qui participent déjà aux financements de ces travaux. Plus généralement, on

estime que ce désengagement de l'Etat ne peut que nuire aux intérêts de la santé publique et aux intérêts économiques, de la part française au sein de l'Union européenne.

Interrogée par Le Monde, mardi 16 avril, la direction des hôpitaux reconnaît ne pas avoir été en mesure de régler, à la fin de 1995, les 2 millions de francs dus à l'Afnor. Cette situation résultait, explique-t-on en substance, de diverses mesures de « régulations budgétaires ». On ajoute cependant que les relations ne sont pas rompues avec cet organisme, qui pourrait recevoir prochainement une subvention. Un bilan des travaux de normalisation effectués en 1996 pourrait ensuite être effectué à la fin de l'année.

Jean-Yves Nau

150

Des députés de la majorité veulent radicaliser la lutte contre l'immigration clandestine

Le rapport de la commission parlementaire met en cause plusieurs principes constitutionnels

La commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine devait rendre public son rapport, mardi 16 avril. Intervenant

sur toute la chaîne de l'immigration, elle propose un allongement de la durée de rétention, une prise d'empreintes systématique

des visiteurs étrangers et la création d'un fichier des personnes les hébergeant. Mais elle brise également trois tabous : le droit des

étrangers aux soins médicaux, à la scolarisation, et l'interdiction d'expulser les mineurs. (Lire aussi notre éditorial page 13.)

Grève de la faim à Versailles de parents étrangers d'enfants français

CRÉE Il y a cinq mois, la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine avait pour objectif de mettre en évidence les dysfonctionnements du système de lutte contre les « sans-papiers » et de proposer des solutions. Son président, le député (UDF) de la Loire, Jean-Pierre Philibert, prenait toutefois soin de préciser qu'il n'était « pas question de toucher aux droits fondamentaux des individus ». En deux cents pages, le texte adopté par la commission le 3 avril (*Le Monde* du 4 avril) malmène pourtant plusieurs dogmes constitutionnels.

Les députés se sont attaqués à tous les maillons de la chaîne de l'immigration clandestine. Délivrance des visas, contrôle des frontières, droits des clandestins entrés en France, reconduite à la frontière : rien n'a été oublié dans les quarante-six propositions des parlementaires. Pour éviter de voir de simples touristes s'installer à demeure sur le territoire, une prise d'empreintes serait systématiquement effectuée lors de l'établissement d'un visa à tout ressortissant



d'un « pays à risque migratoire ». La commission espère faciliter ainsi l'identification des clandestins qui dérobent leurs papiers. De même, un fichier des personnes accueillant des étrangers serait constitué et leur responsabilité serait enga-

gée si le visiteur venait à rester en France. Les étrangers titulaires d'une carte de séjour temporaire – sauf les étudiants et les universitaires – ne pourraient plus accueillir de visiteur. Pouvoir serait donné aux maires de contrôler les condi-

tions d'hébergement et de ressources.

Les députés souhaitent également durcir la législation. La rétention administrative, destinée à exécuter une mesure de reconduite à la frontière, verrait sa durée maximum passer de dix à quarante-cinq jours. Pendant les quinze premiers jours, celle-ci ne ferait plus l'objet d'un contrôle systématique du juge. Cette mesure risque de subir les foudres du Conseil constitutionnel, qui avait limité, en 1993, à dix jours la durée maximale de rétention.

TROIS TABOUS BRISÉS

Mais les députés vont plus loin encore en brisant trois tabous. Officiellement, le droit à l'éducation – garanti par la Constitution – n'est pas touché. Toutefois, en réservant à ses seuls parents, tuteurs ou personnes disposant de la délégation parentale la possibilité d'inscrire un enfant à l'école, la proposition 21 risque d'exclure nombre de jeunes Africains, souvent installés chez leur oncle. Il en va de même du droit aux soins. En 1993, les soucis

humanitaires et sanitaires avaient conduit les députés à assurer une prise en charge des clandestins malades. La commission propose de limiter celle-ci aux seuls soins d'urgence et pathologies contagieuses. De même, les traitements à moyen et long terme seraient réservés aux maladies contagieuses. Exit donc les cancers, diabète et autres maladies cardio-vasculaires.

Enfin, le texte prévoit d'autoriser la reconduite à la frontière des mineurs délinquants « s'ils sont susceptibles d'être accueillis par leur famille ou des institutions de type éducatif ». Une disposition qui existait avant 1986, mais que les députés accompagnent d'une seconde, nouvelle celle-ci : reconduire « de façon générale » les mineurs lorsque leurs parents sont en situation irrégulière et qu'« aucune personne résidant régulièrement en France n'est susceptible de subvenir à leurs besoins ». Pour les députés, il s'agit là de préserver « le droit de vivre en famille ».

Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg

HUIT PARENTS ÉTRANGERS d'enfants français ont entamé, lundi 15 avril, une grève de la faim à l'intérieur de la cathédrale Saint-Louis de Versailles. De nationalité algérienne ou marocaine, ils demandent la régularisation de leur situation administrative, ainsi que celle de 130 personnes dans leur cas dans les Yvelines. « Nous sommes inexpugnables du territoire français et irrégularisables, selon la préfecture. C'est pour cela que nous faisons cette action désespérée, pour qu'enfin notre cri soit entendu », expliquent-ils. Leur action est soutenue par une dizaine d'associations. Le Secours catholique les a aidés à s'installer dans la chapelle de la Providence et les parents ont déclaré avoir « obtenu l'accord » et la « solidarité » de Mgr Thomas, évêque de Versailles. A Lyon, 250 personnes ont manifesté, lundi, contre l'avant-projet de loi du ministre de l'Intérieur visant à durcir les « lois Pasqua ». Plusieurs centaines de manifestants ont défilé, à Paris, pour demander le retrait du projet de loi Toubon relatif au terrorisme.

Jean-Pierre Philibert, président de la commission « Il faut agir vite »

DÉPUTÉ (UDF) de la Loire, Jean-Pierre Philibert est le président de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine.

« Sur le droit à l'école ou aux soins, la reconduite des mineurs, vos propositions transgressent des tabous que la loi Pasqua de 1993 prétendait respecter. Est-ce un choix délibéré ? »

« Je conteste l'idée selon laquelle nous remettrions en cause des principes fondamentaux de l'individu. Le droit des enfants à l'éducation, quelle que soit la situation de leurs parents, n'est nullement remis en cause. Il s'agit d'une vérification juridique des conditions de la garde de certains enfants scolarisés. Quant à la reconduite des mineurs, elle était déjà possible dans la loi Pasqua de 1986. A partir du moment où la famille ou les personnes qui subviennent aux besoins de l'enfant font elles-mêmes l'objet d'une reconduite, il me semble absurde que l'enfant ne soit pas reconduit. Je défends le principe de l'indivisibilité de la famille. Pour les mineurs délinquants, nous proposons des reconduites à la frontière, à condition que l'on trouve dans leur pays d'origine des structures d'accueil comparables à celles existant en France ou que l'on puisse les remettre à leur famille. Nous respectons le droit de vivre en famille. »

« Tout homme est une histoire sacrée »

« Ce droit fondamental inscrit dans la Convention européenne des droits de l'homme pourrait de fait se retourner contre eux. »

« Il ne faut plus que ce droit soit détourné, c'est-à-dire qu'on utilise la présence d'enfants pour empêcher la reconduite des parents. Il me paraît moins attentatoire aux droits de la personne de reconduire toute la famille. »

« A la fin des années 70, les premières violences urbaines avaient été provoquées par des expulsions de jeunes mineurs étrangers. Ne craignez-vous pas de rallumer l'incendie ? »

« Non. Je constate une montée des manifestations de xénophobie. Je suis frappé par l'amalgame entre les sans-papiers, les étrangers en situation régulière et les Français issus de l'immigration. L'immigration clandestine n'est pas la source de tous nos maux, mais un grand nombre de clandestins n'ont pas d'autre moyen pour survivre que de se livrer à des expédients de nature délictueuse. Il ne me paraît pas contradictoire de lutter pour l'intégration et

contre l'immigration clandestine. »

« N'êtes-vous pas sorti de votre cadre en proposant une modification des lois sur la nationalité ? »

« Certains textes sur la nationalité sont susceptibles d'entraîner des dérives. Nous les avons pointés. »

« En allongeant à quarante-cinq jours la durée maximum de la rétention administrative, ne provoquez-vous pas le Conseil constitutionnel, qui l'avait strictement limitée à dix jours en 1993 ? »

« La durée de la rétention est extraordinairement courte en France. Le rapport contient plusieurs propositions entre lesquelles le gouvernement devra trancher. La première vise à augmenter la rétention à quinze jours, et peut poser des problèmes devant le Conseil constitutionnel, que l'on sait très soucieux. L'autre proposition, qui a ma préférence, ne modifie pas la durée de rétention, mais suggère de soumettre une prolongation éventuelle à un jugement sur le fond. Elle serait plus admissible par cette instance. »

« Quel calendrier souhaitez-vous voir adopté par le gouvernement ? »

« Les dysfonctionnements que nous avons pointés méritent que le gouvernement s'empare rapidement de l'Assemblée d'un projet de loi. J'aimerais qu'on puisse légiférer en première lecture avant l'été. Il faut agir vite. »

« Comment justifiez-vous une réforme de la loi Pasqua alors que celle-ci n'a pas trois ans ? »

« L'immigration change. On passe d'une immigration maghrébine et africaine de subsistance à une immigration venue d'Europe de l'Est et d'Asie ex-soviétique plus dure, plus criminogène. Il ne s'agit donc pas de remettre en cause les lois Pasqua, mais de les rendre plus efficaces. »

« Jusqu'où peut-on serrer la vis sans démontrer aux électeurs que les meilleures solutions sont les plus radicales, c'est-à-dire celles du Front national ? »

« Il ne s'agit pas de serrer la vis, mais de faire appliquer la loi. Si on pouvait reconduire les clandestins à 90 %, on n'aurait pas besoin de légiférer. Que l'on dise que nous allons légiférer de façon sévère, c'est très bien. Je ne me suis jamais déterminé en fonction de ce que pense le Front national ou l'extrême gauche révolutionnaire. Le problème de l'immigration clandestine est au cœur des préoccupations de nos concitoyens. Nous devons être fermes sans perdre de vue que « tout homme est une histoire sacrée ». »

Propos recueillis par Philippe Bernard



vendredi 18 octobre 1996

Plus que 186 jours. Entreprises, pensez à votre installation téléphonique...

A partir du 18 octobre 1996, tous les numéros de téléphone en France auront 10 chiffres. Ceux des particuliers mais aussi ceux des entreprises. Pour votre entreprise, c'est une opération qui nécessite d'être préparée à l'avance. Il convient d'évaluer l'impact sur votre installation téléphonique, vos applications informatiques, vos terminaux numéroteurs automatiques, puis de prévoir leur adaptation. Pour votre tranquillité et

pour ne pas compromettre le bon fonctionnement des communications de votre entreprise, n'attendez pas le dernier moment pour faire appel à votre installateur. Votre interlocuteur France Télécom est naturellement à votre disposition pour vous apporter les informations dont vous avez besoin. Vous pouvez également appeler notre service assistance au numéro suivant : **05 18 10 96**. Le 18 octobre : dans 186 jours déjà...



France Telecom

M. Bouchet ne souhaite pas la levée du secret défense sur les écoutes de l'Elysée

Les avocats du « Monde » critiquent l'attitude du président de la CNCIS

Interrogé le 11 avril par le juge Jean-Paul Valat, Paul Bouchet, président de la Commission nationale des interceptions de sécurité (CNCIS), a

confirmé qu'il ne souhaitait pas demander la levée du secret défense sur l'ensemble des « interceptions » attribuées à la cellule de l'Elysée

entre 1983 et 1986, au motif que son enquête concerne « le fonctionnement général du Groupement interministériel de contrôle ».

COMME il l'avait annoncé dans un entretien accordé au *Monde* le 29 mars, le président de la CNCIS, Paul Bouchet, a obtenu du premier ministre la levée du secret défense sur une écoute téléphonique effectuée le 25 février 1993 sur la ligne de l'ex-capitaine Paul Barril. Interrogé le 11 avril 1996 par le juge d'instruction Jean-Paul Valat, chargé de l'enquête sur les écoutes de la cellule antiterroriste de l'Elysée, M. Bouchet a confirmé que cette « interception » - dont la transcription avait été publiée par *Libération*, le 9 mars 1995 - avait été réalisée par le Groupement interministériel de contrôle (GIC), le centre des écoutes administratives, sur le contingent de lignes affecté à la DGSE. Le tout « sur demande du ministre de la défense en date du 23 décembre 1992 » et après « autorisation du premier ministre », pour le motif suivant : « Rechercher des renseignements intéressant la sécurité nationale ».

Selon la transcription remise au juge par M. Bouchet, Paul Barril aurait évoqué « le dossier confidentiel de Plénel, qu'on distribuera », allusion à notre collaborateur Edwy Plenel, dont les écoutes devaient être publiées quelques semaines plus tard dans la presse. Aussi le texte de l'écoute de Paul Barril serait-il, selon M. Bouchet, de nature à montrer que l'ancien gendarme est bien à l'origine de la révélation de l'affaire des écoutes de l'Elysée. Ainsi que l'exige la loi du 10 juillet 1991, qui régit l'usage des écoutes administratives, le

président de la CNCIS a indiqué que cette « interception » particulière avait été soumise à son contrôle et qu'en l'occurrence « cette procédure [s'était] conformée à toutes les obligations légales ».

Cette affirmation se heurte toutefois à une contradiction. La loi exige que la transcription de l'écoute ne mentionne que les éléments directement en rapport

avec l'objet de la demande. Les propos prêtés à l'ex-capitaine Barril peuvent-ils réellement intéresser « la sécurité nationale » ? Questionné sur ce point, M. Bouchet a répondu au juge que la « conformité » de la transcription à l'objet de la demande d'écoute ne pouvait s'apprécier « par référence à une seule écoute, mais par rapport à

Le « signe distinctif »

Paul Bouchet avait indiqué au *Monde*, le 29 mars, que des « manipulations » avaient été opérées sur des transcriptions d'écoutes, provenant d'un « fonds » d'archives de François de Grossouvre, suicidé en 1994, et d'un « second fonds » constitué, selon lui, « dans le cercle restreint des fidèles de l'ancien président ».

Paul Barril, précisait M. Bouchet, aurait « hérité » du premier. Le président de la CNCIS a laissé entendre devant le juge Valat que les comptes rendus d'écoutes publiés par *Le Journal du dimanche* du 25 février provenaient du second. Ces écoutes, réalisées entre 1987 et 1993, visaient l'avocat Jacques Vergès, le dirigeant trotskiste Alain Krivine et l'ex-capitaine Paul Barril (*Le Monde* du 27 février). L'examen de ces documents permet, selon M. Bouchet, de « constater, malgré les grattages et sans préjudice de manipulations du contenu qui ont pu être opérées par ailleurs, que ces documents portaient à l'origine un signe distinctif qui était celui de l'exemplaire destiné à l'Elysée ».

avec l'objet de la demande. Les propos prêtés à l'ex-capitaine Barril peuvent-ils réellement intéresser « la sécurité nationale » ? Questionné sur ce point, M. Bouchet a répondu au juge que la « conformité » de la transcription à l'objet de la demande d'écoute ne pouvait s'apprécier « par référence à une seule écoute, mais par rapport à

l'ensemble de l'activité de la société concernée » - c'est-à-dire la société de sécurité privée Secrets, fondée par M. Barril. Le président de la CNCIS n'a pourtant pas demandé la levée du secret sur l'ensemble des écoutes ayant visé cette société, de sorte que le juge d'instruction n'est pas en mesure d'apprécier la légalité de l'écoute en cause.

M. Bouchet, qui a lui-même op-

duelles, qui fait succéder révélation ou pseudo-révélation... » « S'il ne tient qu'à la commission, a-t-il poursuivi, l'assainissement de cette situation doit se traduire par la mise en cause de tous ceux qui enfreignent la loi, sans distinction. »

Le président de la CNCIS n'a toutefois pas caché qu'il n'entendait pas demander officiellement la levée du secret défense sur l'ensemble des « interceptions » attribuées à la cellule de l'Elysée, entre 1983 et 1986, au motif que son enquête concerne « le fonctionnement général du GIC et l'anonymat de ses fonctionnaires ». Contestant cette distinction, les défenseurs du *Monde* et de la compagnie d'Edwy Plenel, Nicole Lapierre, M^{me} Christine Courty et Michel Laval, ont adressé au juge Valat une lettre critiquant l'attitude de M. Bouchet, « plus soucieuse de révélation qu'aux faits sur lesquels elle porte ». Rappelant les propres termes du dernier rapport annuel de la CNCIS, qui estimait que le secret devait être levé « si son maintien n'avait d'autre justification que de couvrir indument les agissements dont la révélation publique est utile pour faire respecter l'application loyale de la loi », ils demandent au juge d'inviter le président de la CNCIS à solliciter du premier ministre la levée du secret défense sur le rapport qu'il a établi dans cette affaire.

Hervé Gattegno

Faux papiers : un avocat et un ancien commissaire écroués

LE JUGE d'instruction Hervé Stephan a mis en examen et écroué, vendredi 12 avril à Paris, un avocat et un ancien commissaire impliqués dans une affaire d'obtention induue de documents administratifs destinés à des étrangers et de corruption. M^{rs} Jacques Delmoude et a reconnu avoir perçu des honoraires pour obtenir le renouvellement ou la prolongation d'une quinzaine de titres de séjour à des étrangers sur une période de dix ans. Ces démarches concernaient principalement des responsables d'entreprises appartenant à la communauté chinoise résidant dans la capitale, ainsi qu'à des membres de leur famille. Spécialisé dans le droit des sociétés, l'avocat s'adressait à un commissaire de police à la retraite, André Teisseire, qui sollicitait à son tour un commandant de police chargé au sein des renseignements généraux parisiens de s'occuper des démarches auprès des administrations, et notamment de l'obtention des titres de séjour. Suspendu de ses fonctions, ce policier a été mis en examen et laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

DÉPÊCHES

■ **DRAME FAMILIAL** : Piotr Zakrevski et ses deux fils, retrouvés morts dans leur maison de Sceaux, avaient été préalablement drogués au moyen d'un puissant somnifère, selon les analyses toxicologiques pratiquées sur leurs corps. A l'inverse, nulle trace de somnifère n'a été décelée dans les analyses concernant la mère de famille, dont l'autopsie avait déjà montré qu'elle était morte plusieurs heures après son mari et son fils aîné (*Le Monde* du 13 avril). Ces éléments confortent l'hypothèse d'un drame familial, dont les motivations restent énigmatiques pour les enquêteurs.

■ **ATTENTAT** : un engin explosif a endommagé un centre des hôpitaux à Rennes (Ille-et-Vilaine), mardi 16 avril vers 4 heures du matin, sans faire de victimes. Placé à l'extérieur des locaux de la recette municipale de Rennes, cet engin de faible puissance a brisé des vitres et provoqué de légers dégâts dans les bureaux. L'attentat n'a pas été revendiqué.

■ **FAITS DIVERS** : après avoir abandonné sur le quai un sac contenant un corps de femme sans tête, un Sud-Coréen âgé de trente-deux ans s'est suicidé, lundi 15 avril, en se précipitant dans la Seine aux abords du pont de Bercy, dans le douzième arrondissement de Paris. Le cadavre décapité n'avait toujours pas été identifié mardi matin par les enquêteurs de la quatrième division de police judiciaire. Auparavant, le Sud-Coréen avait été remarqué par des passants alors qu'il traînait plusieurs bagages, dont une valise noire à roulettes.

■ **FOYERS** : l'Union nationale des associations gestionnaires de foyers de travailleurs migrants et de résidences sociales (Unaf) a dénoncé, lundi 15 avril, la suite de la publication d'un rapport consacré à la question des foyers par le député Henri Cuy, « l'arnaque qui semble pratiquée dans les extraits du rapport publié entre population accueillie, clandestinité et non-droit ».

■ **TOXICOMANIE** : une jeune femme française serait décédée d'une surdose de méthadone, samedi 13 avril en Belgique, a indiqué lundi un porte-parole du parquet de Bruxelles. Agée de dix-huit ans, la jeune femme se droguait occasionnellement et un ami lui aurait fourni la méthadone qui lui avait été prescrite par un médecin au titre de traitement de substitution à la drogue délivré sous contrôle médical, a-t-on précisé de même source.

CARNET

DISPARITION

■ **HERB HALL**, clarinettiste et saxophoniste américain, est mort, mercredi 6 mars. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans. Baryton au début de sa carrière, dans les années 20, il est engagé comme saxophoniste baryton en 1929 par le trompettiste Don Albert avec qui il restera une dizaine d'années. Installé à New York, Herb Hall perpétue le style Nouvelle-Orléans alors que la révolution du Be Bop gagne le jazz. Au milieu des années 50, Herb Hall sympathise avec Sidney Bechet et enregistre plusieurs disques avec lui. Depuis, il continuait de jouer avec ferveur le style des origines du jazz à New York, puis dans la région du Texas où il s'était installé ces dernières années. Herb Hall avait aussi ouvert un magasin d'instruments de musique réputé à Long Island, près de New York.

NOMINATIONS

■ **DIPLOMATIE** : René Ala a été nommé ambassadeur au Portugal, en remplacement d'Alain Grenier, par décret paru au *Journal officiel* du 13 avril. (Né le 30 janvier 1934, René Ala est diplômé d'études supérieures d'économie politique et de sciences économiques, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer (ENFOM). Il a été notamment en poste à Libourne (1964-1967), à Mexico (1967-1971), à Alger (1971-1974), à Ottawa (1974-1981), avant d'être ambassadeur au Nicaragua (1981-1984), au Liban (1989-1991), auprès du Saint-Siège (1991-1993), au Sénégal et en Gambie (1993-1996).

Hélène Dubois a été nommée ambassadeur à Sainte-Lucie, en remplacement de Sylvie Alvarez, par décret paru au *Journal officiel* du 14 avril.

(Née le 13 mai 1933, Hélène Dubois est diplômée de l'Ecole nationale des langues orientales. Elle a été notamment en poste à Belgrade (1963-1966), à Casablanca (1966-1968), à Acra (1968-1969), à Florence (1969-1991), avant d'être nommée ambassadeur au Costa-Rica (1991-1993), puis représentant permanent auprès du groupe de Minsk de la CSCE (1993-1995).

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 13 avril sont publiées : ● **Polynésie** : la loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi complétant ce statut d'autonomie. ● **DDOEF** : la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

● **Conseil constitutionnel** : trois décisions relatives aux trois lois citées ci-dessus : la loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française, la loi complétant ce statut d'autonomie et la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Au *Journal officiel* du dimanche 14 avril sont publiées : ● **Décret** : plusieurs décrets portant nomination, promotion et élévation dans l'ordre de la Légion d'honneur et dans l'ordre du Mérite au titre du ministère de la défense. ● **Agriculture** : un décret relatif aux programmes pour l'installation des jeunes en agriculture et le développement des initiatives locales.

AU CARNET DU « MONDE »

Le comte et la comtesse Hélène de Poulart. Le marquis et la marquise du Lau d'Allemans. Le comte et la comtesse de Commarque. Le comte et la comtesse de Witt. M. et M^{me} Remond Laim. Le comte et la comtesse Jérôme de Wit. Le comte et la comtesse Wladimir de Wit. La baronne Henri de Raucher.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église Saint-Martin de Bièvres (Essonne).

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le prince et la princesse Napoléon.

Le comte et la comtesse Hélène de Poulart. Le marquis et la marquise du Lau d'Allemans. Le comte et la comtesse de Commarque. Le comte et la comtesse de Witt. M. et M^{me} Remond Laim. Le comte et la comtesse Jérôme de Wit. Le comte et la comtesse Wladimir de Wit. La baronne Henri de Raucher.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Communications diverses

Le CBL, l'URDI et les amis de la CCR organisent, le jeudi 18 avril 1996, à 20 h 30, au 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, un hommage à la révolte du ghetto de Varsovie sur les résistances juives en Europe, avec : H. Bulanko, A. Rayssi, des témoignages et chant choral.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Les Journées de la Mémoire

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (Dordogne), à 16 heures.

Le service religieux sera célébré le mercredi 17 avril, à 10 h 45, en l'église de Cendrieux (D

HORIZONS

ENQUÊTE



Les trois cents Africains expulsés de l'église Saint-Ambroise vivent depuis le 9 avril dans un entrepôt de la SNCF dans le 18^e arrondissement, après avoir été accueillis à la Cartoucherie de Vincennes.

Paroles de clandestins

MOUSSA a bouclé la boucle. Impeccable dans sa veste grise satinée à peine fatiguée... par le grillage du centre du Mesnil-Amelot. Il marche à présent sur le chemin de terre qui mène à la gare du RER, porte ouverte vers Paris. Un Africain seul, sans bagage, frissonne en traversant le no man's land boueux de l'aéroport Charles-de-Gaulle. Seul, mais libre. Au loin, le ciel sombre de Roissy vibre à l'approche d'un long courrier. Comme le soir de février 1985 où Moussa avait débarqué en provenance de Bamako, des rêves pleins sa tête d'immigré de vingt-deux ans. Un coup de tampon sur son passeport malien et la France s'était offerte à lui. Quelques semaines comme « touriste », puis le plongeon dans l'illégalité. C'était avant l'instauration du visa obligatoire pour les étrangers du tiers-monde. A l'époque, il ne connaissait pas un mot de français. Le Malien avait juste tendu au chauffeur de taxi l'adresse du « frère » de Paris qui devait l'accueillir. A l'arrivée, il avait tendu deux billets de banque achetés à Bamako : « Le chauffeur a pris ce qu'il voulait. Je ne comprenais rien. »

Onze ans plus tard, Moussa a failli être mis de force dans l'avion du retour. Une carte orange trois zones dans un bus filant dans la zone 4. Des contrôleurs. « Ils m'ont dit : « Tu paies 100 F ou tu montres une pièce d'identité. » J'avais seulement 60 F sur moi. Ils ont téléphoné aux flics. » Moussa n'a pas menti sur son identité et l'ordinateur de la préfecture a immédiatement retrouvé sa trace : un refus du statut de réfugié en 1993, suivi d'un arrêté de reconduite à la frontière. « On va te faire un billet pour rentrer chez toi », ont promis les gar-

diens de la paille. Les quarante-huit heures de garde à vue, les premières de sa vie de clandestin, l'ont délesté de ses derniers 60 francs, conservés par les policiers « pour payer les casse-croûtes », et l'ont mentalement vidé : « J'ai pensé que je ne pouvais plus vivre en France, j'avais tellement peur que ne m'aient pas dormi. Être traité comme un vendeur de drogue, ça m'a touché beaucoup. C'est dur pour moi avec la morale et tout tout tout. Mais on ne peut pas rentrer au pays avec les flics, sans aucun cadeau pour la famille. Pour nous, c'est la honte. » Les anglophones de 1986 sont remontés à la surface, lorsque, résident d'un foyer de Rosny-sous-Bois, il avait échappé de peu au célèbre charter des « 101 Maliens » de Charles Pasqua. Ce matin-là, Moussa avait pris le bus de 5 heures pour travailler sur un chantier, quelques minutes avant le déferlement policier.

Depuis, Moussa a eu le temps de mettre en œuvre le premier commandement de la clandestinité : « Avec ton passeport tu ne te promèneras pas. » Ayant « perdu » son passeport, pièce quasi indispensable à la reconduite à la frontière, l'illégal devient un sans-papiers que son pays d'origine ne reconnaît pas et refuse de réadmettre sur son territoire. Au centre de rétention, le consul du Mali a délivré plusieurs laissez-passer à ses ressortissants, mais il n'a pas appelé Moussa : « Ils n'avaient pas de preuve. » Après les sept jours légaux passés à jouer au football et à voir partir des compatriotes vers l'avion, il a été remis en liberté. Il a eu plus de chance que son cousin, dont les policiers ont retrouvé le passeport en fouillant dans sa chambre de foyer. Moussa a-t-il conservé son passeport ? Où le cache-t-il ? Top secret.

Le voilà donc libre, mais sans le moindre sourire, en sursis car tous les jours sans papiers et sans le moindre espoir d'en obtenir. Au prochain contrôle, le scénario de la

garde à vue et de la rétention pourra se reproduire. A moins qu'il ne soit traduit directement devant un tribunal correctionnel pour situation irrégulière. Tarif courant : trois mois de prison ferme. Certains clandestins, à l'identité incertaine ou au casier judiciaire trop chargé pour être acceptés par leur pays d'origine, ont déjà parcouru trois, quatre fois et plus, les étapes du cercle infernal. Mais se sentent-ils réellement clandestins lorsque, comme Moussa, on a travaillé dans le bâtiment pendant sept ans avec feuilles de paie, carte de Sécurité sociale et déclarations de revenus ? « J'ai cotisé à tous les droits de la France », explique-t-il, pour montrer qu'il a payé sa place.

L'A clandestinité, il avait voulu croire en être sorti en 1986, en achetant pour 3 000 F une fausse carte de résident qui avait fait illusion auprès d'un bureau d'intérim. « Ils m'ont envoyé directement au chantier, pour creuser des fondations. » Manœuvre, puis compagnon boiseur, le Malien donne satisfaction à son patron qui finit par l'embaucher. Sur 6 000 F par mois, somme qu'il gagnait en un an à Bamako, il parvient à envoyer 2 000 F au pays. « Pendant neuf ans, j'étais heureux car j'ai pu aider mes parents. Ils me remerciaient. » Une descente de police sur un chantier, « quand Balladur est devenu premier ministre », a sonné le retour des vaches maigres : le numéro de sa carte n'existait pas à la préfecture. Le patron a cherché à le retenir, mais il a refusé : « J'avais peur que la police revienne. »

Depuis, son univers s'est encore rétréci : il partage les neuf mètres carrés d'une chambre de foyer avec un compatriote en règle, ouvrier chez Renault qui « ne peut pas me laisser dans le malheur car nous sommes du même village ». Lorsqu'il n'a pas de ticket RATP, Moussa passe des journées entières entre les murs protecteurs du foyer. Pour 6,50 F, il mange à l'Africaine ou donne un coup de main aux femmes qui font la cuisine en échange d'un repas. Un couchage de fortune et une valise au-dessus de l'armoire, telle est toute sa fortune de clandestin. Parfois, des Portugais l'appellent « pour refaire des appartements ». Carrelage, peinture, maçonnerie pour 300 F par jour : « Je peux me débrouiller sans jamais vendre de drogue », dit-il fièrement. Mais les nombreuses journées sans travail passées sur son lit le fatiguent « plus que de bosser » : « Je rêve que j'ai construit une belle maison chez moi, que je suis marié avec une femme que j'ai choisie. » Mais une épouse ici ? Impossible. « Au pays, les femmes sont obligées de nous

écouter. On peut même les taper, alors qu'ici tu vas en prison pour ça. Même si j'ai des papiers, j'emmène pas ma femme ! »

Des papiers... les papiers... une « carte de séjour ». Ce petit carré plastifié revêtu du sceau de la République taraude les clandestins jusqu'à l'obsession. Moussa a abandonné la perspective d'en obtenir un jour, il avait cru que François Mitterrand renouvellerait la régularisation de 1982 après sa réélection de 1988. Mais l'élection de Jacques Chirac a fait s'envoler ses dernières illusions. Il le jure : il va partir, car il ne peut « plus vivre comme ça », sans avoir vu sa famille depuis onze ans. Mais son attitude montre le contraire. Pris dans la nasse des lois répressives, il sait qu'un départ équivaut de facto à un adieu. Peut-il risquer l'humiliation d'un retour au pays les mains vides et l'interdiction défini-

« sa chance » parce que, dit-il, « ils n'avaient rien contre moi : je suis là pour gagner ma vie et je n'ai pas fait de bêtises ». Une seule fois, il a été amené à la Cité puis relâché. « Je ne suis pas un clandestin, jure-t-il. C'est la préfecture qui ne veut pas me donner de papiers ! » Vraie naïveté ou intérêt bien compris, vivre en France est vécu comme un droit historique.

« Mon grand-père est mort ici pendant la guerre de France, fuir la mine alors Keita, une Sénégalaise sans papiers arrivée avec un simple visa de tourisme voilà sept ans. Maintenant qu'il n'y a plus de guerre, les Français disent qu'il n'y a plus de place pour nous, dans un pays riche comme ça ! » Chez nous, on reçoit bien les Blancs », ajoute-t-elle, pensant achever de culpabiliser son interlocuteur. Pour la naissance de son premier enfant, à Paris, Keita avait obtenu

de la procédure légale du regroupement familial, elle a découvert à sa majorité qu'elle n'avait droit à aucun papier. Marième a été utilisée comme une bonne à tout faire, nourrie, logée mais non payée, avant de s'enfuir à Paris à la suite d'une dispute. Clandestine pendant dix ans, elle a travaillé « au noir » successivement comme femme de chambre, serveuse de restaurant, ouvrière dans le cuir et figurante dans un court métrage.

Son statut est moins précaire depuis qu'elle s'est mariée à un compatriote en situation régulière qui gagne le SMIC. Leur fille, née avant la réforme des lois sur la nationalité, est française. Mais sa mère n'a toujours pas de carte de séjour. Juste, depuis février, un récépissé qui « n'autorise pas le titulaire à travailler » dans l'attente d'une carte dont la délivrance suppose précisément... un contrat de travail en bonne et due forme. Elle serre les poings pour évoquer son ex-conditions de clandestinité sans cesse amenée à mentir à l'administration comme à elle-même. Amadouer les policiers en sortant de sa poche une vague photocopie d'un ancien passeport, se présenter aux urgences de l'hôpital en sachant qu'on ne pourra pas régler la facture, chercher un contrat de travail bidon pour obtenir enfin cette fiche carte qu'elle espère depuis quinze ans !

Quinze ans... Mohand, lui, n'est à Paris que depuis quatre mois et il vit déjà sa semi-clandestinité en écorché vif. Journaliste algérien menacé de mort, c'est dans son propre pays qu'il a connu la clandestinité la plus brutale, changeant d'adresse chaque soir, attentif à ne pas être suivi dans la rue, puis déclinant, en quarante-huit heures, de fuir. En France, il attend une autorisation provisoire de séjour qui ne vient pas, vivant de la solidarité et d'un emploi de barman occasionnel.

Quatre mois, « c'est déjà très long lorsqu'on a laissé sa femme et un enfant de dix-huit mois qui grandit sans son père ». Mohand reste digne en confiant dans un français châté sa détresse d'exilé, son humiliation d'intellectuel algérien quémandant en vain des papiers au guichet de la préfecture de police, la gêne de se sentir de trop chez des compatriotes trop avides de reconnaissance pour être vraiment accueillants. « Je ne cours plus de risque physique, mais je végète, confie-t-il. La clandestinité algérienne sous-tendait un combat. Elle me pesait moins que ma non-vie ici. A Paris, on me permet de respirer un peu d'oxygène, mais la bouteille n'est pas renouvelable. »

Philippe Bernard
Croquis-reportage : Jean-Pierre Cagnat

Sans papiers, sans travail régulier et donc sans garanties sociales, ils vivent dans l'angoisse du lendemain et l'obsession d'obtenir la carte de séjour qui leur rendrait la liberté

La vérité sur les psychotropes

par Guy Darcourt et Jean-Pierre Olié

NOUS avons lu dans *Le Monde* du 30 mars la présentation du rapport du professeur Zarifian sur la surconsommation des psychotropes en France. Il s'agit là d'un problème sérieux de santé publique, qui mérite une évaluation du phénomène et une analyse de ses causes.

Les passages du rapport que vous citez contiennent un certain nombre d'affirmations erronées. Les chiffres rapportés sont certainement exacts. Et il est justifié d'essayer de maîtriser cette consommation. Mais l'analyse des causes mérite mieux qu'une présentation manichéenne accusant tout le monde et affirmant que personne ne se soucie de ce problème.

Les médecins généralistes sont présentés comme les grands responsables. Ils ne doivent pas être étonnés d'être une fois de plus attaqués. Dès qu'il est question d'un problème de santé publique, on vient toujours à les accuser d'être incompétents. Et s'ils le sont, c'est parce qu'on les a mal formés à la faculté. Il ne s'agit pas de dire que l'enseignement est parfait. La masse des connaissances et des savoir-faire que doivent acquérir les médecins généralistes est telle qu'il est difficile de donner une formation complète, même en huit ans d'études. Un enseignement n'est jamais complètement satisfaisant. Il nécessite un effort d'adaptation et d'amélioration permanent.

Pour ce qui est de la préparation à la prise en charge des problèmes psychologiques, une réforme importante est intervenue il y a deux ans dans le programme des études médicales. Une place plus grande a été accordée aux sciences humaines et sociales. Que ce soit encore insuffisant et qu'il soit souhaitable d'accroître encore la formation en psychologie médicale et en psychopathologie, on ne peut qu'en convenir. Il n'est pas nécessaire pour défendre une telle orientation de dévaloriser ce qui a déjà été fait.

Le plus grave est évidemment que ces propos jettent un discrédit sur les médecins, la psychiatrie, et les psychotropes auxquels des malades souvent très fragiles sont contraints d'avoir recours du fait de leurs souffrances.

Où est donc la réalité des faits ? Les Français sont au monde ceux qui consomment le plus de médicaments : antibiotiques, antihypertenseurs et psychotropes. Cela pose donc la question de la distribution des soins et des médicaments. Est-elle plus performante dans notre pays, aboutissant à une consommation accrue de médicaments pour le cœur, la dépression ? Est-elle moins bien structurée, facilitant un mauvais usage source d'excès ?

D'autre part, les maladies anxieuses et dépressives sont un enjeu important de santé publique. Ces maladies sont largement répandues en France comme ailleurs

dans le monde. Elles sont, par exemple, la première cause d'arrêts de travail pour maladie ou invalidité. Toutes les enquêtes épidémiologiques indiquent en Europe que 6 % de la population générale sont, un jour donné, atteints de maladies dépressives. Or, à partir des ventes de médicaments, on peut estimer que 6 % des Français prennent aujourd'hui un traitement antidépresseur.

Dans les pays tels que l'Angleterre et l'Allemagne, où la vente des antidépresseurs est inférieure de moitié par rapport à la France, tous les déprimés qui devraient l'être ne sont pas traités. Nos collègues anglais ou allemands le savent bien et le disent : moins de la moitié des malades déprimés sont traités.

En France : ou bien il y a adéquation entre les 6 % de Français malades et les 6 % traités, et c'est bien ainsi ; ou bien il y a une forte inadéquation et un problème qu'il faudra résoudre. La première décision devrait être la mise en œuvre d'une étude permettant de répondre à cette question.

Il existe des troubles anxieux et dépressifs qui, du fait même de leur chronicité, imposent des traitements prolongés. Ceci n'est en rien spécifiquement français. De même que le risque de récurrences dépressives : des études admises par la communauté scientifique l'ont établi. Ceci ne constitue ni une preuve de pensée unique (de la part de tous les experts) ni un

fait qu'un seul d'entre nous peut licitement contester. C'est vrai : certains patients retrouvent à l'aide du traitement médicamenteux un équilibre perdu. C'est une donnée bien ancienne et connue de tous : le traitement psychotrope s'accompagne d'un soutien psychologique (une relation médecin-malade de qualité) et si possible d'un réaménagement des conditions de vie défavorables.

Il y a un consensus chez les enseignants en psychiatrie : la prise en charge de troubles psychiques doit être à la fois psychologique, biologique et sociale

Hélas ! Il n'y a pas que les troubles anxieux et dépressifs qui sont fréquents chez les RMistes. Le médecin devrait-il s'abstenir de soulager les souffrances immédiates des plus démunis et des exclus au motif que cette souffrance est accentuée par des conditions sociales difficiles ou insupportables ? Ce serait une étrange vue de la profession médicale !

Les médecins en général et les universitaires en particulier se voient accusés d'être des adeptes de la « pensée unique » du tout-médicament. C'est inexact et méprisant. La réalité est tout autre. Le corps enseignant en psychiatrie, qui associe des universitaires et des hospitaliers, est très divers. Certains sont plus orientés vers la psychanalyse, d'autres vers la prise en charge institutionnelle, d'autres vers les méthodes cognitivo-comportementales, d'autres vers la chimiothérapie... Au sein de cette diversité, il y a un consensus : la prise en charge de troubles psychiques doit être à la fois psychologique, biologique et sociale.

L'auteur affirme enfin une collusion entre chercheurs, universitaires, experts et industriels. C'est une accusation diffamante. Certes il serait tout aussi excessif de répondre que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, mais il faut au moins bien poser le problème. Il est nécessaire que chercheurs, universitaires et industriels collaborent pour faire progresser la recherche. Il est sûr que dans de telles conditions des pressions sont possibles. Les chercheurs et les universitaires le savent et en ont le souci. Ils doivent d'ailleurs communiquer au Conseil de l'ordre des médecins tous les contrats qu'ils passent avec des entreprises, ce qui est déjà un gage de transparence. Et ils ont à cœur (en général, s'il est impossible de dire toujours), de préserver leur in-

dépendance et de rester fidèles à leur éthique professionnelle. Que les autorités ministérielles exigent encore plus de transparence, on ne peut que s'en réjouir. La situation n'est certes pas parfaite ; il est donc bon de l'améliorer. Il n'est pas nécessaire pour cela de la décrire comme diabolique.

Les taux de vente de médicaments de toutes catégories sont plus élevés en France que dans les pays comparables. Les modalités de distribution du médicament doivent être reconsidérées. Il y a beaucoup à faire avec l'aide de tous : décideurs, citoyens, acteurs du système de santé. Cela se fera d'autant mieux qu'aucun discrédit ne sera globalement et aveuglément jeté sur les uns ou les autres.

Le ministère de la santé annonce la création d'un « observatoire national de la prescription » et d'un réseau d'experts. Les psychiatres y sont favorables et les enseignants de psychiatrie qui s'efforcent de faire assimiler par leurs étudiants les règles de prescription rigoureuse y verront une aide.

Guy Darcourt est professeur de psychiatrie à la faculté de médecine de Nice et président du collège national universitaire de psychiatrie.

Jean-Pierre Olié est professeur de psychiatrie à la faculté de médecine de Paris et médecin-expert auprès de l'Agence du médicament.

Banques : il sera bientôt trop tard

Suite de la première page

L'institution est elle-même devenue un acteur dans le système de décisions publiques. Elle est défendue par ses dirigeants, ses salariés et les bénéficiaires des privilèges. La particularité du système français est qu'à aucun moment la puissance publique n'a le courage d'envisager l'issue de la disparition pure et simple. Examinons la situation du secteur financier français à la lumière de ces tropismes.

Il existe des banques commerciales fonctionnant avec des capitaux privés, dont le métier est de financer l'économie tout en gagnant ce qu'il faut d'argent pour rémunérer leurs actionnaires et se développer grâce à une gestion rigoureuse de leurs coûts et de leurs risques. Ces banques sont mortelles. Elles le savent. Elles sont gérées en conséquence. Elles sont soumises à une tutelle des autorités financières, destinée à éviter que la défaillance de l'une d'entre elles ne provoque une crise du système bancaire.

L'Etat peut souhaiter intervenir dans l'économie pour accélérer telle évolution, pour combler telle insuffisance. La seule procédure lisible, gérable à moyen terme, serait celle de la subvention publique, votée et remise en cause par le Parlement et distribuée soit par une administration, soit par l'ensemble des acteurs, après mise en concu-

rence. C'est la situation aujourd'hui, par exemple, des prêts bonifiés à l'artisanat. C'est le principe retenu pour la distribution des prêts à taux zéro.

Toute autre méthode d'intervention de l'Etat engendre des distorsions dont les effets à court terme sont ceux de drogues hallucinogènes, les effets à long terme ceux de drogues dures. C'est parce que nombre d'établissements bancaires ne trouvaient pas dans l'exercice normal de leur activité de crédit une rentabilité suffisante qu'a eu lieu l'explosion des encours sur l'immobilier et sur les marchés de biens, qui est la cause profonde de la crise de l'immobilier. Autrement dit, la cause primaire de la crise de l'immobilier se trouve d'une certaine façon dans les privilèges conférés aux réseaux mutualistes, aux Caisse d'épargne, à la Poste (il y a bien entendu d'autres facteurs).

L'Etat est intervenu très longtemps dans le financement du logement par l'intermédiaire de prêts bonifiés à long terme, dont le Crédit foncier avait le monopole. Institution privée dotée d'un statut public typiquement français, le Crédit foncier était un haut lieu de débouchés des hauts fonctionnaires du ministère des finances et du conservatisme des personnels vivant de leurs rentes de monopole. A la fin des années 80, sentant poindre la

fin du monopole, l'Etat a laissé pendant quelques années le Crédit foncier sortir de sa mission publique, dans une logique de banalisation du statut d'une société privée dont les dirigeants restaient nommés par décret. Cet instant d'égarement a conduit, stérilement, le monopole remis en cause, à la crise actuelle.

Dans l'esprit du programme commun de 1977, la gauche a nationalisé celles des grandes banques qui ne l'avaient pas été en 1945. De la main droite, l'Etat nomme les présidents de banque, les laisse mener des stratégies autonomes. De la main gauche, il organise, à juste titre, à partir de 1984, la déregulation de la concurrence. Des deux mains, il maintient les privilèges des réseaux mutualistes. Il laisse se développer les Caisse d'épargne qui créent, au prix de rigidités accrues, presque autant d'emplois qu'elles ont contribué à en faire détruire dans les banques à statut non privilégié.

Surtout, dans un impressionnant consensus national, il demande aux contribuables français de sortir de leurs poches une centaine de milliards de francs, non pas seulement pour éviter, ce qui serait bien légitime, une crise de confiance grave, mais surtout pour maintenir en l'état le Crédit lyonnais, la Marseillaise de crédit, la banque Hervet. Le même contribuable s'appauvrit considérablement du fait de la dis-

parition de valeurs subie par les groupes publics avec la banque Worms, la Banque du Phénix, l'UJC, etc.

Le même mode de fonctionnement du système politique conduit à la répétition des mêmes erreurs : au nom légitime du soutien du développement des PME, le Cefme, qui a bénéficié de 2 milliards de francs de recapitalisation, va être transformé en banque du développement des PME, alors qu'il est clair que les maux dont souffre le financement des PME ne sont pas liés à l'absence de réseau bancaire compétent. Il y a au contraire trop plein. Au nom de la seule survie d'un réseau bancaire, le Cefme va continuer à exercer avec l'argent des contribuables une concurrence inégale et destructrice, alors qu'en moyenne période, compte tenu du coût du risque, le marché du financement des PME est d'ores et déjà déficitaire pour toutes les banques dotées d'une comptabilité sérieuse.

Les services postaux français ont plusieurs dizaines de milliers d'emplois menacés aujourd'hui et à moyen terme. Ces emplois sont concurrencés par le courrier électronique, mais aussi par la perte de confiance des agents économiques dans la fiabilité d'une entreprise publique, dotée d'un monopole, mais dénuée de la notion de continuité du service. Depuis 1919, au début de la bancarisation de la société française, La Poste gère les chèques postaux. Elle les distribue à travers 17 000 points de vente, utilisés à titre principal pour les services du courrier. Il est complètement logique que, pour éviter de traiter ce problème de compétitivité et de sur-effectif dans les services du courrier, l'Etat encourage les postiers à se transformer en agents de banque. La Poste fait aujourd'hui campagne sur les prêts immobiliers, alors qu'elle n'a pas la qualité de banque pour les consentir. Le gouvernement et les syndicats sont les complices silencieux de cette œuvre pie de destruction du tissu bancaire français.

Mais aujourd'hui le poste le plus clair de ces distorsions c'est le problème de la propriété et de la rémunération des fonds propres. Le CCF, la Société générale, la BNP, Paribas, banques commerciales privées, doivent convaincre leurs actionnaires français et étrangers de se satisfaire d'un rendement sur fonds propres bien moindre que celui de leurs homologues anglaises ou américaines alors qu'il est du devoir des investisseurs institutionnels d'optimiser le rendement des fonds qu'ils leur sont confiés.

A l'autre bout du spectre, les

56 milliards de francs de fonds propres des Caisse d'épargne ne supportent pas cette contrainte puisqu'ils n'ont pas de propriétaires identifiables. Au milieu, le Crédit mutuel, qui gagne des parts de marché mais produit une rentabilité médiocre de 4,5 %, qui serait bien trop faible pour une banque privée. La banque est une industrie, dont la matière première est le fonds propre. La distorsion est massive.

Soigneusement protégées par leurs privilèges, les banques non classiques sont également protégées par leur statut : le Crédit mutuel ne peut faire l'objet d'une OPA ; il peut par contre envisager sérieusement de racheter le CIC. La logique de la concurrence inégale est que les banques à privilèges n'assent par éradiquer le secteur privé du métier de banquier domestique.

Appliquons à la banque française la règle simple de la démocratie : une même loi pour tous, même si tous ne sont pas semblables

A quoi donc servent des grandes banques commerciales françaises ? Sur le marché domestique, elles deviennent des acteurs marginaux. La part de marché du Crédit agricole est supérieure à celles de la BNP, du Crédit lyonnais et de la Société générale cumulées. Mais ces grandes banques commerciales, créées par des entrepreneurs français dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, ont aussi pour mission d'accompagner dans leur développement les entreprises françaises. Elles ont constitué des réseaux internationaux, qui sont parmi les premiers dans le monde. Elles soutiennent les efforts des exportateurs français et de nos entreprises qui s'implantent à l'étranger. Bien que souffrant d'une rentabilité très insuffisante sur le marché domestique, celles d'entre elles qui n'avaient pas profité d'un parapluie de l'Etat pour mener des politiques d'expansion malheureuses comptent encore parmi les grandes banques du monde.

Dans un certain nombre d'activités financières, des banques fran-

çaises ayant leur centre de décision à Paris figurent parmi les cinq acteurs majeurs au niveau mondial. Il n'y a pas beaucoup de secteurs d'activité où cela soit vrai.

L'enjeu des débats actuels sur l'évolution des règles de concurrence en matière financière dans notre pays est simple. Ou bien l'Etat saura les faire évoluer dans le sens d'une disparition des privilèges tout en clarifiant ses interventions, qui peuvent être légitimes dès lors qu'elles transitent par un mécanisme budgétaire clair et sont distribuées selon des règles de concurrence saines ; ou bien l'Etat continuera de céder à la sollicitation des intérêts particuliers de chaque établissement, de chaque catégorie d'entreprises, aux tentations d'un interventionnisme économique et financier régional, au lobbying du maintien dans l'état de chacune des institutions publiques, parapubliques, mutualistes ou sans maître, et dans ce cas le paysage financier français sera, dans quelques années, simple.

Il y aura des réseaux bancaires domestiques en France, prospérant à l'abri de leurs différents privilèges. Il y aura une poste-banque qu'un gouvernement impécunieux décidera de privatiser un jour. Mais il n'y aura plus d'entreprises bancaires internationales ayant leur centre de décision à Paris et jouant un rôle majeur dans l'économie mondiale.

Est-ce cela que l'on veut ? Est-ce bon pour la santé du pays ? Nous ne le pensons pas. Alors, pendant qu'il est encore temps, appliquons à la banque française la règle simple de la démocratie : une même loi pour tous, même si tous ne sont pas semblables. Éliminons sans tarder les causes actives de distorsion de concurrence et laissons au système dans son ensemble le soin d'acheminer, si et lorsque la politique l'exige, aides et bonifications de l'Etat.

Que l'Etat renonce au plus tôt à jouer les actionnaires de référence, rôle dans lequel, on le voit bien, il n'excellait guère, au moment où lui échoit la responsabilité de déceler et prévenir les erreurs de gestion. Et lorsque la crise est là, que son intervention demeure raisonnable : qu'il protège les déposants de la spoliation, oui. Qu'il maintienne artificiellement en vie, par ponction sur la richesse collective de la nation, des banques mal gérées, non.

Et que l'on cesse de nous objecter que la réputation de la place de Paris est à ce prix. Faux. Trop tard. Le mal est fait.

Marc Viénot

AU COURRIER DU « MONDE »

LE DROIT DE GRÈVE, DROIT SANS LIMITES ?

Le tribunal de grande instance d'Angers vient de reconnaître que les atteintes à la liberté du travail, à l'initiative de grévistes représentants qualifiés d'un syndicat, sont répréhensibles, puisqu'il accorde au plaignant réparation de son préjudice financier. Ce résultat, qui n'est pas encore définitif, survient après douze années de procédures complexes : il est inaccessible à la plupart des personnes physiques ou morales, qui ont à souffrir de « délits » similaires.

(...) Certes, le droit de grève est un droit essentiel et une liberté fondamentale. Mais le droit de travailler est un droit tout aussi essentiel et une liberté tout aussi fondamentale que le précédent.

Ne pourrait-on pas enfin, profiter de négociations ouvertes dans le secteur public, pour que, en contrepartie du maintien de certains avantages, en matière de retraites par exemple (...), soit reconnue par les syndicats représentatifs l'obligation

d'un service minimum dans les entreprises publiques en situation de monopole ? Apparemment, cela existe à EDF en matière de fourniture de courant, mais dans un flou qui mériterait d'être dissipé. C'est cela, la politique du donnant donnant, qui fonde les vrais accords. (...)

Antoine Baronnet, Lorient (Morbihan)

DISCIPLINES, PRÉCISIONS

Dans son article « Il n'y a pas d'école sans disciplines », Danièle Salenave reprend mon texte paru dans *Le Monde* du 24 février et me fait dire que, pour moi, « les élèves ne font que retourner contre l'institution les violences dont ils sont victimes ». Cette question reste, certes, objet de débat mais, dans l'article incriminé, j'ai employé cette formule pour parler, non des élèves mais des enseignants, alors en grève pour protester contre les violences des élèves dont ils étaient victimes.

Ceux qui voudront bien se reporter au texte de l'article ne pourront que constater la déformation de mon propos et en tirer les conclusions qui s'imposent : si la pédagogie

n'a jamais prétendu abolir les disciplines scolaires, les partisans exclusifs de ces dernières ont bien du mal à s'appliquer à eux-mêmes la rigueur à laquelle ils nous exhortent.

Philippe Melrieu, Lyon

CD-ROM ou DOC ?

Nous apprenons, au fil d'un article de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz sur la politique de la langue française, paru dans *Le Monde* du 27 mars 1996, que « le premier CD-ROM sur la francophonie va être édité à Paris, au prix de 500 F, par l'Institut pour la communication audiovisuelle francophone (ICAF) ». Nous nous permettons de vous signaler qu'en vertu de la nouvelle terminologie, produit de l'observation ou de la néologie des commissions ministérielles spécialisées, un CD-ROM s'appelle plus simplement, en français, un DOC : disque optique compact.

Association pour le respect de la langue française, présidée par Léopold-Sédar Senghor Les-Trois-Moutiers (Vienne)

Le Monde

ÉDITORIAL

La droite dans l'ombre du FN

DEUX ans nous séparent des prochaines élections législatives mais cette échéance fait déjà perdre la tête à certains élus de la majorité. Les propositions que la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine vient de rendre publiques témoignent de tels égarements. En suggérant de restreindre l'accès à la scolarité de certains enfants étrangers, de limiter aux cas d'urgence l'accès des sans-papiers à l'aide médicale hospitalière et de rendre possible la reconduite à la frontière de mineurs même non délinquants, les députés proposent de faire sauter trois dignes fondamentales qui protègent encore la tradition française des droits de l'homme. Les droits à l'instruction, à la santé et à la famille, principes de valeur constitutionnelle, seraient ainsi atteints. Tous les dérapages sociaux, sanitaires et humanitaires seraient possibles. Nul n'a trouvé jusqu'à présent les moyens de lutter efficacement contre l'immigration clandestine, avec son cortège de situations socialement et moralement inacceptables. L'un des défauts majeurs de ce rapport est de s'attaquer davantage aux

de 1993, n'est pas le dernier à conseiller la modération. L'ancien ministre de l'Intérieur lui-même a fait connaître son désaccord avec le durcissement de la loi qui porte son nom, suggérant qu'il « *avant de changer la loi* », on essaie d'« *appliquer celle qui existe* ». Dans ce contexte, il n'est pas certain que les suggestions les plus musclées faites par les députés soient traduites dans le projet de loi déjà répressif que Jean-Louis Debré a préparé. Le conseil constitutionnel ne les validerait sans doute pas en l'état.

Mais l'essentiel est ailleurs. En s'inspirant des propositions du Front national, la commission parlementaire témoigne de l'efficacité pressentie exercée par Jean-Marie Le Pen, dont 33 % des Français « *approuvent* » aujourd'hui les prises de position sur les immigrés.

Tout se passe comme si l'extrême droite donnait désormais le ton dans ce domaine, ce qui est précisément l'objectif affiché par le président du FN. Pire, c'est en tirant argument de la xénophobie montante que les députés justifient des mesures qui, une fois de plus, feraient de tous les étrangers des boucs émissaires pour le prochain grand sacrifice électoral.

Les gens par Kerleroux

FACE A LA MONDIALISATION DES ECHANGES JE ME SENS UN PEU SEUL



DANS LA PRESSE

FINANCIAL TIMES

■ Du point de vue de M. Pères, les hostilités engagées au Liban ont plusieurs avantages. Elles détournent les critiques de ceux qui lui reprochent d'avoir échoué à réduire le Hamas dans sa propre arrière-cour, ou d'avoir toujours donné la priorité à son action en faveur de la paix plutôt qu'à la sécurité. Plus généralement, elles donnent le ton à la campagne électorale : l'opposition du Likoud ne peut pas attaquer vigoureusement M. Pères alors qu'il est engagé dans une opération militaire. Il serait tentant pour le Premier ministre de poursuivre l'offensive. Le risque, en agissant de la sorte, serait de nourrir la colère du Hezbollah - qui est, après tout, en grande partie né de l'invasion israélienne de 1982 -, de miner la stabilité dont le Liban avait commencé à jouir, et de faire reculer les négociations avec la Syrie. M. Pères devrait réfléchir, et mettre un terme à la bataille, avant qu'elle ne lui échappe.

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

■ Erik-Michael Bader ■ Considérant l'ampleur de la réaction militaire israélienne et ses effets sur la population civile, on pourrait être tenté de reprocher au gouvernement israélien de mettre en œuvre, avec l'arrogance d'une puissance régionale, une réaction excessive qui pourrait mettre en danger l'ensemble du processus de paix. Mais on ne peut se contenter de ce jugement sommaire (...). Cette offensive aérienne d'Israël est la contre-offensive, qui est pour l'heure menée avec des moyens militaires visant ceux qui tentent de faire échouer le processus de paix, en reprenant les tirs contre la Galilée, en rom-

pant une longue trêve. Un comportement inconcevable sans la tolérance de la Syrie. Le véritable destinataire du bombardement au Liban est le président syrien Assad.

RTL

■ Marc Ullmann ■ Quand on voit les images montrant des Hezbollah revêtus d'uniformes noirs et étendant le bras dans une sorte de salut nazi, on ne peut pas s'empêcher d'avoir une réaction de rejet et par là-même de compréhension à l'égard d'Israël qui défend son droit à l'existence et à la démocratie. Mais d'un autre côté, quand on voit l'exode de centaines de milliers de Libanais, on ne peut pas s'empêcher d'avoir un sentiment de pitié, et par là-même, des critiques à l'égard d'Israël s'en prenant à des lampistes. (...) L'agression, c'est clair, vient des Hezbollah. Ce sont eux qui ont rompu cette sorte de trêve qui, en dépit de quelques accrochages, régnait depuis 1993 au Sud-Liban.

RECTIFICATIFS

BLEUSTEIN-BLANCHET

Une coquille s'est glissée dans l'article consacré à Marcel Bleustein-Blanchet (*Le Monde* du 13 avril) : le slogan de la publicité de Publicis créé pour Dubonnet était « *Dubon, Dubon, Dubonnet* » et non « *Dubon, Dubon, Dubonnet* ».

DROITS DE L'HOMME

Contrairement à ce qui était indiqué dans notre entretien avec Simone Vell (*Le Monde* du 16 avril), c'est le cinquantième anniversaire de la Charte des Nations unies qui a été célébré en 1995, et non celui de la déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948.

Ce matin, ciel gris

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

DES LIVRES « *que c'est pas la peine !* » : l'expression est de Jean Paulhan. Le grand flâneur de talents des années 30-60 appelait ainsi des ouvrages d'amateurs publiés sans autre raison que de tenter leurs chances en librairie.

Un nouveau genre de titres Q-C-P-L-P est en train de repandre sa mauvaise graine : le journal intime de quiconque a fait un peu parler de soi l'année d'avant. N'importe quel notoire, politicien, homme d'affaires, présentateur, expert en faits de société - est invité à raconter sa vie quotidienne par le menu.

L'éditeur escompte que des spectateurs en proportion respectable auront envie de pénétrer plus avant dans l'intimité de qui s'écrit : c'est le prix à payer, la pompe est amorcée, le plaisir de reconnaître du déjà-vu suffit au bonheur des gens. D'invité, le candidat à la multimédialisation devient alors un habitué. Il acquiert l'état, propre aux spectacles, d'emploi ; il est sacré transmuté de service, baroudeur patenté, évêque déviant, et bientôt écrivain, puisque sa carte de crédit de notoriété tous-médias lui ouvre droit à ce sous-produit, à cette retombée, qu'est le livre.

Tous les journaux intimes issus

L'idéal est de donner cette impression sympathique de ne pas être là - tout en y étant, bien sûr, condition nécessaire pour se fabriquer une image, y compris l'image d'un boudeur de médias... L'autoproclamation étant la règle, le public oublie qu'il ne peut y avoir de personnalité médiatique que préalablement médiatisée, c'est-à-dire réclamar, douée d'une certaine monnaie d'influence, d'une réputation de spécialiste enjoué, figurant dans les réseaux de puissances invitant et les carnets d'adresses d'attachés en communication. A partir d'un minimum de passages jugés « *bons, coco !* », y compris chez des drôles qui tutoient et houspillent l'invité - c'est le prix à payer -, la pompe est amorcée, le plaisir de reconnaître du déjà-vu suffit au bonheur des gens.

D'invité, le candidat à la multimédialisation devient alors un habitué. Il acquiert l'état, propre aux spectacles, d'emploi ; il est sacré transmuté de service, baroudeur patenté, évêque déviant, et bientôt écrivain, puisque sa carte de crédit de notoriété tous-médias lui ouvre droit à ce sous-produit, à cette retombée, qu'est le livre.

Tous les journaux intimes issus

de ce système se ressemblent d'une façon qui devrait occuper les sociologues de l'air du temps. On y trouve le remplissage propre à toute une catégorie socioprofessionnelle de « *préposés aux choses vagues* » : ce matin, ciel gris (au nord), ou dégagé (au sud) ; pluie fine, printemps en retard, la chatte a pissé sur la moquette... le tout-venant. Mais il apparaît que les existences de médiatisés-diarisés sont interchangeables dans les domaines qui devraient les distinguer tant soit peu.

André Gide, qui reste le modèle et le symbole de l'intellectuel arriéré, charmant par la singularité de ses lectures, de ses expériences, dont ses autres livres rendaient curieux. Ses imitateurs n'ont généralement aucune œuvre qui rebrousse l'intérêt de leurs introspections. Ils commentent tous les mêmes événements mondiaux parvenus à leur connaissance par les mêmes voies, les mêmes émissions, les mêmes articles, souvent les leurs.

Ce ne sont que revues de presse, coupées de courses chez Potin, de téléphones à Mimi pour avoir des nouvelles de Zette. Les vacances se déroulent aux mêmes

endroits, en passant par les mêmes colloques. On réédite mon livre de l'an passé, on a augmenté mon à-valoir, on reprend ma pièce à la rentrée, on s'intéresse à mes toiles, on m'invite à Oslo, à Fiesole, voyage et hôtel payés plus un petit quelque chose, l'ai promené ma conférence sur l'aube du millénaire, on m'a parlé de mon texte de l'autre jour, la province lit mieux que Paris, le monde ne va pas fort, mal dans les dos, coucou chez les..., la chatte a repissé sur la moquette. De quoi se sentir existant, justifié !

Selon la nouvelle mécanique des notoriétés, la parution de ces trésors de vie intérieure vaudra à l'auteur une vague supplémentaire de critiques amies et d'invitations, où l'on ventera le mordant de ses merveilleux portraits, à clefs ou non. La parole, comme l'argent, va à ceux qui l'ont déjà.

Qui va acheter ça ? Qui va lire ? La mode du livre Q-C-P-L-P n'est pas innocente. Elle menace d'ensevelir d'étouffer les vrais livres. Imaginer le lecteur occasionnel qui, par hasard, par malheur, n'aura connu, dans l'année, que ces pâtes pour chats : le voilà perdu pour la littérature, pour le plaisir de lire.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président de direction, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldy, directeur général ; Noël-Jean Margueron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fournel, Robert Solé
Rédacteur en chef : Jean-Paul Beuret, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Groussier, Danièle Heymann, Bertrand Le Cam, Jean-Yves Lefebvre, Marcel Luchet, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Royon
Rédacteur en chef technique : Eric Azam
Secrétaire générale de la rédaction : Alain Fournier
Directeur éditorial : Eric Fassin ; directeur délégué : Anne Chassebois
Conseiller de la rédaction : Alain Rolla ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Milon, président ; Olivier Billaud, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Arny (1946-1949), Jacques Pauzet (1949-1952), André Laurens (1952-1955), André Fontaine (1955-1959), Jacques Lemaire (1959-1960)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Capital social : 950 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonin-Arny, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Météo Presse, Le Monde Prévisions
RÉDACTION ET SERVICES SOCIAUX : 18, RUE PALAISEAU 75001 PARIS CEDEX 13
TEL : (0) 1 46 35 35 35 Télécopieur : (0) 1 46 35 35 35 FAX : (0) 1 46 35 35 35
ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Bonin-Arny 94002 NOUVEAU-SEINE CEDEX
TEL : (0) 1 46 35 35 35 Télécopieur : (0) 1 46 35 35 35 FAX : (0) 1 46 35 35 35

La logique illusoire de Shimon Pérès

ISRAËL fait entendre tout à tour les cris d'Anne Frank et ceux de tous les mainteneurs d'ordre, notait en substance Jean Lacouture, voilà bientôt trente ans. Dans un contexte historique radicalement différent, la formule reste juste. Il y a quelques semaines, l'Etat juif, victime d'attentats-suicides, s'attirait la compassion quasi unanime. Aujourd'hui, au Liban, ses armes tuent des civils et poussent un peuple à l'exode.

Ainsi court, pour Israël, la dialectique entre terrorisme et sécurité, qui l'entraîne à une riposte résolument démesurée. Sa légitime défense, conduite à l'excès, prend l'allure d'une agression. Son droit de suite se défigure en autoritarisme du châtiment collectif. L'état-major de Tsaïra, devine-t-on, après avoir rongé son frein - diplomatie oblige -, retrouve ses réflexes pour venger ses soldats morts, dans une posture offensive qu'il préfère, comme toute armée puissante, aux frustrations de la vigilance statique.

Ainsi manœuvre Shimon Pérès, le plus improbable des va-t-en-guerre, l'homme qui organisa en 1985 le repli de la presque totalité du Liban d'une armée qui y avait perdu plus de six cents soldats et toutes ses illusions. Ainsi joue à contre-emploi le premier ministre, qui, à ce même poste, avait mis fin à la « sale guerre », la plus longue d'Israël, enterrant le rêve fou d'imposer une *pax hebraïca* au pays du Cèdre. « *Au Liban, rien n'est sûr, ni durable. Nous n'avons nulle garantie contre l'erreur* », nous disait à l'époque Ouri Lubrani, coordinateur des activités israéliennes, un titre qui relève de l'euphémisme. « *Nous n'hésiterons pas à frapper les terroristes où qu'ils soient* », ajoutait le général Ori Orr, responsable des opérations au Liban. Onze ans plus tard, le premier occupe toujours le même poste ; le second est ministre adjoint de la défense. Des orfèvres en la matière.

Ont-ils oublié que la mésaventure d'Israël au Liban sombra dans une défaite politique et surtout - après les massacres de Sabra et Chatila - morale ? Doivent-ils méditer à nouveau la parole biblique : « *Car la violence faite au Liban te submergera* » (Habacuc II : 17) ? Se souviennent-ils que, dans ce pays, le sentiment de toute-puissance grisa naguère Ariel Sharon et Menahem Begin, altérant leur jugement ? Il faut l'espérer. Croient-ils que la disproportion des moyens en faveur de Tsaïra suffira à réduire pour longtemps au silence les katioucha ? Et à quel prix ?

Militairement, la tactique israélienne mêlant les tirs de l'artillerie navale et les bombardements aériens « *chirurgicaux* » est sans doute plus efficace que dans le passé. Mais l'expérience a prouvé que les coups qu'il reçoit d'Israël ne mettent pas longtemps hors jeu le Hezbollah. Dans l'immédiat, ils vont redorer son blason auprès de la population, les combattants islamistes pouvant se targuer d'être les seuls vrais résistants face à l'ennemi, et de payer, s'il le faut, le prix du martyre.

Depuis plusieurs années, anticipant le jour où il serait privé de sa saison d'être - chasser du Sud les soldats israéliens et leurs alliés libanais de l'ALS -, le mouvement pro-iranien a commencé de se muier, moyennant quelques dissensions internes, en une formation politique. Il a huit députés au Parlement, dispose d'une chaîne de télévision et - à l'instar du Hamas en Cisjordanie et à Gaza -

gère un réseau d'œuvres sociales où son influence s'enracine. Être de nouveau la cible privilégiée d'Israël ne peut que renforcer son autorité sur la scène politique libanaise.

La métamorphose de Shimon Pérès obéit, c'est l'évidence, à des mobiles électoraux. A six semaines du scrutin du 29 mai, il ne peut se permettre de paraître faible face au terrorisme, souffrant déjà sur ce plan d'un vieux « déficit d'image » aggravé par l'onde de choc des attentats kamikazes. Face à une droite toujours prête à la surenchère sécuritaire, il doit être digne de son slogan électoral : « *Israël est fort avec Pérès* ». Les violations mutuelles de l'accord tacite de juillet 1993, qui visaient à épargner les civils des deux camps, en instaurent entre l'Etat juif et le Hezbollah une sorte de fragile « *équilibre de la peur* », ont persuadé le premier ministre de la nécessité de réagir en force. Sans doute l'aurait-il fait plus tôt sans les conseils de prudence américains.

LA VIEILLE ILLUSION

Pour atteindre son objectif stratégique, la mise hors d'état de nuire du Hezbollah, Israël semble compter sur l'unique entremise des Etats-Unis. Shimon Pérès sait que la compréhension de Washington lui est acquise et lui laisse une assez grande marge de manœuvre. En année électorale, Bill Clinton n'est en effet guère enclin à braver les amis d'Israël au Congrès. L'Etat juif peut-il obtenir plus que ce soutien politique ? Sur l'Iran, qui finance, arme et entraîne le Hezbollah, et avec lequel elle a coupé les ponts, l'Amérique ne dispose d'aucun moyen de pression, à la différence de l'Europe qui maintient avec Téhéran un « *dialogue critique* » mêlant vigilance et tentatives de persuasion.

Quant à la Syrie, n'étant pas la principale marraine du Hezbollah, elle ne pourrait le neutraliser, à supposer qu'elle le souhaite. Les négociations de paix israélo-syriennes ayant été ajournées sine die et Damas ne semblant pas pressé pour l'instant de les faire aboutir, on voit mal comment Bill Clinton pourrait amener Hafez el-Assad à des concessions au Liban.

Une chose est sûre : Israël ne pourra garantir une sécurité totale à la Galilée tant qu'il maintiendra des soldats en territoire libanais. S'il est élu le 29 mai, Shimon Pérès serait bien inspiré de se poser la question de fond : faut-il quitter définitivement le Liban ? Surtout si, comme l'affirmait récemment Mark Heller, la présence de Tsaïra au Liban est devenue militairement inutile et ne sert plus qu'à protéger les trois mille hommes de l'ALS.

Le plus regrettable, dans ce nouvel épisode israélo-libanais, c'est qu'il illustre la vieille illusion qu'on pourrait traquer militairement un problème politique. Depuis la mise en œuvre de l'autonomie palestinienne et le rapprochement entre Israël et plusieurs pays arabes, cette funeste chimère semblait dissipée. Sauf chez les plus extrémistes des islamistes, qui croient encore aux mirages d'une victoire totale. En cédant au vertige de la force, Shimon Pérès participe, ces temps-ci, de cette logique illusoire. Même s'il le fait au nom de la paix, dont on peut souhaiter qu'il la serve autrement.

Jean-Pierre Langellier

CONCURRENCE Les banques commerciales multiplient depuis plusieurs mois les critiques contre les caisses d'épargne : elles les jugent partiellement responsables

des distorsions de concurrence qui affaiblissent le système bancaire. Les 56,5 milliards de francs de fonds propres des caisses d'épargne suscitent la jalousie des

banques et la convoitise du Trésor. **UNE SOLUTION** consisterait à faire reprendre le Crédit foncier de France (CFF) par les caisses d'épargne. Le CFF, au bord de la

faillite, a besoin d'être recapitalisé et de s'appuyer sur un réseau. L'opération serait le prélude à une remise à plat de la concurrence bancaire. **HOSTILE** à ce projet, le

réseau de l'Eureuil profite de sa convention nationale des 15 et 16 avril pour lancer une campagne de communication et mettre en avant son utilité sociale.

Les caisses d'épargne pourraient être conduites à reprendre le Crédit foncier

Les dirigeants du réseau, opposés à cette solution, ont profité de la convention nationale des 15 et 16 avril pour affirmer la vocation sociale et la spécificité de leurs établissements. Ils misent sur la bonne image de l'Eureuil auprès du public

DEPUIS plusieurs mois, les caisses d'épargne sont devenues les cibles privilégiées des critiques des banques commerciales. Celles-ci accusent leur réseau d'être responsable, pour une bonne part, des distorsions de concurrence qui expliqueraient leurs problèmes de rentabilité. Le monopole de distribution du Livret A (avec La Poste) des caisses et leur statut juridique étrange - elles n'ont pas de propriétaires, pas d'actionnaires et pas de sociétaires - sont les arguments les plus fréquemment cités.

Ces reproches rencontrent des échos favorables au ministère de l'économie et des finances, au Trésor et même chez certains parlementaires. Au moment où les problèmes du système bancaire français rendent urgent et indispensable sa reconstitution, les pouvoirs publics pourraient décider de redéfinir le rôle et le statut des caisses d'épargne. Les 56,5 milliards de fonds propres du réseau n'y sont pas étrangers : ils suscitent la jalousie des banques commerciales et la convoitise du Trésor.

L'opération serait le prélude à une remise à plat des conditions de la concurrence bancaire

Le moyen imaginé aujourd'hui pour contenir les uns et les autres serait de « forcer » les caisses d'épargne à reprendre le Crédit foncier. Celui-ci, au bord de la faillite, a besoin d'une recapitalisation rapide, estimée entre 12 et 15 milliards de francs, et doit s'adosser à un réseau. L'Etat éviterait au budget de supporter le

coût du sauvetage d'une institution privée et spécialisée dans le financement de l'immobilier. Les caisses d'épargne, affaiblies par ce fardeau, seraient contraintes de réduire leurs ambitions et leur agresseivité commerciale. Elles y gagneraient en contrepartie une légitimité nouvelle au sein du système bancaire.

Cette solution aurait aussi les faveurs de la Caisse des dépôts qui craint d'être mise à contribution pour le sauvetage du Crédit foncier. Au ministère de l'économie, on affirme qu'annoncer un rapprochement entre les caisses d'épargne et le Crédit foncier est « prématuré ». « Il existe plusieurs possibilités, mais les arbitrages n'ont pas encore été rendus. »

« Il y a pourtant une complémentarité entre les fonds de commerce des caisses d'épargne et du Crédit foncier », explique le sénateur Philippe Marini (RPR, Oise), vice-président de la commission des finances du Sénat. « Ce serait une occasion pour faire évoluer plus vite qu'on ne le pensait la question de la concurrence entre les banques », ajoute-t-il.

L'opération serait le prélude à une grande remise à plat des conditions de la concurrence bancaire : banalisation de la distribution du Livret A ; réduction ou disparition des liens entre la Caisse des dépôts et les caisses d'épargne qui deviendraient mutualistes ; enfin, modification de la législation sociale bancaire. « Les caisses d'épargne deviendraient à l'issue de la réforme un réseau de plein exercice avec une vraie direction générale, des sociétaires-déposants, un contrôle de droit commun et la nécessité de rémunérer leurs fonds propres », affirme M. Marini.

Il y a un obstacle de taille à ce montage : les caisses d'épargne ne veulent pas en entendre parler et cherchent à tout prix à ne pas prendre à leur charge le Crédit foncier. Elles profitent de la tenue,

les 15 et 16 avril, de leur convention nationale à Deauville pour entreprendre une vaste opération de communication. Elles ont institué une charte afin de prendre des engagements vis-à-vis de la nation « à qui elles appartiennent » et soulignent leur vocation et leur utilité sociale. Ce texte affirme que le réseau a pour objectif de favoriser « l'insertion économique et sociale des populations les plus modestes » et insiste sur la proximité « géographique, économique et affective » des caisses. Il met aussi en avant leur « souci constant de contribuer activement au développement économique, tant au niveau national qu'à un niveau plus local, et au financement des investissements de nature sociale ».

Les caisses d'épargne misent sur leur bonne image auprès du grand public. Selon des études réalisées en septembre 1995 par la Sofres et en mars 1996 par TMO, elles sont passées entre 1991 et 1995 de la huitième à la quatrième place en

matière d'image des groupes bancaires. Elles sont devancées, dans l'ordre, par le Crédit agricole, le Crédit mutuel et La Poste et précèdent toutes les banques commerciales.

La contre-offensive des caisses devait s'achever mardi 16 avril en milieu de journée par un discours inhabituellement musclé de René Barbey, président du directeur du CENEP (Centre national des caisses d'épargne). Il s'en est pris

Des fonds propres convoités

● **Réseau.** Il existe 35 caisses d'épargne régionales qui disposent de 4 300 agences et emploient plus de 38 000 personnes. C'est le cinquième groupe bancaire français par le total du bilan (1 001 milliards de francs) et le deuxième par l'encours des dépôts et des placements (1 181 milliards de francs).

● **Fonds propres.** Ils atteignent 56,5 milliards de francs. Leur résultat net en 1995 devrait être proche de celui de 1994 (1,32 milliard de francs). ● **CCF.** Le Crédit foncier de France emploie plus de 3 300 personnes. Il disposait à la fin de 1994 de 19,6 milliards de fonds propres et affichait alors un résultat net de 274 millions de francs.

Eric Leser

Le mark est affaibli par les difficultés de l'économie allemande

Les analystes ne prévoient pas qu'il puisse descendre au-dessous de son cours pivot face au franc

DEPUIS la mi-février, la monnaie allemande s'est dépréciée de 9,5 % face au dollar australien, de 4,2 % face à la lire italienne, de 4 % face au dollar américain, de 2 % face à la livre sterling. Elle a cédé six centimes (un peu plus d'1 %) face au franc français au cours de cette période. Faut-il s'inquiéter pour la santé du mark ? Alors que sa vigueur exceptionnelle avait modelé le paysage monétaire tout au long de l'année 1995, la faiblesse de la monnaie allemande constitue l'événement majeur de ce début d'année. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer ce renversement de tendance.

Le premier tient au redressement spectaculaire du dollar face au yen (+36 % en un an), lié notamment au réajustement des comptes extérieurs américain et japonais. La hausse du billet vert face à la monnaie nipponne s'est traduite - partiellement - à la parité dollar-deutschmark (la monnaie américaine a regagné 11 % de sa valeur face au mark depuis un an).

Le deutschmark est également pénalisé par les progrès accomplis dans la construction monétaire européenne. De nombreux fonds de gestion, qui avaient placé leurs capitaux en Allemagne dans la perspective d'un abandon du projet de monnaie unique, décident aujourd'hui de revoir leurs stratégies d'investissement. Ils préfèrent se tourner vers des pays offrant des rémunérations plus élevées. La création de l'euro devenant plus probable, le deutschmark perd peu à peu la prime que lui conférait son statut privilégié de devise refuge sur le marché des changes européen. La monnaie allemande est en voie de banalisation, jugée par les opérateurs moins en fonction de critères subjectifs que de données économiques.

A ce titre, elle est lourdement handicapée par les difficultés conjoncturelles mais aussi structurelles, de l'économie allemande. L'image d'élevé modèle de l'Allemagne a été ternie par le dérapage de son déficit public (3,6 % en 1995, au-delà du critère de 3 % imposé par le traité de Maastricht), par le déséquilibre de ses comptes extérieurs (la balance courante allemande a enregistré un déficit de 3,4 milliards de marks, 11,6 milliards de francs, au mois de février) ou encore l'envolée de son taux de chômage. En quatre mois, le nombre de demandeurs d'emplois s'est accru de près de 300 000 outre-Rhin.

UNE CROISSANCE EN FAIBLE Généralement considérée comme la locomotive de l'économie européenne, l'Allemagne se retrouve aujourd'hui à la traîne de ses principaux partenaires. De tous les pays du Vieux Continent, elle est celle qui devrait connaître en 1996 le taux de croissance le plus faible (1 % contre 1,4 % en France, 2,4 % au Royaume-Uni, 2 % en Italie, 2,7 % en Espagne, selon les dernières prévisions de la banque Indosuez).

Plus inquiétant encore, les investisseurs semblent douter de la capacité de l'Allemagne à engager les réformes de structure nécessaires pour restaurer la compétitivité de son économie, mise à mal par la surévaluation de sa devise et la forte progression de ses coûts salariaux. Les économistes de la Caisse des dépôts et consignations ont calculé

Un recul de 17 centimes en un an



Le deutschmark est pénalisé par les difficultés conjoncturelles mais aussi structurelles, de l'économie allemande.

que, « par rapport à la France, la perte de compétitivité de l'Allemagne a été aussi forte entre 1991 et 1995 qu'entre 1970 et 1989 ».

Enfin, la défiance des investisseurs à l'égard de l'Allemagne est accrue par les incertitudes monétaires outre-Rhin. La Bundesbank se retrouve aujourd'hui dans une situation très inconfortable, confrontée d'un côté à la détérioration de la conjoncture, qui plaide pour un assouplissement de sa politique monétaire, et d'un autre côté à une envolée de la masse monétaire (+12,8 % au mois de février pour l'agrégat M3), qui va dans le sens d'un resserrement. Dans ce contexte, la Bundesbank a opté pour le statu quo sur ses taux directeurs, une solution intermédiaire qui ne satisfait guère les opérateurs.

« L'accès de faiblesse du deutschmark n'est pas de nature à inquiéter la Bundesbank », estime toutefois Philippe Weber, économiste à la Compagnie parisienne de réassurance. Bien au contraire. Si elle est très attachée à la force de sa monnaie, la banque centrale allemande est également consciente de l'impact économique négatif que présente sa surévaluation. Elle ne peut donc que se féliciter de cette correction à la baisse du deutschmark, de cette « dévaluation » en bon ordre qui redonnera un peu de compétitivité et d'oxygène aux entreprises allemandes.

De surcroît, malgré son récent recul, la monnaie allemande reste fortement surévaluée. Selon les calculs établis par la banque américaine Merrill Lynch à partir des parités de pouvoir d'achat, elle l'est de près de 8 % face à la peseta, de 9 %

face au franc, de 20 % face à la lire et au dollar, de 22 % face à la livre sterling.

Certains opérateurs se demandent toutefois si la baisse du deutschmark ne risque pas de s'accroître au cours des prochains mois. Les analystes de la banque américaine Morgan Stanley prévoient que le dollar montera jusqu'à 1,70 mark en fin d'année, soit une hausse de 13 % par rapport à son niveau d'aujourd'hui. « Jusqu'à présent », note également un intervenant, « les fonds spéculatifs américains se sont contentés de solder les positions qu'ils avaient prises il y a plusieurs mois en misant sur une hausse du mark vis-à-vis du franc. S'ils décident de jouer la France, le mark pourrait aller beaucoup plus bas vis-à-vis de la devise française ». Depuis plusieurs semaines, la rumeur circule sur les places financières selon laquelle la Banque de France interviendrait pour freiner la chute du deutschmark.

PASSE PRESTIGIEUX

Un plougeon de la monnaie allemande serait de graves conséquences sur l'équilibre du système monétaire européen. Elle risquerait d'enlever au deutschmark son statut d'ancre du SME et de priver la Bundesbank de son rôle de leader monétaire de l'Europe.

Un tel scénario reste toutefois très peu probable. « Au vu des seules données économiques allemandes, le mark devrait logiquement plonger. Mais il est sauvé par son passé prestigieux », note un économiste. Il ajoute que, malgré ses difficultés actuelles, l'économie allemande reste l'une des plus importantes du monde et que la crédibilité de la Bundesbank n'a pas d'égale. « Des attaques contre le deutschmark paraissent exclues », observe Philippe Weber. Les analystes ne pensent pas que le mark puisse descendre au-dessous de son cours pivot vis-à-vis du franc (3,3538 francs). Ils le voient se stabiliser à ses niveaux actuels (3,40 francs dans un an selon la banque Indosuez et Goldman Sachs, 3,43 selon la Caisse des dépôts et Paribas).

Les professionnels rappellent enfin que le deutschmark a déjà traversé dans le passé, à plusieurs reprises, des passes difficiles, mais qu'il en est toujours sorti indemne. Son dernier accès de faiblesse remonte au mois de juin 1993. Cinq semaines plus tard, le deutschmark avait toutefois retrouvé une force telle qu'elle provoquait une crise sans précédent du SME et le passage du franc sous son cours plancher.

Pierre-Antoine Delhomme

die Straße · La strada · La route · Appora · La carretera



CROISSANCE À L'INTERNATIONAL ET RÉSULTATS EN PROGRESSION

Le Conseil d'Administration de Colas, réuni le 17 avril 1996 sous la présidence d'Alain Dupont, a arrêté les comptes de l'exercice 1995.

CHIFFRES CLES CONSOLIDÉS

Milliards de francs	1995	1994
Chiffre d'affaires économique consolidé	19 240	17 054
Capacité d'autofinancement	1 065	895
Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition	464	401
Résultat net	404	359
Résultat net (Part du Groupe)	390	342

UNE ACTIVITÉ 1995 EN PROGRESSION DE +13% GRÂCE À LA CROISSANCE EXTERNE À L'INTERNATIONAL

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 19,2 milliards de francs, en progression de 13 %. À taux de change constant et pénalité équivalente, la progression serait d'environ 2 %. En France, les activités routières et les métiers de concessions, de sécurité et de signalisation ont connu un léger recul. Le chiffre d'affaires à l'international et outre-mer atteint 7,3 milliards de francs, en augmentation de 41 % grâce aux acquisitions récentes, en particulier Colas Danmark, Colas Ltd (Grande-Bretagne), Piasio (Suisse) en Europe, et Simon aux Etats-Unis. En 1995, 62 % du chiffre d'affaires a été réalisé en France métropolitaine et 38 % à l'international et outre-mer, contre respectivement 70 % et 30 % en 1994. Le Groupe a embauché 1 000 jeunes de moins de 30 ans.

RÉSULTAT NET (PART GROUPE) +14%

Colas a enregistré un résultat net consolidé (part du Groupe) de 390 millions de francs contre 342 millions en 1994.

Le bénéfice net de Colas SA, société mère, est de 201 millions de francs contre 195 millions en 1994.

INVIDENDES

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale, qui se réunira le 10 juin 1996, de distribuer un dividende net de 25 francs par action, soit avec l'avoir fiscal une rémunération globale de 37,50 francs par action. Au titre de l'exercice 1994, la distribution avait été de 23 francs par action (34,50 francs avec l'avoir fiscal).

DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS

L'objectif d'acquiescer les sociétés Colas en Europe et les marques Colas dans le monde, détenues par le Groupe Royal Dutch Shell, est à ce jour achevé. Après Colas Danmark en mars 1995, Colas Ltd et Colas IOM en juillet 1995, une participation de 50 % dans quatre sociétés Colas en Allemagne a été acquise en janvier 1996 et Colas Teoranta, ICB (Irlande du Sud et du Nord) ont rejoint le Groupe en avril 1996. Ces sociétés réalisent un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs. Par ailleurs depuis début 1996 la participation dans la société de signalisation SES a été portée de 50 à 100 %.

PERSPECTIVES 1996

En 1996, la visibilité du marché routier français est réduite principalement en raison des contraintes financières des donneurs d'ordre publics, de ce fait le marché routier pourrait connaître une baisse de volume. A l'international et outre-mer, l'activité pourrait être plus soutenue, principalement en Amérique du Nord.

Avec une bonne répartition géographique de ses implantations, le Groupe Colas continuera dans l'avenir poursuivre sa politique d'embauche et de formation des jeunes et continuera de se développer par croissance externe dans son métier de base.

Airbus Industrie met le motoriste français Snecma hors-jeu

L'américain General Electric va bénéficier d'un accord d'exclusivité avec le constructeur européen pour développer le nouveau moteur qui équipera la version allongée de l'A-340

Jean Pierson, l'administrateur général d'Airbus Industrie a pris acte de la décision de Bernard Dufour, le président du motoriste Snecma, de ne pas s'engager dans la guerre des prix qui fait rage dans le secteur. En d'autres

termes, Airbus va confier en exclusivité à l'américain General Electric la motorisation de la version allongée de l'Airbus A 340 et met, de fait, le constructeur Snecma hors-jeu. L'A 340, qui sera prêt pour l'an 2000, doit

permettre à Airbus de lutter plus efficacement contre le Boeing 777, en attendant la mise au point de l'avion très gros porteur du consortium européen, l'A 3XX. Le motoriste américain n'exclut pas de confier à Snecma,

en sous-traitance, une partie du nouveau moteur. Mais le CFM-XX, pour lequel Snecma avait obtenu du gouvernement français un accord de principe sur des avances remboursables, est définitivement enterré.

LE CONSORTIUM européen d'avions civils Airbus a infligé lundi 15 avril un camouflet sévère au constructeur français de moteurs d'avions Snecma et à son président, Bernard Dufour. En annonçant la signature, avec l'américain General Electric, d'un accord d'exclusivité pour mener une étude conjointe de la motorisation d'une version allongée de son quadri-moteur A 340, Airbus Industrie manifeste clairement son désaccord avec la stratégie de Bernard Dufour.

Celui-ci refusait depuis plusieurs mois « de s'associer à la guerre des prix » qui fait rage entre les constructeurs de moteurs d'avions. « Snecma est en train de tuer l'Airbus A 340 », avait averti Jean Pierson, l'administra-

teur général d'Airbus Industries. La motorisation du quadri-moteur A-340 de base est réalisée par CFM International, société détenue à parité par General Electric et Snecma. Fort de ce monopole de fait, et contrairement à son allié General Electric, Snecma refuse de baisser le prix de ses moteurs.

■ NO COMMENT

A l'inverse, l'avion concurrent, le Boeing 777, bénéficie à plein de la guerre des prix que se livrent les trois motoristes, General Electric, Rolls Royce et Pratt & Whitney (Le Monde du 19 janvier). Résultat : Boeing a vendu quatre-vingt-douze Boeing 777 en 1995, contre dix Airbus A-340. Airbus refuse de se retrouver dans

cette situation pour la version allongée de l'A-340, un appareil de 375 places et de 13 000 kilomètres de portée, qui doit lui permettre de mieux concurrencer, dès l'an 2000, le 777, en attendant le lancement d'un avion encore plus gros, l'A-3XX.

Airbus a donc proposé à General Electric de « jouer le jeu ensemble, depuis la conception de l'avion jusqu'à son exploitation commerciale, en partageant les risques ». On peut supposer que le motoriste s'est engagé à prendre sa quote-part de baisse des prix, si le marché l'exige, au moment du lancement de l'avion. En contrepartie, Airbus consent à General Electric un accord d'exclusivité. Ce qui constitue une surprise, Airbus arguant depuis plusieurs mois

du bien-fondé de la concurrence entre les motoristes. Diplomatiquement, les protagonistes de ce coup de théâtre dans l'industrie aéronautique tentent de sauver les apparences. Snecma - qui avait obtenu du gouvernement français un accord de principe sur des avances remboursables pour développer son nouveau moteur, le CFM-XX campait lundi soir sur un « no comment ».

■ SOUS-TRAITEMENT

General Electric, qui veut menager son allié dans CFM, expliquait que « le moteur GE, objet de cette étude, avait une poussée initiale de 51 000 livres, alors que l'accord avec Snecma ne porte que sur les moteurs de 18 000 à 50 000 livres de poussée ». Il rappelait égale-

ment les liens historiques qui l'unissent au consortium européen « dont il a motorisé le premier avion, l'A-300 il y a vingt-cinq ans ». Enfin, le motoriste américain n'exclut pas « d'associer d'autres industriels, dont la Snecma, à la fabrication du nouveau moteur », sans avoir à partager l'ensemble de la technologie des gros moteurs. GE sous-traite déjà à Snecma entre 10 et 20 % de la fabrication de plusieurs moteurs.

Airbus, qui semble avoir bel et bien enterré le CFM-XX, se contentait, lundi soir, d'expliquer qu'il reformait le tandem d'il y a vingt-cinq ans, pour « offrir aux clients un appareil idéalement adapté aux besoins du XXI^e siècle ».

Christophe Jakubyszyn

Le congrès de la métallurgie CFDT s'annonce délicat pour ses dirigeants

LA FÉDÉRATION GÉNÉRALE des mines et de la métallurgie CFDT (FGMM) tient son quatrième congrès à Metz du 16 au 19 avril. En raison de la deuxième place qu'occupe cette fédération dans son secteur et à l'intérieur de la CFDT, ce congrès pourrait avoir d'importantes répercussions sur les négociations dans la métallurgie et sur l'équilibre interne à la confédération que dirige Nicole Notat.

Quatre mois après les mouvements sociaux de l'automne, les dirigeants de la fédération doivent faire face à une forte opposition interne. Signe de cette tension : le projet de résolution générale a fait l'objet de six cents amendements, contre environ deux cents lors des congrès précédents. La plupart d'entre eux portent sur deux questions d'actualité : la réduction du temps de travail et le plan Juppé sur la réforme de la protection sociale. Alors que la FGMM « revendique une loi-cadre donnant les moyens de mettre en œuvre des réductions du temps de travail négociées dans la branche et devant aboutir progressivement aux 32 heures », le score qu'ob-

tiendront les amendements proposant de retirer l'adverbe « progressivement » sont particulièrement attendus, tout comme ceux qui préconisent de remplacer les « mesures » du plan Juppé par le terme « intentions ».

■ UN « VOTE DIFFICILE »

Robert Bonnard, secrétaire général de la FGMM, qui se représente avec l'ensemble de la direction sortante, n'exclut pas, comme au congrès confédéral de Montpellier, un « vote difficile » sur le quinquennat au bureau fédéral sortant. Pour sa défense, celui-ci pourra mettre en avant la progression de ses adhérents : « 15 % en quatre ans, ce qui porte à 80 000 les effectifs syndiqués ».

Pour tenir compte de son opposition, la fédération a, d'ores et déjà, durci son discours. Elle n'hésite pas, aujourd'hui, à qualifier de « provocation » les propositions patronales sur l'annualisation et la réduction du temps de travail. En 1995, au contraire, elle avait été la seule organisation syndicale à signer un accord sur ce thème dans la branche de la réparation automobile, rejeté par les quatre

autres syndicats. Alors que Michel Huc, secrétaire général de FO Métaux, pourrait être tenté par une signature, pour se concilier une opposition encline à lui reprocher son soutien à Marc Blondel, Robert Bonnard est donc dans une situation inverse.

L'opposition qu'affronte Robert Bonnard ne recoupe qu'à la marge la ligne de partage qui existe entre les partisans et les adversaires de M^{me} Notat. Si le Syndicat des mineurs de Potasse d'Alsace, qui était celui de Jean Kaspar, voue encore une rancune tenace à l'actuelle secrétaire générale de la CFDT, il n'en est pas de même des chefs de file de l'opposition interne. Les critiques de Didier Cussemere, de la puissante Union paritaire des syndicats de métaux, et de Jean-Claude Gehin (Vosges), leurs porte-parole qui se présentent au bureau exécutif contre la direction sortante, portent essentiellement sur la gestion de la fédération.

Dans une contribution aux débats du congrès adressée à chaque syndicat, ils défendent une conception plurielle et pluraliste du fonctionnement de l'organisation. Ils

reprochant à l'actuelle direction d'« être retombée dans le « train-train », de rester dans le moule confédéral et d'éviter les expressions contradictoires nécessaires aux débats ».

■ L'APRÈS-DECEMBRE

Vu de la confédération, le congrès de la FGMM est aussi analysé comme un « congrès difficile ». Il s'agit du premier congrès d'une grosse fédération après le mouvement social de novembre-décembre. C'est Nicole Notat en personne qui représentera la confédération. Attendue jeudi 18 avril, elle prononcera son discours, la veille de la clôture du congrès. La direction de la CFDT n'estime pas que ce congrès constitue un test pour sa légitimité au sein de la centrale. On prête toutefois l'intention à « Tous ensemble », l'association qui regroupe les délégués en opposition à la ligne de M^{me} Notat, de se servir du congrès de la FGMM comme d'une tribune.

Alain Beuve-Méry
et Frédéric Lemaître

France Télécom ouvre l'accès à Internet

A PARTIR DU 2 MAI, France Télécom ajoutera un nouveau service à sa palette : la connexion à Internet. En s'abonnant à Wanadoo, tout possesseur d'un micro-ordinateur multimédia pourra accéder au réseau des réseaux. Il lui en coûtera 190 F par mois d'inscription plus un abonnement mensuel, dont le prix sera fonction du nombre d'heures d'utilisation : 55 F par mois pour trois heures, 110 F pour quinze heures, l'heure supplémentaire étant facturée 19 F. A ces coûts s'ajoutera celui de la communication, au tarif local en tous points du territoire. Les « visiteurs occasionnels » pourront se brancher sans s'abonner, en composant le 36-01-15-15. Il leur en coûtera 1,29 F la minute.

Une centaine d'entreprises proposent déjà en France ce type de prestation à des prix oscillant entre moins de 50 F par mois pour une consommation mensuelle limitée et plus de 150 F pour quelques heures seulement. France Télécom n'a pas choisi d'utiliser

l'argument du prix pour s'arroger des parts de marché. L'opérateur national ne pouvait risquer d'être accusé de concurrence déloyale par les autres prestataires, qui sont aussi ses clients quand ils utilisent ses lignes pour se raccorder au réseau planétaire.

■ UN « TI MICRO »

Gérard Eymery, PDG de France Télécom Multimedia, se donne pour objectif d'attirer les trois quarts des « visiteurs occasionnels » et 30 % des abonnés en l'an 2000, le marché étant évalué entre 2 et 3 milliards de francs pour les seuls abonnés. Il compte se démarquer grâce à un certain nombre de services spécifiques : outre une émulation Minitel sera proposé un « TI micro », annuaire des sites en ligne, ainsi que Youpi, un annuaire général des sites francophones sur Internet. Dans cette perspective, l'ODA (Office d'annonces), filiale de Havas, qui assure la régie publicitaire des pages jaunes de l'annuaire papier et réa-

lise les écrans publicitaires sur le Minitel, détendra une participation minoritaire de France Télécom Interactive, société créée le 31 janvier pour exploiter Wanadoo.

Des sociétés commerciales pourront aussi tirer profit de cette plateforme d'accès à Internet pour y afficher leurs propres sites. Elles pourront développer des services d'achat à distance dès que le système de paiement sécurisé sera opérationnel, d'ici à la fin de l'année. France Télécom Interactive n'entend pas se transformer en éditeur de services, si ce n'est en négociant des partenariats minoritaires avec des sociétés d'édition. Il s'est ainsi associé à Publicis et aux Echos pour développer Info-pro, un service en ligne professionnel qui sera disponible à partir du mois de septembre. Il détient également 49 % de France en ligne, dont le reste du capital est détenu par le groupe Bellanger-Filipacchi.

Annie Kahn

Deutsche Telekom repousse le projet de participations croisées avec son allié français

COLOGNE
correspondance

A l'heure où il avoue s'intéresser au britannique Cable and Wireless, l'exploitant téléphonique allemand Deutsche Telekom ne semble plus très pressé de nouer des liens capitalistiques avec son allié français, France Télécom. Sans enterrer complètement le projet, un porte-parole de Deutsche Telekom signale qu'il s'agit d'une « bonne idée dans un lointain futur » et ajoute que « des rumeurs circulent de temps en temps, mais rien de concret pour l'instant ».

Voici à peine trois ans ce projet paraissait pourtant séduire les autorités de tutelle et les dirigeants des deux groupes. Le gou-

vernement français justifiait même le changement de statut de France Télécom par la nécessité d'échanger des parts de capital avec son voisin allemand.

Mais les deux parrains du projet, Helmut Rieke et Marcel Roulet, ont passé la main, laissant la tête des deux entreprises à leur successeur. Ron Sommer, du côté allemand, ne semble pas en faire une de ses priorités, et son quasi-mutisme tranche avec l'intérêt de son prédécesseur. Chez Deutsche Telekom, on met en avant deux conditions préalables : la réforme des statuts - déjà survenue à Bonn - et la privatisation des deux partenaires.

Pour l'instant, les Allemands se concentrent précisément sur leur

entrée en Bourse, en novembre 1996, qui leur permettra d'augmenter leur capital. Une seconde tranche d'émission d'actions doit survenir avant 1999, et l'Etat, toujours majoritaire, pourra céder ses parts à partir de l'an 2000.

Il sera alors peut-être temps, du point de vue allemand, de réaliser le croisement du capital des deux partenaires. Pour l'instant, « aucune part n'est réservée à France Télécom », indique-t-on chez Deutsche Telekom. Les deux groupes semblent vouloir surtout se consacrer à Global One, la société qu'ils partagent avec l'américain Sprint.

Philippe Ricard



SILIC : PREMIÈRE SOCIÉTÉ LOCATIVE DE PARCS D'AFFAIRES

RÉSULTATS 1995 CONFORMES AUX PRÉVISIONS

Le Conseil d'Administration de SILIC, réuni le 12 avril 1996 sous la présidence de M. Gilles LAPORTE, a arrêté les comptes de l'exercice 1995.

■ ACTIVITÉS - RÉSULTATS

En 1995, le patrimoine de SILIC a été porté de 545 000 m² à 968 000 m² de locaux d'activités répartis sur 20 parcs d'affaires essentiellement en Région Parisienne, ce qui représente environ 20 % de ce marché.

A l'issue de ces opérations d'apports, les fonds propres de SILIC s'élèvent à 2,7 milliards de F.

Malgré une conjoncture économique toujours difficile, l'accroissement du patrimoine de la société et le maintien d'une activité commerciale soutenue permettent de constater un résultat courant avant impôt de 208,9 millions de F.

En milliers de francs	1994 SILIC consolidé	1995 SILIC consolidé après apports
Loyers	297 483	337 080
Résultat courant avant impôt	185 246	208 916
Nombre d'actions	3 009 828	3 510 778*
Résultat courant avant impôt en F par action	61,55	59,68
Dividende global proposé	56,00	56,01

* Jouissance 1^{er} janvier 1995

Le résultat net de 132,7 millions de F permet de proposer, à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui doit se réunir le mardi 25 juin 1996 à 10 heures, la distribution d'un dividende net de 37,34 F ouvrant droit à un avoir fiscal de 18,67 F, soit un revenu global de 56,01 F par action (inchangé par rapport à 1994) aux 3 500 778 actions jouissance 1^{er} janvier.

Le même jour, une Assemblée Générale Extraordinaire sera convoquée pour statuer sur la fusion dans SILIC des Sociétés Civiles apportées en 1995.

■ PERSPECTIVES 1996

Conformément aux prévisions, le montant des émissions consolidées de loyers pour le 1^{er} semestre 1996 s'est élevé à plus de 210 millions de F. Par ailleurs, la politique d'adaptation du patrimoine à l'évolution de la demande sera poursuivie.

Sauf événement exceptionnel, SILIC devrait être en mesure de verser un dividende unitaire équivalent à celui de l'exercice 1995.

Sur la base d'un cours de SILIC au 11 avril 1996 de 750 F, le rendement global s'établit à 7,47 %.

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mardi 16 avril en très légère baisse. L'indice Nikkei a reculé de 0,07 %, affecté par le net recul du marché obligataire nippon.

■ L'OR a ouvert en baisse, mardi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 393,10-393,40 dollars contre 393,70-394,00 dollars la veille en clôture.

■ LES COURS DU PÉTROLE ont repris leur ascension, lundi 15 avril, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de brut, échéance mai, a gagné 77 cents à 25,06 dollars.

■ WALL STREET a terminé, lundi, en nette hausse. L'indice Dow Jones a gagné 1,09 % pour s'inscrire en clôture à 5 592,92 points, grâce à une détente des rendements obligataires.

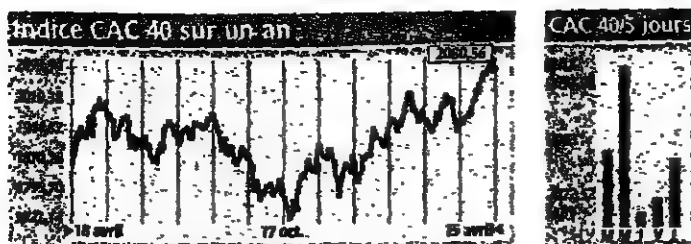
■ LA BANQUE DE FRANCE a guidé, mardi matin 16 avril, une baisse d'un seizième de point du taux de l'argent au jour le jour. Celui-ci a été ramené de 3,94 % à 3,88 %.

LES PLACES BORSIÈRES

Paris en petite hausse

DANS un environnement boursier très favorable marqué à la fois par la reprise de Wall Street lundi et les records le même jour de Londres et de Francfort, la Bourse de Paris se montrait hésitante mardi 16 avril. L'indice CAC 40 perdait 0,10 % à l'ouverture et perdait ensuite un peu de terrain une bonne partie de la matinée avant de se reprendre. Le CAC 40 renouait avec la hausse en milieu de journée et affichait alors un petit gain de 0,17 % à 2 084,15 points.

Le Fonds monétaire international est plutôt optimiste sur les perspectives de l'économie mondiale et considère que les États-Unis ne sont pas en danger de récession, que l'activité en Europe se raffermisse et que le Japon émerge de sa léthargie. Lundi, le président de la Bundesbank Hans Tietmeyer a déclaré que les perspectives économiques de l'Europe « s'améliorent un peu ». La Bourse de Tokyo a atteint mardi en cours de séance son plus haut niveau depuis quatre ans à plus de 22 000 points pour le Nik-



kef. Et toujours mardi, l'indice Footsie de la Bourse de Londres a franchi le seuil des 3 800 points.

Le franc français était stable face au mark à 3,960 francs en atten-

dant la réunion jeudi du conseil de la Bundesbank. De nombreux analystes attendent une réduction d'un quart de point des taux directeurs allemands.

Olipar, valeur du jour

APRÈS L'ANNONCE d'une réduction importante de ses pertes en 1995 (20,5 millions de francs contre un déficit de 82 millions en 1994), l'action du groupe immobilier a regagné 6,6 %, lundi 15 avril, à la Bourse de Paris. Le titre s'est inscrit en clôture à 141,70 francs. À la suite de l'augmentation de capital, réalisée en janvier 1996, la situation nette du groupe est redevenue positive. Les conditions semblent réunies pour l'entrée d'un investisseur dans le capital

d'Olipar. Mais les analystes considèrent que la valeur reste spéculative. Elle affiche un recul de près de 56 % depuis un an.



Tokyo fait du surplace

APRÈS avoir brièvement franchi le seuil des 22 000 points, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a fini presque inchangé, mardi 16 avril. Des prises de bénéfices ont effacé la hausse, notamment après le recul du marché obligataire. Le Nikkei a cédé en clôture 14,87 points, soit 0,07 %, à 21 868,17 points, après avoir culminé à 22 077,57.

Wall Street a terminé pour sa part en forte hausse lundi 15 avril, bénéficiant de l'apaisement des craintes d'accélération de l'inflation aux États-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 60,33 points (+1,09 %) à 5 592,92. Après avoir grimpé en flèche la semaine dernière sous l'impact de craintes renouvelées d'inflation, le taux d'intérêt moyen sur les obligations du Trésor à 30 ans, principale référence, est redescendu à 6,79 %

contre 6,82 % vendredi soir. En mars, l'indice de base des prix à la production, qui exclut énergie et produits alimentaires, n'a augmenté que de 0,1 %. La publication, lundi, de résultats de sociétés, qui dans l'ensemble étaient supérieurs aux prévisions des analystes, a également contribué à soutenir la Bourse de New York.

INDICES MONDIAUX

Cours au	Cours au	Var.
15/04	16/04	en %
Paris CAC 40	2084,15	+0,17
New-York NYSE	5592,92	+1,09
Tokyo Nikkei	21868,17	-0,07
Londres FT100	3800,00	+0,25
Francfort Dax 30	2545,94	+1,34
Bruxelles 20	1971,98	+0,71
Madrid IBEX 35	1716,25	+0,71
Amsterdam AEX	367,30	+1,01
Stuttgart DAX	348,81	+0,51
Stockholm OMX	1482,90	---
Hong Kong Hang Seng	10999,60	+0,91
Singapore Straits	2844,35	+0,01

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

15/04	16/04	Var.
Alcoa	65,25	+0,38
American Express	48,75	+0,20
Allied Signal	54,37	+0,20
AT & T	20,37	+0,25
British Airways	13,75	+0,36
Boeing Co	81,62	+0,37
Chrysler Inc.	71,87	+0,25
Chevron Corp.	56,64	+0,37
Coca-Cola Co	81,00	+0,25
Olney Corp.	64,00	+0,31
Du Pont Nemours & Co	62,87	+0,31
Eastman Kodak Co	49,75	+0,31
Exxon Corp.	88,62	+0,31
Gen. Motors Corp.	53,12	+0,31
Glaxo	78,25	+0,31
Goodyear T & R	30,75	+0,31
IBM	114,00	+0,31
Intl Paper	39,37	+0,31
J.P. Morgan Co	80,25	+0,31
Mc Don Douglas	87,25	+0,31
Merck & Co Inc.	60,00	+0,31
Minnesota Mining & Mfg	65,00	+0,31
Philips	89,37	+0,31
Procter & Gamble Co	84,25	+0,31
Sears Roebuck & Co	52,62	+0,31
Texaco	86,12	+0,31
Union Carb.	48,62	+0,31
United Tech.	109,62	+0,31
Westinghouse Electric	18,62	+0,31
Woolworth	18,12	+0,31

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

15/04	16/04	Var.
Allied Lyons	4,94	+0,38
Barclays Bank	7,36	+0,38
B.A.T. Industries	4,94	+0,38
British Aerospace	3,76	+0,38
British Airways	5,27	+0,38
British Gas	2,42	+0,38
British Petroleum	5,97	+0,38
British Telecom	3,71	+0,38
B.T.R.	3,24	+0,38
Cadbury Schweppes	3,10	+0,38
Carson	2,75	+0,38
Fort	8,20	+0,38
Glaxo	7,85	+0,38
Grand Metropolitan	4,46	+0,38
Guinness	4,64	+0,38
Harcourt Pte	1,85	+0,38
Imperial Chemical	2,11	+0,38
Legal	6,97	+0,38
Marks & Spencer	4,42	+0,38
National Westminster	6,62	+0,38
Reynolds	5,16	+0,38
Royston	2,51	+0,38
Satchi and Satchi	1,27	+0,38
Shell Transport	8,82	+0,38
Smithline Becham	6,42	+0,38
Tate and Lyle	11,79	+0,38
Unilever Ltd	11,79	+0,38
Zeneca	15,66	+0,38

FRANCFORT

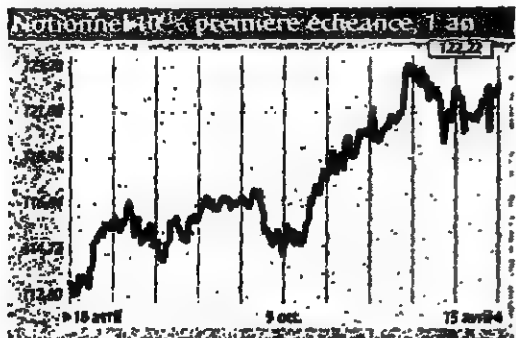
Les valeurs du Dax 30

15/04	16/04	Var.
Allianz Holding AG	2598	+0,38
Basf AG	424	+0,38
Bayer AG	514	+0,38
Bay. Hypothekbank	37,94	+0,38
Bay. Vereinsbank	46	+0,38
BMW	835	+0,38
Commerzbank	338,30	+0,38
Continental AG	26,10	+0,38
Daimler-Benz AG	829,30	+0,38
Deutsche Bank AG	351	+0,38
Deutsche Bank AG	90,20	+0,38
Dresdner Bank AG	70	+0,38
Dresdner Bank AG	39,50	+0,38
Haniel AG	374	+0,38
Hoechst AG	320,20	+0,38
Karstadt AG	350	+0,38
Laufeld Holding	487,50	+0,38
Linde AG	969	+0,38
OT. Lufthansa AG	246,20	+0,38
Man AG	433	+0,38
Mannesmann AG	359	+0,38
Metalgesellschaft	31,80	+0,38
Preussag AG	426,30	+0,38
Rohr	61,30	+0,38
Schering AG	116,50	+0,38
Siemens AG	830,80	+0,38
Thyssen	282	+0,38
Veba AG	77,43	+0,38
Vgl	572,40	+0,38
Willing AG	741	+0,38

LES TAUX

Progression du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'État français, a ouvert en légère hausse, mardi 16 avril. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin gagnait 6 centimes, à 121,80. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,60 %, soit 0,15 % au-dessus de celui du titre d'État allemand de même échéance.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
15/04	16/04	17/04	des prix
France	3,85	6,55	7,37
Allemagne	3,31	6,44	7,18
Grande-Bretagne	5,81	6,18	6,34
Italie	10,25	10,51	10,80
Japon	0,47	3,24	4,75
États-Unis	5,19	6,50	6,80

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Indice
au 15/04	au 16/04	(base 100 fin 95)
Fonds d'État à 3 ans	5,44	100,41
Fonds d'État à 5 ans	6,05	100,45
Fonds d'État à 10 ans	6,80	100,58
Fonds d'État à 15 ans	6,64	100,33
Fonds d'État à 30 ans	7,30	99,91
Obligations françaises	6,89	100,09
Fonds d'État à TME	-1,70	-1,77
Fonds d'État à TRE	-1,37	-1,38
Obligat. franc. à TME	-1,16	-1,14
Obligat. franc. à TRE	+0,21	+0,16

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %)

Achetez	Vendez	Achetez	Vendez
15/04	16/04	15/04	16/04
Jour le jour	3,9375	3,9375	---
1 mois	3,90	4,02	3,95
3 mois	3,86	4,08	3,91
6 mois	3,82	4,14	3,87
1 an	4,15	4,28	4,30
PIBOR FRANCS	---	---	---
PIBOR Francs 1 mois	4,0469	4,0469	---
PIBOR Francs 3 mois	4,1484	4,1484	---
PIBOR Francs 6 mois	4,2305	4,2305	---
PIBOR Francs 12 mois	4,3125	4,3125	---
PIBOR ECU	---	---	---
PIBOR Ecu 1 mois	4,5521	4,5521	---
PIBOR Ecu 3 mois	4,5521	4,5521	---
PIBOR Ecu 6 mois	4,5521	4,5521	---
PIBOR Ecu 12 mois	4,5521	4,5521	---

MATIF

Échéance 15/04	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
NOTIONNEL 10 %	8444	122,22	122,24	122,20	122,24
Sept. 96	16	120,92	120,92	120,92	120,92
Oct. 96	2	119,62	119,62	119,62	119,62
Mars 97	---	---	---	---	---
PIBOR 3 MOIS	13046	95,89	95,93	95,87	95,87
Sept. 96	4381	---	95,82	95,77	95,77
Oct. 96	341	---	95,83	95,78	95,78
Mars 97	491	95,58	95,60	95,56	95,56
ECU LONG TERME	---	---	---	---	---
Sept. 96	3297	90,60	90,64	90,56	90,56
Oct. 96	---	---	---	---	---
Sept. 96	---	---	---	---	---

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéance 15/04	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
Avril 96	10126	2094	2098	2092	2094
Mai 96	10	---	2094	2092	2094
Juin 96	607	---	2094	2092	2094
Sept. 96	1	2094	2098	2092	2094

LES MONNAIES

Léger repli du dollar

LE BILLET VERT était en légère baisse, mardi matin 16 avril, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5080 mark, 108,30 yens et 5,12 francs. La veille, il était monté jusqu'à 1,5128 mark, son cours le plus élevé depuis quatorze mois face à la monnaie allemande. Le dollar restait toutefois soutenu par les anticipations de baisse des taux d'intérêt en Allemagne. Le

conseil de la Bundesbank se réunit jeudi 18 avril. La banque centrale allemande n'a plus réduit ses deux principaux taux directeurs, l'escompte et le Lombard, depuis le 14 décembre. Le niveau des prises en pension (REPO) n'a plus été modifié depuis le 6 février. Le franc cédait un peu de terrain, mardi matin, face à la monnaie allemande. Il s'échangeait à 3,9950 francs pour 1 mark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 15/04	cours 16/04	Var.
Allemagne (100 dm)	339,2300	337,327	-0,57
Euro	6,5400	6,5400	---
États-Unis (100 \$)	16,5200	16,5200	---
Belgique (100 F)	16,5200	16,5200	---
Grèce (100 dr)	303,0000	303,0000	---
Italie (100 L)	17,9950	17,9950	---
Denmark (100 kr)	87,8900	87,8900	---
Finlande (100 Fm)	7,9775	7,9775	---
Gde-Bretagne (1 £)	7,7285	7,7285	---
Grèce (100 dr)	2,1090	2,1090	---
Suède (100 kr)	76,0200	76,0200	---
Suisse (100 F)	416,3600	416,3600	---
Norvège (100 N)	78,6400	78,6400	---
Autriche (100 S)	48,2400	48,2400	---
Espagne (100 pes.)	4,0635	4,0635	---
Portugal (100 esc.)	3,9250	3,9250	---
Suède (100 kr)	76,0200	76,0200	---
Japon (100 yens)	108,2400	108,2400	---
Finlande (mark)	108,2400	108,2400	---

L'OR

cours 15/04	cours 16/04	Var.
Or fin (2 onces)	64600	+600
Or fin (1 once)	64950	+600
Or fin (1/2 once)	39475	+600
Pièce française (20)	320	+600
Pièce suisse (20)	322	+600
Pièce Union (20)	323	+600
Pièce 20 dollars us	2980	+600
Pièce 10 dollars us	1590	+600
Pièce 50 pesos mex.	2405	+600

LE PÉTROLE

cours 15/04	cours 16/04	Var.
Brut (Londres)	27,70	+0,77
WTI (New York)	27,70	+0,77
Crude Oil (New York)	---	---

LES MATIÈRES PREMIÈRES

PRODUITS	15/04	16/04	Var.
Dow Jones composite	207,58	207,58	---
Dow Jones à terme	343,95	343,95	---
CRB	299,70	299,70	---
METALLS (Londres)	---	---	---
Cuivre comptant	258	258	---
Cuivre à 3 mois	252	252	---
Aluminium comptant	1578	1578	---
Aluminium à 3 mois	1613	1613	---
Plomb comptant	822,50	822,50	---
Plomb à 3 mois	811,50	811,50	---
Etain comptant	6485	6485	---
Etain à 3 mois	6480	6480	---
Zinc comptant	1058	1058	---
Zinc à 3 mois	1058	1058	---
Nickel comptant	8190	8190	---
Nickel à 3 mois	8270	8270	---

PARTIES DU DOLLAR

15/04	16/04	Var.
FRANCFORT : USD/DM	1,5119	+0,36
TOKYO : USD/Yens	108,3000	-0,11

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES	cours 15/04	cours 16/04	diffé	départiste 1 mois	diffé 1 mois
Dollar États-Unis	5,1286	5,1276	-5,1028	5,1819	-5,1533
Yen (100)	4,7237	4,7206	-4,6953	4,6903	-4,6650
Deutschmark	3,9327	3,9322	-3,9348	3,9348	-3,9348
Franc Suisse	4,1630	4,1578	-4,1792	4,2459	-4,2167
Lire ital. (1000)	3,2644	3,2617	-3,2507	3,2507	-3,2507
Livre sterling	7,7263	7,7222	-7,7052	7,7052	-7,7052
Peseta (100)	4,0657	4,0616	-4,0602	4,0602	-4,0602
Franc Belge	16,530	16,505	-16,537	16,537	-16,537

100 146 150

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / MERCREDI 17 AVRIL 1996 / 17

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 16 AVRIL

Liquidation : 23 avril

Taux de report : 4,50

Cours relevés à 12h30

CAC 40

PARIS

+0,29%

CAC 40

2086,64

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

%

Montant

Coupons

(1)

EDF-GDF 3%

7750

7750

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

CPI

Credit Fon. France

Credit Local For

Credit Lyonnais CI

Credit National

CS Signature (CSF)

Danone

Dassault Aviation

Deutsche Bank

Deutsche Post

Deutsche Telekom

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

Deutsche Telekom AG

499

499

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

415

415

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

AUJOURD'HUI

SCIENCES

ENVIRONNEMENT Les forêts denses des tropiques ne seraient pas aussi stables que les recherches le laissent supposer. ● LES DÉRIÈRES ÉTUDES menées sur le sujet

montrent une grande diversité chez ces « reliques » du temps passé qui, après plusieurs périodes de régression dues à une baisse des températures et des précipitations, ont re-

pris du terrain. ● CETTE EXPANSION, commencée voilà 15 000 ans, a connu son apogée il y a 9 500 ans et se poursuit de nos jours. ● DE GRANDES DIFFÉRENCES

sont constatées localement : ainsi la forêt amazonienne n'opère sa reconquête « que » depuis 4 000 ans, alors que la forêt africaine est deux fois plus ancienne. ● TOUTES,

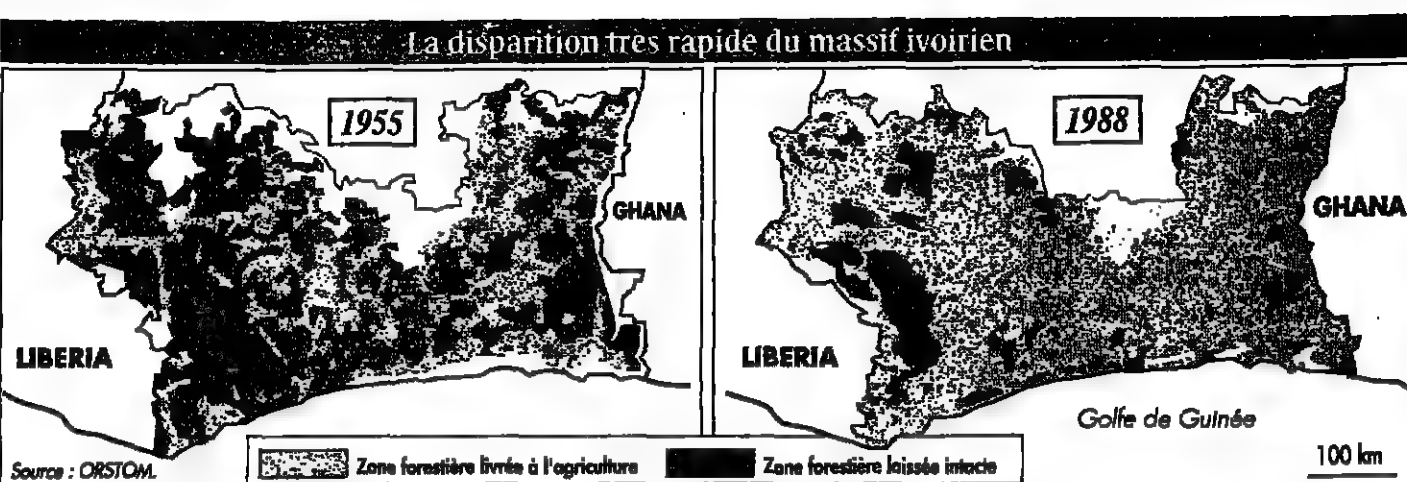
semble-t-il, gagnent aujourd'hui du terrain sur la savane. Sauf quand l'homme les empêche, provoquant un retrait précipité qui menace l'équilibre du milieu.

Les forêts tropicales ont évolué au gré des variations climatiques

Les changements de climat intervenus au cours des millénaires ont constamment affecté les forêts des tropiques, entraînant même leur disparition sur de longues périodes. Cette très lente reconquête se poursuit aujourd'hui, mais est bien souvent anéantie par les actions humaines

LES FORÊTS TROPICALES sont souvent présentées comme des témoins de l'état sauvage, inchangés depuis la nuit des temps. La forêt vierge, la jungle, serait une relique de la nature inviolée, une sorte de continuum historique avec le temps des dinosaures. Erreur ! Les chercheurs de l'Orstom et du CNRS, qui étudient « la dynamique à long terme des écosystèmes forestiers intertropicaux », viennent de présenter à Bondy (Seine-Saint-Denis) les premiers résultats d'un programme lancé en 1991 par l'Europe sous le nom d'Ecot. Cette étude, qui vise à reconstituer l'histoire grâce aux archives naturelles (pollens, charbons de bois, mais aussi données climatiques et photos aériennes), permet de retracer une évolution en dents de scie, où les lacs se vident et se remplissent, et où la forêt dense et humide cède la place à une savane sèche, au gré des glaciations et des courants océaniques.

« Les forêts denses tropicales, que l'on croyait très stables, ne le sont pas », a constaté d'emblée Annie Vincens, paléobotaniste du laboratoire de géologie du quaternaire (CNRS, Aix-en-Provence). Spécialiste des pollens, elle a étudié avec ses collègues géologues et climatologues les carottes de sol prélevées tant en Afrique centrale qu'en Amérique du Sud. Les conclusions de cette équipe, qui portent sur les vingt derniers millénaires, dissolvent un certain nombre d'idées reçues. Les forêts tropicales étaient bien développées lors de la dernière glaciation, au moins à basse et moyenne altitude. Mais la composition floristique était différente de l'actuelle,



Source : ORSTOM.

car elle comprenait ce que les spécialistes appellent des « taxons montagnards », c'est-à-dire des variétés de plantes résistantes au froid que l'on rencontre plutôt en altitude.

DIFFÉRENCES AFRIQUE/AMÉRIQUE

Il y a 28 000 ans, sous l'effet de conditions climatiques rigoureuses (baisse des températures et des précipitations), ces forêts commencent à régresser en Amérique du Sud puis, entre 20 000 et 15 000 ans avant notre ère, en Afrique. Les spectres polliniques des carottes prélevées au Brésil, en Guyane et au Ghana montrent que la savane a alors pris le pas sur la forêt. Allant (Congo, Zaïre, Cameroun), la forêt s'est seulement ouverte par places, avec des zones de savanes dites « incluses », formant de vastes clairières à végétation graminéenne.

Les conditions climatiques globales s'améliorant vers les années

18 000, le balancier repart dans l'autre sens. Dès lors, l'expansion continue des forêts tropicales va se poursuivre jusqu'à nos jours, mais de façon très inégale. Commencée il y a 15 000 ans, cette expansion va atteindre son maximum vers 9 500. Mais on observe localement de grandes différences.

Dans le Brésil central, la forêt n'entame sa reconquête qu'il y a 10 000 ans, avec des arbres comme l'araucaria, espèce résistante au froid. Entre 8 000 et 4 000, la forêt devient sèche et brûle à de multiples reprises, comme en témoignent les échantillons de charbons de bois recueillis par les chercheurs. Elle ne reprend son expansion que depuis 4 000 ans. Sur la côte atlantique du Brésil, la forêt n'atteint son plein épanouissement qu'il y a mille ans... quelques siècles avant l'arrivée des premiers colons qui vont la détruire presque complètement.

En Afrique, la situation est pratiquement inversée, comme l'a montré Pascal Roucou, climatologue de l'université de Dijon. Lorsqu'il pleut abondamment en Afrique, comme ce fut le cas de 1957 à 1977, on observe un déficit hydrique en Amérique du Sud, notamment dans le Nordeste brésilien. Lorsqu'il pleut beaucoup au Brésil, la sécheresse sévit en Afrique et notamment au Sahel, où le déficit hydrique est patent depuis 1977.

Ce phénomène, lié aux variations d'ensolaillement et de température des océans dans les deux hémisphères (théorie de Milankovitch), se retrouve dans la dynamique de la végétation. C'est pourquoi la forêt se maintient en Afrique jusqu'à 3 000. Elle entre alors dans une ère plus sèche où elle s'ouvre à la savane et se compartimente, comme le prouvent les prélèvements effectués au Cameroun et au Congo. Ainsi, la forêt amazonienne est relativement jeune (4 000 ans), alors que la forêt africaine remonte au moins à 9 000 ans – ce qui n'est pas si vieux au regard de l'histoire.

UNE INFLUENCE LIMITÉE

Pour l'Afrique, où la présence de l'homme dans la forêt est attestée depuis 3 000 ans par des spécimens de palmiers à huile (*Elaeis guineensis*), la question se pose de savoir si la régression forestière peut lui être imputable, au moins en partie. De l'avis général des chercheurs, il ne semble pas que l'action de l'homme, alors très li-

Un phénomène purement anthropique

On peut s'étonner des « avancées » de la forêt dans un pays aussi déforesté que la Côte d'Ivoire. Le massif boisé est en effet passé de 12 millions d'hectares en 1956 à 2,2 millions aujourd'hui, ce qui représente le taux de déboisement le plus rapide et le plus élevé à l'échelle d'un pays. Mais la déforestation de la Côte d'Ivoire est un phénomène purement anthropique, puisqu'il est dû pour l'essentiel à l'exploitation du bois, à l'extension de l'agriculture (hévéa, palmier à huile, cocotier et surtout cacaoyer) et aux feux de brousse allumés pour le pâturage du bétail. Une évolution renforcée ces vingt dernières années par la diminution des précipitations, qui a poussé les agriculteurs à s'enfoncer toujours davantage dans la forêt humide.

mitée malgré l'usage du feu, ait eu une influence notable sur la dynamique naturelle de la forêt. Les fameuses « savanes incluses », que l'on trouve aujourd'hui dans des zones inhabitées – notamment au Gabon –, apparaissent parfaitement naturelles. Elles ont même tendance à se reformer progressivement, comme si la dynamique actuelle jouait en faveur de la forêt. C'est d'ailleurs cette constatation qu'ont faite les équipes travaillant sur les forêts de lièze en Afrique. Les études menées en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nige-

ria, au Cameroun, en Centrafrique, en Ouganda, au Congo et au Zaïre sont toutes concordantes : lorsque l'homme n'intervient pas, la forêt de lièze reconquiert progressivement la savane. Ces observations sur le terrain sont confirmées par l'étude des photos aériennes. En pays baoulé (Côte d'Ivoire), des photos prises en 1952, 1959 et 1969 font apparaître une avancée de la forêt sur les savanes de 30 %. Au Togo, trois séries de photos prises entre 1949 et 1979 montrent que « le recouvrement ligneux de la savane s'intensifie ». On passe couramment de la savane arbustive (arbres très espacés) à une savane boisée (sorte de forêt sèche). Au centre du Cameroun, la forêt a gagné 20 kilomètres carrés sur la savane entre 1951 et 1984.

Ces reculs naturels de forêt dans la savane s'opèrent à des rythmes très différents, comme l'a observé Patrick Blanc, le laboratoire de botanique tropicale de Paris-Jussieu. La « transgression » est très lente lorsque la zone non boisée est occupée par des fougères ou des bambous à grande vigueur végétative, qui bloquent la repousse des espèces ligneuses. De sorte que, localement, « une petite sécheresse peut avoir des conséquences sur plusieurs siècles ». L'avancée de la forêt, dans ce cas, peut être limitée à 100 mètres par siècle, comme à Boa Vista (Amazonie brésilienne), voire beaucoup moins.

Cette tendance naturelle à la reconquête en zone tropicale, aujourd'hui, est presque partout battue en brèche par l'action de l'homme. La forêt amazonienne est défrichée au profit de l'agriculture et surtout de l'élevage, les forêts de Sumatra et Bornéo sont exploitées « à blanc » pour le bois, les forêts malgaches disparaissent sous la hache des villageois qui plantent le riz de montagne. Partout où l'homme est présent, les feux de brousse allumés pour le bétail empêchent la forêt de regagner naturellement son terrain. Ce retrait, qui n'est plus lié aux grandes respirations climatiques, s'opère à une vitesse qui bouleverse l'équilibre du milieu. C'est cette précipitation qui représente une menace pour l'avenir de la planète.

Roger Cans

ENSEMBLE CONTRE LE SIDA

6^{ème} Appel d'Offres destiné aux chercheurs cliniciens et fondamentalistes

FONDATION POUR LA RECHERCHE MÉDICALE

Le Comité Scientifique SIDA a déjà lancé 5 appels d'offres en juin 1994, Octobre 1994, Janvier 1995, Juillet 1995, Janvier 1996. Plus de 288 projets ont été financés ainsi qu'environ 223 bourses.

Le Comité Scientifique propose un nouvel appel d'offres non thématique.

6^{ème} appel d'offres clos le 1^{er} juin 1996

Subventions SIDACTION

Les projets peuvent concerner tous les domaines de la recherche fondamentale, y compris les sciences sociales, mais également les domaines de la recherche clinique et thérapeutique. L'aide à la recherche clinique, pour les services ou unités cliniques particulièrement impliqués dans la prise en charge des patients, sera également prise en compte. D'une façon générale, les projets déjà financés par l'Agence Nationale de Recherche sur le SIDA (subvention) ne seront aidés que dans un souci de complémentarité, en particulier au niveau des moyens en personnel.

Lors de cet appel d'offres, les demandes de contrat déposées à l'Agence Nationale de Recherche sur le SIDA, le 1^{er} juillet 1996, ne seront pas prises en considération.

Bourses SIDACTION

Il s'agit d'une aide à de jeunes chercheurs confirmés intégrés à une équipe de haut niveau. Les demandes peuvent concerner des chercheurs français ou étrangers de niveau post-doctoral, des médecins ou pharmaciens se consacrant à la recherche clinique et thérapeutique, des statisticiens ou des informaticiens dont les projets intéressent le SIDA. Ces bourses seront d'une durée d'un an éventuellement renouvelables. Des bourses pourront également financer un stage de durée limitée (1 à 3 mois) de chercheurs français à l'étranger.

Un rapport scientifique sera demandé au terme de la bourse.

Ces bourses sont de niveau post-doctoral mais pourront être également attribuées à des étudiants dans leur dernière année de thèse et nécessitant une bourse de soutien.

Les dossiers peuvent être obtenus exclusivement par demande écrite (courrier ou fax) à l'adresse suivante :



FONDATION POUR LA RECHERCHE MÉDICALE
Appel d'Offres SIDACTION
54, rue de Varenne - 75335 Paris - Cedex 07
Fax : 44 39 75 99

Un logiciel permet de filtrer la publicité sur Internet

SAN FRANCISCO

correspondance

Contrôler la publicité. Vieux rêve des temps modernes. Combien d'utilisateurs ne donneraient pas une

petite fortune pour avoir des lunettes capables d'effacer les panneaux sur les autoroutes ? Une machine qui ne laisse

passer la pub quand on en a besoin. Sur le Web, qui devient le dernier espace d'affichage à la mode, c'est maintenant possible.

WebFilter – qui répondait au nom plus cru de NoShit dans une version antérieure – permet de filtrer les « parties gênantes d'un site qu'on visite souvent », affirme son auteur, Axel Boldt, étudiant en doctorat à l'université de Californie à Santa Barbara. Lorsque l'utilisateur demande à son navigateur (logiciel de recherche d'adresses électroniques) de le conduire à telle page du Web, ce dernier, au lieu de contacter directement le serveur où elle se trouve, interroge un serveur intermédiaire (proxy) situé dans son propre ordinateur ou tout près (sur une machine Unix). C'est alors le proxy qui va chercher la page souhaitée et la transmettre au browser.

L'astuce d'Axel Boldt consiste à fournir au proxy une liste des URL (adresses électroniques) à surveiller

et les filtres nécessaires. Ainsi, lorsque le proxy est sollicité pour aller consulter une des pages dont l'adresse figure sur sa liste, le filtre mis en place au préalable ne laisse pas passer ce qui gêne. Tout le reste apparaît intact. Cette méthode permet à la fois de fonctionner avec n'importe quel browser et de filtrer ce qu'on veut (sauf la vidéo).

LOURD À MANIER

Efficace, ce système est difficile à mettre en place pour les non-spécialistes. Il est en outre lourd à manier dans la mesure où il doit être alimenté avec un ou plusieurs scripts spécifiques pour chaque page du Web que l'utilisateur souhaite modifier. Un problème qu'Axel Boldt s'efforce de résoudre en fournissant une liste des filtres nécessaires pour les sites les plus populaires tels que Lycos, Yahoo et HotWired.

La technique utilisée par le WebFilter permet en fait de moduler la façon dont le Web apparaît sur un ordinateur en fonction du goût de l'utilisateur qui peut filtrer les graphiques trop longs à télécharger ou les propos obscènes.

Né en Allemagne, installé en Californie, Axel Boldt est un personnage représentatif de la cyberculture. Vingt-neuf ans, fort en maths – il travaille sur la théorie de la représentation des algèbres à dimension finie –, il a des opinions sur tout et les affiche sur le Web : depuis

les courses de taureaux jusqu'au sida en passant par le fascisme ou les expériences nucléaires françaises. Il ne se dit pas opposé à toute forme de publicité. Mais dans la mesure où il ne se souvient pas d'avoir lué « la moindre partie de [son] temps, de [sa] bande passante, de la surface de [son] écran ou de [sa] capacité cérébrale à qui que ce soit », il demande à ceux qui veulent faire connaître leurs produits ou leurs services sur Internet de s'exprimer sur leurs propres pages sans l'obliger à télécharger leurs « messages » au milieu des informations dont il a besoin.

A côté de ses explications techniques détaillées et de ses opinions politiques tranchées, Axel Boldt a laissé un espace pour les « commentaires ». Certains publicistes et certaines petites compagnies qui se lancent sur le Web lui font ainsi remarquer que la pub est indispensable à la croissance de ce nouveau média. Mais l'étudiant américain n'en démord pas : il est vital de préserver des espaces sans pub.

Francis Pisani
fpisani@aol.com

★ La page d'accueil d'Axel Boldt : <http://emile.math.ucsb.edu/~boldt/>

Pour télécharger WebFilter en Europe : http://math-www.uni-paderborn.de/~axel/NoShit/WebFilter_0.4.tar.gz

Le FC Nantes est contraint de retrouver ses vertus offensives pour éliminer la Juventus Turin

Les deux clubs visent la finale de la Ligue des champions

Le FC Nantes reçoit la Juventus Turin, mercredi 17 avril, en demi-finale de la Ligue des champions. Pour espérer se qualifier pour la pre-

mière finale européenne de leur histoire, les Nantais doivent remonter leur retard de deux buts encaissés au match aller. A court d'effec-

tifs, ils doivent surtout renouer avec leur inspiration et la qualité technique qui fait la marque de leur football.

Le FC Nantes-Atlantique est contraint à l'exploit s'il entend accéder à la première finale de coupe d'Europe de son histoire. Le club devra rattraper, mercredi 17 avril, au stade de la Beaujoire, en demi-finale retour de la Ligue des champions, les deux buts encaissés à Turin contre la Juventus. Il lui faudra surtout remonter le cours de son football. Le temps d'une rencontre, la candidate au voyage à Rome, lieu de la finale, devra redevenir l'équipe d'exception qu'elle a su être quelquefois en des temps pas si reculés. Le génie sera son seul vicaire.

Les deux buts encaissés au stade de la Beaujoire ont au moins cet avantage qu'ils vont contraindre Nantes à renouer avec des vertus offensives. Cela tombe bien puisque cette équipe ne sait pas vraiment défendre. Sa seule immunité est de monopoliser la balle, de prendre le jeu à son compte, non de détruire celui de son adversaire. Le cadenas que Jean-Claude Suaudeau, l'entraîneur, a tenté de mettre en place à Turin n'a eu pour conséquence qu'un score peu flatteur (2-0) et sept cartons jaunes naïvement récoltés. Le centre de formation de la jeunesse nautaise des beaux footballeurs, pas des mauvais garçons. Les Canaris ont un match pour retrouver leur personnalité après s'être dévoyés.

Quatre-vingt-dix minutes, c'est bien peu pour une si grave introspection. L'école nantaise a ceci d'inhabituel qu'elle ne tolère que l'excellence. Le jeu tel qu'apprenti sur les bords de l'Erdre ne conçoit pas l'approximation. Sinon, il devient immédiatement médiocre. Le football oscille ici sans cesse entre enivrement et pitié. Ce qui explique les vertigineux coups de yo-yo qui ont enflammé son histoire dans le championnat de France. Comment expliquer autrement qu'une équipe ayant totalisé 79 points et une seule défaite lors de la saison 94-95 se retrouve actuellement avec 47 points et déjà 10 revers au compteur ? Les départs de Patrice Loko et Christian Karembeu ne peuvent seuls justifier pareille dégringolade.

MAINTIEN EN STANDING

Toute cette saison, le FC Nantes a ressemblé à une sauterelle à laquelle un entomologiste cruel aurait enlevé un à un les membres pour savoir à quel moment elle cessera de se mouvoir. A chaque match, l'équipe devait palier une nouvelle indisponibilité. Les longues blessures de Jocelyn Gourvenec, de Nicolas Ouédraogo puis de Japhet N'Doram, les expulsions prolongées de Jean-Michel Ferri puis de Reynald Pedros se sont accumulées. L'expérience de vivisection a semblé trouver sa tragique conclusion avec l'équipe sans âme qui a évolué en Italie.

Jean-Claude Suaudeau peut, à

juste titre, envier la richesse de l'effectif turinois « avec une équipe bis et la possibilité, à chaque poste, de faire jouer une doublure de la même qualité que le titulaire ». Le club de Loire-Atlantique joue, lui, presque sans rechange. Il doit donc étoffer son effectif s'il entend lasser ses performances à l'année longue, voire d'une saison à l'autre, et ne plus seulement compter sur d'éphémères embellies dues à des générations spontanées.

Le FC Nantes a toujours fait confiance à ses jeunes et n'entend pas varier d'un iota. « Nous n'avons pas l'intention de modifier la politique de fond du club, affirme Guy Scherrer, le président du club. Or, de l'avis même de Reynald Pedros, responsable de la formation à la jonction, le réservoir est actuellement moins prometteur. Est-ce le signe d'un retour aux jours ordinaires en Loire-Atlantique ? « Une génération comme celle que nous avons connue ne se voit que rarement », admet son président.

Mais les dirigeants ont appris dans leur chair les dangers de vouloir garder les joueurs coûte que coûte. En 1992, lorsque Guy Scherrer a pris ses fonctions, le club était au bord du défilé de bilan pour avoir voulu maintenir à tout prix son standing. Il repartait avec un budget étique de 40 millions de francs. Depuis, la sagesse a prévalu, qui a contraint le président, malgré l'ère de Jean-Claude Suaudeau, à laisser s'échapper deux de ses meilleurs éléments vers le Pa-

ris-SG et la Sampdoria Gênes. Mais, quel que soit le résultat de mercredi, l'excellente campagne européenne des Nantais aura eu des répercussions bénéfiques sur le budget. Au premier jour, Guy Scherrer estime que la Ligue des champions a déjà gonflé les recettes de plus de 50 millions de francs. Le budget prévisionnel, qui avait déjà dépassé la barre des 100 millions de francs cette saison, devrait encore s'enfler. Les bénéfices devraient permettre de mener plus avant la construction de ce grand club qu'appellent de leurs vœux les dirigeants. « Il y a trois ans, le FCNA était une équipe sinistrée, explique le président. Je voudrais qu'on me laisse un peu de temps. »

Benoît Hopquin

Les retransmissions télévisées

● Mardi 16 avril : Bordeaux-Prague (Coupe de l'UEFA) en direct sur Canal Plus à 20 h 15.
● Mercredi 17 avril : Juventus Turin-Nantes (Ligue des champions) en direct sur TF1 à 20 h 20 puis, à 22 h 25, la deuxième demi-finale Panathinaïkos Athènes-Ajax Amsterdam en différé.
● Jeudi 18 avril : Paris SG-La Corogne (Coupe des coupes) en direct sur TF1 à 20 h 40.

Le marathon a fêté à Boston son premier siècle d'histoire

Le Kényan Tanui et l'Allemande Pippig s'imposent

BOSTON
correspondance

Le marathon n'est pas né à Boston. A en croire la légende, c'est le soldat athénien Philippides qui le premier a couru, en 490 avant J.C., la distance mythique qui sépare Marathon d'Athènes pour annoncer la victoire sur les Perses. Mais à ce détail près, son histoire pourrait facilement se confondre avec celle que racontent les rues usées qui découpent avec précision la vieille cité du Massachusetts. Lundi 15 avril 1996, Boston a célébré avec faste le centenaire universel de son marathon. Cent ans. Un bail qui donne à la ville le droit de se prendre, sans fanfaronnerie, pour l'authentique capitale de la course sur route.

Ce premier siècle d'histoire, Boston l'a fêté en oubliant pour un jour ses strictes habitudes. Traditionnellement fermée au plus grand nombre par la faute d'un parcours souvent enjau, la course a ouvert toutes grandes ses portes. Et laissé entrer dans ses rues près de 40 000 concurrents. Un record du genre que les derniers partants ont eu tout le temps de méditer : l'étroitesse de la zone de départ, large d'une petite quinzaine de mètres, les a contraints à patienter trois bons quarts d'heure avant de pouvoir s'élancer. Difficile, dans ces conditions, de songer à la moindre performance. Mais peu importe. Cette année, l'essentiel n'était pas de défer le chronomètre. « Nous sommes là pour faire Boston, résume un coureur français. Cent ans, c'est une date qui compte. Il fallait en être. » Une explication partagée par les dix mille étrangers venus frapper du pied les rues bondées de la ville.

UNE ÉPREUVE À SON IMAGE

Enrichie depuis dix ans par la générosité sans limite d'une compagnie d'assurances, la course passe aujourd'hui pour la plus fortunée du monde. Ses deux vainqueurs, le Kényan Moses Tanui (2 h 09 min 16 s) et l'Allemande Uta Pippig (2 h 27 min 12 s), en sont repartis lundi soir plus riches de 500 000 francs. Et la même somme aurait été offerte à Cosmas Ndeti, classé premier des trois derniers athlètes, en échange de sa seule présence sur la ligne de départ. L'argent, pourtant, a longtemps été tenu pour intrus. Trop fier de son passé pour songer même à bouleverser ses habitudes, le Marathon de Boston a résisté jusqu'en 1986 à la loi du marché. Jusque-là, son nom seul et la qualité de son organisation suffisaient à lui assu-

rer la présence des plus grands. Au vainqueur, il était alors offert une médaille d'or, une simple poignée de main et le présent dérisoire d'une couronne de lauriers.

De ses origines, la course se souvient avec une précision de vieux historien. Elle n'a oublié aucun de ses vainqueurs. Et rien ne semble plus la réjouir que le récit de sa première édition. En avril 1896, quinze coureurs locaux avaient tracé d'un trait rapide une ligne de départ sur une route de campagne au revêtement incertain. Leur idée : vivre à leur tour, pour le simple plaisir de la course, l'expérience des participants du premier marathon olympique, disputé le 10 avril 1896 dans les rues d'Athènes. Dix d'entre eux ont achevé la course. Assez pour penser à prolonger, dès l'année suivante, ce bien curieux pari.

De 40

à 42,195 kilomètres

Le parcours du premier marathon disputé lors des Jeux olympiques d'Athènes, en 1896, fit l'objet d'un débat entre les organisateurs, qui finalement ont retenu le tracé le plus court, qui était précisément de 40 kilomètres. C'est sur cette distance que furent disputés les marathons jusqu'aux Jeux olympiques de Londres, en 1908. L'épouse du roi Édouard VII souhaita alors voir le départ des coureurs, qui, pour son confort, fut donné sous les fenêtres du château de Windsor. De là jusqu'à la ligne d'arrivée, tracée dans le stade de Shepherd's Bush (rebaptisé ensuite White City), il y avait 26 miles et 385 yards, soit 42,195 kilomètres. Depuis lors, la course qui célèbre la victoire de Miltiadis sur Darios doit sa longueur à un royal caprice anglais.

La suite ? Boston se fabrique en peu de temps une épreuve à son image, digne et élégante, soignée mais résolument conservatrice. La course emprunte longtemps le parcours choisi par ses premiers athlètes. Elle se refuse jusqu'en 1970 à sélectionner ses partants en déterminant un temps de qualification. Et ne consent pas à autoriser la moindre présence féminine avant 1972. Six ans plus tôt, une femme avait bien achevé l'épreuve, mais elle l'avait fait sans porter sur elle le moindre dossard. L'année suivante, une autre avait osé défer les règles en se faisant passer pour un homme sur son formulaire d'inscription. Mais la supercherie avait été découverte dès les premiers kilomètres. Violentement prise à parti par un officier fureur, Kathrine Switzer n'avait dû qu'à la présence à ses côtés de son entraîneur de pouvoir poursuivre et achever la course.

LE « PATRIOTS'DAY »

Aujourd'hui, Boston aime expliquer que le succès de son marathon tient en partie à son attachement à la tradition. Souvent maltraitée par les éléments, la course a connu plusieurs tempêtes de neige et résisté, en 1976, à des températures proches de 40 degrés. Mais elle n'a jamais songé à se choisir une date plus propice. Organisée depuis ses origines le troisième lundi du printemps, le « Patriots'Day », elle se moque bien de savoir que son impact médiatique serait plus fort un dimanche. Et rien ne la fera changer d'avis tant que ses dossards se négocieront, au marché noir, à plus de 2 500 francs. Et qu'il se trouvera encore des amoureux de l'effort pour proposer à ses officiels de laver leur voiture, tous les week-ends de l'année, en échange d'une bonne place sur sa ligne de départ.

Alain Mercier

Le football américain tente une nouvelle percée en Europe

LA NATIONAL Football League (NFL), le championnat professionnel de football américain, manque d'espace. Depuis plusieurs années, elle tente d'installer son sport sur le Vieux Continent. Composée de sept équipes américaines et trois européennes, sa Ligue mondiale de football américain lancée en 1991 avait reçu un accueil tiède de la part du public d'outre-Atlantique. Gâvés de septembre à janvier de matches de haute qualité, les fans américains avaient boudé les retransmissions télévisées de ce championnat insolite et bittard. « L'idée consistait à proposer encore plus de football américain aux passionnés en prolongeant la saison par une variante qui impliquait des équipes européennes, explique David Tossell, directeur de la communication de la Ligue mondiale. Mais cette expérience n'a été un succès qu'en Europe. Nous avons donc réfléchi et effectué des études de marché pour établir dans quel pays européen la Ligue trouverait le meilleur accueil. »

Gavin Hastings change de sport

L'information a d'abord fait l'effet d'une vulgaire manœuvre publicitaire. Gavin Hastings, l'ancien capitaine de l'équipe d'Ecosse de rugby, tentait, à trente-quatre ans, de devenir « kicker » (buteur) des Scottish Claymores, une équipe de la Ligue mondiale qui évolue dans le Murrayfield des gâtés. Mais l'ancien arrière n'a fait preuve que d'application et d'humilité pour décrocher sa sélection pour la saison 1996. « Je savais qu'il s'agissait d'un véritable choc culturel », a-t-il déclaré au quotidien britannique *The Independent*. « Je découvre une nouveauté chaque jour. » « Le poste de « kicker » exige moins de condition physique que d'autres, explique toutefois un spécialiste. Tout devrait bien se passer pour Gavin s'il botte assez vite pour ne pas être heurté par les joueurs qui sont censés lui rentrer dedans. »

■ CYCLISME : Jean-Marie Leblanc, l'organisateur de Paris-Roubaix, a mis en cause Patrick Lefèvre, le directeur sportif de l'équipe Mapei, qui a dominé, dimanche 14 avril, la classique française. « Patrick Lefèvre a été surpris dimanche en défilé de tricherie », a expliqué le directeur général de la Société du Tour de France. Deux de ses coureurs, Bortolami et Museeuw, sont revenus après crevaisson et ont été aidés par le mécanicien de la voiture. Le Pti d'ailleurs signalé au président du jury. « Cela ne mérite pas une mise hors course, mais il s'agit d'une tricherie », a insisté Jean-Marie Leblanc qui « regrette la forme qu'a pris le final de la course et les palabres ostensibles entre les coureurs ».

La Ligue mondiale, basée à Londres et financée en partie par les réseaux de télévision de Rupert Murdoch, vient donc d'être relancée, samedi 12 avril. Six équipes implantées dans six villes européennes - Amsterdam, Barcelone, Francfort, Londres, Düsseldorf et Edimbourg - s'affrontent désormais sur la base de matches aller-retour. Dix rencontres au total pour chaque formation, étalées sur les week-ends de la mi-avril à la mi-juin. David Tossell justifie l'adhésion de deux métropoles allemandes à l'événement par la volonté de créer une rivalité nationale attrayante pour le public et un engouement encore plus fort chez les jeunes. Les critères de choix et les véritables motivations de la Ligue mondiale restent cependant vagues. « L'intérêt des téléspectateurs pour ce sport chez nous est difficile à quantifier, explique un responsable de télévision allemande. Sûrement autant que celui des téléspectateurs américains pour notre football. »

Comment passionner les foules

pour une activité sportive si saisonnière qu'elle pourrait s'apparenter à un circuit d'exhibitions ? Les équipes - composées de quarante personnes - n'ouvrent leurs rangs qu'à sept joueurs européens triés sur le volet à l'issue de périodes de sélection organisées aux États-Unis pendant l'hiver. Le reste des effectifs et de l'encadrement est prêt pour le championnat américain. A la fin de l'hiver, les six petites troupes rallient pour trois semaines des camps d'entraînement draconiens aux États-Unis, avant de migrer vers les hôtes que leurs clubs d'adoption ont choisis pour base en Europe. Deux mois et demi plus tard ils retourneront vaguer à leurs études, à leur travail ou... à leurs rêves de NFL.

« L'intérêt des téléspectateurs pour ce sport est difficile à quantifier »

Car la Ligue mondiale constitue surtout pour les joueurs américains trop tendres ou trop modestes, une alternative enrichissante aux fastidieux séjours sur les bancs de touche des clubs américains ou à une retraite anticipée. Hébergés gratuitement, rémunérés pour leur courte saison de 60 000 à 100 000 francs pour les titulaires et 25 000 francs pour les remplaçants, nombre d'équipiers d'université restent aux portes de la NFL ou de joueurs de clubs américains mal dégrossis apprécient l'expérience. « Certains progressent tellement en jouant en Ligue mondiale qu'ils réintègrent leur club de NFL comme titulaires après une saison », dit David Tossell. A l'inverse, le maigre contingent de joueurs européens de la Ligue mondiale ne peut guère raisonnablement aspirer aux honneurs de la NFL. Jusqu'ici seul l'Allemand Werner Hippler des Galaxy de Francfort a pu s'expatrier chez les Chargers de San Diego.

Parmi les joueurs européens, la Ligue mondiale favorise plutôt les secondes carrières d'anciens gloires du football et du rugby dont la présence génère la publi-

té et l'attention médiatique. Ainsi, Manfred Burgsmüller, l'un des tout meilleurs buteurs du championnat allemand du ballon rond est devenu, à quarante-six ans, le buteur des Rhein Fire de Düsseldorf. L'ex-capitaine de l'équipe de rugby d'Ecosse, Gavin Hastings, trente-quatre ans, a tout aussi chèrement gagné cette place lors de sélections que la Ligue mondiale joue parfaitement impartialement, pour évoluer cette saison avec les Scottish Claymores d'Edimbourg.

L'affaire paraît sérieuse. « Ces vedettes ne mettraient pas leur réputation en danger pour une simple opération publicitaire », jure David Tossell. A la Ligue mondiale, où l'on prétend croire à l'avenir européen du football américain, la création d'autres équipes est souvent évoquée. Mais le public s'amusera-t-il longtemps à encourager des joueurs américains de seconde zone ?

Patricia Jolly

Le Monde

DOCUMENTS Littéraires

Les écrivains américains à PARIS

Promenade sur les pas d'Hemingway, Fitzgerald, Miller et les autres, dans le Paris de l'entre-deux-guerres, où fête se conjugue avec drogue parfois, alcool toujours, et liberté de mœurs comme art de vivre.

Maupassant face au Horla

Maupassant croque la vie à pleines dents. Le plus lu des écrivains français est un fou de femmes, de plaisir, d'écriture et, derrière cette folie, la folie tout court.

AVRIL 1996 - 13 F

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

God save the beef

Soupe à la grimace dans ce restaurant anglais de Paris privé brutalement de ses plats vedettes

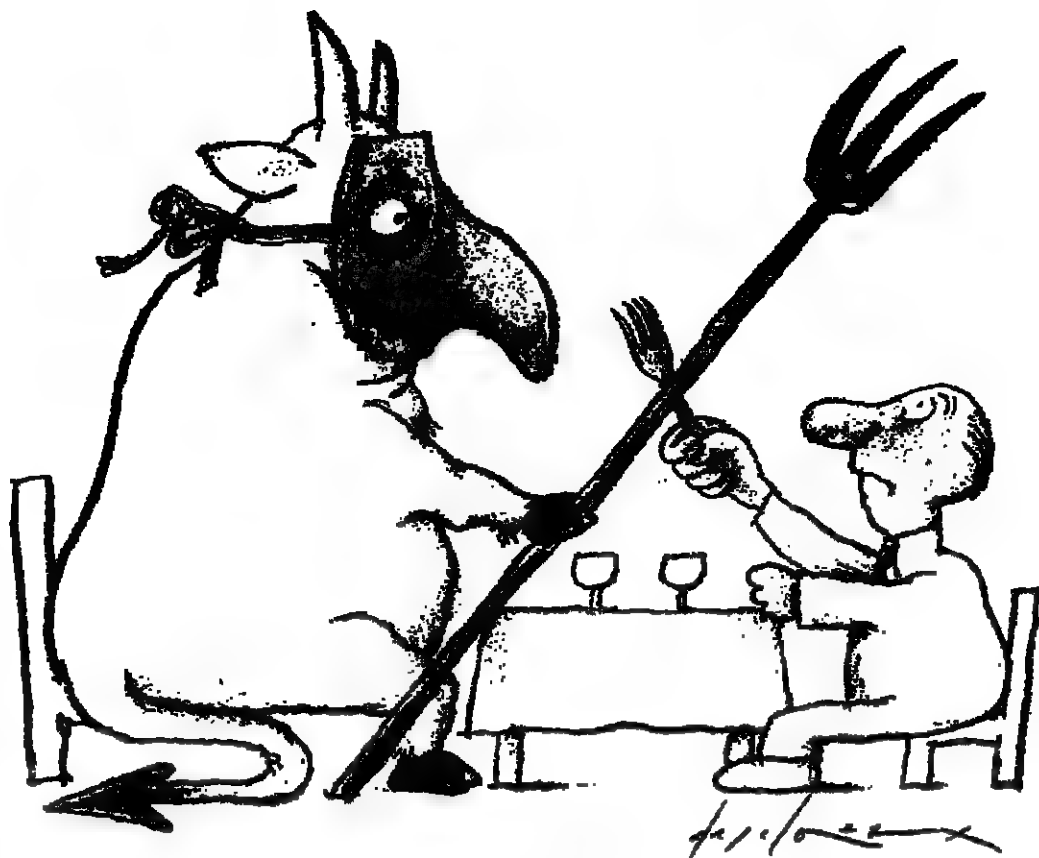
LA MAUVAISE, très mauvaise nouvelle était tombée dans la journée. Le soir même, un groupe d'Écossais, venus soutenir une campagne de promotion sur le pays aux monstres lacustres qu'on ne voit jamais et aux fantômes qui terminent leur carrière avec une chirose du foie, mangèrent, sur le continent, leur dernier bœuf angus de la saison. A Paris, au Bertie's, le meilleur restaurant anglais d'Europe, selon un chroniqueur du *Daily Telegraph*, on prenait des dispositions pour mettre la carte en berne.

Il faut aux Britanniques les pires raisons pour ne plus se « selfcontrôler ». C'est fait. Dézinguer leur économie est une chose, toucher au fleuron de leur gastronomie, mettre en doute l'excellence des conditions d'élevage de ce cheptel des terres d'Écosse estampillé comme parfaitement recommandable et mondialement cité pour être l'un des plus savoureux sur cette planète de ploucs - « *Tous les peuples sont ratés, le nôtre un peu moins que les autres* » -, voilà qui leur a déplié.

PAS DE VALISSE DIPLOMATIQUE

Ambassade, certes, mais seulement du goût britannique en France, il était difficile au Bertie's de faire convoquer les trains de côtes de bœuf par la valise diplomatique. Mortifié, le chef s'est rabattu sans plaisir sur du charolais et de la blonde d'Aquitaine. Drôle de drame pour le petit cercle d'habités qui venaient, le jeudi et le dimanche, célébrer les rencontres du *roast rib of beef* et de la *horsesradish sauce*, flanqués de l'inaltérable *Yorkshire pudding*; et le samedi s'abattre dans les délices du filet en croûte, sauce madère, appelé « *à la Wellington* ». Arthur, duc de Wellesley, l'authentique, le descendant de la Grande Armée à Waterloo. Waterloo.

L'Union Jack peut cependant continuer à flotter rue Léo-Delibes, à deux pas du très classe Hôtel Baltimore, la cuisine d'outre-Manche - calomniée sans preuves depuis la nuit des temps, bouc émissaire du choc culturel



entre deux nations - ayant plus de résonance que l'on ne pourrait croire. Ambiance club pour cet établissement où il ne faudra pas s'étonner de déjeuner ou de dîner en compagnie des représentants de la famille royale photographiés dans les différents états qui doivent être les leurs dans l'exercice de ce délicat boulot. En calèche, à cheval ou par temps de guerre, avec bonnet d'ours de grenadier ou short colonial réglementaire, avec Elizabeth encore toute jeune et sous les regards de son père, l'homme au regard noyé d'incertitudes, l'Angleterre se passe en revue. Pittoresque, pas vraiment oppressant.

Pas d'angus, mais alors quoi ? En lever de rideau, le sommelier, qui, devant cette salle taillée en coupes claires, n'avait pas vraiment l'esprit à rire, aura pourtant cette jolte formule à propos du vignoble britannique et de ses productions : « *Disons qu'il faut des cépages qui résistent aux deux mois de soleil.* » Cépages allemands, donc, qui faisaient ressembler ces châteaux valley, produit dans les alentours d'Oxford, à un blanc de France. Le repas n'allait se dérouler sous sa garde légère et fruitée.

Exception faite pour ce *traditional oak smoked Scottish salmon*, saumon écossais fumé au bois de chêne, qui débarque en entrée avec sa bouteille de bunnahabhain sous le bras, un douze ans d'âge, de la région d'Islay, au goût de miel et de cire qui faisait sauter le poisson de plaisir. Deux compères se jouant une blague. Il faut essayer une fois. Très surprenant. Tout ça

commençait bien. Un gentleman érudit, non, maître d'hôtel, mais seulement ici « chargé de clientèle » - un Français tombé sous les arceaux du charme britannique -, explique que la recette qui va suivre est d'origine victorienne, le Bertie's se flattant de ne rien abandonner de ce qui avait fait la gloire des tables de l'Empire quand Albion, la redoutable, était encore maîtresse et patronne du monde. Envoyez le plat ! C'est un crabe, *dressed crab*, décoré et préparé dans sa carapace avec une mayonnaise aux herbes, salade et œufs mimosas. Succulent, précis, très remarquablement apprêté ; pas d'autres mots. A ce moment-là, il fallait espérer que tout allait encore très bien fonctionner.

SUCRÉ-SALÉ

Et ça fonctionne. De mieux en mieux. Voilà un canard d'Aylesbury rôti, avec sauce à l'orange ; un citoyen élevé sous les pompiers et jeté - mort - dans l'eau bouillante pour mieux le relancer dans son moelleux. Algues, tomates, carottes et pommes de terre en accompagnement. Et alors les oranges, la sauce... vite, du rab ! Les Anglais ont eu raison de voyager : ils savent ce que sauté-sucré veut dire. Toutes lettres, exotisme de plein vent et leur ont rendu plus compréhensible l'héritage médiéval qui hante leurs fourneaux.

Le dessert vient ici avant l'arri-

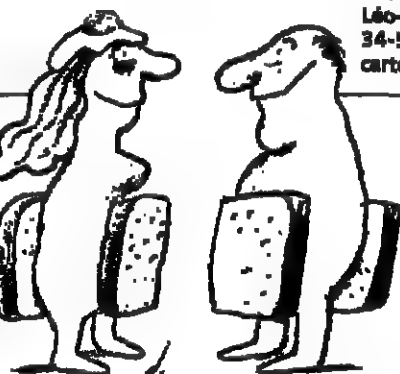
vée de sa majesté le stilton, comme si aucune douceur ne pouvait l'égaliser et s'arroger le droit de conclure le repas. Il s'agit d'une genoise vaporisée - genre *zuppa inglese* - à la confiture de cerise et parfumée au sherry, dénomination anglaise du xérès. Date de mise en œuvre de l'ouvrage, 1672. Et puis entrée du fameux fromage.

Il est de la famille des chesters, des roqueforts, des fourmes d'Ambert. C'est un « bleu ». C'est aussi un personnage autour duquel s'est installée une légende que ses adeptes entretiennent avec la plus grande dévotion. Il faut dire aussi que son compagnon de route, le porto, l'a toujours aidé à entretenir sa renommée ; à moins que ce ne soit le contraire. On ne sait plus. Chez Bertie's, ils sont servis étroitement enlacés avec une petite cour d'amis d'enfance où l'on distingue du raisin noir, du céleri en branche et des biscuits, dont les célèbres crackers. Le stilton de ce soir-là faisait équipe avec un Sandeman 1985, qui passera la main à un Churchill's 91, puis à un Graham's Malverdy 79.

Et pour se rafraîchir les idées après autant de malentendus éclaircis, il faut savoir que l'eau que l'on sert dans ce restaurant est cent pour cent britannique. Une maison durement secouée par le Blitz, mais encore debout. Et très sûre.

Jean-Pierre Quélin

* Bertie's, Hôtel Baltimore, 1, rue Léo-Delibes, 75116 Paris. Tél. : 44-34-54-34. Menu : 195 F. A la carte : 350 F.



bistrot avec ceux vendus dans le commerce pour « cuisiner » à domicile, c'était avant tout la taille. Le croque au comptoir restait nettement plus grand que son cousin issu de germain.

Pour rattraper ce déficit, Herta, leader du croque-monsieur en grande surface (1 300 tonnes l'an dernier) lançait donc il y a quelques semaines son « maxi », un format comparable à celui qu'on sert au zinc : 160 grammes, contre les traditionnels 100 grammes des produits industriels. La recette, elle, reste inchangée : épaule de porc, absence de nappage béchamel, pastilles de margarine à l'extérieur du pain de mie afin de pouvoir le poêler directement. On s'étonnera d'apprendre que cette formule découle directement de celle d'un fabricant de surgelés. Quand l'entreprise voulut lancer en 1984 le premier croque-monsieur au rayon frais des libres-services, c'est en effet sous sa forme

congelée que ce produit régnait en maître. La recette fut donc calquée sur celle de l'Indus, le leader du marché d'alors. En douze ans, la tendance s'est radicalement inversée : il se vend désormais cinq fois plus de croques frais que surgelés. Cela n'empêche pas les deux marques de fabriquer aujourd'hui leurs croque-monsieur dans la même usine... en Allemagne.

D'ailleurs, ce sandwich a beau être un produit purement hexagonal (on se souvient que Nestlé avait lancé, sans succès, une version « micro-ondable » en Angleterre), on note que les industriels choisissent généralement pour le garnir un fromage néerlandais, le gouda.

Guillaume Crouzet

* Maxi croque-monsieur Herta, 20 F environ les deux. Prix moyen d'un croque-monsieur au café : entre 18 F et 25 F.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LA COLOMBE

Qui aurait eu l'audace d'ouvrir un « bouchon » rue de la Paix, quasi invivable, entre Meller, dit Mellerio, et Van Cleef & Arpels, ou bien tout à côté de Dunhill, sinon un Lozérien, M. Delmas ? Du lundi au samedi midi, il offre des vins honorables et quelques plats mitonnés à l'ombre de la colonne Vendôme. Selon le jour ou l'humeur, la poitrine de veau farcie alterne avec le filet de perche en papillote ; la côte de bœuf et l'entrecôte marchand de vin font merveille dans ce quartier de coffres-forts. L'on y boit un pessac-kognan 1993, Château de France, ou bien un Château de Seguin, un très raisonnable chevery (62 F). Endroit rare et parisien, c'est le seul bistrot de la rue de la Paix où l'on peut donner rendez-vous à une croqueuse de diamants, non loin de l'Hôtel Ritz. De 130 F à 150 F. * Paris, 2, rue de la Paix (75002). Tél. : 42-61-09-69. Fermé samedi soir et dimanche.

CAMILLE

Certains bistrots à la mode donnent un cadre misérable aux plaisirs du palais et, parfois, aux surprises de l'addition. Mais il n'y a pas que des restaurateurs « habiles ». D'autres, plus modestes, aux cartes discrètement taillées, servent une cuisine simple, abondante et sans prétention, à l'image de leur clientèle. Chez Camille, c'est l'heureuse surprise des pommes tièdes au saucisson de Lyon, de la salade landaise, du foie de veau à l'anglaise ou du pot-au-feu Marnie Jeanne, avec os à moelle et légumes savoureux. Un menu à 95 F propose le choix entre un plat, l'entrée ou le dessert. A signaler le potage de légumes, la crème brûlée et un brouilly Château des Tours (40 F). A la carte, compter de 150 F à 200 F. * Paris, 24, rue des Francs-Bourgeois (75003). Tél. : 42-72-20-50. Tous les jours. Voiturier.

HÔTEL DE FRANCE

L'atmosphère vertigineuse des falaises de la presqu'île de Crozon, la sévère beauté d'un paysage de landes battu par les vents s'estompent autour de la rade de Camaret-sur-Mer, charmant port langoustier breton. La salle à manger panoramique de l'Hôtel de France, au décor incertain, est le théâtre d'un spectacle gourmand renouvelé : la cérémonie du plateau de fruits de mer. Huîtres, praires, petites langoustines d'eaux froides, magnifiques araignées de mer, crabes et petites cigales sont - pour 180 F - un enchantement de fraîcheur. Même les jours de grandes marées touristiques, le service reste souriant. Les plats de la carte, un homard turbot grillé ou les saint-jacques panées et persillées, sont de moindre intérêt, mais servis à des prix raisonnables. Parmi les blancs de Loire, un pouilly fumé de Ladouette fera l'affaire. Menus à 90 F, 132 F, 265 F avec d'épatants desserts. * Camaret-sur-Mer, 19, quai Toudouze (29570). Tél. : 98-27-93-06. Tous les jours.

Brasseries

LE ROYAL PEREIRE

Le ciel de la gastronomie est un paysage changeant. La place Pereire était, il y a deux lustres, le domaine incontesté d'étoiles de première grandeur. Aujourd'hui, une simple brasserie est au firmament. Les étoiles, le patron les connaît. Il tenait auparavant le Bar de l'Escadrille, à Trousseau-le-Noble (Yvelines), pour un public d'avionneurs de haute volée. Au Royal, la clientèle a suivi. Dans le quartier, on aime bien les décos « rétro », l'accueil courtois, le service efficace et le grand jeu d'une vraie carte de brasserie, avec ses plats du jour : asperges, langoustines, bar grillé et faux-filet de Saïers. Sans d'ailleurs remarquable. Inconnu au bataillon des guides et gazettes, voici encore, sous une modeste vitrine, du moins un bouquet printanier qui fera des heureux : sept jours sur sept et de 7 heures à 2 heures du matin, selon l'usage. Menu à 138 F. A la carte, compter 60 F. * Paris, 1, place du Maréchal-Juin (75017). Tél. : 47-63-62-04. Tous les jours.

TOUPARY

Le décor d'Hilton Mc Connico durera-t-il aussi longtemps que le Pont-Neuf ? L'atmosphère familière, la qualité de l'espace intérieur, les baies offrant l'une des plus belles vues sur Paris depuis le cinquième étage de la Samaritaine suffiraient à justifier le succès de cette table aux airs de brasserie de luxe. A l'heure du déjeuner, on se perd un peu dans les innombrables formules à 69 F, 95 F et 139 F. Nous avons choisi, à la carte, une assiette de saucisson centrée de Laguiole et une estouffade de joue de bœuf, volaille de Loué, saucisson de Lyon et pied de veau au vin de la vallée du Rhône, plat passablement complexe, mais d'honnête facture. Le soir, changement de décor. La Monnaie, l'Institut et la Conciergerie paraissent s'agiter sous les feux de la rampe des bateaux-mouches ; le chef Bruno Bonnelles, pendant ce temps, concocte sagement une cuisine délicatement méditerranéenne, la bouillabaisse de volaille (I) à la provençale, le mignon de porc au jus d'olives cassées et panais. A la carte, compter 235 F (midi) et 285 F (soir), vin compris. * Paris, Quai du Louvre, entrée côté Pont-Neuf (75001). Tél. : 40-41-29-29. Fermé le dimanche. Voiturier. Parking Saint-Germain-l'Auxerrois.

Gastronomie

LES JARDINS DE BAGATELLE

Alain Raichon fait un heureux retour à proximité de la « folie » que fit construire le comte d'Artois, futur Charles X, en 1777. Les communs - bâtis au XIX^e siècle - abritent quelques salons et une terrasse vitrée ouverte sur l'une des plus agréables perspectives paysagères du parc de Bagatelle, où l'on peut voir aussi la roseraie dessinée par Forestier, l'alter ego d'Alphonse. De la carte du Saint-Moritz, Raichon - né à Champagne - n'a conservé pour le moment que quelques souvenirs : les œufs en cocotte aux morilles, le foie de canard macéré au vin de paille, en attendant la saison de la poularde au vin jaune, que Laurent (41, avenue Gabriel (75008) ; tél. : 42-25-00-39) est l'un des rares à maintenir sur sa carte de printemps. Chef très parcimonieux de ses effets, attentif aux harmonies des mets et des vins - le magret de canard aux épices et la poire rôtie au miel sont nécessairement servis avec un arbois de la maison Rolet -, Alain Raichon impose un classicisme sans détours à une brigade nombreuse. La poêlée de ris et de rognons de veau aux champignons des bois ou la lotte rôtie aux lentilles vertes, petits oignons et lardons, ont les vertus d'une cuisine sérieuse et sûre, prestement servie. Délicieuse charlotte de pain d'épices aux fruits secs. Menu d'affaires à 220 F. Dimanche midi : 250 F. A la carte, compter 280 F. * Paris, Route de Sèvres à Neuilly, parc de Bagatelle - bois de Boulogne (75016). Tél. : 40-67-98-29. Tous les jours.

Jean-Claude Ribaut

PARIS 6^e

ALSACE A PARIS T.J.L.
43.26.89.36
9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS
CHOUKROUTES, GRILLADES,
FLAMMEKEUCHE, POISSONS,
HUITRES ET COQUILLAGES

PARIS 14^e

LA PERLE DES ANTILLES
Restaurant de spécialités Antillaises
Ouvert tous les jours - 1 Tapis au Saut à Mille
vous propose des menus gourmands
à 180 et 190 F - vin - apéritif compris
et spécialement un plat de choix "Le Maître de Cuisine"
28, rue de Montreuil, Paris 14^e - M^o Alibi - 45.42.81.25

NEUILLY

FOC LY
RESTAURANT
CHINOIS ET THAILANDAIS
Salons particuliers
Neuilly
79, av. Charles-de-Gaulle, 48.24.43.38
et 71, av. de Suffren (7^e), 47.83.27.12

LA GASTRONOMIE dans "LE MONDE" c'est chaque Mardi matin

Pour vos annonces publicitaires, contactez le 44.43.77.36 (Fax 44.43.77.39)

UN VENT DE RENOUVEAU VENU DE LA ROCHELLE...

Il arrive de La Rochelle pour jeter l'ancre à La Rochelle-Alma... tout naturellement. Grand le nez dans les embruns, Jean Bourdin, bien connu dans sa ville natale pour son art d'accueillir la pêche du jour est le nouveau capitaine du LA ROCHELLE de l'Alma. Difficile de résister à l'appel du large lancé par le superbe banc d'Écaille revu et étoffé. Naviguant autant en salle qu'en cuisine, Jean Bourdin appose aussi sa touche au répertoire exclusivement marin et relance le traditionnel plat du jour à midi à 129 F. - Carte : environ 200 F.

- 5, place de l'Alma (8^e), 47.23.47.11.
- 12, place Saint-Augustin (8^e), 45.22.33.05.
- Place du Châtelet (7^e), 42.33.48.44. Voiturier.

Restaurants ouverts 7 jours sur 7.

Bistrots

LA COLUMBIENNE
 100, rue de la Harpe, 75004 Paris
 01 47 33 11 11

Cafés

LA COLUMBIENNE
 100, rue de la Harpe, 75004 Paris
 01 47 33 11 11

Bistrots

LA COLUMBIENNE
 100, rue de la Harpe, 75004 Paris
 01 47 33 11 11

Bistrots

LA COLUMBIENNE
 100, rue de la Harpe, 75004 Paris
 01 47 33 11 11

Bistrots

LA COLUMBIENNE
 100, rue de la Harpe, 75004 Paris
 01 47 33 11 11

Bistrots

LA COLUMBIENNE
 100, rue de la Harpe, 75004 Paris
 01 47 33 11 11

Bistrots

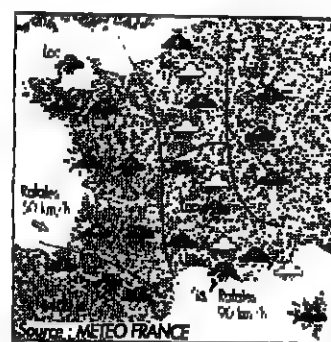
LA COLUMBIENNE
 100, rue de la Harpe, 75004 Paris
 01 47 33 11 11

Bistrots

LA COLUMBIENNE
 100, rue de la Harpe, 75004 Paris
 01 47 33 11 11

Traversée d'une perturbation d'ouest en est

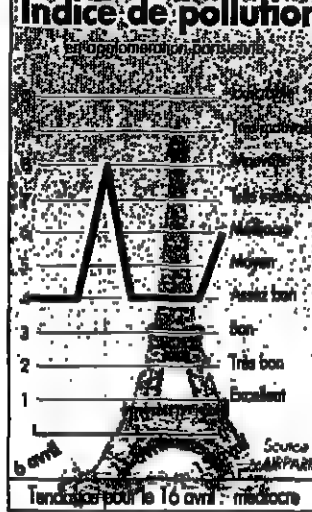
APRÈS UN DÉBUT de semaine généralement doux et ensoleillé, la situation va se dégrader mercredi. Les hautes pressions qui protégeaient la France commencent à s'affaiblir au profit d'un vaste système dépressionnaire centré au sud de l'Islande. La perturbation associée abordera la façade atlantique dans la nuit de mardi à mercredi. Elle traversera la quasi-totalité du pays d'ici demain soir.



Prévisions pour le 17 avril vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution



Tendances pour le 16 avril : modérée

Mercredi, après les pluies nocturnes, quelques éclaircies reviennent en cours de matinée en Bretagne et le long des côtes atlantiques. Les nuages resteront toutefois menaçants et pourront donner des averses jusqu'en milieu d'après-midi à Morlaix, La Rochelle ou Arcachon. Le temps restera maussade sur les Pyrénées. Des nuages donneront des ondées et parfois un coup de tonnerre. La neige tombera au-dessus de 2 000 mètres le matin, jusqu'à 1 400 mètres l'après-midi.

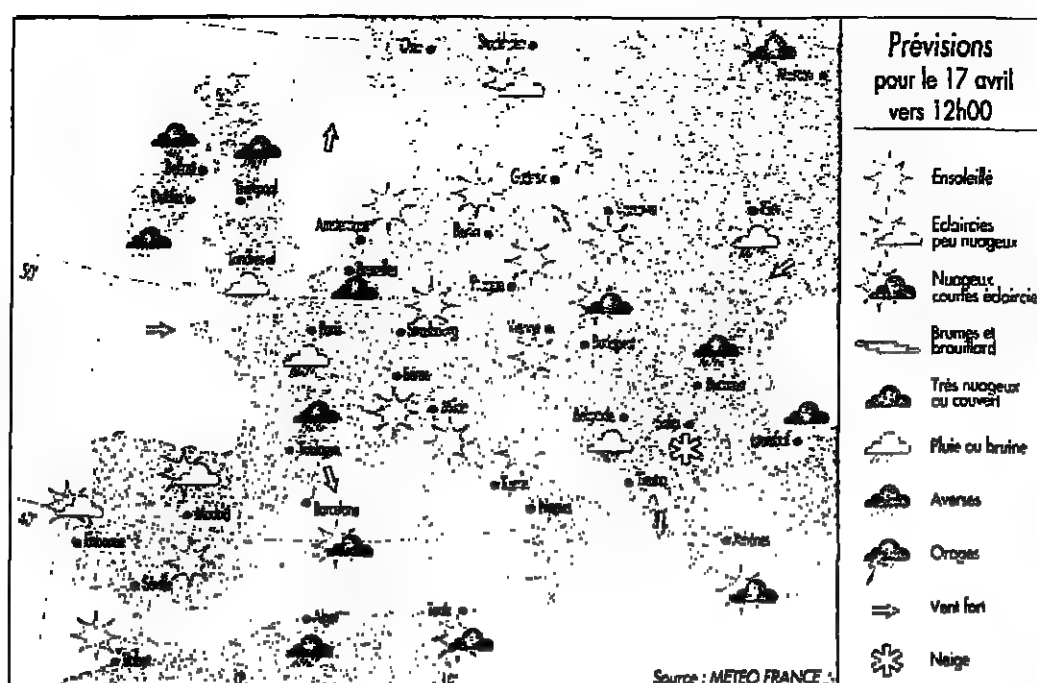
Du Massif Central au golfe du Lion, la journée débutera souvent sous des ondées orageuses qui disparaîtront au fil des heures. Le soleil reviendra plus franchement sur le littoral du Languedoc et du Roussillon, au prix d'une forte tramontane. Les rafales atteindront 90 km/h en fin de journée à Sète ou Narbonne. Des Bouches-du-Rhône à la Corse, la matinée sera encore bien agréable. Une petite tendance orageuse commencera à se manifester rapidement. L'après-midi se passera souvent sous les nuages, les ondées, et parfois sous l'orage sur le relief.

Plus au nord, le système perturbé sera beaucoup moins actif. Il donnera simplement quelques pluies faibles en cours de journée en Normandie, Ile-de-France, Touraine et Nord-Picardie. De timides éclaircies reviennent par l'ouest l'après-midi sur ces régions, mais on restera sous la menace de quelques averses. Les régions de l'Est débiteront souvent la journée sous le soleil. La dégradation nuageuse et faiblement pluvieuse arrivera en cours de matinée en Champagne, Bourgogne et Rhône-Alpes. Elle finira par atteindre la Lorraine en cours d'après-midi. En Alsace, la journée sera encore douce et bien ensoleillée, mais le temps risque de tourner à l'orage l'après-midi.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

AGENDA

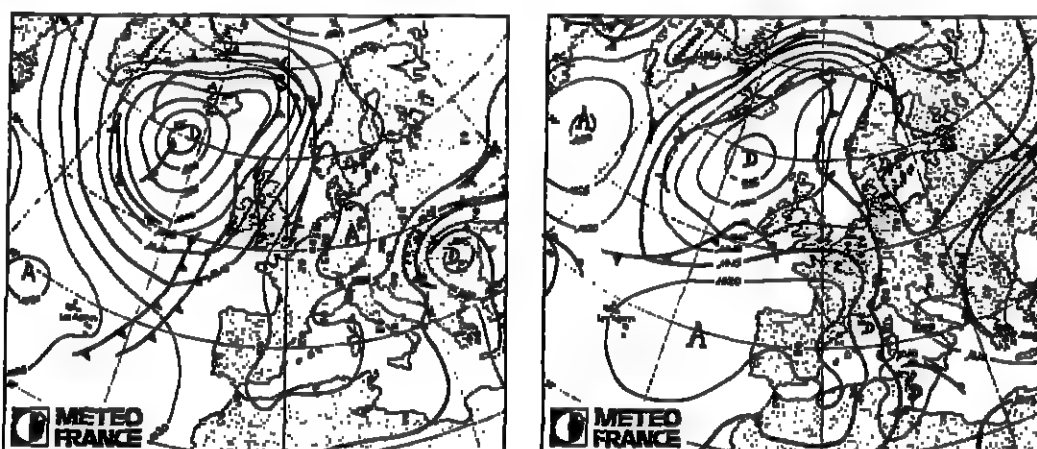
LE MONDE / MERCREDI 17 AVRIL 1996 / 21



Prévisions pour le 17 avril vers 12h00

- Ensoleillé
- Eclaircies peu nuageuses
- Nuageux, courtes éclaircies
- Pluie et brouillard
- Très nuageux ou couvert
- Pluie ou bruine
- Averses
- Orages
- Vent fort
- Neige

TEMPÉRATURES du 15 avril	max/min
GRANDE-BRETAGNE	10/12
IRLANDE	10/12
FRANCE	10/12
ALLEMAGNE	10/12
ITALIE	10/12
ESPAGNE	10/12
PORTUGAL	10/12
GRÈCE	10/12
TURQUIE	10/12
RUSSIE	10/12
CHINE	10/12
JAPON	10/12
ÉTATS-UNIS	10/12
CANADA	10/12
AUSTRALIE	10/12
AFRIQUE DU NORD	10/12
AFRIQUE DU SUD	10/12
AMÉRIQUE DU SUD	10/12
AMÉRIQUE CENTRALE	10/12
CARIBBE	10/12
Océan Pacifique	10/12
Océan Atlantique	10/12
Océan Indien	10/12
Océan Austral	10/12

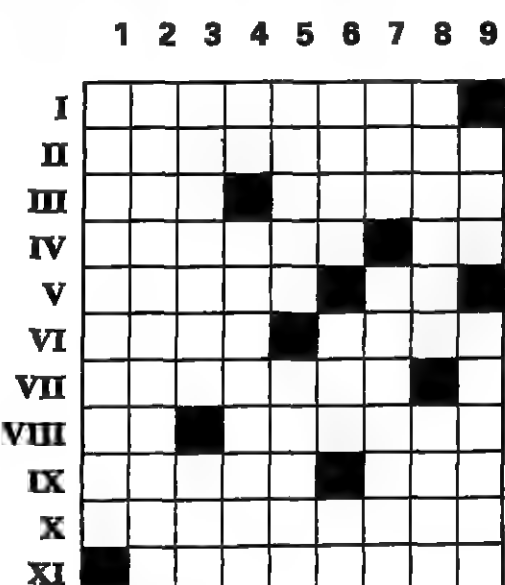


Situation le 16 avril, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 18 avril, à 0 heure, temps universel

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6802



HORIZONTALEMENT

I. Qui sont peut-être toutes fraîches. - II. A l'atelier, elles assurent la matérielle. - III. Sous la croûte. Ne sèche pas quand il est bon. - IV. Manipulé comme un chapelet.

Dans une série de sept. - V. Coule en Angleterre. Abrévié. - VI. Ne conserve pas. Capitale d'un archipel. - VII. Région de Roumanie. - VIII. Saint. Exprimer un mécontentement. - IX. Unis, en Amérique. Quand on fumait autrefois. - X. Qui peut amener des cafards. - XI. Qui ont peut-être été plantés.

VERTICALEMENT

1. Des gens qui n'ont pas le mauvais œil. - 2. Pas bien enveloppée. - 3. Eurent une attitude audacieuse. En France. - 4. Vieux plis. Couverts d'ardoises. - 5. Font preuve d'attachement. Panier percé. - 6. Coule en Afrique. Sort du jura. Morceau de sucre. - 7. Est toujours vulgaire. Par commun. - 8. Amenez à manger le morceau. Coule dans une île. - 9. Finit dans la baie du Mont-Saint-Michel. Peut-être être de rigueur.

SOLUTION DU N° 6801

HORIZONTALEMENT
 I. Concassés. - II. Océan. - III. Turbulent. - IV. Ole I Bassa. - V. Naevi. - VI. Os. Lav. - VII. Crac. Rami. - VIII. Recaleras. - IX. Esclandre. - X. Réitéré. - XI. Emus. Ases.

VERTICALEMENT

1. Coton. Crème. - 2. Oculaires. - 3. Nérée. Accru. - 4. Cab. Vocales. - 5. Anubis. Lal. - 6. Sala. Renta. - 7. Sues. Lardés. - 8. Etna. Amarre. - 9. Set. Avisées.

LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE

L'intersyndicale des personnels navigants (pilotes et mécaniciens de bord) d'Air France Europe (ex-Air Inter) a appelé à une grève de quarante-huit heures, les 18 et 19 avril, pour protester contre « la destruction organisée et le dépeçage commercial » de la compagnie. (AFP)

ÉTATS-UNIS. La compagnie USAir a été sélectionnée par le département des transports pour assurer une nouvelle liaison entre Philadelphie (Pennsylvanie) et Rome. Delta Air Lines s'est portée candidate pour la desserte de la ligne Atlanta-Rome et Northwest Airlines pour celle de la ligne Detroit-Rome. (AFP)

CHINE. L'hôtel Hilton de Pékin va être sévèrement sanctionné pour avoir tenté, par des installations illégales, de capter les programmes de télévision transmis par satellite. (Bloomberg)

TRANS MANCHE. Un an après le *Pride of Dover* et le *Pride of Calais*, le *Pride of Kent*, un des ferries de la compagnie P and O qui naviguent entre Calais et Douvres, a été réaménagé. Les transformations ont porté sur les surfaces de vente en hors taxes, les espaces de restauration et de loisirs pour les enfants et les adolescents.

PARIS EN VISITE

Jeudi 18 avril

MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée): la Renaissance italienne, 11 h 30; *Portrait de Nicolas Krazer*, de Holbein, 12 h 30; les cinq piliers de l'islam, 14 h 30 (Musées nationaux).

MUSÉE DU PETIT PALAIS: exposition Dürer, 11 h 30 (50 F + prix d'entrée); hall d'entrée (Christine Merle); 13 h 30 (40 F + prix d'entrée); hall du musée (Approche de l'art); 14 h 30 (25 F + prix d'entrée) (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE DES MONUMENTS FRANÇAIS: repères dans l'iconographie religieuse (37 F + prix d'entrée), 14 heures (Musées nationaux).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE: exposition Corot (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 38, rue de Richelieu, dans le hall (Tourisme culturel).

DE SAINT-ROCH aux hôtels de la rue Saint-Honoré (50 F), 14 h 30, sortie du métro Tuileries (Paris pittoresque et insolite).

L'HÔTEL DE GALLIFET et le faubourg Saint-Germain (55 F),

14 h 30, 50, rue de Varenne (Pierre-Yves Jaslet).

MOUFFETARD: collages, chapelles et jardins (50 F), 14 h 30, sortie du métro Censier-Daubenton (Christine Merle).

PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES: 1^{er} parcours (50 F), 14 h 30, angle de la rue de Rivoli et de la rue Marengo (Paris autrefois).

MARCHÉ BEAUVAU à l'école des Bavards (60 F), 15 heures, sortie du métro Ledru-Rollin devant le Monoprix (Vincent de Langlade).

MUSÉE CARNAVALET (25 F + prix d'entrée): Paris et les Parisiens à travers les siècles, 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

PASSAGES COUVERTS (50 F), 15 h 30, 31 bis, rue du Faubourg-Montmartre (Claude Mart).

GRAND PALAIS: exposition Corot (55 F + prix d'entrée), 16 heures, sortie du métro Champs-Élysées - Clemenceau (Paris et son histoire).

MUSÉE D'ORSAY (36 F + prix d'entrée): visite par artiste, Van Gogh, 19 heures; visite par thème, l'essor de la peinture de paysage, 19 h 30 (Musées nationaux).

L'IMMOBILIER

C'EST CHAQUE

MERCREDI daté JEUDI

dans

Le Monde

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe: 36 63 81 22

Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LMDOC

CD-ROM: (1) 44-08-78-50

Index et microfilms: (1) 40-65-29-33

Films à Paris et en province: 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 films)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme, avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN: 0395-2037

Imprimerie du Monde: 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général: Dominique Auby

Directeur général: Gérard Mordant

Directeur commercial: Gilles Peyrou

133, avenue des Champs-Élysées 75408 Paris Cedex 08

Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30

SCULPTURE La Fondation Maeght à Saint-Paul (Alpes-Maritimes) présente une belle rétrospective Germaine Richier (1902-1959), forte de cent-dix sculptures et de

dessins. L'artiste qui n'avait pas fait l'objet d'une grande rétrospective depuis trente ans, reste le moins connu des sculpteurs célèbres de ce siècle. ● ÉLÈVE d'Antoine Bourdelle à

la fin des années 20, auteur, dans les années 30, de sculptures fidèles au modèle, Germaine Richier a rompu, à partir de la guerre, avec cet équilibre classique, mêlant le monde ani-

mal et végétal à la forme humaine. Elle a ainsi produit une statuaire déchiquetée baignant dans un univers de fantasmes. ● LE PARCOURS de Geneviève Richier est énigmatique

et l'on manque toujours d'éléments pour analyser son œuvre qui a marqué la génération suivante. César en premier, qui, en 1978, saluait son « tempérament ».

Les étranges créatures de Germaine Richier enfin rassemblées

La Fondation Maeght propose, en cent-dix œuvres, une rétrospective du moins connu des grands sculpteurs de ce siècle. Depuis les créations des années 30, fidèles au modèle, jusqu'aux œuvres nées de la guerre, mêlant le monde animal et végétal à la forme humaine

GERMAINE RICHIER. RÉTROSPECTIVE. Fondation Maeght, 06570 Saint-Paul. Tél. : 93-32-81-63. Jusqu'au 25 juin. Catalogue, éd. Fondation Maeght, 244 p., 220 F.

SAINT-PAUL

de notre envoyée spéciale
La Fondation Maeght rompt avec ses habitudes en inaugurant sans attendre l'été sa grande exposition de l'année : Germaine Richier, une rétrospective. Enfin ! Cent dix sculptures, grandes et petites, des dessins : jamais depuis trente ans autant de pièces n'avaient été rassemblées. Figure incontournable de la création après 1945, prise à témoin dans maintes expositions portant sur les bouleversements que les drames de la guerre ont infligés, exemple particulièrement probant de l'impossibilité de montrer l'image de l'homme comme auparavant en termes civilisés, Richier reste le moins connu des sculpteurs célèbres du siècle. Elle a récemment été au cœur d'expositions historiques et thématiques. Chaque rencontre de sa statuaire déchiquetée, hommes ou hybrides, d'une présence terrible, donnait l'envie d'en savoir plus : comment l'œuvre a poussé, comment elle s'est faite.

L'œuvre est déployée selon un parcours sans faille depuis le milieu des années 30 jusqu'à l'année de la mort, en 1959. Quelques grandes pièces ont été placées parmi les « hôtes » du jardin et des terrasses, non loin de Miro et de Giacometti, qui ne lui sont pas étrangers : *La Sauterelle*, accroupie, prête à bondir ; *La Spirale*, au déroulé organique de végétal ou de coquille dans le bassin près de l'entrée ;

L'Échiquier, grand, plus ludique ; *La Montagne*, tragique. Cette dernière est la plus déchirée, la plus exacerbée des sculptures de Richier, où se joue la relation dramatique entre deux figures emblématiques, celle du nid et de l'oiseau, de la mère, outre-béante, et son charognard de rejeton qui n'aurait même pas la reconnaissance du ventre, ou s'en défendrait à coups de ciseaux. Le spectaculaire est là, dans cet épisode tiré du bestiaire monstrueux dont l'artiste s'est fait une spécialité à la fin des années 40.

UN AUTRE ÉQUILIBRE

Jusqu'à la guerre, Richier est un sculpteur bien élevé, dans la tradition du volume et de la statuaire. Elle dresse avec autorité des nus et des bustes fidèles au modèle vivant, coulés en finesse et pleins de retenue. Ainsi de *Loretto*, jeune adolescent au corps allongé et lissé qui accuse à la fois fragilité et solidité ; de *Lucette*, un petit bronze réaliste, ou même de *La Grosse*, dont le modèle, en 1939, annonce pourtant une brutalité que l'on retrouve plus tard, amplifiée, dans *La Femme Assise*, au visage tout juste ébauché, aux membres non finis, écorchés, signes d'écarts et de retournements sans repentirs menant à une sculpture qui ne dégageait plus le corps humain de la masse de terre, mais le redonnait à cette masse pour inscrire dans la chair l'expressivité de la matière.

C'est en Suisse, où elle vit pendant la guerre et l'Occupation, que Richier met à mal l'unité de sa statuaire et défait l'équilibre classique qu'elle sait si bien gérer. Elle cherche un autre équilibre dans lequel jouent des forces sauvages, l'irrationnel, le bizarre. Prise dans la crise de l'humanisme et confrontée à l'impossibilité de continuer à produire des figures d'ordre et d'harmonie, elle entreprend des expériences d'hybridations dont elle extrait des femmes-feuilles ou des insectes-femmes que l'on peut verser au compte d'un surréalisme fantastique, quand elle ne relève plus de l'arbre pétrifié, des déformations à la Fautrier, de l'innommable.

Le plus grand Richier est dans cet entre-deux, entre l'ébauche et le fini portés à leur maximum d'expressivité. Quand elle entreprend de refaire la peau de la statuaire, plutôt que de lui faire la peau. Du côté de *L'Océan* et de *L'Ouragan*, ce couple qui porte en lui le temps des pestes et des cataclysmes, le souvenir de Pompéi et l'ombre d'Hiroshima, l'image de charognes et de charniers, et le petit miracle d'être là encore, forçant la terre, émergent du chaos, la gâle coulant sur leur ventre gonflé, scarifié, le corps crevé, creusé sur les flancs. Une image de l'homme indéracinable, comme le bois de l'arbre, comme le bois de la croix, dans lequel Richier incruste le corps du



« Le Griffu », de Germaine Richier, bronze patiné foncé, 1952. Musée Réattu, Arles.

CLAUDE GERMAINE FONDATION MAEGHT

Christ, pour la croix de l'église du plateau d'Assy. Qui a fait scandale en 1950, et fait connaître Germaine Richier.

L'exposition réunit une quantité de petites pièces qui méritent attention. Car c'est au travers de modèles que l'on voit surgir les idées nouvelles, d'autres articulations du travail. Ainsi du premier *Homme-forêt* de 1943, qui a très peu été montré jusque-là. Fait d'un bout de bois tordu et de plâtre, il inaugure la lignée des grands hybrides que la fonte va unifier en rappelant l'écorce. Ainsi des figures prises dans un jeu de fils de métal, qui annoncent toute une série de grandes pièces réalisées entre 1950 et 1953 : *Le Diabolo*, *Le Griffu* ou *La Fourmi*, solidaires de projections de lignes croisées qui soulignent et dédoublent l'espace de la sculpture. Les fils tendus par les sculpteurs, comme champ de forces et moyen d'intégrer plus clairement le vide défini par des volumes en creux, n'est pas inédit : Pevsner, Hepworth, Moore les ont travaillés, confrontant figure géométrique et forme organique. Chez Richier, le dispositif prend un tour de piège, fait penser à la stratégie défensive de l'araignée, et par

là à une approche de l'espace à construire, à tenir, d'une singularité – qui sait ? – toute féminine.

Toujours faits après les sculptures, les rares dessins de l'artiste engagent sur cette piste de lecture au féminin que les exégètes se sont gardés d'approcher. Bien faite, bien accrochée, comme toujours à Saint-Paul, l'exposition permet encore de déceler nombre de

recherches interrompues par la mort de l'artiste. On y voit Richier soucieuse de renouvellement, qui bue sur un environnement pressé d'abstraction, alors qu'elle dit et redit que, décidément, pour elle c'est l'homme qui compte. Dans les dernières années, moins soucieuse de gravité, elle est préoccupée par la couleur et le mouvement de ses monstres qu'elle met en jeu sur un

En attendant le catalogue raisonné

Le cheminement de Germaine Richier ne peut qu'intriguer et l'on voudrait disposer de sources autres que la littérature produite à propos de l'artiste, de René de Solier à Jean Cassou en passant par Mandiargues. Qui était Richier au-delà de ces témoins-interprètes bienveillants ? Que disait-elle de ce qu'elle faisait ? On semble aujourd'hui lui reconnaître des forces instinctives et un très grand métier, mais somme toute bien peu de pensée. On en saura plus lorsque sortira, dans deux ans peut-être, le catalogue raisonné de l'œuvre auquel travaille Françoise Guiter, ancienne élève et nièce du sculpteur. Pour l'heure, les données sont éparpillées et aucune monographie récente ne les rassemble.

Échiquier. Les grands plateaux du Roi, de la Reine, du Fou, du Cavalier et de la Tour sont repris et peints vivement. Leur mélange de drôlerie et de sérieux, leur jeunesse épatante. D'autres pièces toutes hérissées, en plomb coulé dans le sable, sont incrustées de pierres de couleur, puis placées et déplacées sur un fond et un sol en équerre. Certaines, les plus tardives, celle de 1959, font penser à l'art brut, ou à Chabal.

Désapprendre, toujours désapprendre, et avancer avec son temps, intégrant de nouvelles données, comme l'objet trouvé que l'artiste dresse sur une table de fortune, mêlant fer d'une bêche, morceaux de chènes et galets. Un vrai bonheur, signe de temps nouveaux, et de concivence avec une nouvelle génération, celle de César, qui lui doit beaucoup.

Geneviève Breerette

César : « Une présence et une tension terribles »

« Chez Germaine, la sculpture dépasse l'objet. Les objets ne vivent que parce qu'ils sont vivants en les utilisant. S'ils, abîmés, ils se chargent de quelque chose d'autre que de leur fonction initiale. La vraie sculpture, elle, même quand elle est neuve, a cette charge. Mais la vraie sculpture va-t-elle survivre ? Toute la question est là. Ce que je crois, c'est qu'il existera toujours des tempéraments de sculpteur, qui porteront ça en eux. Germaine n'avait pas plus besoin de Bourdelle que de n'importe qui, pour dégager d'elle cette présence, cette tension terribles. Cela existait chez Giacometti, cela existait chez Picasso, cela existait chez Germaine. »

Extrait d'un entretien donné par César à Alain Jouffroy, publié en octobre 1978 dans *Connaissance des arts*.

De l'atelier Bourdelle au scandale de l'église d'Assy

● 1902 : Germaine Richier naît à Grans (Bouches-du-Rhône) le 16 septembre. Elle passe une enfance heureuse dans le Midi, et fait des études à l'école des Beaux-Arts de Montpellier, chez un ancien praticien de Rodin.
● 1926 : elle monte à Paris et entre chez le sculpteur Antoine Bourdelle comme élève particulière. Elle y restera trois ans, avant de travailler en toute indépendance et de développer sa période réaliste : huit nus et vingt-six bustes jusqu'en 1939.
● 1934 : première exposition individuelle à Paris, galerie Max Raganovich.
● 1939 : en vacances à Zurich au

moment de la déclaration de la guerre, Richier reste en Suisse pendant toute la durée du conflit. Elle y donne des cours qui ont beaucoup de succès.
● 1943-1945 : expositions dans plusieurs musées suisses. L'artiste commence à mêler le monde animal et végétal à la forme humaine.
● 1946-1947 : elle vit entre la France et la Suisse. Elle réalise des êtres hybrides et de nombreux petits bronzes.
● 1948 : exposition à la galerie Maeght à Paris.
● 1950 : réalisation du Christ pour l'église d'Assy (Haute-Savoie), qui fait scandale

dans les milieux intégristes. Retiré de l'autel par l'évêque d'Annecy en 1951, il sera remplacé vingt ans plus tard, et classé monument historique.
● 1952-1953 : nombreuses expositions en Europe et en Amérique latine.
● 1956 : rétrospective à Paris, au Musée national d'Art moderne.
● 1959 : atteinte d'un cancer depuis plusieurs années, Germaine Richier meurt le 31 juillet à Montpellier, alors qu'elle prépare une exposition pour le Musée d'Antibes. Elle laisse quantité de recherches en cours, notamment autour de la couleur.

Quinzaine des Réalisateurs - Cannes 1995 PRIX FIPRESCI de la critique Festival de Rotterdam 1996 PRIX DE LA FICTION - 14^{ème} Festival du Film d'Environnement de Paris

SAFE

JULIANNE MOORE DANS UN FILM DE TODD HAYNES



jusqu'où faut-il aller
pour fuir
la pollution...

PYRAMIDE



DICK RIVERS
FETE SES 50 ANS
30 SEPTEMBRE 1996

LES ANNONCES D'ÉLECTIONS
Mardi 24 Avril 1996 à 20h30

FRANCE 3

سكرا من الرجل

Sting s'échauffe à Bercy avant d'ouvrir le Printemps de Bourges

L'ancien leader du groupe anglais Police en demi-teinte

Le Printemps de Bourges, qui fête ses vingt ans d'âge (Le Monde daté 14-15 avril), ouvre, le mardi 16 avril, avec un concert de Sting. L'ancien

bassiste et leader de Police, défenseur de la forêt amazonienne et figure médiatique des années 80, était au Palais omnisport de Paris-Bercy

les dimanche 14 et lundi 15. Ses mélodies peaufinées n'ont pas fait vibrer une salle pleine seulement aux deux tiers.

STING ET NATALIE MERCHANT en concert au Printemps de Bourges, mardi 16 avril, au Stadium, 20 h 30. Le 26 à Metz, le 27 à Strasbourg.

Comme pour le reste de la tournée française de Sting, Natalie Merchant a joué, lundi 15 avril à Bercy, les vedettes américaines. L'ancienne chanteuse des 10 000 Maniacs, groupe



modèle du folk-rock de la côte est des États-Unis, est un petit bout de femme, anodine au premier abord. Mais quand elle dénoue ses cheveux, se met à tourner et chanter d'une voix qui cumule étrangement austérité et exubérance sensuelle, sa séduction opère. Les morceaux de *Tigerlily*, son premier album solo, souffrent d'une certaine monotonie, mais ce chant qui conduit au bord du précipice enjôle et bouleverse comme peu d'autres actuellement. Bien sûr, on alimentera en profit dans un cadre plus intime, mais le Palais omnisports est celui qui convient, paraît-il, aux vedettes du rang de Sting.

Surprise pourtant pour ce second concert parisien (le premier avait eu lieu le dimanche 14), le POPB n'est qu'au deux-tiers plein. L'ancien leader de Police s'est imposé en solo il y a dix ans, à tête de cinéma avec plus ou moins de bonheur (*Dune*, *Quadrophénia*, *Radio On*) et s'est taillé une image de rocker militant au service des bonnes causes (Amnesty, Band Aid, l'écologie) jusqu'à devenir une des figures médiatiques des années 80.

Le blond dandy de Newcastle s'est fait aujourd'hui plus discret. Il a eu la satisfaction de voir son association, la Rainforest Foundation, sauver un morceau de forêt amazonienne grand comme la Suisse, mais a renoncé à faire appel au public et aux médias. Souvenir, peut-être, de quelques récentes et amères expériences ? En 1995, il avait tourné un spot publicitaire au Japon pour un complexe hôtelier dont la construction avait entraîné l'abattage de 100 000 pins. Accusé d'hypocrisie, il avait plaidé la bonne foi abusée. Quelques semaines plus tard, il prenait une position explosive en faveur de la légalisation de l'eutasy, dans le souci d'éviter la circulation de produits de mauvaise qualité. Sting préfère désormais s'exprimer en musique, en se penchant plus sur le spleen de l'homme mûr que sur le

front humanitaire. Album aux teintes pastel et aux modes mineurs, *Mercury Falling*, son dernier opus, joue de la gravité en variant les styles, en peaufinant les mélodies. Beau gosse élané tout habillé de noir, tenant sa basse de façon chevaleresque, Gordon Matthew Sumner, dit Sting, a toujours beaucoup d'allure. Sa voix, au timbre voilé et légèrement nasal – comme un créole parlé au nord de l'Angleterre –, matérialise son indéniable charisme. La pop-star pourtant a paru statique lors de ce décevant concert. Baigné de lumières pâles, entouré de cubes noirs sur lesquels sont projetés d'insignifiants dessins, le groupe – un guitariste, un clavier, un batteur, deux cuivres et Sting à la basse – s'est souvent contenté de reproduire, dans toute leur sagesse, les sons du dernier album.

« PÈRE » Depuis son départ de Police, le chanteur stigmatise régulièrement le conformisme du rock et son style érigé. Les chansons de *Mercury Falling* se déclinent ainsi en soul, bossa nova, jazz, country ou folk celtique. Habile mélodiste, Sting sait tirer parti de chaque style musical. Quitte à préférer parfois le décorum à l'essence. Excellent « faiseur », le grand blond stérilise

presque autant qu'il vampirise. Exemple, une reprise de *The Wind Cries Mary* qui transforme la douceur charnelle de ce titre de Jimi Hendrix en une chanson « pépère » malgré – ou à cause de – l'intervention de John McLaughlin, virtuose de la guitare jazz-rock, invité pour l'occasion. A force d'arrondir les angles de chansons fortes, Sting parvient à ranger ses tubes mid-tempo dans un rayon que les Américains aiment qualifier de AOR ou *adult oriented*, synonyme de maturité et, souvent, d'ennui.

Si, indéniablement, le bassiste a signé en solo quelques classiques pop qui font encore frissonner – cette fois-ci *Englishman In New York* et *Frugile* en conclusion devant une nuée de briquets –, ce sont, assez ironiquement, les morceaux de Police qui provoquent le plus d'émotions. *Every Little Thing She Does Is Magic*, *Demolition Man*, *Every Breath You Take*, *Roxanne* et ses éternels « *yihô yihô* » repris par la foule, ont prouvé leur pérennité. Musiciens de jazz et de rock progressif jouant avec opportunisme au trio new wave, Police savait truffer des chansons directes et, en concert, leur alchimie irradiait à l'époque plus que Sting en cette soirée d'avril.

Stéphane Davet

Six jours et cinq nuits de rap, dance, chansons françaises et du monde, rock...

Pour la troisième année, grâce à la patte de Mathieu Dessailly, le Printemps de Bourges s'affiche en animal. Après le « Pingouin à l'accordéon » (1994) et l'« Autruche au tambour » (1995), c'est un « Ours blanc au luth » qui ont choisi les organisateurs pour fêter, du 16 au 21 avril, les vingt bougies de l'édition 1996. Quel menu le plantigrade polaire a-t-il concocté ? Comme d'habitude, serait-on tenté de dire, un programme qui « s'équilibre entre vedettes françaises et internationales, artistes reconnus ou groupes à découvrir ». Soit. Mais ce Printemps 96 réserve toutefois quelques surprises de choix.

● **Rap, hip hop, dance** : première innovation, l'ouverture du Labo Magnum, une salle de huit cents places « équipée des dernières technologies de la fête », et dédiée aux nouvelles tendances du hip hop, du rap, ou de la techno, etc. C'est là que se retrouvent

ront les amateurs de « Nuits atmosphériques », de minuit à l'aube : avec Saint-Gervais (le 17), Dreadzone (le 18) et les démolisseurs de l'ethno-rap Transglobal Underground (le 20). Dans la journée la programmation dite « Hip Hop Rapetou » affiche au même endroit, Sileo (le 17), le gang parisien La Cliqua et les 56 négatifs Positive Black Soul (le 18) et, pour « faire monter l'alcool » (faire chauffer l'ambiance), le Massilia Sound System (le 19), Rico et Ménélik (le 20). Alléluia, on écoute FFF et Cameo (le 20), Assassin et Cypress Hill (le 21). Au Stadium, s'annonce une méga-rave avec la tribu Sir-Cus Cybernaut System (le 19, de 21 heures à l'aube). Tout ce que la planète techno fait de mieux en DJ's, kilowatts, écrans vidéo géants et cyberlumières. Son slogan : « One world, one rave. Be smart ! »

● **La chanson française** : après une ouverture le 16 avec Cath-

rine Lara, Renaud (le 21) et Maxime Le Forestier (le 20), qui en pincent en ce moment pour Brassens, le populaire Michel Fugain (le 18), entre tubes des années 70 et une nouvelle chanson écrite par l'ancien Starshooter, Kent. Grand Prix de l'Académie Charles-Cros 1996, la Libellule noire Brigitte Fontaine (le 20) s'en donne à cœur joie avec Areski et Hégel (en coulisse). Dans la rubrique « éternel retour », à noter : l'opéra-rock francophone *Starmania* (les 17 et 18), dix-sept ans après la première de la création Berger-Flamond, aujourd'hui mis en scène par Lewis Furey ; l'Affaire Louis Trio (le 18), révélée ici même en 1985 ou encore la Souris déginguée (le 19), Tri Yann et Soldat Louis (le 17). Une belle soirée « nouvelle vague française » rassemble (le 19) le triomvirat en vogue du moment : l'expérimentateur de littérature Sylvain Vanot, le Brestois Miossec, et le ménestrel au Casio, Dominique A. Ces derniers seront épaulés par Philippe Katerine, Axelle Red (le 17) ou Dominic Sonic (le 18).

● **Les Anglo-Saxons** : le quadra flamboyant Sting, qui navigue entre rock, jazz, cinéma et protection de la forêt tropicale ouvre le Printemps (le 16) ; à suivre, Lou Reed (le 20), l'égérie hippie Joan Baez (le 20), Lloyd Cole (le 18). Bourges n'oublie pas le blues de l'as du bottleneck, Roy Rogers (le 17), Bob Brozman (le 20), même si le poète rock Elliott Murphy remplace, à la dernière heure, le bluesman Colin James (le 19). La lutte promet d'être rude entre les pionniers du rock alternatif américain Sonic Youth (le 21) et le dernier avatar de l'underground londonien Skunk Anansie (le 19), entre Everything But The Girl (le 19), Mike Scott (le 18) ou Soul Coughing (le 18).

● **Les musiques du monde** sont concentrées sur le ludique Magic Mirrors et ses « Péchés de

chère » (repas à thèmes) : la Réunion, avec Grammon Lélé (le 17), champion du maloya traditionnel ; la France manouches (le 18) de Titi Ferro, Mondine et Ninine Mallat, rejoints pour l'occasion par le guitariste jazz Christian Escoudé ; le tango argentin avec le duo Mano à Mano (le 19). Alléluia, il y aura du franco-zairois avec Lokua Kanza (le 21), et de drôles de mixtures avec l'Orchestre national de Barbès (le 20) et son « digital bled ». Des bayous de la Nouvelle-Orléans débarquent (le 17), Zachary Richard et le tout jeune Roy Chubby Carrier et son Bayou Swamp Band, qui égrènent une musique zydeco avec accordéons et grattoirs. Alors que Tonton David et Third World opèrent, eux, un « *Back to the roots of reggae* » (le 21), au cours d'une soirée où se produiront aussi Jamel et Cheb Mami. Les Celtes sont aussi sur les rangs : les Irlandais d'Altan (le 19) et le Breton Alan Stivell (le 21).

● **Du jazz, des inclassables** : Slim, Eddy Louiss et Lucky Peterson (le 18), Muriel Robin (le 19), le Beige Odieu (le 16). Chaque jour, une dizaine de Découvertes, une des bases du Printemps, du ralfunk du jeune Faudel aux Espagnols avant-gardistes et provocateurs de Def Con Dos, talonnés par les Hollandais Gotcha ! et le Salon professionnel Tam Tam France.

Ch. Si.

★ **Renseignements** : Tél. : (1) 49-87-54-54, à Paris, et (16) 48-24-30-50, à Bourges. Minitel : 3615 code PDB.

★ **Le Démon du Printemps**, fanzine réalisé par des élèves du lycée Alain-Fournier de Bourges, sera diffusé avec *Le Monde* à Bourges pendant toute la durée du festival, ainsi qu'à Paris, au Centre Georges-Pompidou, dans la salle d'actualité de la BPI.



DISNEYLAND PARIS et NOSTALGIE présentent

DICK RIVERS
FÊTE SES 50 ANS
à Disneyland Paris

CONCERT ANNIVERSAIRE EXCEPTIONNEL
Mercredi 24 Avril 1996 à 21h30
(accès aux attractions de l'île de la Découverte jusqu'à 22h)

NOSTALGIE Disneyland Paris

18h30 THEATRE DE L'ATELIER
Location 46 06 49 24

LAURENT TERZIEFF
PASCALE DE BOYSSON
PHILIPPE LAUDENBACH

MILOSZ
Montage du texte et adaptation scénique
LAURENT TERZIEFF

JIMMY LEVY PRÉSENTE

DANYBOON

5 DERNIERES
A L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX
16 AU 20 AVRIL
LOC : 47 42 25 49
AGENCES, FNAC, VIRGIN MEGASTORE
COLLECTIVITES : 47 42 82 45
MINITEL 3615 OLYMPIA

ETUDIANTS ET -DE 25 ANS :
100 FR\$ TARIF UNIQUE
AUX GUICHETS DE L'OLYMPIA

ET AUSSI EN VIDEO DANS

LES ZACROS DE LA TELE

14 SKETCHES
SUR LA TELE
AVEC PLEIN D'INÉDITS !

PolyGram Video

2 France

SHOW BOSS

RIRE & CHANSONS 95.4 FM

DÉPÊCHES

■ **CHANSON** : Sheila réclame plus de 9 millions de francs au groupe Carrère pour licenciement abusif. La chanteuse, artiste Carrère depuis 1962, était devenue conseillère artistique salariée en 1983. Une première procédure intentée par la chanteuse en 1989 devant le tribunal de grande instance de Paris avait débouché sur un protocole d'accord, prévoyant le versement de 2,5 millions de francs à Sheila. La chanteuse sera licenciée en juin 1995, pour « suppression de poste », après la vente de Carrère Productions à la multinationale Warner.

■ **Le fondateur du groupe gitan les Gipsy Kings, Chico Bouchikhi, a été nommé envoyé spécial de l'Unesco pour la paix par le directeur général de l'organisation, Federico Mayor. Dans un courrier adressé au chanteur, Federico Mayor lui rend hommage pour sa « lutte contre l'intolérance, contre la marginalisation des minorités ethniques et contre les causes des conflits raciaux ou religieux. » L'Unesco s'était associée en 1995 à la « Nuit de la tolérance » organisée par le festival « Mosaïque gitane » et Chico Bouchikhi, à Arles. Elle sera aussi représentée le 13 juillet à la « Nuit de la paix », qui réunira de nombreux artistes, dont une chanteuse israélienne et un groupe palestinien. (Reuters).**

■ **Un concert de soutien à Mumia Abu Jamal, l'ancien membre de l'organisation des Black Panthers, condamné à mort en 1982 pour le meurtre d'un policier blanc qu'il a toujours nié avoir commis, aura lieu dimanche 28 avril à l'Elysée-Montmartre, à Paris, à l'initiative de l'Académie régionale de la musique, des arts du spectacle et de la communication (Armasac). Parmi la trentaine d'invités qui devraient participer à cette soirée de solidarité figurent le Zairois Papa Wemba, l'Algérien Djamel Aïam, les Français Jean-Louis Aubert et Pierre Vassiliu, la Québécoise Fabienne Thibault. Incarcéré à la prison de Huntingdon (Pennsylvanie), Mumia Abu Jamal a publié récemment un témoignage sur les conditions de détention. En direct du couloir de la mort (« Le Monde des livres » du 2 février). (AFP)**

■ **ROCK** : le guitariste-compositeur des Stones Roses, John Squire, a quitté officiellement le groupe de Manchester, jeudi 25 mars, et envisage de poursuivre une carrière solo. Ce départ intervient après celui du batteur Reni, en 1995. Avec les Li's, formation aujourd'hui disparue, les Stones Roses sont à l'origine du retour en force de la pop anglaise dont profite aujourd'hui Oasis.

■ **CLASSIQUE** : la harpiste russe Tatiana Oskolkova, âgée de vingt et un ans, a obtenu le premier prix du concours international de harpe Lily Laskine qui a eu lieu à Paris et à Sévres du 9 au 14 avril. Primée dans la catégorie « seniors », Tatiana Oskolkova joue dans l'orchestre de musique moderne de Moscou. Trente-sept candidats de moins de vingt-six ans, venus de neuf pays, ont participé aux épreuves. Dans la catégorie « juniors », un Belge âgé de quinze ans, David Looftvoet, a remporté le premier prix.

■ **EUROPE** : le Forum européen pour les arts et le patrimoine (FEAP) tiendra, du 9 au 12 mai, sa quatrième assemblée générale à Turin où a lieu la conférence inter-gouvernementale de révision du traité de Maasticht. A cette occasion, le FEAP fera connaître ses propositions de modifications de l'article 128, relatif à la culture. Le FEAP souhaite que soient renforcées et élargies les compétences de l'Union européenne en la matière. Fondé en 1992 à Bruxelles, le FEAP regroupe des associations, fédérations et réseaux des pays membres de l'UE et des organisations communautaires. Il exerce des activités d'information, de conseil et de pression auprès des instances européennes.

■ **MUSÉES** : le manoir de François Mauriac à Malagar, près de Bordeaux, accueillera bientôt un musée dont l'ambition est de « proposer une lecture contemporaine » de l'auteur du *Nazad de vipères*.

Arnaud Claass, un photographe à contre-courant

Rien de spectaculaire dans l'œuvre de cet artiste à qui Arles, sa ville d'adoption, rend hommage

ARNAUD CLAASS, 1968-1995, Espace Van-Gogh, place Félix-Rey, 13200, Arles. Tél. : 90-96-76-06. Jusqu'au 2 juin. Catalogue, éd. Actes Sud, 160 p., 102 photos, 225 F. L'exposition sera présentée, en septembre et octobre, à la Maison européenne de la photographie à Paris.

ARLES

Drôle de bonhomme. La photographie a explosé en de multiples directions depuis le début des années 80, elle a pris des couleurs, a taillé des crouilles à la peinture, a flirté avec le cinéma et la vidéo, l'installation et la sculpture, elle a été mangée à toutes les sauces de l'art, et, pendant ce temps, Arnaud Claass continue de prendre, depuis près de trente ans, des images grises qui ne payent pas de mine, chez lui, près d'Arles. Bonne fille, sa ville d'adoption le sort de l'ombre et lui offre l'Espace Van-Gogh, joliment rafraîchi de blanc pour une rétrospective impeccablement accrochée.

Arnaud Claass, âgé de quarante-sept ans, est un classique. L'époque est à la photographie mise en scène et spectaculaire, tirée en très grand format par des laboratoires, puis accrochée au mur sans protection pour accentuer la confrontation avec le spectateur. Claass, lui, capte des fragments anodins de son environnement, chez lui ou en voyage, les tire lui-même en petit format, les présente sous vitre comme des icônes, les réunit en séries — comme un écrivain fait défilier les chapitres — avec des légendes laconiques associant le lieu et la date.

L'exercice de la rétrospective accentue le côté « contre vents et marée » d'un photographe qui traîne une réputation de doctrinaire et qui enseigne à l'Ecole nationale de la photographie d'Arles. En 1968, âgé de dix-huit ans, il abandonne des études musicales pour la photographie. Mais il conservera « un sens de la structure ». Il s'écarte du reportage et trouve dans la ville américaine un décor adéquat pour capter des lignes, rythmes, masses, volumes, trous, autant de signes bruts qui, sortis de leur contexte, s'apparentent aux gammes — la série s'appelle *Contretemps* — pour former « une poésie personnelle ».

Associer l'émotion et la rigueur, la poésie et la réalité banale, c'est toute l'entreprise d'Arnaud Claass qui s'est déclinée dans une dizaine de séries — Paysages, Natures mortes, Figures, Objets, Ambiances familiales, Le Végétal, Le Minéral et Le Corps — jusque dans ses dernières



« Provence 1994 », série « Précaire ».

Images d'objets, une chemise sans col, une barrière de bois, une maquette d'avion brisée, une ombre indéfinissable... La description est cruelle pour des photographies qui fonctionnent non pas dans l'apparence, mais dans « le sens caché », dans ce que l'œil perçoit ou non, dans la façon de rendre énigmatique ou miraculeux le quotidien plat. « Je n'aime pas les images univoques », affirme Arnaud Claass. Les photographies ressemblent à leur auteur — introverti, retenu, méticuleux. Pas une image ne fait référence aux trente ans traversés tant l'œuvre est imperméable au monde. Comment son regard peut-il s'arrêter devant ce que l'on ne re-

marque jamais ? « Je reste réceptif, je suis attiré, sans le savoir, par des sensations — le sombre, le clair, le rugueux, la violence des corps. Et puis le désir d'aller dans des villes », répond-il.

« Je veux dire le plus exactement possible le caractère fuyant de la réalité », répète Arnaud Claass. Pour cela, il s'impose — et impose au spectateur — « une disponibilité absolue ». Il en faut une bonne dose pour « vibrer » devant un feuillage sans relief, un coin de rideau, un carreau cassé, une fumée au loin, un cheval entre les arbres. Pour « entrer » dans l'exposition, il faut être en méditation. Ceux qui trouveront cela ennuyeux seront pardonnés. Claass le reconnaît. Le spectateur passe souvent « par une phase de déception qui paralyse le jugement ». L'ensemble laisse une impression étrange, mélange d'émotion et de doute. Doute devant le « peu » à voir, émotion devant une œuvre à contre-courant. Doute sur l'opportunité de la démarche. Mais rien ne peut ébranler l'ancien pianiste, qui appelle Bach à la rescousse : « Bach était traditionnel, mais il a recombiné des éléments formels de façon très inventive. » Et de se persuader : « Il y a encore beaucoup à inventer dans la façon de bousculer l'unicité du cadre. »

Michel Guerrin

Olivier Rebufa joue à la poupée Barbie

Arles présente aussi Olivier Rebufa, Marseillais âgé de trente-huit ans, qui pourrait être le rejeton de Man Ray, tant le garnement a emprunté à l'Américain son humour, son insolence, un côté alchimiste, un goût prononcé pour les images fabriquées avec mannequins et décors, le tout pimenté d'une bonne dose de narcissisme. Rebufa se met en scène avec des poupées Barbie : à la plage, au lit, chez le coiffeur, devant la télévision, dans la jungle, à New York, en mariés... Rebufa prend ses désirs pour la réalité, qu'il traduit en noir et blanc, en grand format, sans artifices léchés, leur préférant un bricolage de bric et de broc. L'artiste a assimilé quelques maîtres de la mise en scène avec mannequins, de Bernard Faucon à Laurie Simmons. Il est en train de définir une critique pour le moins rafraîchissante et personnelle des thèmes de la séduction et de la consommation.

★ Olivier Rebufa, Maisons des Rencontres, 10, rond-point des Arènes, 13000, Arles. Tél. : 90-96-76-06. Jusqu'au 19 mai.

La reine Elizabeth expose ses Léonard de Vinci à la Queen's Gallery

LÉONARD DE VINCI : cent dessins des collections privées de la reine. QUEEN'S GALLERY, Buckingham Palace, Londres SW1. Jusqu'au 12 janvier 1997. Ouvert tous les jours, de 9 h 30 à 16 h 30. Adulte, 3,50 livres (27 francs environ) ; plus de 60 et moins de 17 ans, 2,50 livres (77 francs). Informations : 19 (44) 171-839-1377.

LONDRES

Comme chaque année, la reine expose chez elle, à la Queen's Gallery de Buckingham Palace. La souveraine a choisi de présenter à ses sujets une centaine des six cents dessins de Léonard de Vinci de sa collection privée — première collection privée du monde.

Cette Galerie de la Reine a connu une histoire mouvementée. Serrée royale, puis chapelle pour la reine Victoria en 1843, elle fut détruite pendant le Blitz, en septembre 1940, lors d'un raid aérien allemand. Finalement reconstruite, le duc d'Edimbourg proposa d'en faire un espace consacré aux trésors de la couronne. Ouverte au public en juillet 1962, la Queen's Gallery a depuis accueilli plus de quatre millions de personnes.

Le Royal Collection Trust gère la collection privée de la reine et, depuis 1962, organise une exposition annuelle. Parmi les flops royaux, on trouve, en 1965, une exposition de timbres qui n'a attiré que vingt mille personnes et a dû fermer ses portes au bout de trois mois. Ou plus récemment, en 1994, l'exposition « Gainsborough et Reynolds : contraste du mécénat royal », qui n'a pas suscité la ferveur du public. Seulement quatre-vingt mille entrées en dix mois. En revanche, plus de quatre cent cinquante mille personnes se sont précipitées en 1978 pour admirer les photographies du jubilé d'argent de la reine. Cette année, la presse britannique est unanime : les dessins de Léonard de Vinci forment un « petit bijou ». La reine peut dormir tranquille.

Les dessins exposés retracent l'évolution artistique du peintre et témoignent de ses passions. Ils donnent un aperçu court mais complet des facettes de Léonard de Vinci, sculpteur, architecte, botaniste, anatomiste, ingénieur, géologue, cartographe, musicien et peintre. Sous l'œil bienveillant mais attentif d'un gardien en livrée royale, le visiteur peut admirer ses études sur la lumière, es-

quisses sur le système nerveux, croquis de dissection ou cartes topographiques de la vallée de l'Arno. Ou encore ses croquis de costumes pour la cour de François I^{er}, sans oublier les études préparatoires de *L'Adoration des Mages*, *La Vierge à l'enfant* et *sainte Anne et La Cène*.

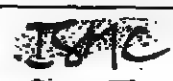
DES SPLENDIDEURS

La collection privée d'Elizabeth II comprend plus de dix mille tableaux de maître, une centaine de milliers de gravures ainsi que des milliers de meubles, sculptures, pièces de porcelaine et de vaisselle, armes, tissus et bijoux de grande valeur amassés par la famille royale, pour la plupart depuis la restauration de la monarchie, en 1660. Les résidences royales abritent naturellement les différents trésors de cette collection xanaduque. Les Windsor peuvent les contempler chaque jour à domicile, à St. James, Balmoral, Frogmore House, Hampton Court, Windsor, Kensington, Sandringham et autres palais ou châteaux royaux. C'est d'ailleurs là que le bât blesse. Les Britanniques aimeraient bien admirer un peu plus souvent leurs trésors. « Les expositions annuelles à la Queen's Gallery ne sont que le dessus de l'iceberg », nous confie un historien d'art anglais qui veut garder l'anonymat, fidélité à la reine oblige. Celle-ci a pourtant ouvert au public les portes du château de Windsor, pour en financer les travaux de rénovation après l'incendie de novembre 1992.

On peut même visiter depuis, toujours pour contribuer aux frais de restauration, certaines salles de Buckingham Palace, et en particulier la salle du trône, pendant huit semaines, du 8 août au 30 septembre 1996. « C'est triste à dire, mais sans cet incendie les Britanniques n'auraient jamais eu accès aux splendeurs des collections royales. Les résidences royales regorgent de merveilles. Des Canaletto, des Van Dyck, des Rubens à ne savoir qu'en faire ! », soupire l'historien dépit.

Toute collection privée reflète les goûts de son collectionneur. Dans celle de la reine ne figure aucune œuvre contemporaine ou abstraite. Aucun impressionniste, aucun cubiste. La monarchie se réveille à l'art moderne ? Interrogé, Buckingham Palace s'empresse de répondre que le duc d'Edimbourg possède dans sa propre collection des œuvres contemporaines majeures. Autre trait distinctif de la collection royale : elle appartient au monarque, non à sa personne privée. Si Elizabeth II a le devoir d'administrer et d'enrichir sa collection, elle n'a en aucun cas le droit d'en disposer, et encore moins d'en vendre les éléments. Le prince Charles suggérerait-il à sa mère de se délester d'un petit Canaletto pour couvrir les frais de son divorce qu'elle ne pourrait le satisfaire. Sage précaution par les temps qui courent.

Agnès-Catherine Poirier



Un cycle supérieur (homologué niveau 1) pour la production et la diffusion : en culture, en audiovisuel et multimédia.

ISMC - 6, rue de Braque
75003 PARIS - Tél. : 44.54.52.82 ou
44.54.52.93 - Télécopie : 44.54.52.81
ISMC - Etablissement d'Enseignement Supérieur Technique privé

Un ancien numéro vous manque ? C'est le moment de vous le procurer

BON DE COMMANDE

A retourner à : « Le Monde » - vente au numéro, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05
vous pouvez aussi commander sur Minitel 3615 LEMONDE puis ANC.

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville : Pays :
Montant total de votre commande : F par chèque ou mandat 134195

- | | |
|---|---|
| <p>MONDE DE L'ÉDUCATION - mensuel
prix unitaire : 29 F</p> <ul style="list-style-type: none"> □ Spécial classes préparatoires - février 95 □ Approches à l'Université/STES, une fois les autres - mars 95 □ Général généraliste/STES, une fois les autres - avril 95 □ Violence à l'école/Bas/Orientaux - mai 95 □ Redoublements, malade scolaire ou 2^e chance - juin 95 □ L'Enseignement supérieur - juillet/août 95 □ Peut-on encore reformer l'école ? - septembre 95 □ Enseignant, le salut de la galère - guide de l'orientation - octobre 95 - 39 F □ S'en sortir par l'école - novembre 95 - 39 F □ Palmarès des écoles de commerce et de gestion - décembre 95 - 39 F <p>MANIÈRE DE VOIR - trimestriel
prix unitaire : 48 F</p> <ul style="list-style-type: none"> □ N° 31 Le Temps des exclusions □ N° 32 Le Dénouement des tensions □ N° 33 L'Europe, l'Europe éternelle □ N° 34 Le Modèle français en question □ N° 35 Le Maghreb face à la contestation islamique □ N° 36 Les Boutiers essouffés du monde □ N° 37 Les Lézards d'Ivresse □ N° 38 Média et contrôle des esprits □ N° 39 Les Nouveaux Maîtres du monde <p>DOSSIERS & DOCUMENTS - mensuel
prix unitaire : 14 F ou 20 F **</p> <ul style="list-style-type: none"> □ Revue des matières premières/Les Taux-tendances - novembre 94 □ L'Exclusion sans repêchage/L'avenir des régions - décembre 94 □ L'Europe des quatre/Deuxième édition, dernier pari l'emploi ? - janvier 95 □ Les Mutations de la famille/Conjonctions-séparées - février 95** □ Argent et politique/La Population mondiale - mars 95 □ Les Pays non développés/Le Retour des cycles économiques - avril 95 □ Spécial expositions - le dernier état du monde et de la France - mai 95 □ La Question ukrainienne/La Russie médiocratie - juin 95 □ Le Nucleaire après la guerre froide - juillet/août 1995 □ L'Empire en crise - septembre 95 □ Les Nazis/Le retour d'Europe/Holocauste - octobre 95** □ L'Inde peut-elle - novembre 95 □ La Sécurité française en Afrique en Europe - décembre 95 <p>DOSSIERS & DOCUMENTS LITTÉRAIRES - trimestriel
prix unitaire : 15 F</p> <ul style="list-style-type: none"> □ N° 1 Mesquites/Les Pandores du théâtre - octobre 95 (reprise) □ N° 2 L'Œuvre d'art/La Dénouement de la langue française - novembre 95 □ N° 3 Plancher/La Presse en question - mai 94 □ N° 4 L'Amérique/La Nouvelle Rome - avril 94 □ N° 5 Zola/Littérature et mystique - octobre 94 □ N° 6 Proust/Roman et cinéma - janvier 95 □ N° 7 Stendhal/La Tragédie musicale - avril 95 □ N° 8 Baudelaire/Science-fiction française - juillet 95 □ N° 9 Francis Poulenc/Science-fiction - octobre 95 <p>MONDE DES DÉBATS
prix unitaire : 32 F</p> <ul style="list-style-type: none"> □ septembre 94 □ octobre 94 □ novembre 94 □ décembre 94 □ janvier 95 □ février 95 □ mars 95 □ avril 95 | <p>MONDE DIPLOMATIQUE - mensuel
prix unitaire : 22 F</p> <ul style="list-style-type: none"> □ décembre 94 □ janvier 95 □ février 95 □ mars 95 □ avril 95 □ mai 95 □ juin 95 □ juillet 95 □ août 95 □ septembre 95 □ octobre 95 □ novembre 95 □ décembre 95 <p>INDEX de la Monde Diplomatique - 25 F</p> <ul style="list-style-type: none"> □ année 1995 □ année 1994 <p>MONDE DES PUBLICITÉS - mensuel
prix unitaire : 30 F</p> <ul style="list-style-type: none"> □ Titres classiques - janvier 95 □ La Marianne de Gandem - mars 95 □ Les Présidents de la République - avril 95 □ Annuaire 94-95 - mai 95 □ Jean de La Fontaine - juin 95 □ Desmutations lousines - juillet/août 95 □ La Rampe polaire - septembre 95 □ N° 900 - octobre 95 - 15 F □ Automobile et code de la route - novembre 95 □ Coupe du monde 96 - décembre 95 <p>MORS-SÉRIES</p> <ul style="list-style-type: none"> □ Présidentielles : J. Chirac, le défilé du chagrin - 58 F □ François Mitterrand, 14 ans de pouvoir - 58 F □ Cinq ans de cinéma - 25 F □ 14-18, La Trêve Grande Guerre - 75 F □ Fédérations de l'ère : Cinq cinémas - La Comédie russe - 35 F □ Clanton président 1992 - 54 F □ La Nouvelle Russie - 30 F □ Paléontologie - Israël - 30 F □ Les Vendeurs du jour - 30 F <p>HISTOIRE AU JOUR LE JOUR</p> <ul style="list-style-type: none"> □ 86-91 : le retour des nations - 98 F □ 90-95 : la 2^e guerre mondiale - 70 F □ 94-95 : la guerre froide - 70 F □ La 1^{re} République - 78 F <p>LES GRANDS ENTRETIENS - 44 F</p> <ul style="list-style-type: none"> □ P. de la science, religion <p>SAVOIRS - 34 F</p> <ul style="list-style-type: none"> □ Les Mers, avenir de l'Europe □ Une Terre en malade □ Les Conquêtes de l'espace <p>BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1994 - 30 F</p> <p>ALBUM DU 80^e ANNIVERSAIRE DU 30^e ANNÉE - 220 F</p> |
|---|---|

Indiquer dans les cases correspondantes le nombre d'exemplaires souhaités.
Prix port inclus pour la France métropolitaine, pour les autres destinations, ainsi que pour la vente en nombre (10 exemplaires ou plus) 42-47-29-97

Menthe à l'eau, tequila et camomille

Une nouvelle pièce de Joël Jouanneau, « Allegria, opus 147 », sur les trois âges de la vie

AU DÉPART, il y a la sonate poétique et piano de Chostakovitch, la seule du musicien russe que, pendant longtemps, Joël Jouanneau écoute. A l'arrivée, il y a une pièce en trois mouvements - aria, allegretto, adagio - qui correspond aux trois moments de la vie telle qu'elle se voit - menthe à l'eau, tequila et camomille. Entre-temps, il y a une anecdote en forme d'argument - Virginie et Thomas jouent le début de la sonate de Chostakovitch devant Dimitri, leur vieux professeur qui donne sa dernière leçon. Et enfin, sur scène, sont présents une artiste



(Virginie Michaud) qui joue la comédie, un acteur (Yves Jenny) qui joue du piano et François Chatoir, comédien dans un rôle d'un poète du Jui. Joël Jouanneau signe la mise en scène de cette pièce, opus 8 de son œuvre d'écriture dramatique.

★ Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris-20. M° Gambetta. Le mercredi, à 21 heures; le jeudi, vendredi, samedi, à 21 heures; le dimanche, à 16 heures. Tél.: 44-52-52-52. Durée: 1 h 20. 110 F et 160 F. Jusqu'à 19 mai.

UNE SOIRÉE À PARIS

Idali Modern Dance Theatre
Le directeur artistique de cette compagnie, inconnu dans notre pays, se nomme John Scott. Il est de Dublin. La pièce s'appelle *Slam*. Elle est écrite pour huit danseurs. A découvrir dans le cadre de « l'imaginaire irlandais ».

Le Regard du cygne, 210, rue de Belleville, Paris-19. M° Place-des-Fêtes. Télégroupe. 20 h 30, les 16 et 17. Tél.: 43-55-55-53.

Billy Budd
L'opéra de Benjamin Britten fait son entrée au répertoire de l'Opéra de Paris dans une production admirablement chantée et une mise en scène efficace. Rodney Giffy (Billy Budd), Robert Tear (capitaine Vere), Eric Halfonson (Claggart), David Wilson-Johnson (Redburn), Glenn Saks (Finn), Daniel Sumegi (Ratcliffe), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Gary Bertini (direction), Francesca Zambello (mise en scène). Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris-11. M° Bastille. 19 h 30, les 17, 20, 22 et 25; 15 heures, le 28. Tél.: 44-73-13-00. De 60 F à 590 F.

Orchestre de Paris
Elle a tout pour elle, presque trop: jolies, à l'aise à la télévision, trop de bonnes fêtes, peut-être,

autour du berceau de cette violoncelliste qui n'est pourtant pas une enfant... Mais Anne Gastinel est musicienne, et une grande carrière s'ouvre à elle, si elle ne laisse pas se refermer la discrète fleur qui fait les grands...

Haydn: *Symphonie n° 39*. Schumann: *Concerto pour violoncelle et orchestre*. Brahms: *Symphonie n° 3*. Kurt Sanderling (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8. M° Ternes. 20 h 30, les 17 et 18. Tél.: 45-63-07-96. Location Fnac, Virgin. De 60 F à 240 F.

Alma Rosa
La Cubaine Alma Rosa a de la voix, elle rend à la musique latine ses saveurs siennes et ses accents afro-américains. Une belle voix, affirmée dans *Chocolat* (chez WM), son dernier album, un talent parfois tempéré par un emprunt étonnant (*Moradela* d'Alfredo Arias, *Un étrange voyage* de Stanislas Nordey). En concert comme sur l'album, elle se produit avec des musiciens du groupe Skam et de l'Orchestre national de Jazz. Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19. M° Porte-de-Pantin. 21 h 30, le 17. Tél.: 42-00-14-14. 110 F.

THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

Ca mal expédie de Jean Bois, mise en scène de l'auteur, avec Dominique Constantini et Jean Ric.

Escalier de Paris, 6, rue Pierre-au-Lard, Paris-4. M° Hôtel-de-Ville. A partir du 23 avril. Du mardi au samedi, à 21 heures; le dimanche, à 15 heures. Tél.: 42-78-46-42. De 60 F à 120 F. Jusqu'à 30 juin.

La Dispute
de Marivaux, mise en scène de Georges Bigot, avec Natacha Capran, Hélène Hervé, Frédéric Larousse, Guillaume Médard, Fadèle Palasio, Les Bouzidi, Ximou Fuchs, Valérie Merlet, Béatrice Rangelard et Manes Fuchs. Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, Paris-12. M° Château-de-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. A partir du 23 avril. Du mardi au samedi, à 21 heures; le dimanche, à 16 heures. Tél.: 43-76-24-05. Durée: 1 h 15. De 50 F à 100 F. Jusqu'à 5 mai.

Orphée, le Morn de Venise de William Shakespeare, mise en scène de Mahmoud Shabali, avec Daniel Bahloul-Drouelle, Madeleine Demoule, Bass Dhem, Bruno Dubois, Frédéric Boquet, Claire-Lise Charbonnier, Jacy Delacassas, Cynthia Gava, Max Maurice, Philippe Pastot, Basile Sijou, Mahmoud Shabali et Christine Kotschi, Scott Stéphane (musiciens) et Daniel Sublé (danseur).

Escalier de Paris, 6, rue Paul-Signac, Arcueil. Les vendredis 19 et samedi 20, à 20 h 45; le dimanche 21, à 16 h 30. Tél.: 46-15-09-76. Durée: 2 h 15. De 40 F à 80 F.

(en roumain et traduction) de Dusan Kovacevic, mise en scène de Horea Popescu, avec Mircea Albulescu, Costel Constantini, Rodica Muresan et Alexandru Georgescu. Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6. M° Vavin. Notre-Dame-des-Champs. Les mardis 23 et mercredi 24, à 19 h 30. Tél.: 45-44-57-34. Durée: 1 h 30. De 71 F à 140 F. Jusqu'à 24 avril.

Sallinger
de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Kamel Abdeli, avec Jacques Alauze, Corinne Delon, Christophe Grégoire, Cécile Guillemot, Claire Harmond, Pascale Mariani, Serge Melonau et Patrick Suter. Théâtre Renaudier, 16-18, allées Léon-Gambetta, 92 Clamart. A partir du 22 avril. Du mardi au samedi, à 21 heures; le dimanche, à 15 heures. Tél.: 47-39-39-39.

28-58. Durée: 2 heures. 100 F. Jusqu'à 12 mai.

SÉLECTION

Chambre obscure
de Vladimir Nabokov, mise en scène d'Anton Kouznetsov, avec Jean-Gabriel Nordmann, Véronique Octon, Richard Sammel et Marc Wery. Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claude, Paris-6. M° Odéon, RER Luxembourg. Du mardi au samedi, le lundi, à 18 heures. Tél.: 44-41-36-36. Durée: 1 h 20. De 30 F à 70 F. Jusqu'à 4 mai.

La Dams de mort
de August Strindberg, mise en scène de Matthias Langhoff, avec Bérangère Dautun, Muriel Mayette, Jean Dautremay, Céline Samet et Gilles Privat. Comédie-Française, Salle Richelieu, place Colette, Paris-1. M° Palais-Royal. Les mercredis 17, vendredi 19, samedi 20, mardi 23, vendredi 26, dimanche 28, lundi 29, à 20 h 30; les dimanches 21 et samedi 22, à 16 h 30. Tél.: 40-15-00-15. Durée: 3 heures. De 25 F à 175 F. Jusqu'à 16 juillet.

Être sans peur (Platonov)
d'Anton Tchekhov, mise en scène de Claire Lasse, avec Patrick Piniau, Anne Alvaro, Richard Sammut, Yann-Joël Collin, Fabien Orzi, Anne Sée, Dominique Guillard, Sylvia Cordonnier, Alain Enjary, Patrice Bornand, Nicolas Fleury, Anne Képpels et Gérard Hardy. Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19. M° Porte-de-Pantin. Du mercredi 17 au samedi 20, à 20 heures; le dimanche 21, à 16 heures. Tél.: 42-02-02-02. Durée: 4 heures. De 65 F à 135 F. Dernières.

Scénario
de Jean-Marie Besset. Mise en scène de François Grosjean, avec Laura Favali, Robert Plagnol et Ophélie Koering, mise en scène de François Grosjean, avec Laura Favali, Robert Plagnol, Ophélie Koering, Antoine Séguin, Gilbert Deveau et Romain Durs.

Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, Paris-9. M° Blanche. Du mardi au vendredi, à 20 h 30; le samedi, à 17 heures et 20 h 30; le dimanche, à 15 h 30. Tél.: 42-61-00-11. Durée: 1 h 50. De 100 F à 220 F. Jusqu'à 30 juin.

La Maison des tentes
de Jean-Pierre Jourd'heuil, mise en scène de Jean Deloche, avec Gabriel Le Doze, Cécile Pilet et Camille Grandville. Théâtre de l'Atellante, 10, place Charles-Duval (impasse à gauche), Paris-18. M° Anvers. Abandonné. Du mercredi 17 au samedi 20, le lundi 22, à 20 h 30; le dimanche 21, à 17 heures. Tél.: 46-06-11-90. Durée: 1 h 30. De 50 F à 120 F. Dernières.

Moi
d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Constanza, Jacques Sereys, Yves Gasc, Anne Kessler, Jean-Pierre Miché, Igor Tyczka, Eric Frey, Christian Blanc, Eric Doye, Bruno Putzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française, Salle Richelieu, place Colette, Paris-1. M° Palais-Royal. Le samedi 20, à 14 h 30; les dimanches 21 et jeudi 25, à 20 h 30. Tél.: 40-15-00-15. Durée: 2 h 15. De 25 F à 175 F. Jusqu'à 21 juillet.

Napoleon ou les Cent-Jours
de Christian Dietrich Grabbe, mise en scène de Bernard Sobel, avec Estelle Aubert, Michel Bompou, Anne Cailère, Christophe Caustier, Sylvia Conti, Vincent Dissaz, Cyril Dubreuil, Bernard Ferreira, Gilles Masson, Eric Pingault, Dominique Richard, Xavier Thiot, Gérard Watkins, Damien Witteck et la Prête Fanfare.

Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. Du mercredi 17 au samedi 20, à 20 heures; le dimanche 21, à 16 heures. Tél.: 41-32-26-26. Durée: 3 h 30. 95 F et 140 F. Dernières.

Le Précepteur
de Jacob Lenz, mise en scène de Sylvie Mauriac, avec Jean-Pascal Abibat, Simon Bakhouche, Nadine Berland, Michel Quidu, Ivan Duruz, Désirée Olmi, Catherine Tolosa, Pascal Martin-Gravel et Baptiste Roussillon. Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, Paris-12. M° Château-de-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Les mercredis, vendredis, samedis, à 20 h 30; les jeudis et mardis, à 19 h 30; le dimanche, à 16 heures. Tél.: 43-28-36-36. Durée: 1 h 30. De 50 F à 110 F. Jusqu'à 19 mai.

Quel petit vent qui guide le dromé
au fond de la cour: Les Ennes et Fortes de Georges Perot et Marguerite Duras, mise en scène d'Isabelle Nanty et Tacta-na Valle, avec Jacques Spieser (Pérez), Aurélien Clément, Elisabeth Depardieu et Jacques Spieser (Duras). Gaité-Montparnasse, 26, rue de la Gaité, Paris-14. M° Edgar-Quinet. Gaité, Montparnasse-Bienvenue. Du mardi au vendredi, à 20 h 30; le samedi, à 17 h 30 et 20 h 30; le dimanche, à 17 heures. Tél.: 43-22-16-18. Durée: 2 heures. De 75 F à 220 F. Jusqu'à 30 juin.

Cher Quidu
de Jacques Audoubert, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Marcel Maréchal, Catherine Arditi, Françoise Christophe, Mama Prasinos, Claude Merlin, Nicole Vaulde et Michel Oumassat. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8. M° Franklin-Roosevelt, Champs-Élysées-Clémenceau. Le mercredi, à 19 h 30; les mardis, jeudis, vendredis, samedis, à 20 h 30; le dimanche, à 15 heures. Tél.: 44-95-98-10. Durée: 1 h 50. De 80 F à 150 F. Jusqu'à 31 mai.

La Règle du jeu
d'après Jean Renoir, mise en scène de Marc Sarrasin, avec Sheila O'Connor, Hélène Marle, François Bercoff, Franck Scandolera, Patrick Aleguérat-guy, Thierry Garnier, Thierry Devesy, Maurizio Guadagnino, Sabine Voegelin et Eric Guille. L'Avant-Scène, 35, rue Léon, Paris-18. M° Château-Rouge, Marcadet-Poissonniers. Du mercredi 17 au vendredi 19, à 21 heures; le samedi 20, à 19 heures; le dimanche 21, à 15 heures. Tél.: 44-95-98-10. Durée: 1 h 50. De 80 F à 150 F. Jusqu'à 31 mai.

d'après Aragon, Arnaud, Breton, Prévert, Queneau, mise en scène de Michel Didym, avec Sandrine Attard, Hélène Barbu, Véronique Bisaglia, Julie Brochen, Isabelle Cagnat, Anne Coesens, Léa Foray, Nathalie Goupil, Hélène Marteau, Isabelle Olive et Vincent Réjaud.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, Paris-12. M° Château-de-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Les mercredis, vendredis, samedis, à 21 heures; les jeudis et mardis, à 20 heures; le dimanche, à 16 h 30. Tél.: 43-28-36-36. Durée: 1 h 15. De 50 F à 110 F. Jusqu'à 15 mai.

Scènes de la vie conjugale
d'Ingmar Bergman, mise en scène de Rita Russak et Stephan Meldegg, avec Nicole Garcia et André Dussollier. Théâtre de la Madeleine, 19, rue de Surène, Paris-8. M° Madeleine. Du mardi au vendredi, à 21 heures; le samedi, à 17 heures et 21 heures. Tél.: 42-69-11-45. Durée: 1 h 45. De 100 F à 250 F. Jusqu'à 30 juin.

Sophonisbe
de Pierre Corneille, mise en scène de Jean-Marie Villegier, avec Alfredo Canavate, Sandrine Bonjean, Jean-Pierre Baudouin, Stéphane Fauville, François Frapier, Frédéric Laurent, Anne Claire, Candy Saulnier, Marie-Ange Duthell, Marc Schreiber et Jean-Noël de Marco-vitch. Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris-9. M° Opéra. Du mercredi 17 au samedi 20, les mercredis 24, jeudis 25, vendredis 26, samedis 27, à 20 h 30; les dimanches 21 et dimanche 28, à 16 heures; le mardi 23, à 19 heures. Tél.: 42-67-27. Durée: 3 heures. De 40 F à 150 F. Jusqu'à 28 avril.

Un grand cri d'amour
de Josiane Balasko, mise en scène de l'auteur, avec Josiane Balasko, Richard Berry, Jean-Claude Bouillon et Philippe Brunau. Théâtre de la Michodière, 4, bis, rue de la Michodière, Paris-2. M° Opéra, Quatre-Septembre. Du mardi au vendredi, à 20 h 30; le samedi, à 17 heures et 20 h 30; le dimanche, à 17 heures. Tél.: 47-42-95-22. Durée: 2 heures. De 50 F à 240 F. Jusqu'à 30 juin.

Un mois à la campagne
d'Ivan Tourgueniev, mise en scène d'Yves Beaumais, avec Nathalie Richard, Stéphanie Schwartzbrod, Nicole Colchat, Jean-Pol Dubois, Marc Citi, Christophe La Masne, Renaud Bédard, Vincent Vautel et en alternance, Gregory Chailou ou Quentin Deguire. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Du mercredi 17 au samedi 20, à 20 h 30. Tél.: 48-13-70-00. Durée: 2 heures. De 50 F à 110 F. Dernières.

Waynes
d'après Georg Büchner, mise en scène de Gilles Bouillon, avec Antoine Basier, Hélène Laussaur, Pierre-Alain Choupi, John Arnold, Jean-François Vialat, Xavier Guicet, Léon Napias, Julia Zimna, Théo Kailer et Bruno Tialba. Artistic-Athénas, 45, rue Richard-Lenoir, Paris-11. M° Voltaire. Les mercredis et jeudis, à 19 heures; les vendredis et samedis, à 20 h 30; le samedi, à 16 heures et 20 h 30; le dimanche, à 16 heures. Tél.: 43-56-38-32. Durée: 1 h 40, 80 F et 150 F. Jusqu'à 5 mai.

(*) Tarifs réduits.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

À FLEUR DE PEAU
Film américain de Steven Soderbergh, avec Peter Gallagher, Alison Elliott, William Fichtner, Adam Trese, Joe Don Baker, Paul Dooley (1 h 35).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; UGC Montparnasse, 8^e; UGC Odéon, 1^{re}; UGC Rex, 2^e; UGC Lyon Bastille, 1^{re} (43-07-48-60); Escorial, 1^{re} (47-07-28-04); Gaumont Grand Ecran Italie, 1^{re} (43-80-77-00); Gaumont Alésia, 1^{re} (45-80-77-00); Gaumont Alésia, 1^{re} (45-80-77-00).

CLUELESS
Film américain d'Amy Heckerling, avec Alicia Silverstone, Stacey Dash, Brittany Murphy, Donald Faison, Paul Rudd, Breckin Meyer (1 h 38).

VO: UGC Forum Orient Express, 1^{re}; UGC Rex, 2^e; UGC Opéra, 1^{re}; UGC Lyon Bastille, 1^{re} (43-07-48-60); Escorial, 1^{re} (47-07-28-04); Gaumont Grand Ecran Italie, 1^{re} (43-80-77-00); Gaumont Alésia, 1^{re} (45-80-77-00); Gaumont Alésia, 1^{re} (45-80-77-00).

LE COMPLEXE DE TOULON
Film français de Jean-Claude Biette, avec Jean-Christophe Bouvet, Howard Vernon, Yse Tran, Haydée Callot, Jean-Frédéric Dussac, Philippe Chemin (1 h 21).

Studio des Ursulines, 9 (43-26-19-09).

DÉSISTE
Film français de Bernard Murat, avec Jean-Paul Belmondo, Fanny Ardant, Béatrice Dalle, Claude Rich, Jean YVES, Dominique Lavanant (1 h 33).

UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; Gaumont Opéra Impérial, 2^e; L'Araquin, 8 (45-44-28-00); Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23); Miramar, 14^e; Gaumont Convention, 15^e; UGC Maillot, 17^e; Pathé Wepler, 18^e.

DRACULA, MORT ET HEUREUX DE L'ÊTRE
Film américain de Mel Brooks, avec Leslie Nielsen, Peter Mac Nicol, Steven Weber, Amy Yasbeck, Lysette Anthony, Harvey Korman (1 h 35).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; UGC Danton, 6^e; Gaumont Marignan, 8^e; UGC Normandie, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e; VF: Rex, 2^e; UGC Montparnasse, 8^e; Gaumont Opéra Français, 1^{re}; Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e; Gaumont Alésia, 1^{re}; Gaumont Convention, 15^e; Pathé Wepler, 18^e; Le Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

LE MONTEUR D'OMAR
Film grec de Lefteris Xanthopoulos,

avec Kostas Kazakos, Stratos Tzortzoglou, Giorgos Ninios, Dora Masklavou, Vassilis Bonatos, Paris Koutsartas (1 h 45).

VO: Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

MOVIE DAYS
Film islandais de Fridrik Thor Fridrikson, avec Orvar Jens Amarnson, Rurik Haraldsson, Sigrun Halmyrdottir, Orri Helgason, Jon Sigurbjornsson (1 h 45).

VO: L'Entreprise, 14 (45-43-41-63).

LES NOUVELLES AVENTURES DE WALLACE ET GROMIT
Dessin animé britannique de Peter Lord, David Sproxton, Sam Fell, Nick Park, (1 h 13).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; 14-Juillet Beaubourg, 3^e; Europa Parthéon (ex-Reffet Parthéon), 5 (43-54-15-04); 14-Juillet Odéon, 1^{re} (43-54-15-04); UGC Rotonde, 6^e (43-25-58-83); UGC Rotonde, 6^e; Elysées Lincoln, 8^e (43-59-36-14); Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23); Gaumont Opéra Français, 1^{re} (43-57-90-81); Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79).

LE TEMPS DE L'AMOUR
Film iranien de Mohsen Makhmalbaf, avec Shiva Gerde, Abdolraman Palay, Aken Tunt, Menderes Samanjari (1 h 15).

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3^e; 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81).

THE ADDICTION
Film américain d'Abel Ferrara, avec Li-Taylor, Christopher Walken, Annabella Sciorra, Edie Falco, Michel Fella, Paul Calderon (1 h 24).

VO: Action Christine, 6^e (43-29-11-30); Elysées Lincoln, 8^e (43-59-36-14); Max Linder Panorama, THO, 1^{re} (45-24-88-88).

UN DIVAN À NEW YORK
Film franco-belge de Chantal Akerman, avec Juliette Binoche, William Hurt, Stéphanie Buitte, Barbara Garrick, Paul Guilfoyle, Richard Jenkins (1 h 45).

VO: Gaumont les Halles, 1^{re} (40-39-99-40); 14-Juillet Odéon, 1^{re} (43-25-58-83); Les Trois Luxembourgs, 8 (46-33-97-77); La Pagode, 7^e; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67); Gaumont Grand Ecran Italie, 1^{re} (45-80-77-00); Sept Parnassiens, 1^{re} (43-20-32-20); Majestic Passy, 1^{re} (44-24-46-24).

Dernières • Samedi 27 avril • 14h et 20h

Théâtre national de la Colline 44 52 52 52

VO: UGC Opéra, 1^{re}; Les Nations, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 1^{re}; Gaumont Parnasse, 14^e; Mistral, 14^e; UGC Convention, 15^e; Pathé Wepler, 18^e.

EXCLUSIVITÉS
BEAUMARCHAIS L'INSOLENT
de Edouard Molinaro, avec Fabrice Luchini, Manuel Blanc, Sandrine Kiberlain, Jacques Weber, Michel Piccoli, Claire Nebout. Français (1 h 40).

UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; Gaumont Opéra Impérial, 2^e; 14-Juillet Beaubourg, 3^e; 14-Juillet Odéon, 1^{re} (43-25-58-83); UGC Rotonde, 6^e; Le Balzac, 8 (45-61-10-60); UGC Opéra, 1^{re}; 14-Juillet Bastille, 1^{re} (43-57-90-81); Escorial, 1^{re} (47-07-28-04); Mistral, 14^e; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, 1^{re}; Majestic Passy, 1^{re}; 14 (44-24-46-24); Pathé Wepler, 18^e; Le Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

LE CŒUR FANTÔME
de Philippe Garrel, avec Louis Rego, Aurélie Alcaïs, Maurice Garrel, Evelynne Didé, Roschdy Zem, Camille Chénin. Français (1 h 27).

14-Juillet Beaubourg, 3^e; Le Saint-Germain-des-Près, 1^{re} G. de Beauregard, 6 (42-22-87-37).

LA DERNIÈRE MARCHÉ
de Tim Robbins, avec Susan Sarandon, Sean Penn, Robert Prosky, Raymond J. Barry, R. Lee Ermy, Celia Weston. Américain (2 h 02).

VO: UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; UGC Odéon, 6^e; UGC Triomphe, 8^e; 14-Juillet Beaubourg, 3^e; Le Saint-Germain-des-Près, 1^{re} G. de Beauregard, 6 (42-22-87-37).

LES DERNIERS JOURS D'EMMANUEL KANT
de Philippe Collin, avec David Warshaw, André Wilms, Roland Amstutz, Christian Rié, Julien Rochefort, Claude Auruère. Français, noir et blanc (1 h 10).

Studio des Ursulines, 9 (43-26-19-09).

L'ÉDUCATRICE
de Pascal Kané, avec Alexandra Winsky, Nathalie Ri-

chard, Jean-François Stévenin, Brigitte Roiban. Français (1 h 33).

EGGS
de Bent Hamer, avec Sverre Hansen, Kjetil Stormoen, Leif Andvén. Norvégien (1 h 26).

VO: Le Quartier Latin, 5^e (43-26-84-65).

ENFANTS DE SALAU
de Toni Marshall, avec Anémone, Nathalie Bays, François Cluzet, Molly Ringwald, Jean YVES. Français (1 h 40).

UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; UGC Montparnasse, 8^e; UGC Odéon, 6^e; UGC Triomphe, 8^e; Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-56-31); Les Nations, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 1^{re}; UGC Gobelins, 13^e; Mistral, 14^e; UGC Convention, 15^e; Pathé Wepler, 18^e.

LA FEMME DU PORT
de Arturo Ripstein, avec Patricia Reyes Spindola, Alejandro Parodi, Damian Alcázar, Evangelina Sosa, Ernesto Yáñez. Mexicain (1 h 50).

VO: Latina, 4^e (42-78-47-86); Épée de Bois, 5^e (43-27-57-47); Le Quartier Latin, 5^e (43-26-84-65).

GUILTY
de Gerard Stembridge, avec Andrew Connolly, Jasmine Russel, Peter Hanly, Michelle Houlden, Frankie McCafferty, Pauline McLynn. Irlandais (1 h 30).

VO: Reflet Médicis II, 5^e (43-54-42-34).

LE JOURNAL DU SÉDUCTEUR
de Danièle Dubroux, avec Chiara Mastroianni, Melvil Poupaud, Hubert Saint Macary, Serge Merlin, Mathieu Amalric, Danièle Dubroux. Français (1 h 35).

Les Trois Luxembourgs, 8 (46-33-97-77); Le Balzac, 8 (45-61-10-60); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LEAVING LAS VEGAS

Voyage dans le bouquet de Canal Plus

UNE NOUVELLE télévision.

La chaîne est contrôlée à 51 % par la filiale britannique du groupe américain Landmark Communications, dont sont aussi actionnaires la Virginie Slims et la Norfolk (Virginie) Inc., outre des journaux (*The Virginia Pilot*, *The Antique Trader* Wee, etc.). Le groupe contrôle The Travel Channel aux Etats-Unis (18,5 millions d'abonnés) ainsi que des chaînes sur le voyage en Grande-Bretagne, en Afrique du Sud et en Amérique latine. Les 49 % restants devraient revenir aux câblo-opérateurs français. Autorisée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Voyage disposera d'un budget annuel de 35 millions de francs et vise 400 000 abonnés.

Alain Salles

l'isolement invoquée par Edinhi n'est

TF 1

12.30 A vrai dire.
Magazine.

13.30 Journal, Météo.

13.35 Bonnes Météos.

14.30 Les Fêtes de l'amour.
Feuilleton.

14.30 Dallas.
Les choses sonnent.
Feuilleton.

15.25 Hawaii police d'Etat.
Doux zéro.
Série.

16.30 Une famille en or.
Jeu.

17.05 Rick Hunter.
Inspecteur choc. Série.

18.00 Sydney Police.
Le sucre. Série.

19.05 L'Or à l'appel. Jeu.

19.30 et 20.45 Météo.

20.00 Journal, Tiroc,
La Minute hippique.

20.50

PINK
CADILLAC ■
Film américain de Budd Van Horn
(108, min). 987352

Le réalisateur a meublé les trous
du scénario avec des scènes
d'actions. Clint Eastwood n'est
pas près d'y faire face à une
blonde explosive.

22.55

LMI, LE MAGAZINE
INFO
Magazine présenté par Guillaume
Durand.

Le Sud-Liban (73 min). 9085413

0.10 Les Rendez-vous
de l'entreprise.
Jacques-Henri David.

0.35 Chapeau Melon
et bottes de cuir.
Les gladiateurs. Série.

1.30 Journal, Météo.

4.40 Reportages (répét.). 2.10 et 3.15,
4.05 TF1, 2.20 Équipes à l'Italie.
3.25 Histoire de la C. 4.40
Musique. 5.00 Histoire naturelle.

France 2

12.35 et 13.40 Météo.

12.39 Journal.

13.50 Derrick. Série.

14.40 Le Renard. Série.

15.35 Tiroc.
En direct de Longchamp.

15.50 et 5.25 La Chance
aux châteaux.
Les copains d'abord.

16.30 Des chiffres
et des lettres. Jeu.

17.00 Quel de neuf, docteur ?
Change pas d'idée ! Série.

17.30 C'est cool.
Série.

18.05 Les Bons Génies.
Bouffon crime.

18.45 Qui ne qui ? Jeu.

19.15 Bonne nuit, les petits.
C'est pas moi.

19.30 et 20.45 Météo.

19.59 Journal, Météo.

20.55

SUPERMAN ■
Film américain de Richard Donner
avec Christopher Reeve
(1978, 145 min). 8914581

Mise en scène à grand spectacle
d'une célèbre bande dessinée
américaine. Enorme budget,
effets à sensation.

23.25

CA SE DISCUTE
Magazine présenté par Jean-Luc
Delaune.

Langue : les offres parlent-ils aux
Français ? (90 min). 9714581

0.55 Journal, Bourse, Météo.

1.15 Le Cercle de minuit.
La photo. Avec Jean-Luc
Monterosso, Marc Riboud,
Didier Daeninckot, Henry
Chapier et les photographes
Willy Roriss, Ralph Gibson et
les critiques Bernard
Lamarche Vadel, Michel
Guérin (75 min). 3874790

3.05 Targata (répét.). 4.19 24 heures
d'infos. 5.35 Dessin animé.

France 3

12.35 Journal.

13.05 Keno.

13.10 La Boîte à mémorise.

13.40 Le Filou.

14.25 Rébix le chat.

14.48 Le Magazine du Sénat.

14.53 Questions
au gouvernement.
En direct de l'Assemblée
nationale.

16.05 Doug. Dessin animé.

16.40 Les Minikines.

17.45 Je passe à la télé.

18.20 Questions pour un
champion. Jeu.

18.30 Un livre, un jour.
Au cœur de la vie de
Marcel Carné.

18.55 Le 19-20
de l'information.

19.05, Journal régional.

19.59 Journal, Météo.

20.50

RINGLING BROS
AND BARNUM
& BAILEY CIRCUS
Documentaire de Sergio (90 min). 903332

13^e édition du cirque,
surnommé « le plus grand
chapiteau du monde ».

22.20 Journal, Météo.

22.55

COULEUR PAYS
Magazine. Programme des traités
télévisés régionaux (90 min). 778852

Dans la plupart des régions, Arte,
le magazine de l'impalpable, change
de formule. Depuis 1991, cette
émission a déjà proposé plus de
cent cinquante histoires qui
composent un portrait
sociologique de la France des
années 90.

0.25 Sapacités (répét.). 0.30 Sidmag
(répét.). 1.05 Dymasse. Le grand maître.
Feuilleton. 1.30 Musique Arabie.
Concerto pour piano et orchestre,
de Tchaïkovski, par l'Orchestre de la
radio de Moscou, sol. Vladimir Reslo-
seliev, dir. Mikhaïl Pletnev (25 min).

La Cinquième

13.30 Attention santé. 13.35 Déclis magazine.
14.00 Des choix pour demain. Le Monde (14h).

15.00 Arrêt sur images. 16.00 Le Palais de Hampton.
16.30 Le Réseau des médias. 16.35
Rétrofilm. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Mon
héros préféré. Madame Bovary présenté par Régine
Delprat. 18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde
des animaux. Les secrets de la jungle : le paradis
perdu des montagnes.

Arte

19.00 Le Petit Vampire.
Série (4/13). Voyage en train de nuit. 9001

19.30 7 1/2. Présenté par Délied Béthage. Les élections
législatives en Italie (30 min). 9332

20.00 Archimède.
Turbulences : illusion acoustique ; le son ; le
xylophone et l'ordinateur ; bibliographie
(30 min). 9245

20.30 8 1/2 Journal.

20.45

► LA VIE EN FACE : LA MOITIÉ
DU CIEL D'ALGER
Documentaire de Djamilia Sahnou
(34 min). 9221228

Une histoire de la condition féminine en Algérie
des années 50 à nos jours. Des paroles fortes,
prononcées à visage découvert.

21.40

SOIRÉE THÉMATIQUE :
JEAN GENET
21.41 Jean Genet, le vagabond.
Documentaire (1/2) de Michel Dumoulin
(69 min). 10228265

La vie marginale de Jean Genet, orphelin,
voleur et poète, à partir d'archives diverses
et de témoignages de ses amis d'enfance, de
son éditeur...

22.50 Querelle
Film franco-allemand de Rainer Werner
Fassbinder (1982, v.o., 115 min). 1987918

0.35 Jean Genet, l'écrivain.
Documentaire (2/2) (100 min). 4870081

2.31 1. Dian's Watson est la Boy. Documentaire d'Alex Behrens
et Martin Mulser (v.o., inédit) (35 min). 3219487

M 6

13.25 Blessures de femmes.
Téléfilm d'Idd Kaplan
(91 min). 9038987

Le directeur d'une usine
de produits chimiques
toxiques contrainst ses
ouvrières à se faire
avorter. Mon quelquel
secret plus tard... l'entrepriser,
ferme...

15.00 Dexte tics à Miami.
15.30 Hit Machine. Vidéo.
16.00 Filles à papas. Série.
17.30 L'Étalon noir. Série.
18.00 Models Inc. Série.
19.00 Codes Quantum. Série.
(2/2) Lee Harvey Oswald.
19.54 Six minutes
d'information.
20.00 Notre belle famille.
20.35 E = M 6 junior.
Magazine. Les allergies.
L'univers microscopique.

20.50

SLIDERS,
LES MONDES
PARALLÈLES...
Téléfilm d'Andy Tennant (94 min). 9038981

Épisode pilot d'une nouvelle
série qui nous emmène dans
des mondes parallèles où la réalité
est tout autre.

22.30

LE TESTAMENT
DU CŒUR
Téléfilm de Rod Holcomb (90 min). 9051254

Une jeune femme, atteinte d'un
mal incurable, demande à sa
meilleure amie, redevenue
femme d'affaires, de s'occuper
d'elle au moment de sa petite fille.
Malgré les changements
qu'imprime, pour elle, une telle
décision, celle-ci accepte.

0.05 Capital (répét.).
La bataille du ciel (115 min).

2.00 Best of 100% Français. Musique.
3.35 La Saga de la chanson Française.
Gilbert Bécaud. Documentaire. 4.30
Culture pop. Magazine (25 min).

Canal +

10.50 Black + B
Film austro-canadien de
Bruce Beresford (134.
97 min). 9038987

► En clair jusqu'à 19.45.

12.30 La Grande Famille.

13.45 Mes meilleurs
copains !
Film français de Jean-Jaques
Fois (109, 107 min). 9059000

15.30 Les Monstres
de nos cauchemars.
Documentaire (47 min). 92329

16.20 Belles de l'Orient.
Film américain de Jonathan
Kaplan (194, 96 min). 417700

18.00 Le Désiré aimé.
► En clair jusqu'à 20.30.

18.24 Help ! Série.

18.35 Nulle part ailleurs.

20.15

► FOOTBALL
En direct. C'est la UEFA :
derby-touche : Inter Milan -
Borussia - Slavia Prague (135 min). 1271005

22.30 Football. Réunir.
Barcelona - Bayern Munich
(53 min). 90698

23.25 Flash d'information.

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison.
Ernest Bloch et ses 14
compositeurs hébraïques (72).

20.30 Arcipel méditerranéen.
Jaliscoen géraliste : quatre
formations pour quelle
fonction ?

22.40 Nuits magnétiques.
Vues y étaient belles ; y
devriez-vous m'en dire ? (7)

0.05 Du Jour au lendemain. Richard
Canevaro (La Chien fou). 0.30 Cécile.
Jean-Philippe Gaudet : belles formes
données au temps qui passe (21, 120).
Les Nuits de France-Culture.
0.30 L'été. Un conte de la famille
rabouille (11, 200). Comment l'Afrique
écrit son Histoire : A. J. Agazzi ;
Hélène Jourdain et orchestra. Le Cliché.
Balcon ou le retour du Javanais ; 4.34.
Gustavino : Les larmes de l'Alpiquino.

France-Musique

20.00 Concert.
Donné le 5 mars, salle Olivier
Messiaen à Radio-France, à
l'occasion du 80^e anniversaire
d'Henri Dutilleul, par
l'Orchestre philharmonique
de Radio-France, dir. Marek
Janowski : Clavier de
Dutilleul : Myrène de l'Instant
(version révisée) ; Timbres,
aspect, mouvement et le Nutt
(Suite) ; Tout un monde
(ballet, concert pour
violoncelle et orchestre à vent). 1271005

22.30 Soliste. Robert Casadesu.

22.30 Musique pluriel.
Chœur de Silverston, Kalm.

23.07 Aïnel la nuit.
Chœur de Hayti, Alban.

0.00 La Culture dans tous ses états.
1.00 Les Nuits de France-Musique.

20.40 Les Soirées
de Radio-Classique.
Après la Fête
enchante, ouverture, de
Mozart, par l'Orchestre
philharmonique de Vienne,
dir. Georg Solti ; Concerto n°
4 en do mineur de Mozart,
de Solti, par l'Orchestre de
la Radio de Berlin, dir. Christian
Fellbach, L'off balade.
0.05 Les Nuits de France-Musique
clameuses et l'air (33, de
Mozart, violoncelle par
Gustavino, dir. Solti, par
Solti ; Clavier de Solti,
Benedict).

22.35 Les Soirées... (Suite).
Le Vaisseau fantôme, ouverture
de Schubert.

Les films sur les chaînes européennes

TV 5	22.50 Pêche au gros. (6/12) Triganza.	Cinéma	Canal Jimmy	RTL 9
20.00 Envoyé spécial (France 2 du 11/4/96)	23.40 La Route de Bolivar. (12) Profit d'un contrat.	20.30 A la recherche de la 7 ^e merveille du monde. Joseph Mustaki dit Georges Moustaki.	20.30 Guerre et amour III ■ Film de Woody Allen (1974, 85 min) 8061/326	20.30 Supersit. Film de Jeanmarc Sevrain (1984, 110 min). Avec Pope Dunitzky. Fantastique.
21.30 Perfecto.	0.40 Le Pays des sourds (160 min).	21.25 Cop ■ Film de James B. Harris (1987, v.o., 105 min) 3981/5500	21.25 Voyage d'émigration (v.o.) à Edgewood. De David Wright.	22.30 Johnny Dazzler. Film de Nicholas Ray (1953, 115 min). Avec Sherrill Hayden. Western.
21.55 Métho des cinq continents.	Paris Première 20.00 20 h Paris Première. Invité : l'acteur Vladimir Fedorovitch.	23.40 Vol d'enfer ■ Film de George Miller (1984, 95 min) 9508/982	22.15 Chronique baïkète. 22.20 Earth Tunes. L'événement.	TMC 20.35 Les Chevaliers du Tasse. Film de Ray Enright (1949, 90 min). Avec Joel McCrea. Western.
22.00 Journal (France 2).	20.30 Viva. (France 2 du 10/4/96)	Série Club 20.30 Sidjy le kangourou. Le rallye.	23.10 Nylon Blues. De François Lévy.	TSR 20.35 La Femme du boucher. Film de Terry Hughes (1991, 110 min). Avec Denis Moore. Comédie.
22.30 Bas les masques. (France 2 du 10/4/96)	21.00 Jean-Edem's Club. 21.55 Premières loges.	20.45 (et 23.45) Jake Cutter. Le sauveur.	0.05 Absolument Fabuleux. Jeux anniversaire.	Signification des symboles : ► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
23.50 Viva. (France 3)	22.25 Quadrille ■ Film de Sacha Guitry (1937, N, 95 min) 982/8500	21.30 Le Club. 21.40 (et 1.00) Jim Bergerac. La malédiction de Bromid.	0.35 Top bab. 1.20 Route 66. Le terrible silence (50 min).	■ On peut voir. ■ On ne pas manquer.
Planète	0.00 Totalelement cinéma. 0.25 Concert : Iggy Pop. Enregistré au Festival de Phoenix (Arizona-USA) en 1994 (95 min). 1127/1746	22.20 Le Désordre ■ Film de Francis Brussat (1963, N, 95 min) 95598/142	Eurosport 20.00 Sumo. 21.00 Boxe. 22.00 Football. 0.00 Snooker (60 min).	■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

- Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia »
- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classique.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

السلامة العامة

Les Peaux-Rouges ne sont pas des sauvages

Planète commence la diffusion de « 500 nations », la série de documentaires produite par Kevin Costner pour réhabiliter l'image des Indiens auprès des Américains d'aujourd'hui

MAINS DANS LES POCHEs, jeans délavés et mèche blonde, Kevin Costner pose en caricature d'Américain moyen. Sympa, direct et décontracté, « Bonjour et bienvenue à 500 nations ». C'est plus que le drapeau américain ne compte d'étoiles, mais fait référence à l'immense richesse de la mosaïque humaine du continent avant l'arrivée du premier Européen. Jouant ainsi les présentateurs, l'indien blanc du film *Dance avec les loups* (programmé dimanche 21 avril par France 2) apparaît à l'écran, avant chaque épisode de la série, pour donner sa caution très médiatique à une entreprise qu'il a également coproduite. Son intention est clairement annoncée : il veut sensibiliser ses compatriotes à l'histoire officielle et douloureuse de leur pays. Il entend remonter au-delà de la conquête espagnole pour évoquer le brillant passé des *Indiens*. Le film qu'il introduit est quasiment un film militant.

A vrai dire, cela fait déjà un certain temps que les gentils et les méchants ont changé de camp dans les westerns. Mais à l'incompréhension a succédé bien souvent la mystification. A l'ère New Age, les Indiens passent pour les prophètes du grand esprit de la nature. Il est de bon ton d'aimer leurs chants, leur cuisine et leurs vêtements. Au cœur des territoires *pueblos* du Nouveau-Mexique, Santa Fe et Taos sont des lieux de pèlerinage attirant des foules de touristes qui acceptent tout, même d'abandonner la sacro-sainte caméra.



Mais il ne suffit pas d'assister à une cérémonie dans un festival indien pour comprendre la civilisation indienne. D'où l'importance de ce travail, qui dépasse l'engouement du moment pour faire la somme, posément, du savoir accumulé. Et comme les Indiens, que l'on suppose arrivés d'Asie par le détroit de Béring, ignorent nos frontières, le propos est étendu à l'ensemble de l'Amérique, du Nord au Sud, toutes tribus confondues. On y traitera donc aussi bien des Aztèques que des Navajos et des Sioux.

Plus étonnante, en revanche, est la mise en scène de ce savoir. On l'a dit : il s'agit d'emporter l'adhésion du plus grand nombre. Les réalisateurs, formés à l'école de Hollywood, utilisent donc tous les ressorts du récit populaire. Le premier

épisode s'ouvre, par exemple, par l'évocation du massacre de Wounded Knee. La sauvagerie des Blancs y est longuement détaillée, ainsi que le regard d'une petite Indienne, retrouvée vivante parmi les victimes au bout de trois jours. La leçon est soulignée un peu lourdement : la vie qui s'accroche d'un côté, la mort et la destruction de l'autre.

Sans cesse la comparaison avec « notre » monde revient. Adam et Eve ont été chassés du paradis, alors que pour les Indiens la Terre est le lieu de toutes les harmonies. « A l'époque du Christ », les Anasazi sont déjà de grands bâtisseurs, au moins aussi brillants que les Romains. « Il faut attendre le milieu du XIX^e siècle » pour que des villes atteignent la taille de la Cité du soleil construite au bord du Mississippi. Et pour ceux qui douteraient encore des preuves de ces aînés, des images de synthèse reconstituent, sur fond de ciel tourmenté, de grandioses pyramides toltèques ou des palais mayas. Cet usage de l'hyperbole est significatif. Comme s'il fallait rappeler en permanence que les Peaux-Rouges n'étaient pas des sauvages. Cette démonstration, sans doute nécessaire, en dit long aussi sur l'Amérique d'aujourd'hui.

Jean-Louis André

★ « 500 Nations », Planète, 1^{er} épisode : mardi 16 avril à 13 h 05, mercredi 17 à 14 h 35, jeudi 18 à 16 h 30, vendredi 19 à 20 h 35, samedi 20 à 22 h 50, dimanche 21 à 18 h 50.

Pudeur

par Agathe Logeart

ON DIRAIT un jeu électronique. Il suffit d'appuyer, et ça fait boum. Le curseur se déplace à volonté, souple, obéissant. Puis il se pose sur son objectif, prenant le temps d'ajuster, tout en finesse. L'image de la cible se détruit aussitôt, pulvérisée dans le lointain. Les enfants hurlent de joie, en criant : « Ça y est, je l'ai eu ! ». Que disent les pilotes des gros hélicoptères israéliens qui depuis cinq jours déjà promènent leurs gros yeux boursés de technologie sophistiquée au-delà de la frontière libanaise, au moment où ils tirent ? Les images, offertes au regard du monde par l'armée israélienne, ne le montrent pas. On voit bien que cela fait « boum », et puis c'est tout. Mais le message est clair : on fait ce qu'on veut, où on veut. Dans un autre conflit, on appelle cela des « frappes chirurgicales ».

Il a fallu attendre 6 heures du matin, et la première édition de l'information sur LCI pour que se confirme ce que l'on pressentait depuis la veille. Après l'exode de la population civile qui court droit devant le rouleau compresseur de bombes en essayant de le prendre de vitesse, après les ripostes attendues du Hezbollah sur le nord d'Israël, où il aussi les civils se protègent comme ils peuvent de la destruction, c'est un camp de réfugiés palestiniens, dans la banlieue de Salda, qui s'est inscrit dans le viseur des hélicoptères. Il n'y a pas d'images encore. Il n'y a que de petites étoiles qui s'allument et cliquent sur la carte de la région. Sous les étoiles, on devine qu'il y a des hommes, des femmes, des

enfants, réfugiés déjà. On ne connaît pas encore leurs visages. On n'a pas vu les flammes de sang, les corps emportés à la hâte sur des civières, pas entendu les hurlements de douleur, de peur. Ce sera pour plus tard, ou ce ne sera pas.

Depuis cinq jours qu'a commencé la partie de part et d'autre de la frontière entre Israël et le Liban, les images sanglantes nous ont d'ailleurs été presque systématiquement épargnées. D'une édition à l'autre, on reçoit presque toujours les mêmes, on a un curieux enchaînement qui paraît aseptisé. Comme si on voulait désincerner l'affaire, en nous évitant son inévitable cruauté. Le sentiment est étrange, si on y réfléchit un peu. D'ordinaire, champ-contrechamp, la télévision n'est pas avare de ces scènes cruelles qui échoient au rythme de la chute des bombes. C'est à ce spectacle que se forme une opinion, entraînée par le sentiment de réclusion, plus que par des raisonnements raisonnables. Mais ces images, dont on ne peut croire qu'elles n'existent pas, font curieusement défaut. La télévision fait montre tout à coup d'une pudeur qu'on ne lui connaissait pas. C'est comme si elle avait décidé d'épargner les âmes sensibles, et brusquement choisi de se contenter d'une version « soft » de ce nouvel épisode du conflit. Même le son paraît expurgé. Les commentaires des journalistes le couvrent : pas de bruit de souffle, pas de taccat de mitrailleuses. On tire ici en silence, comme on y meurt, à bonne distance.

MERCREDI 17 AVRIL

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
12.50 A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.35 Femmes. Magazine. 13.40 Les Jeux de l'amour. 14.25 L'Hôtel des passions. 15.25 Vidéo gay. 15.35 Club Dorothée. 16.30 Une famille en or. 17.05 Rick Hunter. 18.00 Sydney Police. 19.05 L'Or à l'appel. Jeu. 19.50 et 20.45 Météo. 20.00 Journal.	11.45 Les Amoureux. Jeu. 12.25 et 14.05 Pyramide. Jeu. 12.55 et 13.40 Météo. 12.59 Journal. 13.50 Derrick. L'été. Série. 15.00 Le Remard. 15.05 Vidéo gay. Série. 16.00 Hardley, comtesse à vie. 16.35 Quel de neuf, docteur ? 17.35 C'est cool. Série. 18.00 et 18.15 Les Bous. 18.40 Qui est qui ? Jeu. 19.15 Bonne nuit, les petits. La photo de Zazou. 19.20 et 1.45 Studio Gabriel. 19.55 et 20.45 Tirage du Loto. 19.59 Journal, Météo.	12.35 Journal. 13.05 Keno. 13.10 La Boîte à mémoire. 13.40 Médin. 14.58 Questions au gouvernement. 16.05 Douce. Dessin animé. 16.40 Les Minikeums. 17.45 Je passe à la télé. 18.30 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20. 19.08 Journal régional. 20.05 Fa si la chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport.	13.35 Demain le monde. De Pauline. 14.00 L'Esprit du sport. Invité : Arlette Laguerre. 15.00 Omnisports. Biotechnologie. 15.30 Terra X. 16.00 Un temps pour la danse. L'énergie [50]. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 Rintintin. 17.30 Les Enfants de John. 17.55 Planète blanche. Attraction : les marchés, les plaines. 18.30 Le Monde des animaux. Les secrets de la jungle : la femelle de Madagascar. 19.00 Le Pêti Vampire. Série [7/13]. Rédiger à peur, de Christian Göttsche, avec Jan Stollen, Matthias Ruchlin. 19.30 7/12. Magazine présenté par Désirée Bédige. 20.00 L'Écroulé gris, un envahisseur de charme. Documentaire d'Elizabeth et Anthony Bonford. 20.30 8 1/2 Journal.	12.25 M 6 Kid. Les rues de New York. 13.30. Capitaine Planète. 14.00. Moi Renard. 14.30. Les Rockamans. 15.00. Creepy Crawlers. 15.30. Cadeet Boy. 16.00. Highlander. 16.20. Hit Machine (revis.). 17.00 et 17.40 Fantazie. 17.30 L'Étalon noir. Série. 18.00 Modèles Inc. Série. 19.00 Code Quantum. Série. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Notre belle famille. Journal le dimanche. Série. 20.35 École 6. Tchernobyl : survie aux radiations.	10.35 Flash d'information. 10.40 Surprises. 11.00 Le Secret d'iris. Téléfilm d'Elizabeth Rappeneau, avec Marie Trintignant, Lambert Wilson. 11.07 min. 8708082 ► En clair jusqu'à 13.45. 12.30 La Grande Famille. 13.45 Décode pas Buvry. 14.40 Les Supersurieurs du catch. Westermannia. 15.00 Basket américain. Match de la NBA : Phoenix-Houston. 18.00 Le Dessin animé. Imogène. ► En clair jusqu'à 21.00. 18.24 Help ! Série. 18.35 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma.	France-Culture 20.30 Antipodes. Les plus belles pages de la poésie arabe. 21.30 Correspondances. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Qui êtes-vous Jacques Brault ? G1. 0.05 Du jour au lendemain. Michel Onizy. Le Dieu d'être un voleur. 0.30 Coda. Jean-Philippe Goudé. Petites formes données au temps qui passe (3). 1.04 Les Nuits de France-Culture (trad.). Au bout du pont le pouvoir (2) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (3) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (4) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (5) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (6) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (7) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (8) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (9) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (10) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (11) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (12) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (13) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (14) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (15) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (16) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (17) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (18) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (19) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (20) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (21) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (22) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (23) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (24) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (25) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (26) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (27) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (28) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (29) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (30) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (31) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (32) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (33) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (34) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (35) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (36) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (37) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (38) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (39) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (40) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (41) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (42) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (43) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (44) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (45) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (46) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (47) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (48) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (49) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (50) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (51) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (52) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (53) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (54) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (55) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (56) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (57) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (58) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (59) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (60) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (61) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (62) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (63) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (64) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (65) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (66) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (67) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (68) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (69) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (70) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (71) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (72) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (73) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (74) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (75) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (76) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (77) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (78) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (79) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (80) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (81) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (82) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (83) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (84) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (85) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (86) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (87) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (88) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (89) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (90) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (91) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (92) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (93) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (94) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (95) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (96) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (97) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (98) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (99) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (100) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (101) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (102) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (103) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (104) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (105) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (106) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (107) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (108) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (109) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (110) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (111) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (112) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (113) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (114) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (115) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (116) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (117) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (118) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (119) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (120) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (121) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (122) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (123) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (124) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (125) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (126) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (127) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (128) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (129) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (130) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (131) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (132) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (133) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (134) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (135) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (136) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (137) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (138) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (139) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (140) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (141) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (142) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (143) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (144) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (145) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (146) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (147) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (148) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (149) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (150) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (151) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (152) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (153) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (154) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (155) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (156) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (157) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (158) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (159) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (160) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (161) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (162) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (163) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (164) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (165) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (166) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (167) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (168) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (169) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (170) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (171) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (172) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (173) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (174) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (175) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (176) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (177) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (178) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (179) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (180) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (181) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (182) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (183) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (184) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (185) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (186) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (187) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (188) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (189) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (190) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (191) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (192) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (193) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (194) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (195) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (196) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (197) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (198) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (199) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (200) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (201) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (202) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (203) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (204) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (205) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (206) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (207) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (208) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (209) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (210) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (211) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (212) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (213) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (214) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (215) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (216) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (217) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (218) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (219) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (220) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (221) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (222) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (223) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (224) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (225) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (226) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (227) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (228) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (229) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (230) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (231) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (232) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (233) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (234) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (235) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (236) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (237) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (238) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (239) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (240) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (241) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (242) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (243) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (244) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (245) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (246) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (247) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (248) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (249) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (250) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (251) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (252) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (253) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (254) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (255) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (256) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (257) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (258) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (259) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (260) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (261) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (262) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (263) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (264) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (265) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (266) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (267) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (268) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (269) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (270) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (271) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (272) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (273) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (274) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (275) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (276) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (277) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (278) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (279) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (280) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (281) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (282) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (283) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (284) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (285) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (286) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (287) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (288) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (289) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (290) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (291) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (292) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (293) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (294) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (295) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (296) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (297) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (298) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (299) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (300) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (301) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (302) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (303) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (304) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (305) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (306) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (307) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (308) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (309) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (310) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (311) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (312) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (313) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (314) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (315) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (316) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (317) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (318) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (319) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (320) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (321) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (322) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (323) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (324) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (325) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (326) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (327) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (328) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (329) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (330) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (331) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (332) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (333) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (334) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (335) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (336) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (337) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (338) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (339) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (340) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (341) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (342) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (343) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (344) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (345) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (346) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (347) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (348) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (349) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (350) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (351) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (352) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (353) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (354) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (355) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (356) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (357) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (358) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (359) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (360) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (361) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (362) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (363) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (364) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (365) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (366) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (367) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (368) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (369) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (370) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (371) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (372) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (373) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (374) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (375) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (376) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (377) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (378) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (379) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (380) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (381) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (382) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (383) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (384) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (385) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (386) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (387) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (388) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (389) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (390) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (391) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (392) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (393) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (394) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (395) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (396) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (397) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (398) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (399) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (400) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (401) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (402) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (403) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (404) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (405) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (406) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (407) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (408) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (409) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (410) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (411) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (412) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (413) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (414) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (415) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (416) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (417) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (418) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (419) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (420) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (421) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (422) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (423) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (424) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (425) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (426) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (427) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (428) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (429) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (430) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (431) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (432) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (433) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (434) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (435) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (436) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (437) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (438) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (439) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (440) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (441) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (442) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (443) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (444) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (445) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (446) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (447) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (448) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (449) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (450) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (451) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (452) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (453) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (454) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (455) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (456) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (457) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (458) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (459) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (460) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (461) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (462) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (463) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (464) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (465) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (466) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (467) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (468) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (469) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (470) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (471) : 1.30. Au bout du pont le pouvoir (472) : 1.30. Au bout du pont

La biguine à Juppé

par Pierre Georges

LE MESSAGE est-il passé ? Le message est passé. Opération Juppé mon DouDou. Deux matins que les radios reprennent en boucle une biguine qu'on supposait presque écrite par et pour les Inconnus : « Isabelle n'est pas jalouse, Isabelle n'est pas jalouse (bis) ». Deux jours, et plus, que nous parvenions des nouvelles fraîches et joyeuses des aventures d'Alain et Isabelle aux îles. Boudin, rhum blanc et sympathie. Pas une Créole qui n'ait envie d'embrasser le premier ministre sur les deux joues. Même que cela laissa des traces. Du rouge à lèvres plein partout les joues, dis-donc Doudou !. Mais Isabelle n'est pas jalouse. Même qu'il vit des folles filles. Et que le sourire d'une jolie fille dissipe toujours les soucis du premier ministre. Puisqu'Isabelle n'est pas jalouse !

Elle ne l'est pas. Il l'a dit et répété : « en présence d'Isabelle ». Elle a souri et confirmé : « en présence d'Alain ». « Isabelle n'est pas jalouse, Isabelle n'est pas jalouse (bis) ». Quand il ne faisait pas de la prog sur le fleuve Maroni ou ne s'essayait pas au périlleux maniement de la machette dans une bananeraie, Alain Doudou Juppé ne cessait d'évoquer l'être cher : « Nous vous remercions, ma femme et moi ». « Isabelle et moi avons été très touchés... » « Je le dis en présence d'Isabelle ».

Une vraie lune de Dom ! Ou une façon un peu forcée d'avancer une idée simple : seul à Matignon ? Soit. Seul contre tous, bien. Mais seul à plusieurs. Affectueux. Aimant. Tendre. N'ayons pas peur des mots, hum ! Alain Juppé est humain. Il l'est d'une humanité si débordante et si démonstrative ces temps-ci, que nous n'aurons bientôt plus

qu'à sortir nos mouchoirs ou à pleurer dans nos casques. Jugez un peu l'exploit matutinal devant le bol de café en vérité et sincère faïence de France ! D'une oreille on écoutait la biguine à Doudou. N'en croyant pas son oreille. D'un oeil humide, on lisait la dernière livraison de *Paris-Match*. N'en croyant pas son oeil. L'hebdomadaire racontait, par le menu et avec photographies de famille, le baptême de Pâques. Celui de la petite Clara, enfant de Matignon et de l'amour. Très jolie, très mimi, d'ailleurs, la chère Clara. Un amour de Clara dans les bras de sa maman et sous le regard attendri de son papa.

Ce fut, raconte l'hebdomadaire, un bel et beau baptême. Clara qui « a les yeux de sa mère et le sourire de son père ». Clara qui « est déjà une star de la politique ». Clara, la plonnière, « qui remplit un rôle historique, car jamais sous la V^e un nouveau-né n'avait eu pour premier domicile les ors de la République ». Clara sut tenir son rang. Pas une larme, pas un pleur. Même lorsque le bon père Michel de Larivière versa sur son front l'eau rituelle, héroïque sous l'averse, la tendre enfant !

Si l'on raconte cela, n'est-ce pas, c'est par simple souci d'information. Vu que la cérémonie était réservée au cercle des cinquante intimes. Et que si *Paris-Match* y fut et en fut, consacrant six pages à ce baptême bordelais, cela se fit par pur hasard. Ou par pure nécessité d'une campagne d'image. Famille Juppé, au créneau ! Car comme l'explique l'hebdomadaire, dans une grandiose envolée en pur bois des îles : « Au sondage familial de Matignon, Alain Juppé recueille 100 % des suffrages ». Et Isabelle n'en est pas jalouse.

Lionel Jospin apporte son soutien à Israël

« NUL NE PEUT S'ÉTONNER de la riposte d'Israël, après les incessantes agressions que subissent ses régions frontalières », affirme Lionel Jospin, à propos de la situation au Liban. Dans un communiqué, publié lundi 15 avril, le premier secrétaire du PS déclare que « c'est au Liban et à la Syrie qu'il appartient de prendre de se joindre sans réticences ni faux-fuyants au processus de paix, en commençant par désarmer et éloigner ceux qui, par calcul ou par fanatisme, cherchent à rallumer la guerre ». Un cessez-le-feu, « hautement souhaitable », ajoute M. Jospin, ne sera « utile que s'il permet de réaliser cet objectif ». De son côté, Henri Emmanuelli, député (PS) des Landes, s'offusque des propos du premier ministre libanais, Rafic Hariri, « lorsqu'il essaie de faire croire à l'opinion française que le Hezbollah, phalange militaire armée et soutenue par les intégristes iraniens, serait l'équivalent des résistants français pendant la seconde guerre mondiale ».

Le palmarès de l'académie Charles-Cros

LES 49^e PRIX de l'académie Charles-Cros ont été décernés lundi 15 avril à Paris. Prix du président de la République : François-René Duchable, *Francis List, transcriptions et paraphrases d'opéra* (EMI). Alfredo Kraus, *The incomparable Alfredo Kraus*, orchestre Welsh National Opera, direction Carlo Rizzi (Philips). Alain Trutat, *Bonjour, Monsieur Jarry* (André Dimanche/Na). Martini Solal, pour son album *Trélingue* (JMS/Sony) et pour l'ensemble de sa carrière. Classique : parmi les onze disques et coffrets classiques primés, figurent : les *Symphonies 1 à 4*, de Roussel, Orchestre de Radio France, direction Marek Janowski (RCA), la *Sième Symphonie*, de Gustav Mahler, Philharmonie de Vienne, direction Pierre Boulez (DG), *L'œuvre pour orgue de Louis Couperin*, par Davitt Moroney (Tempérament-Harmonia Mundi). Jazz : *Reach*, de Jacky Terrasson (Blue Note/EMI), *Louisiana*, d'Edkay Louiss, (Initial/BMG). Rock et musiques du monde : *The Choir of Tom Joad*, de Bruce Springsteen (Columbia), *Nefelis Str'88*, de Haris Alexiou (Philips), *Folon*, de Salfi Keita (Mango/Island), *Musique du Rio de la Plata*, de Cesar Storacio (Buda Records). Prix de la chanson française : Brigitte Fontaine pour *Genre humain* (Virgin), Catherine Ribeiro pour *Vivre libre* (WMD), Pascal Mathieu pour *En attendant des jours plus* (Scala/Disc), René Claude pour *Leo Ferri* (Scala) et Françoise Kuchida pour *De la Scarpe à la Seine* (Savah/Media 7).

BOURSE

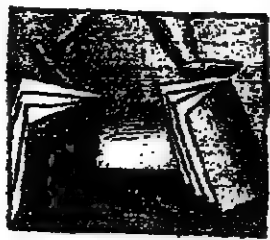
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mardi 16 avril, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	21883	+1,03	+10,26
Hong Kong index	10949,60	+0,92	+9,51
TOKYO, NIKKEI SUR 3 MOIS			
15.04.96	21883		
14.04.96	21883		
13.04.96	21883		
12.04.96	21883		
11.04.96	21883		
10.04.96	21883		
09.04.96	21883		
08.04.96	21883		
07.04.96	21883		
06.04.96	21883		
05.04.96	21883		
04.04.96	21883		
03.04.96	21883		
02.04.96	21883		
01.04.96	21883		
31.03.96	21883		
30.03.96	21883		
29.03.96	21883		
28.03.96	21883		
27.03.96	21883		
26.03.96	21883		
25.03.96	21883		
24.03.96	21883		
23.03.96	21883		
22.03.96	21883		
21.03.96	21883		
20.03.96	21883		
19.03.96	21883		
18.03.96	21883		
17.03.96	21883		
16.03.96	21883		
15.03.96	21883		
14.03.96	21883		
13.03.96	21883		
12.03.96	21883		
11.03.96	21883		
10.03.96	21883		
09.03.96	21883		
08.03.96	21883		
07.03.96	21883		
06.03.96	21883		
05.03.96	21883		
04.03.96	21883		
03.03.96	21883		
02.03.96	21883		
01.03.96	21883		
31.02.96	21883		
30.02.96	21883		
29.02.96	21883		
28.02.96	21883		
27.02.96	21883		
26.02.96	21883		
25.02.96	21883		
24.02.96	21883		
23.02.96	21883		
22.02.96	21883		
21.02.96	21883		
20.02.96	21883		
19.02.96	21883		
18.02.96	21883		
17.02.96	21883		
16.02.96	21883		
15.02.96	21883		
14.02.96	21883		
13.02.96	21883		
12.02.96	21883		
11.02.96	21883		
10.02.96	21883		
09.02.96	21883		
08.02.96	21883		
07.02.96	21883		
06.02.96	21883		
05.02.96	21883		
04.02.96	21883		
03.02.96	21883		
02.02.96	21883		
01.02.96	21883		
31.01.96	21883		
30.01.96	21883		
29.01.96	21883		
28.01.96	21883		
27.01.96	21883		
26.01.96	21883		
25.01.96	21883		
24.01.96	21883		
23.01.96	21883		
22.01.96	21883		
21.01.96	21883		
20.01.96	21883		
19.01.96	21883		
18.01.96	21883		
17.01.96	21883		
16.01.96	21883		
15.01.96	21883		
14.01.96	21883		
13.01.96	21883		
12.01.96	21883		
11.01.96	21883		
10.01.96	21883		
09.01.96	21883		
08.01.96	21883		
07.01.96	21883		
06.01.96	21883		
05.01.96	21883		
04.01.96	21883		
03.01.96	21883		
02.01.96	21883		
01.01.96	21883		
31.12.95	21883		
30.12.95	21883		
29.12.95	21883		
28.12.95	21883		
27.12.95	21883		
26.12.95	21883		
25.12.95	21883		
24.12.95	21883		
23.12.95	21883		
22.12.95	21883		
21.12.95	21883		
20.12.95	21883		
19.12.95	21883		
18.12.95	21883		
17.12.95	21883		
16.12.95	21883		
15.12.95	21883		
14.12.95	21883		
13.12.95	21883		
12.12.95	21883		
11.12.95	21883		
10.12.95	21883		
09.12.95	21883		
08.12.95	21883		
07.12.95	21883		
06.12.95	21883		
05.12.95	21883		
04.12.95	21883		
03.12.95	21883		
02.12.95	21883		
01.12.95	21883		
31.11.95	21883		
30.11.95	21883		
29.11.95	21883		
28.11.95	21883		
27.11.95	21883		
26.11.95	21883		
25.11.95	21883		
24.11.95	21883		
23.11.95	21883		
22.11.95	21883		
21.11.95	21883		
20.11.95	21883		
19.11.95	21883		
18.11.95	21883		
17.11.95	21883		
16.11.95	21883		
15.11.95	21883		
14.11.95	21883		
13.11.95	21883		
12.11.95	21883		
11.11.95	21883		
10.11.95	21883		
09.11.95	21883		
08.11.95	21883		
07.11.95	21883		
06.11.95	21883		
05.11.95	21883		
04.11.95	21883		
03.11.95	21883		
02.11.95	21883		
01.11.95	21883		
31.10.95	21883		
30.10.95	21883		
29.10.95	21883		
28.10.95	21883		
27.10.95	21883		
26.10.95	21883		
25.10.95	21883		
24.10.95	21883		
23.10.95	21883		
22.10.95	21883		
21.10.95	21883		
20.10.95	21883		
19.10.95	21883		
18.10.95	21883		
17.10.95	21883		
16.10.95	21883		
15.10.95	21883		
14.10.95	21883		
13.10.95	21883		
12.10.95	21883		
11.10.95	21883		
10.10.95	21883		
09.10.95	21883		
08.10.95	21883		
07.10.95	21883		
06.10.95	21883		
05.10.95	21883		
04.10.95	21883		
03.10.95	21883		
02.10.95	21883		
01.10.95	21883		
31.09.95	21883		
30.09.95	21883		
29.09.95	21883		
28.09.95	21883		
27.09.95	21883		
26.09.95	21883		
25.09.95	21883		
24.09.95	21883		
23.09.95	21883		
22.09.95	21883		
21.09.95	21883		
20.09.95	21883		
19.09.95	21883		
18.09.95	21883		
17.09.95	21883		
16.09.95	21883		
15.09.95	21883		
14.09.95	21883		
13.09.95	21883		
12.09.95	21883		
11.09.95	21883		
10.09.95	21883		
09.09.95	21883		
08.09.95	21883		
07.09.95	21883		
06.09.95	21883		
05.09.95	21883		
04.09.95	21883		
03.09.95	21883		
02.09.95	21883		
01.09.95	21883		
31.08.95	21883		
30.08.95	21883		
29.08.95	21883		
28.08.95	21883		
27.08.95	21883		
26.08.95	21883		
25.08.95	21883		
24.08.95	21883		
23.08.95	21883		
22.08.95	21883		
21.08.95	21883		
20.08.95	21883		
19.08.95	21883		
18.08.95	21883		
17.08.95	21883		
16.08.95	21883		
15.08.95	21883		
14.08.95	21883		
13.08.95	21883		
12.08.95	21883		
11.08.95	21883		
10.08.95	21883		
09.08.95	21883		
08.08.95	21883		
07.08.95	21883		
06.08.95	21883		
05.08.95	21883		
04.08.95	21883		
03.08.95	21883		
02.08.95	21883		
01.08.95	21883		

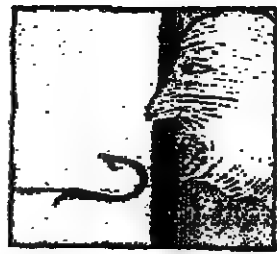
سكرا من الاموال

BAROMÈTRE
Timide embellie
dans l'emploi
des cadres
page IV



TRIBUNE
par Philippe Zarifian
page IV

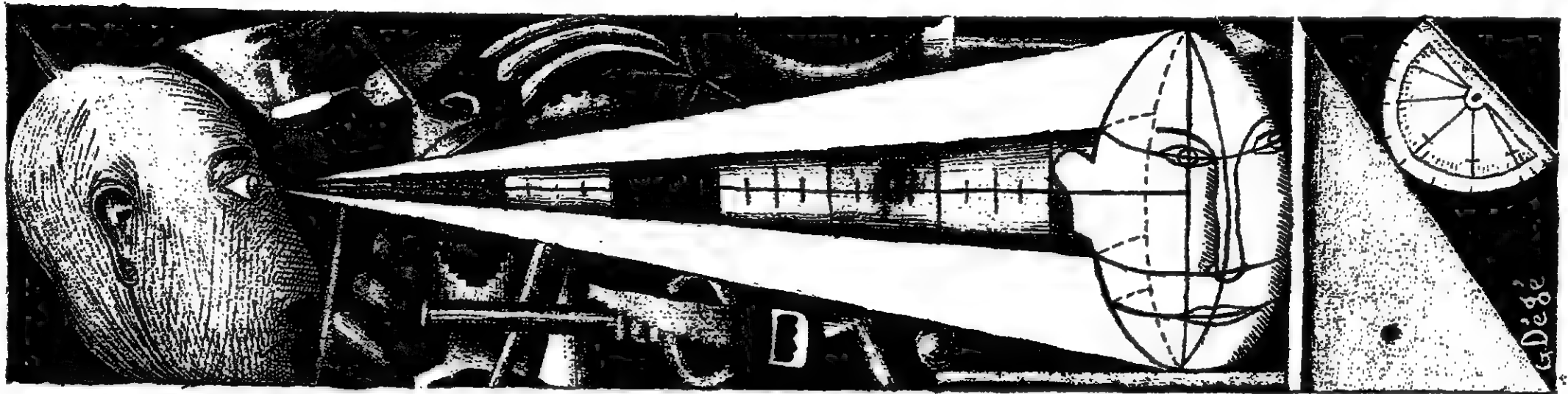
Le Monde des INITIATIVES



**DANS
INITIATIVES
EMPLOI
DU 24 AVRIL**
Rester
« employable »

ANNONCES CLASSÉES
de la page V à la page XII

MERCREDI 17 AVRIL 1996
EMPLOI



La passion de bien
faire existe
dans toutes
les professions.
Seules les motivations
changent

L'amour du métier

CEUX pour qui cela
prête à sourire devraient se méfier.
Quoi qu'ils en pensent, l'amour du
métier existe bel et bien. Mieux, il
n'a rien de passéiste, est très large-
ment partagé et s'exprime jusque
dans les fonctions ou emplois les
plus inattendus. Sans distinction
de niveau, de qualification ou de
statut professionnel.

Car c'est précisément dans ces
cas-là que l'attachement à un mé-
tier révèle toutes les nuances pos-
sibles des motivations qu'il anime,
des plus prosaïques aux plus céré-
brales. Tout le monde n'est pas ha-
bité par la passion et n'a pas forcé-
ment fait son choix sous l'appel
impérieux de la vocation. Pour-
tant, nombreux sont les exemples
où une personne se réalise - heu-
reusement pour elle - dans son
travail, y compris le plus humble,
et éprouve de la satisfaction per-
sonnelle à bien faire, même dans
des tâches a priori simples, ordi-

naires, ou, pour tout dire, sans la
valeur attachée aux gestes ou aux
postes de la tradition.

Evidemment, on comprend sans
peine l'amour du métier quand ce-
lui-ci paraît être la condition
d'exercice de ce qui, à une autre
époque, se serait appelé une
« charge ». Un artisan, surtout s'il
exerce un métier d'art, est tout au-
refois du prestige attaché à la no-
blesse de son savoir-faire, qui ne
peut se concevoir sans émotions.
On saisit bien toute la symbolique
qui entoure le Concours des meil-
leurs ouvriers de France et toute la
fierté d'une vie qu'il y a à afficher
son trophée, preuve d'abnégation,
de rigueur et d'obstination.

Dans les professions libérales -
et on pense alors aux médecins,
notamment -, se manifestent, au
premier chef, des attachements
profonds à une morale profession-
nelle qui sert à valoriser tous les
actes. Et ainsi de suite, selon une

logique de l'honneur qui englobe
d'autres métiers encore dont la cé-
lébration laisse supposer qu'ils ne
peuvent se pratiquer sans s'y don-
ner corps et âme. Mais cela a tou-
jours été présent, se perpétue et
appartient au passé éternel.

En revanche, des phénomènes
identiques se produisent pour des
métiers plus conventionnels ou
même d'une évidence banale. Ce
qui tendrait à prouver que ces ma-
nifestations, tout à la fois d'un
perfectionnisme professionnel et
d'un rapport quasi sentimental à
un métier en particulier, tiennent
plus de la psychologie des per-
sonnes, capables de s'identifier à
leur rôle, qu'elles ne dépendent du
contenu du travail lui-même ou de
l'image sociale de ce métier.

On pourrait même ajouter que
les ressorts du processus font la
part aussi belle à la raison qu'à la
prédestination et peuvent recou-
vrir des motifs extrêmement di-

vers. Personne ne naît inspecteur
des douanes et, malgré tout, il se
trouve des fonctionnaires pour
mettre toute leur détermination à
donner un sens humain à une ac-
tivité prétendument sans relief,
voire tenue en piètre estime.

L'amour du métier n'épargne
aucune catégorie ni aucune pro-
fession. Certains éprouvent le
goût de l'engagement fort et puis-
sant, alimenté à se laisser emporter
par la vague, tandis que d'autres
avouent une fascination pour les
règlements, ou se complaisent
dans une sorte de dévouement
pour le bien commun.

Ainsi, un agent des impôts peut
vouloir se mettre au service des
contribuables et se croire investi
d'une mission de défense et d'illu-
stration de la législation sociale. Il
sera alors sensible à la logique très
cartésienne, dont il louera le côté
très humain. Si surprenant que ce-
la puisse sembler, et dans le même

ordre d'idées, un responsable de
service de contentieux, dans une
compagnie d'assurances, pourra
exercer quotidiennement son mé-
tier comme un sacerdoce dès lors
qu'il agit avec le souci de l'humain.

▼ Ceux qui démentent
avec passion les problèmes
juridiques des clients
par **Christine Fabre**

▼ Conducteur de métro
par goût d'indépendance
par **Muriel-Béatrice Baudet**

▼ Les aventuriers
du CD-ROM
par **Martine Laronche**

▼ L'agent des impôts
au service des contribuables
par **Nathalie Mlekus**

▼ C'est aussi à l'oreille,
à l'œil ou au toucher
que l'on possède son métier
par **Frédérique Aisicovici**

▼ Jouer au garçon de café
par **Philippe Baverel**

Lire page II et III

bilité à l'égard des voyageurs, qui
est réelle. Et il est vrai que, selon
son style de pilotage, il donnera
l'impression soit de n'avoir au-
cune considération pour le
« contenu » de sa rame, ballotté
ou bousculé par les coups de frein
intempestifs, soit d'être soucieux
du confort des passagers, douce-
ment transportés de station en
station.

De même, il convient de re-
connaître la différence de qualité,
et donc de service, entre un ser-
viteur bougon qui houspille ses
clients et le garçon de café à ce
point attentionné que son profes-
sionnalisme passe justement in-
aperçu. L'un casse son métier tan-
dis que l'autre le vénère,
préoccupé du moindre détail.

Bien sûr, il est naturel que des
métiers ignorés, nouveaux ou en
voie de constitution provoquent
un tel engouement ou une telle
passion que ses pratiquants
n'aient même pas le sentiment de
travailler, ce qui serait le comble
de l'amour du métier ou de la pas-
sion. C'est le cas, actuellement, de
tout ce qui tourne autour du mul-
timédia et de toutes les technolo-
gies de l'information, en pleine fo-
lie. Mais cela n'a qu'un temps et
ne devrait pourtant pas désespé-
rer. Tout en se plaignant du poids
des habitudes, de vieux ouvriers
de l'industrie disent encore le pla-
isir qu'ils ont à usiner une pièce et
à traiter la matière. Aléa, frai-
seurs, tourneurs ou soudeurs, ils
aiment leur métier, qui n'a pour-
tant plus de secret pour eux.

Alain Lebaube

DIRECTEUR des RESSOURCES HUMAINES

Nous sommes
Filiale d'un
Groupe Industriel
international et
recherchons pour
notre site de
production de
350 personnes,
situé en
Normandie à
proximité de
ROUEN

VOTRE PROFIL

De formation supérieure, gestion ou juridique, vous justifiez d'une expérience significative de la fonction sur le terrain, en particulier dans les relations avec les partenaires sociaux. Vous avez su démontrer des qualités de créativité et d'innovation, d'ouverture, vos talents d'animateur, votre sens du contact et du dialogue, votre autonomie. La pratique d'un Anglais courant est indispensable.

LA MISSION

Elle s'inscrit dans la démarche stratégique de l'Entreprise dont la ressource humaine constitue un élément fondamental, pour optimiser la flexibilité et l'adaptation du personnel à un environnement éminemment réactif.

Sous la responsabilité du Directeur du Site, avec l'aide d'une petite équipe performante, vous couvrirez les responsabilités complètes de la fonction: relations humaines, partenaires sociaux, administration du personnel, formation, gestion des carrières et des rémunérations, sécurité, communication interne, etc... et vous serez force de cohésion et de proposition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, et rémunération actuelle), s/réf. **RH94**, à notre Conseil :



ABAX SELECTION 8, rue Lafayette - 75009 PARIS

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^{ème} CYCLE MANAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

**TITRE HOMOLOGUÉ PAR
L'ETAT NIVEAU I (BAC+5)**

- Une formation de haut niveau professionnel
- Des intervenants praticiens
- Longue mission en entreprise

Admission :
Diplômes de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieur, écoles de commerce, IEP, maîtrise...)

Information sur rendez-vous :
Paris : Christine Valfrey - Tél : (1) 40 03 15 88

IGS, 12, rue Alexandre Parodi 75010 PARIS

Je souhaite recevoir la documentation complète du 3^{ème} Cycle IGS

Nom	Prénom
Adresse	
Code Postal	Ville
Tél.	
Formation en cours	Bac :

Ceux qui démêlent avec passion les problèmes juridiques des clients

On peut travailler au contentieux dans un cabinet d'assurances ou au département sinistres corporels... et adorer cela

Un leitmotiv : « Que pouvez-vous faire pour moi ? » Depuis quatorze ans, Annie V. jongle avec les codes et manuels de droit, toujours plus nombreux, pour répondre à ses clients, du piéton renversé par une voiture à l'agriculteur dont la récolte a été endommagée à cause d'une installation défectueuse. A trente-six ans, cette femme est responsable régionale du service sinistres corporels dans un grand groupe d'assurances et encadre quatre-vingts personnes. Comme si les exigences du métier avaient déteint sur sa façon de s'exprimer, elle parle à toute vitesse mais de manière extrêmement claire et précise.

En 1982, elle est titulaire d'une maîtrise de droit, mais n'a jamais vu de contrat ni visité un seul tribunal en quatre ans. « Les études de droit en France sont vraiment trop théoriques », déplore-t-elle. Pour quelqu'un qui a le goût du concret et a multiplié les petits boulots d'étudiant, ce sentiment d'inaptitude est déconcertant. Un peu par hasard, elle entre à vingt-deux ans dans un petit cabinet d'assurances à Paris, en tant que rédactrice sinistres corporels.

Les débuts sont très difficiles. Les trois personnes qui doivent se charger de son intégration sont toutes absentes : l'une est en congé maternité, l'autre en congé maladie, enfin la dernière a démissionné. Qu'importe. Annie descend aux archives, récupère des vieux dossiers et les étudie par ses collègues et les étudie le soir chez elle. Comment rédiger une lettre à un client ou à un avocat ? Quelle décision a été prise dans tel cas ? Cette autoformation

s'avère très payante puisque, huit mois plus tard, elle se retrouve à la tête de son service. Elle n'oubliera jamais un événement à la fois très pénible et comique : un jour, un client, victime d'un accident et jugeant son indemnité insuffisante, n'a pas hésité à se déshabiller devant elle pour lui montrer l'ampleur

moyenne, vingt cas nouveaux arrivent tous les jours, soit par courrier, fax, téléphone ou même courriel. Elle en retient trois ou quatre, les plus complexes. En tout, 300 affaires sont actuellement en cours. Le droit devient de plus en plus technique (droit communautaire), s'étend à des questions inédites (lé-

client et sortir du jargon juridique pour lui expliquer le plus simplement possible sa situation. Annie rencontre parfois des obstacles insurmontables : récemment, un client, gendarme, a été impliqué dans un carambolage de voitures au Luxembourg. Première étape à franchir : régler le problème de sa responsabilité et récupérer à cette fin les éléments d'enquête auprès des autorités luxembourgeoises, ce qui n'a pas été une mince affaire. Le gendarme ayant été jugé non responsable, Annie tente aujourd'hui de faire valoir son préjudice financier : à cause de séquences physiques, son client ne pourra plus, à l'avenir, mener des missions outre-mer, plus rémunératrices que celles effectuées en France. « Mais nous nous démenons en vain car sa hiérarchie ne veut pas fournir le montant officiel de son préjudice », reconnaît-elle, impuissante.

Autre source de frustration, son domaine de compétence s'arrête en amont du litige même si c'est elle qui, en cas de procès, rédige les conclusions que l'avocat ira plaider. Mais Annie aime les exercices périlleux. Il y a trois ans, elle tente et réussit le concours du barreau et travaille même deux semaines chez un ami avocat. Finalement, elle ne franchit pas le cap « pour des raisons financières, le statut étant trop aléatoire. J'aurais pu l'accepter en début de carrière, mais plus aujourd'hui », conclut-elle. Puis, comme elle aime à le préciser, 80 % des cas sont réglés à l'amiable dans l'assurance. Autant de clients qu'elle n'aurait pas eus dans son cabinet d'avocat.

Clarisse Fabre

Les nouveaux profils des juristes d'entreprise

Aujourd'hui, plus de 60 % des juristes d'entreprises sont recrutés au niveau bac + 5. A l'exigence de compétences techniques, les recruteurs ajoutent une expérience concrète de la fonction. L'un des modes privilégiés de recrutement est d'ailleurs un long stage ou un contrat à durée déterminée préalable. Troisième atout, les qualités personnelles du candidat : il doit avoir le sens de la négociation, le goût du contact, du sang-froid et une aptitude au travail en équipe.

Par ailleurs, la formation des juristes n'est plus seulement universitaire. Les grandes écoles de gestion proposent aujourd'hui des cursus juridiques (droit international des affaires, droit fiscal) et voient même affluer aux concours un nombre croissant de juristes issus de l'université (voir l'ouvrage d'Hervé Bidaud, Jean-Paul Cailloux et Patrick Bignon : La Fonction juridique et l'entreprise, Ed. Eska, 1996).

des séquences. « J'ai alors compris qu'une frontière absolument infranchissable devait exister entre le diagnostic médical et l'expertise juridique. Mais ce fut très difficile à faire comprendre au client », reconnaît-elle. Cette première expérience dure deux ans et demi. Annie y met un terme car elle souhaite évoluer et voir du neuf.

En 1986 elle est recrutée chez Groupama, où elle travaille toujours, comme responsable d'un service sinistres de dix personnes. Depuis, elle est responsable au même poste mais avec des responsabilités élargies, « sinon je ne serais pas restée. J'ai besoin d'apprendre », précise-t-elle. Elle est comblée : en

général, les clients sollicitent des délais de plus en plus courts. « Bref, je suis obligée de me former en permanence. Je lis le journal Officiel tous les jours », poursuit-elle.

RÈGLES D'OR

Elle s'interrompt pour répondre au téléphone et traiter en direct une question, car il n'y a pas de temps à perdre. Ce qu'elle apprécie par-dessus tout, c'est de répondre aux clients sur-le-champ. Elle a alors le sentiment d'utiliser concrètement les connaissances amassées au fil du temps. Mais il faut respecter deux règles d'or : travailler dans un climat de confiance avec le

Conducteur de métro par goût d'indépendance

Dans son « bocal », il se sent loin de la vie de bureau et dit que son métier lui convient

C'est soir-là, Eric a presque tout eu. Du retard parce que la rame devant la sienne connaît un problème de freinage. Rien d'affolant. Après 21 heures, les usagers supportent plus facilement de rester à quai, « surtout quand on les tient informés ». Une agression aussi, heureusement pas trop grave. N'empêche. Il a dû recueillir en cabine la jeune femme, totalement affolée à l'idée de se retrouver à nouveau face à celui qui l'avait attaquée. Et puis ce court-circuit plus tard dans la nuit. Mais là encore sans grande conséquence, le courant ayant été presque immédiatement rétabli. Un service chargé, stressant, mais finalement, comme ce conducteur expérimenté le dit lui-même, « une bonne soirée où le temps est passé vite ». D'habitude, c'est beaucoup plus calme, surtout sur la ligne 6 Nation-Etoile par Denfert-Rochereau. Une sorte de petit paradis pour le métro, puisqu'elle est peu chahutée par ceux qui empruntent. Et donc une récompense pour les conducteurs, qui sont nombreux à la réclamer, à l'instar des enseignants qui demandent leur mutation pour le Midi. Eric, avec ses quatorze ans d'ancienneté à la Régie, l'a obtenue après quelques années de patience et imaginerait mal la quitter maintenant. C'est un luxe pour celui qui vit sous terre au quotidien de voir le ciel, la lumière du jour, même si celle-ci l'éblouit souvent à la sortie du tunnel.

A trente-six ans, il ne dit pas « aimer » son métier, il préfère admettre qu'il lui « convient bien ». L'indépendance. C'est ça : l'indépendance. Il prononce plusieurs fois le mot et, visiblement, c'est celui qu'il préfère. Les chefs, il en a bien sûr, mais, une fois seul dans la loge, il est maître à bord avec la responsabilité de centaines de voyageurs derrière lui. Les Parisiens, il les connaît. Les travailleurs de l'aube, ceux des heures d'affluence, les retardards qui ne veulent pas rater le dernier métro ou qui sont des habitués du premier, de tous ceux-là il serait capable de faire le portrait-robot. « Le métro offre un parfait reflet de la société. Entre la bourgeoisie du 16^e qui n'aura pas la monnaie pour prendre son ticket et le pauvre type qui joue depuis des mois le même air sur son accordéon pour mériter sa manche, on a tout vu. » La vie est là, malgré les tunnels. Et Eric l'observe. Parfois elle le fait sourire : « On a tous des anecdotes incroyables à raconter, dit-il. Le type qui démenage son frigo, le vélo aux heures de pointe... » Le reste, visiblement, il n'aime pas trop en parler. Les suicides, les jeunes qui s'amusent à marcher sur les rails, les tags démolissants « alors qu'on aime tous conduire une rame bien nette ». Le « respect » du métier, comme il dit, la « conscience professionnelle », c'est « essentiel ». Sinon, pour lui, il vaut mieux renoncer. Il est étonné quand on lui parle d'ar-

rêts en station ou sous tunnel où le conducteur ne parle pas, ne préviens pas ses voyageurs. « Avec un tout petit effort on peut apporter tellement de choses. Il faut toujours communiquer. Prendre le micro, se montrer à la porte de la loge. Parfois, un regard suffit pour désamorcer le mécontentement. »

Avec sa queue de cheval blonde, il a gardé des allures de grand adolescent mais il éclate de rire au mot « vocation ». « Non, ce n'est pas en jouant, petit, au train électrique que j'est venue l'idée de conduire un métro... » D'ailleurs, quand Eric entre à l'âge de vingt-deux ans à la RATP, c'est surtout « pour avoir de quoi manger et payer son loyer » après quelques années de galère et de boulots alimentaires. La Régie, il connaît bien. Il commence chef de station, passe par la surveillance générale, puis choisit finalement la conduite, « techniquement un jeu d'enfant » mais psychologiquement un métier d'adulte.

BIEN DANS SA TÊTE

La solitude et l'autonomie qu'Eric aime tant se paient aussi par des moments d'angoisse que les tunnels, « sortes de spirales qui peuvent vous entraîner vers la dépression », réussissent à déculpabiliser. « Pour tenir, il faut être bien dans sa tête. » Quelqu'un qui vous attend le soir après le service, un sport, la musique, Eric, visiblement, a tout cela. Voilà pour quoi, par exemple, la vue sur la tour Eiffel, juste avant d'entrer à la station Bir-Hakeim, il aime. Il est assez disponible pour en profiter. Dans sa loge, son « bocal », il est loin aussi de la vie de bureau, des notes interminables. Les structures qui écrasent, il déteste.

« La conduite, c'est un métier ingrat. On ne parle de nous que dans les moments difficiles »

Il fait grève quand il estime que c'est utile, mais pas pour suivre un mot d'ordre. D'ailleurs, il n'est pas syndiqué. Il aurait peur de ne plus pouvoir prendre le recul nécessaire avant chaque mouvement déclenché. « La conduite, c'est un métier ingrat. On ne parle de nous que dans les moments difficiles. Quand tout va bien, les gens oublient le conducteur. » Lui, les voyageurs, il ne les oublie jamais. Quand il rentre en station, il déteste en voir trop près de la bordure du quai. Il a souvent presque envie de descendre pour leur rappeler en direct le danger encouru. Bien sûr, il avoue que le système jour - il travaille six jours de suite, six heures trente par jour - il pense plutôt au repos qui s'annonce, à la vie au-dessus, à l'air frais. « On a des allures de zombies quand on retrouve le pavé. On est vidé, fatigué. » S'il a suivi le mouvement de décembre dernier, c'est parce qu'il sait qu'on ne peut pas tenir conducteur jusqu'à soixante ans. La fatigue physique et puis, surtout, les yeux, « à moins qu'on nous donne une canne blanche pour tenir dans la loge ».

Il râle sur tout ce qui se dit dans les journaux sur son métier sans que cela corresponde forcément à la réalité. « On a un boulot qu'on arrive véritablement à maîtriser qu'une fois seul aux commandes. C'est seulement à ce moment-là qu'on sait ce qu'il en est vraiment. » Envie d'un café ? C'est à un arrêt un peu plus long, à Kéber ou à Nation, qu'Eric l'avale. Il le commence sur le quai, le finit dans sa loge. Impossible de personnaliser par un dessin, un objet, la cabine, « on change sans arrêt de matériel ». Ce soir-là, Eric conduira trois rames différentes. Toujours la même ligne, mais jamais de cabine à soi. Des collègues, c'est vrai. Certains solidaires, d'autres moins, « mais, une fois le service fini, l'ami le plus de faire autre chose ». Bref, une vie de nomade mais avec la sécurité de l'emploi. Eric en a tout cas pris la juste mesure.

Nathalie Mlekuz

Marie-Béatrice Baudet

Les aventuriers du CD-ROM

Les yeux rougis par l'écran cathodique de l'ordinateur, le jeune homme « décroche » rarement avant minuit. Fondateur, avec une poignée d'amis, d'une société multimédia, Anima, il met la dernière main à la version allemande du CD-ROM, Planet Reporter. L'image numérique de Nicolas Hulot a cédé la place au Gillot-Pétre germanique qui doit guider l'apprenti journaliste dans la confection de son reportage. Une fois prêt, le joueur vient présenter son travail à son mentor. S'il est bon, il sera diffusé au journal ; s'il est mauvais, son auteur sera viré : s'il est perfectible, il sera amélioré. Tel est le principe du jeu.

Romain Gies est un autodidacte multitalent. A trente et un ans, il cumule les expériences professionnelles : tantôt publicitaire, tantôt infographiste, tantôt décorateur, rien ne l'effraie. Un esprit curieux qu'il tient de son inventeur de père. Aujourd'hui, le jeune homme a trouvé dans le multimédia un univers à sa mesure. « Nous sommes devant une espèce d'inconnu. Aventuriers et découvreurs. Un peu à la manière de Christophe Colomb, qui se demande tous les jours quand il verra la terre, et qui, une fois arrivé en Amérique, croit être aux Indes. Tout reste à faire, on peut imaginer que de nouveaux logiciels nous aideront dans l'avenir à faire plus. » Maître du monde ? Non, plutôt

chef d'orchestre, car développer des produits sur CD-ROM suppose d'être au contact d'une bonne dizaine de métiers. Scénaristes, directeurs artistiques, photographes, infographistes, musiciens multimédias, programmeurs, etc., contribuent à la création d'un CD-ROM. Chez les développeurs de jeux, on trouve en amont de la production le game designer, qui élabore le scénario et le cahier des charges. Il travaille ensuite avec le directeur artistique qui crée l'environnement graphique de l'histoire. Puis un chef de projet va coordonner la production même du CD-ROM avec les programmeurs, les infographistes, le game player, qui fait en sorte que le jeu soit vraiment ludique. En bout de chaîne, les testeurs, des consommateurs qui vont chercher les défauts de fabrication.

Ne dites pas à Marc Albaret qu'il travaille, il croit qu'il s'amuse. Game designer de son métier, ce jeune homme de vingt-sept ans est tombé dans cet univers quand il était petit. Il a commencé en copiant et piratant les jeux vidéo des copains. « Réaliser des jeux, je l'aurais fait de toute façon. Si j'avais été instituteur, je m'y serais consacré le soir. »

Doté d'une maîtrise d'études cinématographiques, il a préféré bifurquer vers le jeu, vidéo d'abord, sur CD-ROM ensuite. « Cela offre des possibilités plus importantes que le cinéma, estime-

t-il. Le scénario n'est pas figé et celui qui joue construit l'histoire. » Et l'informatique dans tout ça ? « C'est juste un outil, pas une fin en soi. »

Actuellement, Marc élabore un jeu sur CD-ROM pour le compte de Virtual Studio, une société installée à Gennevilliers. Dans le plus grand secret. Il faut dire que le coût de production laisse songeur : au moins 5 millions de francs pour environ dix-huit mois de travail. Travailleur indépendant, il passe dans les studios de Gennevilliers deux ou trois jours par semaine.

Il a son actif une dizaine de jeux vidéo mais n'en est qu'à son deuxième CD-ROM. Il est intervenu sur le premier en qualité de « pompier volant » pour mener à son terme un projet en difficulté. Prisonnier d'ice pour infographes.

Quel est le secret de sa passion ? « C'est faire plaisir aux gens, raconter une histoire, faire passer une émotion. » Mais tout de même, les jeux sur CD-ROM ne lui semblent-ils pas limités ? « Il est vrai que c'est encore un amusement basique mais tout l'intérêt consiste, dans un proche avenir, à le faire évoluer vers d'autres niveaux d'émotion. » Marc rêve de « la simulation totale », d'un univers complexe « où l'on peut faire tout et n'importe quoi ». Inquiétant, non ?

Martine Laronche

L'agent des impôts, au service des contribuables

REGARD bleu, cheveux mi-longs, rayonnante dans un tailleur gris, Sandrine Pendaries, vingt-huit ans, travaille au centre des impôts du seizième arrondissement depuis maintenant trois ans. C'est avec un niveau terminal et après avoir égrené une série de petits boulots que cette jeune provinciale originaire d'Albi, dans le Tarn, a décidé de passer le concours des impôts, en même temps que celui de La Poste. Difficile de parler de vocation. « Au vu de la diversité des postes proposés, j'ai pensé que j'en dénicherai cer-

tainement un qui serait adapté à ma personnalité. » Aujourd'hui, Sandrine est persuadée d'avoir trouvé sa voie.

Motivée, soucieuse de répondre le mieux possible aux demandes des contribuables et ravie de faire respecter l'effort de solidarité nécessaire, elle s'est d'emblée passionnée pour la législation fiscale. « Vue de l'extérieur, la matière peut paraître ardue, mais dès qu'on l'applique on découvre un côté très humain. Et puis il y a une logique, ce ne sont pas des textes qui se succèdent sans raison. » Entrée

comme agent de base dans ce que l'on appelle dans le jargon maison un « secteur d'assiette », soit le service chargé d'établir l'impôt sur le revenu, elle a eu besoin de deux bonnes années pour maîtriser toutes les subtilités juridiques. Et aujourd'hui encore elle apprend tous les jours. « La législation évolue. Il y a les cas particuliers... C'est ce qui fait que ce travail n'est pas du tout routinier. »

Quinze jours avant la date limite de dépôt des déclarations de revenus, tout le personnel a été mobilisé pour renseigner les contribuables, les informer des nouvelles dispositions et, souvent, les aider à rédiger leur déclaration. En ce moment, l'heure est au traitement des documents récoltés. Objectif : effectuer un premier contrôle afin de repérer les erreurs les plus grossières, comme celles de personnes âgées qui déclarent tout en anciens francs... Passé le sprint du début d'année concernant l'impôt sur le revenu, Sandrine consacre pas mal de temps à l'établissement de la taxe d'habitation. Elle envoie des demandes d'informations et, en fonction des données recueillies, localise ensuite les appartements par un...

Pas toujours facile dans des immeubles de six ou sept étages comptant trois ou quatre appartements par palier ! De plus, les démenagements, les va-et-vient impliquent une remise à jour permanente proche du jeu de piste. L'essentiel du travail se fait désormais sur ordinateur, ce qui simplifie tout de même la tâche.

Les relations avec les contribuables, par téléphone ou, deux matinales par semaine, au centre même, occupent également une bonne part de l'emploi du temps.

COURTOISIE DE RIGUEUR

Au dire de la jeune femme, les contacts sont toujours courtois. Des liens plus personnalisés s'établissent parfois. Les personnes retiennent le nom de l'agent qui suit leur dossier et demandent à le voir régulièrement. L'agressivité, en tout cas, semble bannie des lieux. « Les gens nous disent "merci" et nous félicitent pour notre amabilité. Je ne pense pas que ce soit lié à l'ordonnement, ailleurs ce serait pareil », assure Sandrine. Et quand on lui parle de fraude, cette jeune fonctionnaire, qui a récemment pris le parti de voir la vie en rose, fait presque la moue : « C'est un

bien grand mot. Mes contribuables ne sont pas fraudeurs. Ils font des erreurs. Nous sommes là pour les corriger, que ce soit dans le sens d'un dégrèvement ou d'un paiement supplémentaire. Nous sommes là aussi pour que chacun soit imposé le plus justement possible. » Des recoupements sont toutefois effectués entre les déclarations des employeurs et celles des particuliers.

Côté carrière, Sandrine, dont le salaire oscille, selon les primes, actuellement entre 7 000 et 8 000 francs nets mensuels, n'envisage pas un seul instant son avenir hors de l'administration des impôts. Elle n'a rien planifié, mais elle compte sur son envie d'apprendre et de découvrir pour gravir les échelons : le concours de contrôleur devrait constituer la première étape ; ensuite, cette adepte de la législation fiscale n'exclut pas de s'intéresser à la fiscalité des entreprises et, peut-être, de devenir inspecteur. Et pourquoi pas chef de centre ? Toutes les portes, en tout cas, sont ouvertes : « Ici, on peut regarder vers le haut », conclut Sandrine.

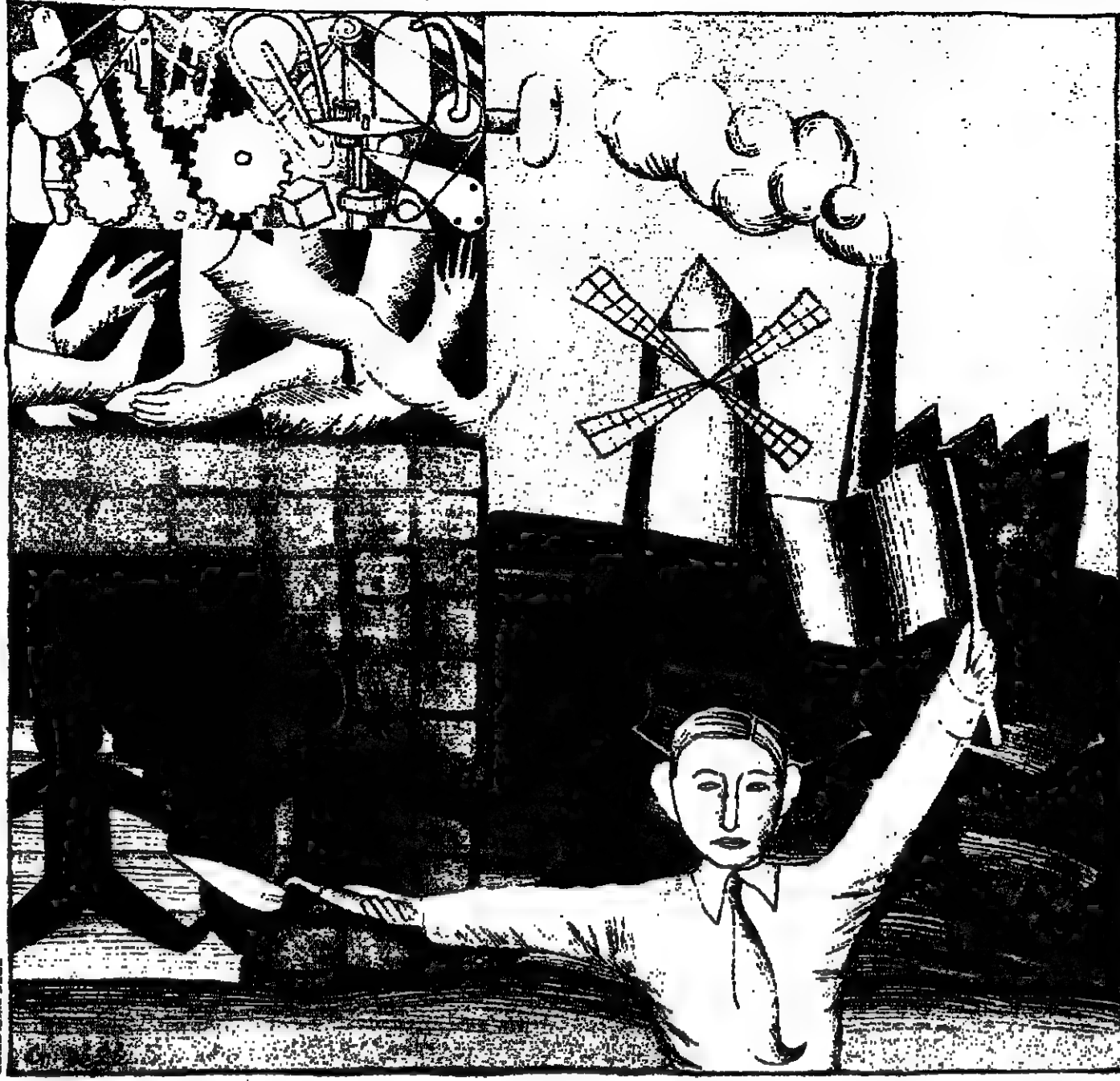
Etudiants Bac + 1 à Bac + 5 !

Retrouvez en direct sur Minitel
3615 LEMONDE
des milliers d'offres de stages en entreprise



Conducteur de métro par goût d'indépendance

Durham - DO

[illegible]

C'est aussi à l'oreille, à l'œil ou au toucher que l'on possède son métier

Aléisseurs, fraiseurs, tourneurs : chacun a ses ficelles pour simplifier les tâches, éviter d'abîmer les pièces et leur donner un fini parfait

UN NE rue tranquille du vieux Nanterre bordée de pavillons. C'est là qu'est installée depuis quarante ans la société de mécanique Seam, spécialisée dans la rectification, une opération de finition réalisée à la meule. « On travaille avec une précision d'un micron » (un millième de millimètre), explique Alain Masson, le gérant, qui a débuté comme rectifieur quand il était petit pour finir comme directeur adjoint à l'atelier. Mais, assure-t-il, « c'est le coup de main, cela ne se perd pas ». Les machines ont entre vingt et trente ans d'âge, voire plus. Les trois ouvriers ont, eux aussi, une belle ancienneté dans le métier, de dix-huit à trente-quatre ans, et forment une équipe apparemment jeune. Leur technique repose sur la connaissance des métaux et leur dureté, et sur toutes sortes d'astuces. Quand ils parlent de leur métier, c'est toujours avec modestie, alors qu'ils déclinent un savoir-faire précieux, mais en voie de disparition.

Jean-Claude Provost, cinquantetrois ans, travaille sur la machine dite « cœnerlies », qui usine des barres cylindriques. Le coup de main de Jean-Claude, c'est en fait son oreille. « Quand le rouleur de la meule fait un certain bruit, le sais que j'ai perdu de la pièce », sera sa prose. Rectifieur depuis trente et un ans, il apprécie toujours le contact avec la surface bien lisse des pièces finies. Il aime son métier, mais « on est toujours sale ». Et, aujourd'hui, il ressent « une lassitude ». « On a fait tellement de réglages, on connaît tout ».

César Cuadrado, trente-cinq ans, « ne raffole pas », quant à lui, de son métier. « C'est quand même mieux d'être en cravate, d'avoir des horaires souples que d'être dans la crasse

tout le jour-là. Mais bon, ce n'est pas grave, dit-il. On s'entend bien. Et, question salubre, ça va... Les gestes, les ficelles du métier, il les a appris d'un « petit monsieur qui était proche de la neutralité et travaillait à l'ancienne ». César utilise l'intérieur et l'extérieur des pièces. La tolérance des cotes imposées par le client est de quelques microns, voire zéro. « La précision, au début, c'est beau, c'est intéressant. Mais, aujourd'hui, c'est de la routine, dit-il. Je sais tout faire. » Gérard Chénuel, quarante-neuf ans, ne dit qu'un « il » amoureux de son travail parce qu'il est très varié. Dans cet atelier, on ne traite en effet que des petites séries, voire des pièces uniques. Au toucher, à l'œil, Gérard vérifie la qualité de son travail. Sur certains modèles la meule doit tracer des « traits croisés » réguliers. Or sa machine est si vieille, la pauvre, qu'elle « ne croise plus toute seule. Il faut l'aider ». Ce qu'il fait, grâce à un petit tournevis fabriqué par ses soins, qui sert à causer la pointe. « C'est un coup à prendre. » Respecter les tolérances, c'est, affirme-t-il, « une prise de tête, la pièce évoluer au fil des opérations. » Le métier est plein d'astuces pour travailler plus vite, simplifier les tâches, éviter d'abîmer les pièces... « Tout cela s'apprend sur le tas. Les anciens transmettent les combinaisons aux jeunes », souligne Yves Herbin, responsable de fabrication, en retraçant dans quelques semaines.

Avant de partir en préretraitement, Jean-Pierre Maugé a laissé un bon héritage à Daniel Lebrun, quarante-trois ans, alsacien lui aussi. « J'avais constitué un dossier haut comme ça de notes et croquis de pièces, de montages. J'ai tout donné à Daniel. Si un jour j'ai un problème, je viendrai bien lui donner un coup de main. » Depuis vingt ans, Daniel dessine lui aussi sur un cahier d'écolier des croquis en couleurs. Il prend également des photos de certaines pièces fixées sur machines. A quel tout ça la sert-il ? A gagner du temps si une pièce fabriquée il y a deux ou trois ans doit être refaite. « Le plus important, c'est de transmettre les astuces », reprend Jean-Pierre. Ce dont je n'ai pas tellement bénéficié de la part de vieux que j'ai connus ici. »

Il faut être très attentif. Le soir on se couche psychiquement fatigué. » Depuis vingt ans, Gérard est bien à la même machine. « Je l'aime bien, la cornée ses moindres défauts. »

À Rouen, l'atelier de construction mécanique Senard emploie treize salariés qui ont entre 17 et 40 ans de maison et sont polyvalents. On est des gens professionnels, on est des gens qui travaillent. Il s'impose, dans l'usine, l'absence d'alaï, ça consiste à ajuster les trous qui traversent une pièce mécanique). Cette entreprise a été créée en 1860 par l'arrière-grand-père de Bruno Senard, l'actuel gérant. Une fondatrice qui compte une cinquantaine d'ouvriers a été ajointe en 1913. « Ce travail n'est jamais le même. On sculpe comme Jacon, fraiseur-tourneur. J'aime beaucoup ce métier, on peut fabriquer tellement de formes. On trouve sans cesse de nouvelles trucs, on crée. »

À la fonderie Senard, c'est un autre décor, à la Zola. Une autre atmosphère aussi : plus assourdissant, poussière, chaleur. Certaines pièces sont faites au moulage machine, d'autres au moulage main, ce qui est plus intéressant, dit-on. « On ne pense pas à la saleté », affirme Gérard Senard, un homme maigre de quarante-huit ans. Il aime le métal et « se passionne pour les pièces compliquées ». Mais « la noblesse du mouleur d'autant disparaît », observe Bruno Senard. Autrement, c'est avec ses mains et ses outils que le mouleur devrait verser le sable pour faire le moule. « On falsifiait un peu des châteaux de sable », poursuit le gérant. « Aujourd'hui, on n'a pratiquement plus de contact avec ce matériau », regrette Charles Goetz, responsable de fabrication. Les coulées de fonte sont réalisées six fois par jour. Pour les fondeurs, la vue du métal qui coule dans le moule est

TOUR DE MAIN
Jean-Pierre Maugé, cinquantenaire ans, aisé, en prêtérat de plusieurs nombre après quarante-quatre ans de maison, se souvient de pièces de 4 tonnes. « On les travaillait pendant un mois. Il y avait des trous, des aléages, des taraudages, tout ça. J'aimais bien voir du métal en train d'être travaillé. Tout juste un plaisir. »
« J'ai toujours aimé voir le métal en fusion, dit Charles. Mais à chaque fois j'ai une appréhension. » Le four électrique, qui sert à fondre certains métaux, donne, en effet, des signes de vieillesse.

Francine Aizcovic

Jouer au garçon de café

« La petite pièce qui reste dans la coupelle, on ne la vole pas. Mais ça n'est pas un dû », comme l'explique un véritable psychologue de comptoir

LE misanthrope, le malade imaginaire, le phraseur qui raconte sa vie, l'habitué du zinc... Lorsqu'il parle des clients du Petit Poucet, brasserie parisienne de la place Clichy, Bruno, trente-trois ans, s'écroule :

« stress très élevé. C'est dur, vous entendez les commandes sans les avoir écoutées. En même temps, c'est très jouissif ; on se sent comme un funambule sur son fil. Et puis c'est le moment où l'on peut montrer qu'on assure... »

ans, de la plus stupéfiante égaré-
ans, de café depuis qu'il est in-
estirassable : spontanéité et
il brosse une véritable galerie d'
les portraits. De l'étudiant à la vieille
dame, en passant par le cadre su-
périeur, « pas toujours très cour-
tois », il se fait fort, au premier
coup d'œil - sens de l'observation,
intuition ou fruit de l'expérience ?
- d'adapter son service à « chaque
catégorie de consommateurs », un
« peu comme s'il savait lire sur les
visages. Personnaliser l'accueil,
noter en restant dans son rôle de
garçon de café, tel est, à l'en-
croûte, le b a b a du métier : « Beau-
coup nous considèrent comme de
simples porteurs de plateau. Moi,
au contraire, je me suis plu à
comme un attaché commercial, ca-
pable de s'adapter à chacun, qu'il
agisse de conseiller un client, de
lui recommander le plat du jour ou
de le fidéliser. »

« bien sûr, le professionnalisme du service se repère à une somme de petits détails : placer la cuillère à droite du consommateur ; avoir le tact nécessaire pour faire retirer les effets personnels de la table, juste avant que le plateau n'arrive ; faire se succéder les plats sans que le client ait l'impression d'une quelconque précipitation ; apporter discrètement l'addition au bon moment et « la présenter à l'honneur plutôt qu'à la femme » ; avoir le sens de l'humour lorsque la situation s'y prête : « Quand deux consommateurs se battent pour payer, je rends la monnaie à celui qui n'a pas payé. En général, ça les fait éclater de rire ! », raconte Bruno.

Philippe Baverel

Philippe Baverel

PCS

PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

**Centre de préparation
aux HEC et à Sciences Politiques
créé en 1976**

- Classes Prépa. ESC
et classes pilotes HEC
- Corps professionnels réputés
- Suivi personnalisé et
groupes homogènes
- Admission sur dossier pour
bacheliers S, ES, L

Classes "pilotes" HEC

Conditions d'admission

- Voies scientifique et économique
pour les bacheliers titulaires
d'une mention et les admissibles
aux concours.

PCS Groupe E.S.L.S.C.A.
1, rue Bouteville 75007 Paris
Tél. 01 45 51 32 59
Enseignement Supérieur Privé

APPRENDRE L'ALLEMAND EN AUTRICHE
UNIVERSITE DE VIENNE
COURS D'ALLEMAND
POUR ETRANGERS
3 sessions de 7 heures le 21 Septembre 1986
(3 semaines de cours)

Cours pour débutants et avancés
Laboratoire de langues - Il n'est pas demandé
d'apporter connaissances des études
Age minimum 18 ans - Etrangers, séjournés

Droit d'inscription et de cours pour
4 semaines ATS 4.150,- (ca. FF 2.050,-)
Pris forfaitaire inscription, cours, chambre)
pour 4 semaines ATS 9.585,- (ca. FF 4.750,-).

Programme détaillé :

Wiener Internationale Hochschule
A-1010 Wien, Universität
Tél : 194311103 12 54 - 194311107 47 37
Fax : 194311103 12 54

PROGRAMME EN TEMPS PARTAGE

MBA ESCP

Compatible avec une activité professionnelle à temps plein, ce diplôme de standard international s'adresse à de jeunes cadres et dirigeants ayant 5 à 10 ans d'expérience. Il comprend 550 heures de formation réparties sur 18 mois : 1 cours par semaine, 1 stage par mois et 5 séminaires d'une semaine en France et à l'étranger.

Sélection en cours

Hélène Penain - Tél. : 49 23 22 70
E mail : gongeon@escp.ccp.fr

Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Paris
 MBA - 79 avenue de la République 75011 Paris
 Site WEB: [HTTP://www.escp.ccp.fr](http://www.escp.ccp.fr)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

INSAM

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
ET DU MANAGEMENT

4 ans de formation internationale au management
Études à Paris, États-Unis, Europe
Admission 1^{re} année : bac + concours.
2^{me} année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS).

GRUPPO
eslscs
1, rue Bourzeville, 75007 Paris, France
Tél. (1) 45.51.42.50
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
FONDÉ EN 1949 - RECONNU PAR L'ÉTAT

eslsca

ADMISSION SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3^e année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.

La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une licence.

Prochaine Session
(rentrée des cours : Octobre 1996)

9 et 10 mai 1996

Renseignements - Inscriptions

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
15, rue Bainsville, 75007 Paris - Tél. : (1) 45-51-32-53
Établissement privé d'enseignement supérieur
Fondé en 1949 - Reconnu par l'État
Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale

Pour une autre sociologie du travail

par Philippe Zarifian

Il nous semble qu'existent aujourd'hui deux manières différentes, voire concurrentes, d'appréhender le travail professionnel, et qu'il importe de faire ressortir la seconde, enfouie qu'elle est sous le poids des systèmes d'analyse du travail, des modes de négociation, des pratiques de management qui continuent de dominer. La première manière prétend que travailler consiste à réaliser des actes de travail conformes à ce qui peut être prédéfini et codifié dans des emplois. La manière de qualifier ces actes peut évoluer : au lieu de parler de « tâches », on peut parler de « fonctions » ou d'« activités ». La manière de définir les emplois peut elle aussi se complexifier : au lieu de se référer à un poste de travail isolé, on prendra en compte une définition large de l'emploi, correspondant aux actions d'une équipe entière de travail.

Mais l'approche de base reste la même : on suppose qu'il est possible de décrire les emplois, de les figer, au moins temporairement, dans cette description objective, d'y attacher des requis en qualification professionnelle et en règles de comportement social, d'y rapporter des normes préétablies de performance (un rendement, une réactivité à des demandes client...). On suppose que travailler, c'est se conformer à ces requis. La déviance elle-même fait partie du modèle. Comme il est impossible de tout décrire, comme il existe une variabilité intrinsèque du travail réel, on admettra que les travailleurs puissent ne pas faire exactement ce qui a été prescrit et développer une régulation qui leur est propre, mais il n'y a déviance que parce qu'il y a exigence de

conformité. Et la régulation autonome reboucle, à travers les ajustements qu'elle autorise, sur la régulation de conformité.

Tout un pan de la sociologie du travail s'est attaché à formaliser cette vision du travail et à rendre compte de sa réalité. Cette sociologie se centrera sur les régulations, les normes, les codes, les statuts, les conventions... Bref, sur toute une panoplie de notions qui reviennent toutes à la même idée : travailler, c'est entrer dans un ordre préétabli, c'est être

singulier d'un client, à une situation sociale difficile dans un lieu public, aux imprévus qui entourent inévitablement le lancement d'une innovation... Mais cela signifie aussi, et peut-être surtout : développer le potentiel contenu dans l'événement. Ce qui arrive de manière événementielle change la manière de voir les choses et ouvre sur de nouvelles pistes. Par exemple, la défaillance d'un équipement technique pousse à modifier, voire reconcevoir, l'équipement et son mode

de sollicitation de la coopération et de la dynamique des échanges intersubjectifs. Dans le rapport à l'événement se joue une tout autre vision du travail. Non pas la « conformité à », mais le tracé d'une ligne (Deleuze), la conduite d'un devenir, le développement d'une initiative. Que ce rapport suppose des règles d'action, c'est certain. Mais loin d'être des normes, elles sont des ressources sociales et cognitives pour réduire l'incertitude, former autour des événements singuliers, des apprentissages transposables à d'autres situations. Que ce rapport soit sanctionné par des performances, c'est également vrai, mais celles-ci doivent être portées, moins sur les résultats du travail que sur les conditions de sa réussite. Il s'agit moins par exemple de « produire des résultats qualitatifs » que de créer les conditions favorables à la résolution des problèmes de qualité aux événements qui les condensent.

C'est ici une tout autre sociologie du travail qui se profile. Sociologie de la prise de responsabilité, du réseau de rencontres, du devenir commun, de l'ouverture au monde et à ses possibles. Elle n'est en rien utopique : elle exprime une dimension présente du réel. Mais il est vrai que ce dont elle parle est, dans les systèmes de relations et de codification actuels, très peu reconnu. Il est d'autant plus important de le faire valoir, car c'est d'une certaine manière l'activité de millions de personnes qui reste ainsi souterraine.

Philippe Zarifian est professeur de sociologie à l'université de Marne-la-Vallée.

Travailler, c'est entrer dans un ordre préétabli, c'est être conforme, si possible de manière « qualifiée ». Mais, travailler, c'est aussi faire face à des événements qui surgissent en excès sur la situation établie. C'est faire face à l'imprévu, au surprenant, au singulier

conforme, si possible de manière « qualifiée ». Il n'est bien entendu pas indifférent que cet ordre ait été négocié ou non, mais cela ne change pas l'approche du travail. Or travailler, c'est aussi tout autre chose. Travailler, c'est faire face à des événements qui surgissent en excès sur la situation établie, situation que l'on croyait pouvoir figer dans une description. C'est faire face à l'imprévu, au surprenant, au singulier. Cela signifie d'abord maîtriser ces événements en situation réelle : faire face à la défaillance d'un équipement technique, à une dérive qualité, à la demande

d'usage. Ou encore, les problèmes attachés à la réalisation d'un projet d'innovation amènent à le reconsidérer, à le faire évoluer.

Faire face à un événement, c'est aussi inévitablement engager sa responsabilité, prendre un risque, s'exposer soi-même. C'est une attitude sociale engageante. C'est enfin, autour de l'événement, tisser un ensemble de rencontres et d'interactions, toutes celles nécessaires pour qu'un réseau d'acteurs maîtrise et développe l'événement, dès que celui-ci atteint à une dimension qui dépasse la compétence isolée d'un individu. C'est

Timide embellie dans l'emploi des cadres

Selon le baromètre annuel de l'APEC, l'amélioration concerne l'ensemble des secteurs

L'OCCASION de la parution de son baromètre annuel, qui, depuis vingt ans, mesure l'évolution du marché de l'emploi des cadres du secteur privé, l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), signale prudemment une « amélioration en demi-teinte ». D'après ce panel (fruit d'une enquête réalisée en février 1996 auprès d'un échantillon national représentatif de 4 000 entreprises privées), représentant 1 800 000 salariés dont 262 000 cadres, auxquels s'ajoute une vingtaine d'échantillons régionaux regroupant 6 000 entreprises), 105 200 cadres ont été recrutés l'an dernier, soit une progression de 31 % par rapport à 1994. A ces embauches, s'ajoutent 30 400 postes pourvus par promotion interne, dont les bénéficiaires ont ainsi accédé au statut de cadres. Au total, 135 600 postes de cadres ont donc été pourvus en 1995 (+21 % en un an), dont 78 % par recrutement externe et 22 % par promotion interne (soit un léger recul par rapport à 1994, où ce chiffre était de 28 %).

Parallèlement, 114 400 cadres sont sortis des effectifs (soit une hausse de 10,5 % en 1995), qu'il s'agisse de départs à la retraite, de démissions ou, surtout, de licenciements. Résultat : le solde des « entrées » et des « sorties » est posi-

tif, 21 200 postes ayant finalement été créés en un an, soit une augmentation de la population des cadres de 1,1 % (contre +0,5 % en 1994). « Faible au regard des années 80, le solde entre les « entrées » et les « sorties » n'a jamais été aussi positif depuis quatre ans », souligne l'APEC. On se souvient que 1993, année noire, avait vu la suppression de 14 500 postes de cadres.

Globalement, pour 1995, l'amélioration se manifeste dans l'ensemble des secteurs d'activité. Toutefois, avec 19 050 postes créés, c'est le tertiaire qui affiche – et de loin – la croissance la plus spectaculaire. L'industrie, qui avait perdu plus de 9 000 emplois de cadres en 1993, amorce une nette reprise puisqu'elle a créé près de 3 400 postes l'an dernier. Si le commerce réussit presque à équilibrer « entrées » et « sorties », la construction, en revanche, a encore vu disparaître 1 170 emplois.

INFORMATIQUE EN HAUSSE

De même, l'embellie se dessine dans l'ensemble des fonctions, même si la production arrive largement en tête du palmarès (avec une progression des embauches de 66 %), loin devant les études, recherche et développement (+38 %) et la fonction commerciale (+35 %). A

noter la contre-performance de l'informatique (-7 %). Quant aux profils, la prime va aux cadres confirmés, qui « monopolisent » à eux seuls 46 % des recrutements, les jeunes diplômés et les jeunes cadres (moins de cinq ans d'expérience) se disputant respectivement 30 % et 24 % des embauches. Pour 1996, les auteurs de l'enquête tablent sur 115 000 à 125 000 recrutements de cadres et 30 000 à 40 000 promotions internes.

« L'année 1996 devrait donc confirmer la tendance positive enregistrée en 1995, mais à un rythme plus ralenti », note l'APEC, au détour d'une formule sibylline : « C'est dans les entreprises de 200 à 500 salariés que les perspectives sont les plus favorables ».

Commentant les résultats de 1995, Jean Prével, directeur-adjoint de l'APEC, conclut : « En dépit d'une très grande activité dont témoignent les entrées et les sorties, plus nombreuses qu'en 1994, l'évolution du marché ne suffit pas à résorber le stock des cadres au chômage ni à endiguer le flux croissant des jeunes diplômés. » Pour mémoire, l'ANPE recensait, au 31 décembre 1995, 186 410 cadres à la recherche d'un emploi, soit une augmentation de 1,8 % en un an.

Philippe Baverel

Gérer l'angoisse du dirigeant

LE DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL DES MANAGERS – LA DYNAMIQUE DU COACHING

de Pascal Leleu
Éd. L'Harmattan
316 p., 170 F

EN lisant le titre, on s'attend à un hymne à l'efficacité triomphante du dirigeant. Et puis on respire. Le consultant Pascal Leleu ne joue pas cette partition archaïque. Il traite de la dimension psychologique du management en faisant le point sur les courants qui l'ont abordée : approche psychanalytique, analyse du stress, psychopathologie du travail... Leurs apports confirment, s'il en était besoin, que le manager n'est pas un superman mais qu'il connaît l'angoisse et le doute. Le temps des brillantes illusions est sans doute révolu. En une décennie, on est passé de l'image du « héros cultivé, acclamé et glorifié » à celle de l'anthéros, capable d'être humble, susceptible de se laisser remettre en question, proche de ses subordonnés...

Ce livre peut l'aider à comprendre son fonctionnement et celui de ses collaborateurs et salariés. Ainsi, il décrit bien les mécanismes du couple souffrance-plaisir dans le travail quotidien. On peut regretter quelques longueurs, mais c'était sans doute le prix à payer pour éviter les pièges de la formule-bateau et du jugement péremptoire. Et c'est avec mesure – et donc avec efficacité – que sont pointées les limites du « discours participatif, humaniste, qui n'est trop souvent qu'une langue de bois destinée à obtenir l'adhésion à court terme » et celles du projet d'entreprise qui est fréquemment l'« affichage d'une image qu'on veut projeter à l'extérieur, pas toujours en phase avec la réalité ».

L'analyse détaillée du coaching est, elle aussi, réaliste. Cette démarche d'accompagnement d'une personne ou d'une équipe, actuellement en vogue, peut s'apparenter à celle « d'un entraîneur vis-à-vis d'un champion ». Mais Pascal Leleu met en garde contre cet amalgame avec les pratiques sportives. Pour le manager, il s'agit avant tout d'« être soi » plutôt que de prétendre décrocher des records en abattant un « travail forcé ». Avis aux marathoniens du boulot.

Daniel Urbain

Se former à l'ergonomie

L'ERGONOME, LE FORMATEUR ET LE TRAVAIL
Revue Education permanente (140 p., 100 F).

« Restée longtemps un peu marginale, la demande en matière de formation à l'analyse ergonomique du travail par les acteurs sociaux s'est accrue ces dernières années dans plusieurs pays. » Cette livraison de la revue Education permanente montre, à travers de nombreuses contributions et de cas pratiques, l'utilité de cette formation qui ne constitue pas un simple transfert de connaissances mais un apprentissage par l'action, reconnaissant la capacité de production des salariés. Elle peut permettre aux militants syndicaux d'« équilibrer la prédominance de l'employeur dans la planification des nouvelles technologies ».

RENCONTRES

BIENNALE

La 3^e Biennale de l'éducation et de la formation se tiendra à la Sorbonne le 18 avril, puis au CNAM les 19, 20 et 21 avril. Les confrontations seront axées autour de plusieurs thèmes principaux : éducation, éthique et valeurs démocratiques, éducation permanente, autoformation et technologies nouvelles, investissement en éducation et formation et les stratégies individuelles et collectives, égalité des sexes en éducation et formation, les jeunes, l'insertion et l'emploi. Plusieurs centaines de communications devraient être faites par les différents intervenants français et étrangers en parallèle des conférences, tables rondes et débats.
INJEP Biennale, 9-11, rue Paul-Leprieux 75160 Marly-le-Roi

RESSOURCES HUMAINES

« Pourquoi et comment la fonction ressources humaines peut-elle être un acteur stratégique de la transformation des entreprises ? » ; « Vers quoi et comment faire évoluer le lien social entre les salariés et l'entreprise ? » Tels seront les principaux thèmes de la 3^e université ANDCP (Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel), qui se tiendra à Marseille du 23 au 26 mai. D'autres thèmes en partenariat évoqueront la manière de « développer une autre approche de l'emploi et de l'organisation du travail » et « repenser les critères de la performance globale de l'entreprise citoyenne ». Ces journées seront marquées par la présence de dirigeants d'entreprises, d'enseignants des ressources humaines, de politiques et d'experts du monde de l'entreprise.
Contact : Martine Farnoux, ANDCP, 29, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : (01-45-63-55-09).

CHAQUE SEMAINE, RETROUVEZ NOTRE NOUVELLE RUBRIQUE

"FORMATION PROFESSIONNELLE"

Pour vos annonces publicitaires contactez Michèle FERNANDEZ

☎ 44.43.76.17 (Fax : 44.43.77.32)

CSP 1^{ère} ENTREPRISE DE FORMATION CERTIFIÉE ISO 9001

ENCADREMENT ET RELATIONS HIÉRARCHIQUES

Dates : 22 au 26 avril / 10 au 14 juin
1er au 5 juillet
Durée : 5 jours

LEADERSHIP SITUATIONNEL®

Dates : 20-21-22 mai / 17-18-19 juin
Durée : 3 jours

RÉUNIONS EFFICACES

Dates : 11 au 14 juin / 14 au 17 octobre
Durée : 4 jours

GÉRER SON TEMPS

Dates : 29-30 avril / 23-24 mai / 24-25 juin
Durée : 2 jours

Pour une brochure 1996 gratuite, (70 formations) téléphonez au (1) 42 46 89 99

66 rue La Fayette 75009 PARIS
Fax : (1) 40 22 08 83

CSP
RÉSULTAT GARANTI

17 ANS D'EXPERIENCE DE LA FORMATION EN ENTREPRISE

Le management situationnel des collaborateurs et des équipes

Vous êtes Manager, Directeur Général, Ressources Humaines, Commercial, Informatique, Financier, Production... Vous souhaitez accroître l'efficacité et les performances de vos équipes. Blanchard Training Development et Opteaman vous proposent de participer à leurs séminaires sur le leadership situationnel® II.

Prochaines sessions :

- « bien communiquer avec ses collaborateurs » : 20 - 21 juin.
- « construire des équipes performantes » : 10 - 11 avril 20 - 21 mai / 6 - 7 juin / 24 - 25 juin.

Pour tout renseignement appeler ou envoyer votre demande à Pascal DUCHON ou Philippe ZOURA.

Tél. 40 71 28 38 - Fax 40 71 28 41
OPTÉAMAN - 114 bis, rue Michel Ange - 75016 Paris.

Opteaman

Directeur Général France

B.S.

OTV

FUTURS DIRECTEURS de Centre de Production

Directeur des Systèmes de Production

سكراة العمل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 17 AVRIL 1996 / V

LES DIRIGEANTS

Directeur Général France

Opportunité exceptionnelle de développer, en France, les activités du leader mondial dans le domaine des machines outils pour l'industrie

600 KF +

Région Parisienne + nombreux déplacements

LA SOCIÉTÉ

- ◆ Multinationale présente sur les cinq continents.
- ◆ Profitable en millions de dollars.
- ◆ En France, 50 personnes, CA de 400 MF.

LE POSTE

- ◆ Sous la responsabilité directe du Directeur Général Europe basé à l'étranger, vous :
 - définissez, proposez et mettez en œuvre notre politique commerciale et marketing en France,
 - renforcez nos relations de partenariat auprès de nos concessionnaires en veillant notamment au respect des règles contractuelles définies,
 - assurez auprès des groupes industriels majeurs présents sur votre marché, des visites commerciales et techniques régulières.

- assurez la remontée vers la Direction Générale Europe des informations concernant votre marché,
- développez nos résultats en terme de nombre de clients, de chiffre d'affaires et de profits,
- animez, contrôlez et encadrez les équipes en place en France.

PROFIL RECHERCHÉ

- ◆ Ingénieur + 10/15 d'expérience du management-développement d'un centre de profit technique tourne vers l'industrie.
- ◆ Une expérience réussie en usine et/ou au sein d'un système de distribution intégrant des concessionnaires serait un plus.
- ◆ Anglais courant exigé.
- ◆ Orienté résultats et qualité de service.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. LM/60403 à Catherine GIRARD, N.B.S. 44 rue du Collège, 75008 PARIS.



N.B.S. SELECTION LTD.
a BNB Resources plc company

N.B.S.

Paris • London • Aberdeen • Birmingham
Brind • City Edinburgh • Glasgow • Leek
Manchester • Slough • Madrid

Démarrer, Développer, Diriger une Chaîne de Restauration Rapide en France

Un Important groupe Européen (ayant déjà implanté en France l'une de ses activités) a le projet de développer, dans plusieurs pays d'Europe, une chaîne de restauration rapide qui connaît une croissance forte dans le pays dont le groupe est originaire.

Au sein d'une équipe internationale, le manager que nous recherchons sera chargé pour la France :

- d'adapter le concept au marché français,
- d'implanter et de diriger le premier point de vente,
- d'animer le déploiement des autres points de vente et d'assurer ensuite la Direction de cette activité.

La réussite de ce projet ambitieux implique :

- une expérience (environ 8 ans) marketing et terrain, acquise dans une chaîne de restauration (ou d'hôtellerie), dans le service expansion d'une entreprise de Grande Distribution ou dans les Directions Marketing et Ventes d'un groupe industriel de produits de grande consommation,
- des qualités marquées d'entrepreneur, de manager et de gestionnaire,
- la maîtrise de l'anglais.

Poste basé à Paris

etap

Ecrire sous réf.
15A 3019 GM
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil
75016 Paris



Filiale de la Générale des Eaux, nous occupons une position mondiale de tout premier plan dans la conception, la réalisation et la gestion d'installations de traitement des eaux. Notre chiffre d'affaires annuel est de 3,2 milliards de francs que nous réalisons avec 2400 personnes en France et à l'étranger. Pour faire face à notre forte croissance, nous recrutons

2 FUTURS DIRECTEURS de Centre de Profit

En collaboration avec le Directeur France, après une formation à nos métiers, vous prendrez une direction opérationnelle, dans une région ou une filiale. Agé(e) de 35 à 40 ans, ingénieur de formation (type centrale, Arts et Métiers...), vous avez une expérience commerciale réussie d'encadrement d'équipe, de préférence dans l'ingénierie. Postes basés en France (Paris, Province, Est de la France). Notre forte implantation en France et à l'étranger vous permettra une carrière évolutive.

En indiquant vos préférences géographiques, merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo sous réf. LM/53 à Jacques THIBAUD & PARTNERS - 34 rue de Ponthieu - 75008 Paris.

JACQUES THIBAUD
& PARTNERS



PME FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

Directeur commercial SECOND-ŒUVRE BÂTIMENT

A 35/40 ans environ, doué d'un sens inné de l'organisation et d'un charisme naturel, vous êtes également reconnu pour votre esprit d'analyse rigoureux et votre goût de l'innovation.

Homme de terrain diplômé d'une grande école ou équivalent, vous disposez d'une expérience significative du management de commerciaux dans le second-œuvre bâtiment.

Professionnel du marketing en prise directe avec le Président, vous définissez les orientations stratégiques de l'entreprise et participez à leur mise en œuvre.

Manager de tempérament, vous animez votre équipe de technico-commerciaux et exercez votre action sur leurs motivations et le développement de leurs compétences. Basé à Paris, votre forte personnalité vous permettra rapidement de vous imposer comme un leader auprès de vos collaborateurs mais aussi de vos clients.

Directeur des Systèmes d'Information

Specialiste en gestion de patrimoine, notre groupe met à la disposition des investisseurs des formules d'épargne et de placement originales qui nous assurent une position de leader sur notre marché.

Directement rattaché à la Direction Générale, vous conduirez l'évolution de notre système d'information et garantirez aux utilisateurs la mise à disposition des moyens leur permettant d'apporter le meilleur service aux clients. En complément de votre activité dans le domaine informatique, les services généraux vous seront directement rattachés. Vous animeriez une équipe de plus de 60 personnes et serez responsable d'un budget d'environ 40 MF.

De formation supérieure, vous avez acquis une solide expérience de direction de système d'information (de préférence en environnement AS 400). A 45 ans environ, vous souhaitez prendre la responsabilité d'une activité fondamentale pour le métier de l'entreprise.

Votre sens du concret, vos qualités relationnelles et votre charisme contribueront au succès de notre future collaboration.

Pour ce poste basé en région parisienne, nous vous remercions de transmettre lettre manuscrite et CV sous référence AMILM à notre conseil, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

SPH, Systèmes et Potentiels Humains,
18 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

secrétaire général H/F



Chambre patronale des industries métallurgiques du Loiret, adhérente à l'UIMM, nous fédérons 240 entreprises, avec près de 20.000 salariés.

Nous recherchons notre futur Secrétaire Général.

Vous administrerez et gèrerez notre organisme en rendant compte au Président et aux instances de direction et animez une équipe de 10 permanents dont la compétence est reconnue.

Au SERVICE de nos adhérents, vous êtes une source permanente de conseil et d'assistance, notamment en matière de droit du travail.

Vous entretenez également des relations régulières avec les collectivités territoriales.

Votre expérience du monde industriel, ainsi que l'étendue de vos connaissances en législation sociale sont vos atouts pour réussir dans cette fonction.

Ce poste s'adresse à une forte personnalité, associant autorité naturelle et diplomatie, qui saura s'imposer par la pertinence de ses interventions.

Vous devrez résider sur Orléans ou sa périphérie.

Si vous estimez correspondre au profil recherché, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et prétentions) sous la référence RB19 à notre Conseil qui le traitera en toute confidentialité.

2, rue Louis David - 75116 PARIS
8, rue Duquesne - 69006 LYON

COCEPLAN

à l'écoute des talents

Directeur Administratif et Financier

Important Organisme

Paritaire Collecteur

agréé dans le secteur

Agro-Alimentaire,

nous sommes l'élément

moteur de la politique

de formation

des entreprises.

Notre vocation

est d'améliorer la qualité

du service à nos

adhérents

en rentabilisant au mieux

leurs investissements.

Nous recherchons

notre Directeur

Administratif et Financier

Membre du Comité de Direction, il apporte sa contribution à nos projets de développement et intervient sur les nouvelles orientations à prendre. Responsable d'une équipe d'une quinzaine de personnes, il supervise les services informatiques, comptables et financiers, assure le contrôle et le suivi des budgets, met en place les tableaux de bord nécessaires au bon fonctionnement des différentes instances paritaires. La mise en œuvre du nouveau schéma directeur informatique, la création de nouveaux services aux entreprises seront ses premières missions.

De formation supérieure en économie et finances, vous justifiez d'une dizaine d'années d'expérience dans une fonction similaire, acquise idéalement au sein d'un milieu institutionnel.

Ce poste est situé en proche banlieue (ouest parisien), il convient à un gestionnaire rigoureux, également homme d'action et de proposition, sensibilisé aux aspects de la formation.

Merci de faire parvenir CV, lettre manuscrite et prétentions sous la réf. 4935 à Jonction, 20, rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

GESTION - FINANCE

Chargé d'études financières

Au sein de la Direction Financière et du Développement, vous assisterez le responsable chargé de la gestion des sociétés holdings du groupe. Vous élaborerez des projections financières, fiscales et assurerez le suivi de leur réalisation. Vous aurez également pour mission d'effectuer des études financières destinées à optimiser la gestion de ces sociétés. Diplômé, de préférence, d'une grande école de commerce, vous justifiez d'une expérience opérationnelle de 3 ans environ acquise dans un cabinet d'audit ou dans le service financier d'une grande entreprise. Sens de l'autonomie, rigueur et créativité vous permettront de réussir dans cette fonction. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) sous référence CM/CEF à Chantal Maria, Société Générale, service du recrutement, Espace 21, 92972 Paris-La Défense.

Avec 45 000 collaborateurs dans le monde, 2 000 agences en France et plus de 500 implantations dans 70 pays, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, groupe international, est active dans tous les métiers de la banque et de la finance.



CONJUGUONS NOS TALENTS.



Contrôleur de gestion

Pionnier dans la conception, la réalisation et la maintenance de réseaux nationaux en téléphonie mobile, SFR, avec l'appui de son principal actionnaire, la Compagnie Générale des Eaux, s'affirme comme un précurseur en matière de services aux abonnés.

Vous assurez le contrôle des budgets de la Direction des Systèmes d'Information Gestion et Clients et animez le processus budgétaire de cette direction en liaison avec le contrôle de gestion central. Pour suivre efficacement l'avancement des budgets d'exploitation et d'investissement vous proposez les tableaux de bord et les procédures d'organisation nécessaires. Vous êtes un élément moteur de l'optimisation des coûts.

Diplômé(e) d'une Ecole de Commerce, vous possédez au moins 5 ans d'expérience en contrôle de gestion dans une direction informatique ou une société de services informatiques. Votre rigueur et votre sens relationnel seront des atouts essentiels pour créer ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la référence 3112/LM à ALPHA CDI, 20 avenue André-Malraux, 92309 Levallois-Perret Cedex.

LE MONDE SANS FIL EST À VOUS.

BSE ELECTROMENAGER S.A

Réussir avec des marques prestigieuses.

Nous sommes la filiale française du 2ème groupe européen d'électroménager. Nous commercialisons la gamme complète de nos deux grandes marques et poursuivons activement notre pénétration sur le marché français, non seulement grâce à la qualité de notre offre produits et à notre souci d'efficacité du service offert au client, mais aussi grâce à l'implication et au dynamisme de nos équipes.

Directeur Administratif et Financier

HOMME DE TERRAIN «GESCHÄFTSORIENTIERT» ET GERMANOPHONE

Membre du Directoire avec le Directeur Commercial et le Directeur du SAV, animant une équipe de presque 60 personnes, vous êtes le garant et le pivot majeur de l'optimisation de l'organisation et de la gestion de notre société. Au-delà de la finance et de la gestion, votre champ de responsabilité couvre tous les aspects nécessaires à notre bon fonctionnement et à l'atteinte de nos objectifs de croissance : l'ADV, l'informatique (SAP), la logistique, les ressources humaines et le juridique.

A 38-40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (ESG ou MSG, MISTCF et DECS), vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction au sein d'une filiale de distribution de produits grand public d'un groupe international. Devenu aujourd'hui un généraliste de l'administration, de la gestion commerciale et des finances, vous êtes rompu aux relations avec un groupe international et à ses exigences. Homme d'organisation et de communication, pragmatique et ouvert d'esprit, en gestionnaire averti vous êtes particulièrement sensible aux aspects opérationnels liés aux activités d'une société comme la nôtre. Vous aimez faire avancer les choses et être une force de proposition constructive au sein de l'entreprise. L'Allemand courant est bien sûr indispensable dans ce poste à haut niveau de responsabilité pour pouvoir communiquer aisément avec le groupe. Une bonne maîtrise des systèmes informatiques de gestion est également nécessaire.

Pour ce poste basé à PARIS, merci de bien vouloir adresser sans tarder votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous la réf. H42731 à Monique HERBERT - ERNST & YOUNG CONSEIL - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 Paris-La Défense 2.

BOSCH SIEMENS électroménager

Équipementier automobile international
Omnis (A.F.)

RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

Missions : Elaborer et adapter en permanence les outils d'analyse, indicateurs et procédures. Etablir les prévisions d'activité en termes d'objectifs, de budgets, d'organisation et de moyens. Assurer le suivi de l'activité en liaison avec les responsables opérationnels. Analyser les écarts et assurer le reporting auprès de la Direction Générale.

Profil : Formation supérieure en Gestion/Finances. 5 ans d'expérience du Contrôle de Gestion au sein d'un groupe industriel. Maîtrise de l'anglais.

Adresser votre dossier de candidature + photo sous réf. 960210
TEILHARD Industrie - 4 Place de l'Abbe 90044 Dury Auxois cedex

Société de services leader dans son métier, réalisant 800 millions de Francs de CA et disposant de plusieurs sites en France recherche dans le cadre de son développement son

Directeur Administratif et Financier
Poste basé à RENNES

Au-delà des services comptable, financier, contrôle de gestion, ressources humaines, services généraux et informatique (équipe d'une vingtaine de personnes) qu'il supervise en s'appuyant sur un adjoint comptabilité et gestion, il prendra spécialement en charge la rédaction de fond sur l'organisation générale de l'entreprise et mettra en place les processus de fonctionnement, l'organisation logistique et les systèmes informatiques permettant l'optimisation de la qualité des prestations et de la rentabilité de l'entreprise.

Profil : âgé d'environ 30 ans, vous avez une formation école de commerce de premier niveau et une expérience d'environ 5 ans dans un cabinet d'organisation qui vous a appris à faire des analyses critiques de l'existant, à formuler des propositions d'organisation et à mettre en place les solutions préconisées. Vous êtes nécessairement un technicien de la comptabilité et de la gestion, vous avez une bonne maîtrise de ces domaines.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 5245/M à CURRICULUM 6 passage Lathuille 75881 Paris cedex 18.

ORGANISME NATIONAL PARA-PUBLIC A VOCATION D'EXPERTISE ET DE CONSEIL AUPRES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

recherche

CHARGÉ(e) DE MISSION

De formation financière ou comptable supérieure (École de commerce, D.E.S.C.F.,...), âgé(e) de 30 à 35 ans, vous maîtrisez à la fois la comptabilité publique et la comptabilité privée.

Vous rejoindrez une entité d'une quinzaine de personnes dont l'activité en fort développement se situe à une charnière stratégique des relations entre les collectivités locales et les grandes entreprises exerçant des activités de gestion de services publics locaux et aurez à examiner par voie d'audit les comptes et les propositions financières de ces opérateurs de service public.

La rédaction de rapports d'expertise requiert une grande rigueur et un esprit de synthèse développé. Par ailleurs, esprit d'équipe et aisance relationnelle vous seront indispensables pour réussir dans cette fonction.

Poste basé à Paris. Déplacements de courte durée à prévoir en France.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite avec niveau de rémunération actuelle à :

AEC, 20 rue d'Athènes 75009 Paris

PREMIER OPERATEUR EN FRANCE EN ASSISTANCE AUX MAÎTRES D'OUVRAGE, EN CONSTRUCTION ET EN GESTION, NOUS RECHERCHONS POUR NOTRE IMPLANTATION D'ALSACE UN :

Responsable Administratif et Financier

Directement rattaché(e) au Directeur de l'Agence, vous assurerez :
• le développement de la prestation de gestion en recherchant de nouveaux clients,
• les études financières et les audits pour des clients externes,
• l'assistance aux opérationnels dans le montage financier des opérations de construction,
• l'encadrement d'une équipe de 6 personnes (gestion administrative, financière et locative de plusieurs sociétés immobilières),
• la préparation et la gestion du budget de l'Agence.

Diplômé(e) d'une école de commerce ou de l'Institut d'Études Politiques (section Ecofi). Vous pouvez vous prévaloir d'une expérience similaire de 5 à 10 ans dans le secteur immobilier (promotion, institutionnels).

Votre expertise en analyse financière, vos qualités de développeur seront déterminantes pour réussir dans ce poste. Votre connaissance du réseau des collectivités locales en Alsace et votre maîtrise de la langue allemande seront des atouts supplémentaires.

Si vous êtes intéressé(e), merci de bien vouloir adresser CV et lettre de motivation, sous réf. 94885, à EURO RSCG FUTURS - 2, rue de Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

Organisateur back-office CARDIF

■ De formation master back-office et/ou Ingénieur ou Miage, vous possédez une première expérience en back-office et êtes familiarisé avec l'outil informatique.

■ Au sein de notre équipe Organisation-Contrôle back-office, vous serez responsable du suivi de l'exploitation du service sur les aspects organisationnels et informatiques. Vous aurez en charge l'adaptation des procédures et des outils informatiques en cohérence avec les évolutions des obligations réglementaires, comptables, fiscales et juridiques.

■ En relation avec des interlocuteurs variés (informatique, comptabilité, front-office...), vous saurez par vos capacités d'adaptation, votre rigueur et votre savoir-faire relationnel participer efficacement aux projets de l'équipe.

■ Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 6069, à Marie-Hélène Audair, Compagnie Bancaire, Service Recrutement, 5, avenue Kléber, 75116 Paris.

CARDIF, filiale de la Compagnie Bancaire, est l'un des tout premiers groupes privés d'assurance-vie et de capitalisation.

Nos signes particuliers :
• 70 milliards d'encours gérés,
• 580 collaborateurs,
• une forte notoriété et un développement international,
• une capacité d'innovation permanente,
• une informatique de pointe.



COMPAGNIE BANCAIRE

JURISTES

Responsable Ressources Humaines

Responsable du Contrôle de Gestion

JURISTE DROIT SOCIAL

etap

Juristes

INPI

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

L'Ouverture Ernst & Young

1 Juriste/
Fiscaliste

Bordeaux

■ Diplômé(e) d'un troisième cycle de droit des affaires et/ou fiscalité (DESS, DEA, DJCE), ayant à son actif sept ans d'expérience professionnelle minimum, de préférence en cabinet de conseil avec une expérience internationale.

■ Cet emploi de manager requiert des qualités personnelles et professionnelles de haut niveau, un sens des responsabilités affirmé et un tempérament de développeur. Un anglais courant et la qualité d'avocat sont des atouts supplémentaires.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la référence BX/DM96, à l'attention de François BEGLIN - HSD ERNST & YOUNG - La Compans - Immeuble B - 1 place Alfonse Jourdain - 31000 TOULOUSE.

HSD ERNST & YOUNG
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

Les éditions

MASSON

Editeur Juridique

Nous sommes la société d'édition spécialisée dans la publication d'ouvrages médicaux et paramédicaux, scientifiques, de Sciences Humaines (Droit, Management, Histoire-Géographie, Psychologie...), appartenant au Groupe CEP Communication.

Vous serez chargé d'assumer l'animation des collections et le suivi des dossiers (conception d'ouvrages, recherche d'auteurs, gestion des délais), la préparation des manuscrits dans les domaines du Droit, des Sciences Economiques, de la Gestion et du Management.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (Sciences Po, Droit...), vous avez une expérience d'Editeur de 5 ans minimum dans les domaines juridiques et/ou Sciences Humaines.

Vous êtes rigoureux, ouvert, capable d'entretenir d'excellentes relations avec les auteurs.

Enfin, vous travaillerez avec autonomie dans un contexte évolutif.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite et CV sous la réf. EJ/M à MGA, 6 avenue Delcassé, 75008 PARIS.

M G & A

Un des premiers groupes de services français (plusieurs milliards de Francs de chiffre d'affaires), recrute, à l'occasion du fort développement de ses activités, un :

Juriste

350 KF +

Au sein de notre équipe juridique, grâce à votre expertise, vous intervenez en tant que conseil auprès de la Direction Générale, des différentes directions et des filiales sur l'ensemble des domaines du droit.

Dans ce cadre, vous :

- Etudiez et proposez les montages et solutions juridiques des projets auxquels vous prenez part;
- Assurez l'étude, la rédaction et la négociation des contrats;
- Participez au lancement des futures prestations et au développement des nouveaux produits;
- Etes en charge de la gestion des dossiers contentieux et du choix de la procédure à suivre;
- Finalement au fait de la jurisprudence relative à l'activité du groupe, vous intervenez en véritable expert sur les dossiers les plus importants.

De préférence de double formation (DESS Droit des Affaires, DJCE, DEA... et un diplôme de type Sciences Po) et âgé d'au moins 35 ans, vous possédez une expérience d'environ 8 ans au sein d'une Direction Juridique, comme juriste généraliste, en particulier, en droit des affaires, fiscal et administratif.

Autonome, disponible et réactif, vous êtes doté d'excellentes qualités relationnelles et de rigueur, ainsi que d'un très bon sens de l'équipe. Un esprit positif et dynamique sera l'un de vos principaux atouts.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre de motivation et prétentions) à notre Conseil PALMER INTERNATIONAL, 111 bis rue de Courcelles, 75017 PARIS, sous référence 96/03.

Palmer

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL RECHERCHE POUR SON SIÈGE À LYON UN

JURISTE D'ENTREPRISE

Sous l'autorité hiérarchique du Secrétaire Général, vous conseillez notre Siège, nos agences ainsi que nos filiales françaises et étrangères dans le domaine du droit des contrats, droit de la responsabilité et des assurances.

Diplômé d'une Maîtrise en Droit des Affaires, vous justifiez de plusieurs années d'expérience des marchés privés.

Vos aptitudes rédactionnelles et de négociation, votre esprit de synthèse et votre bonne aisance relationnelle vous permettront de réussir dans cette fonction. La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'espagnol est un plus. De nombreux déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre, CV et photo (en précisant la référence 69036 sur l'enveloppe) à EURO RSCG Futurs 11, rue Président Carnot - 69002 LYON, qui transmettra.

L'Entreprise
mode d'emplois.Cahiers initiatifs.
Lundi et mardi.

Le Monde

MARKETING-COMMUNICATION

RESPONSABLE
DES ETUDES MARKETING

H F

Leader dans le domaine des Loisirs, nous sommes parmi les premières entreprises de services en France. Aujourd'hui, dans une approche de réflexion marketing, nous recherchons un Responsable des Etudes.

De formation supérieure - Ecole de Commerce, DESS Marketing -, vous possédez une expérience réussie d'au moins 5 ans dans une fonction similaire.

Vous connaissez, plus particulièrement, les études quantitatives chez un annonceur, ou dans une société d'études (SOFRES, BVA, IFOP).

A 28/32 ans, vous aspirez à plus de responsabilités.

Nous vous offrons l'opportunité de valoriser vos talents et vos compétences en prenant en charge les études quantitatives.

Ouvrerie d'esprit, rigueur et sens de l'analyse seront vos points forts pour vous intégrer et réussir à cette fonction clé.

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. VDM490 à EUROMESSAGES, BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex ou tapez 3615 EUROMESSAGES code VDM490 (1,01 Franc).

SNR
ROULEMENTS

NADELLA

La Groupe SNR ROULEMENTS, CA, 3 milliards de F, 4 500 personnes, certifié ISO 9001, Division NADELLA, recherche son :

Responsable Marketing
Produits Industriels

Agé d'environ 30 à 35 ans, avec une solide expérience de MARKETING portant sur des produits industriels, le candidat aura une bonne pratique de l'Anglais et de l'Allemand. Au sein du Groupe NADELLA (3 unités industrielles, 7 unités commerciales), il sera chargé de la mise en œuvre et de l'évolution de la politique Marketing pour les produits destinés à toutes applications industrielles. Poste basé à proximité de CAEN. Sa formation d'origine pourra être :

- soit une GRANDE ECOLE D'INGENIEURS MECANIQUE, complétée par une formation et/ou une expérience commerciale,
- soit une GRANDE ECOLE DE COMMERCE, complétée par une expérience en mécanique.

Possibilités d'évolution intéressantes dans le poste, et à l'intérieur du Groupe NADELLA/SNR ROULEMENTS.

Veuillez nous faire parvenir, sous réf. 9620, votre demande manuscrite, avec photo et rémunération actuelle, à : SNR ROULEMENTS, Service Emploi, BP 2017 - 14010 ANNECY cedex.

COORDINATEUR
média h/f

Notre entreprise est leader dans le domaine des loisirs. Aujourd'hui, dans le souci d'affiner notre stratégie média, nous recherchons un Coordinateur Média.

Interlocuteur de notre Agence de Publicité, et de notre centrale d'achat d'espace, vous étudiez les investissements publicitaires du marché, et analysez la stratégie et la rentabilité de nos concurrents.

Parallèlement, vous élaborez et optimisez les plans média. Vous arbitrez également, les différentes recommandations. Supervisant le travail administratif enfin, vous contrôlez la qualité de l'achat d'espace et des négociations, et plus généralement diffusez la culture de l'entreprise.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure complétée par une expérience réussie de 5 années en agence puis en centrale d'achat d'espace sur le média TV ou à la règle d'une chaîne, vous aspirez à plus de responsabilités.

Vos grandes capacités d'analyse et d'expertise complétées par votre compétence multi-média, sont vos atouts pour réussir à ce poste basé à Paris.

Faites nous part de votre motivation en adressant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. VDM489B à EUROMESSAGES, BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex ou tapez 3615 EUROMESSAGES Code VDM489B (1,01 Franc).

LE MONDE

Traducteur

Ingénieur

EUROPE
ENTREPRISE

Marketing M

LE MONDE DES CADRES

LE MONDE / MERCREDI 17 AVRIL 1996 / IX

ORGANISATION INTERNATIONALE
recrute un

Traducteur

DE LANGUE MATERNELLE FRANÇAISE - 190 KF ±

LYON

Vous serez chargé de traduire en français des textes rédigés en anglais ou espagnol. Pour ce poste, un niveau universitaire est requis ainsi qu'une parfaite maîtrise du français et une connaissance approfondie de l'anglais et de l'espagnol. Une expérience de quelques années dans une fonction similaire sera nettement appréciée. Après une première sélection sur dossier, les candidats seront convoqués à un concours.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence 524 sur l'enveloppe, à Media System, 41 rue de la Bourse, 69002 Lyon, qui transmettra. (Limite d'envoi des candidatures : 07 mai 1996).

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE CLASSE
PARMI LES DIX PREMIERS EN FRANCE
recherche un

Chimie/Biotechnologie
Juriste
bilingue anglais
(allemand apprécié)

Ingénieur Brevets

Formation : Chimiste avec connaissances étendues en biotechnologie - CEPI - MANDATAIRE EUROPEEN (ou examen en cours) - Maîtrise de droit (ou expérience équivalente).

Profil : Agé de 30/40 ans, d'une très bonne présentation, parlant et écrivant couramment l'anglais, le candidat est doté d'une excellente culture générale et est très rigoureux. Il est particulièrement attiré par l'aspect juridique de la profession. Il possède en outre des qualités relationnelles reconnues et un esprit d'analyse et de synthèse.

Expérience : 8 à 10 ans avec expérience approfondie dans le domaine des consultations et litiges. Poste d'avenir pour candidat(e) de valeur.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence PBC 1903 à notre Conseil EGGO Conseils - 10, rue de Pouy - 75013 PARIS. Fax : 45.89.68.67. Description totale assurée.

EGGO Conseils

Economiste

POUR LA DIRECTION FINANCIÈRE
ET DU DÉVELOPPEMENT

Au sein de l'équipe conjoncture (7 personnes) du département des études économiques, vous serez chargé de suivre les évolutions de plusieurs pays industrialisés et d'établir des prévisions à court et moyen termes sur les principales variables macro-économiques et financières (taux d'intérêt, cours de change). Vous apporterez une contribution régulière aux publications conjoncturelles du département. Diplômé de l'ENSAE ou titulaire d'un doctorat en économie, vous justifiez d'une expérience de 3 ans environ acquise dans un service d'études économiques.

Capacités rédactionnelles, esprit de synthèse et sûreté de jugement vous permettront de réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), sous réf. CM/CONJ à Chantal Maria, Société Générale, service du recrutement, Espace 21, 92972 Paris-La Défense.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Avec 45 000 collaborateurs dans le monde, 2 000 agences en France et plus de 500 implantations dans 70 pays, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, groupe international, est active dans tous les métiers de la banque et de la finance.

CENTRE READAPTATION FONCTIONNELLE

(Vendée)

géré par une association loi 1901

120 lits en hospitalisation complète, 84 places en hospitalisation à temps partiel

recherche son

DIRECTEUR

Diplômé en gestion et justifiant d'une expérience de direction en milieu hospitalier de préférence, maîtrisant la réglementation sanitaire et les processus budgétaires, il aura pour mission de mettre en oeuvre le projet médical de l'Etablissement.

Prise de fonction : octobre 1996

Adresser lettre de candidature, C.V. et photo à :
Monsieur le Professeur BOSSY - CHU - B.P. 26 - 30029 NIMES Cédex
avant le 25 / 05 / 1996

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

couplage avec un ou plusieurs des titres suivants

NIH / HANDEL-RIJL - EL PAIS - Le Monde - Süddeutsche Zeitung - F. BERLINGSKE TIDENDE
CORRIERE DELLA SERA - LE SOIR - De Standaard - THE INDEPENDENT - THE IRISH TIMES

Marketing Manager

Bring your European expertise to our international marketing programme.

British Airways is a major force in European air travel. Each day we operate 180 services along a network of 64 routes, providing levels of service which lead the industry. To continue our steady growth in this most competitive of markets we are continually launching new customer led initiatives, from new routes and services to innovative marketing campaigns and joint ventures.

Working with our Passenger Business team in London, you will have an important part to play in planning, developing and promoting our services on a national and Pan European scale. This will mean advising our central marketing teams on European consumer behaviour and market trends, as well as supporting local marketing activities and managing important commercial initiatives throughout the region.

To be considered you should be a graduate or equivalent, with a professional marketing qualification and several years' experience of

planning and implementing pan-European marketing campaigns. A thorough understanding of European cultures is essential, as are excellent FMCG brand management skills and fluency in English and a second European language. Beyond that, you must be an effective negotiator, with the confidence, energy and credibility needed to manage others and operate at senior levels.

In return there will be an attractive salary package and excellent career opportunities within our global business. We will also provide you with the kind of training and personal development you would expect from one of the world's largest and most successful airlines.

To apply, please send or fax your details in English, quoting reference: MD/EM/3 to our consultant Mireille Douerin at: Europool, 10 Heath Villas, The Vale of Health, London NW3 1AW, UK. Fax: (+44) (0)171 435 3369. Closing date: 30th April 1996.

BRITISH AIRWAYS
The world's favourite airline

RESPONSABLE FORMATION PROFESSIONNELLE - QUALIFICATION

RÉGION
NORD
PAS DE CALAIS

Le Conseil
Régional

recrute un

Cadre supérieur

de la Fonction

Publique sur

l'une de ses

compétences

majeures

Sous l'autorité du Directeur de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage et en liaison avec nos partenaires extérieurs, vous contribuerez à définir les orientations de la Région dans le domaine de la Formation Professionnelle qualifiante et assurerez la mise en oeuvre de l'ensemble des dispositifs subventionnés à ce titre par le Conseil Régional (Budget d'environ 260 MF).

Vous animerez une équipe de 21 personnes dont 10 cadres A.

Vous disposez d'une expérience confirmée en gestion de programmes publics, plus particulièrement dans les domaines Formation/Education/Emploi.

Ce poste est destiné à un fonctionnaire (par détachement ou mutation) -
Filière administrative - Directeur Territorial ou Administrateur.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, en précisant la référence R0/LM0496 et CV complet) à Madame la Présidente du Conseil Régional, à l'attention de Monsieur le Directeur Général des Services, BP 2035, 59014 Lille cedex.



RÉGION
NORD
PAS DE CALAIS



recherche

Directeur de CFA

(950 apprentis)

En relation avec le Directeur de la Formation de la CCIV dont vous dépendrez, vous définirez les orientations pédagogiques et vous prendrez en charge l'organisation et la coordination des activités de notre centre.

Véritable manager, vous animerez notre équipe de formateurs (permanents et vacataires) en partenariat étroit avec les entreprises d'accueil des apprentis.

Gestionnaire rigoureux, vous assurez le suivi et la présentation des budgets.

Créatif et réactif, vous serez à l'écoute permanente des besoins des entreprises pour assurer une veille permanente et proposer des nouveaux produits.

A 35 ans, Bac + 5, vous avez une expérience de la formation acquise soit en tant qu'enseignant, soit en tant que directeur d'un organisme de formation, de préférence en relation avec l'apprentissage.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. 169 à notre Conseil - Multicibles
Eveline ACHACHE-LALOU - 37 rue Carnot - 86000 POITIERS.



Multicibles

CONSEIL ET AUDIT

- COMPAGNIE EUROPEENNE DE CONSULTING
- Management & organisation
- Depuis dix ans nous contribuons à améliorer durablement la performance des grandes entreprises.
- Pour accompagner notre développement nous recherchons

DES CONSULTANTS SENIORS A FORT POTENTIEL

3 ans d'expérience minimum

Le candidat à notre métier exigeant et passionnant doit posséder :

- Une expérience réussie dans un cabinet de conseil.
- Une rigueur intellectuelle à toute épreuve, des qualités affirmées de créativité, l'esprit d'initiative.
- Une excellente capacité de jugement, le sens des réalités opérationnelles.
- Une personnalité ouverte capable de travailler en équipe.
- Une formation de premier plan, anglais courant.

Nous offrons à nos collaborateurs :

- Les avantages d'une société à taille humaine.
- La possibilité d'exprimer concrètement leurs connaissances et d'étendre leur savoir faire.
- Un environnement de travail en équipe très stimulant.
- Une démarche intellectuelle rigoureuse et objective.

Merci d'envoyer votre lettre de motivation avec C.V. et photo à

C.E.C. - 80 rue de Miromesnil - 75008 PARIS

CHEFS DE MISSION H/F AUDITEURS H/F

Notre Direction de l'Audit Général Groupe répond directement à la Direction Générale et intervient sur l'ensemble des structures de la Compagnie tant en France qu'à l'étranger (40% de notre chiffre d'affaires). Elle souhaite renforcer ses équipes en intégrant de nouveaux collaborateurs.

Les missions d'audit interne que vous effectuerez et encadrerez (pour les chefs de mission) varieront tant par leur nature (comptable, financière, organisationnelle...) que par la diversité des métiers audités (assurance, réassurance, banque, directions fonctionnelles...).

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, DESCF...), vous avez acquis, pour les auditeurs, une expérience de 3 à 5 ans et, pour les chefs de mission, d'au moins 5 ans dans un cabinet d'audit international. Les missions que vous y avez menées vous ont permis d'acquérir une très bonne connaissance de l'assurance et de la banque. Outre l'anglais, vous maîtrisez l'espagnol ou l'allemand.

Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste qui vous intéresse, sous réf. MIA à Philippe RAMAGET - AGF - DRS France - 33 rue La Fayette 75444 PARIS CEDEX 09.

Aus AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits sans cesse plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser le métier de l'Assurance.

Nous sommes 26 000 personnes et réalisons un C.A. de 77,4 milliards de francs dans 39 pays. Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.

AGF

FONCTION COMMERCIALE

Responsable service export

GRUPE
FRANCAIS
A TAILLE
HUMAINE
(CA 700 MF
dont 80% réalisé
dans une quinzaine
de pays) leader
sur ses marchés
de fournitures et
équipements
industriels.

Basé en France vous aurez pour mission le développement des ventes à l'étranger. Vous coordonnerez l'action des filiales, développerez le réseau d'agents, dirigerez les vendeurs itinérants, assurerez vous-même le contact avec les clients importants. Vous animerez également l'équipe

d'administration des ventes. Diplômé d'une école de commerce, vous avez à environ 35 ans, une expérience réussie dans un contexte international. Une pratique courante de l'anglais, de l'allemand ou à défaut de l'espagnol est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV détaillé et photo à PUBLIVAL4032 - 27, route des Gardes 92190 MEUDON (France), qui transmettra. Confidentialité assurée.



Inter Cultural Management associates

Rejoignez une équipe qui gagne !

Pour accompagner son développement rapide, Inter Cultural Management associates SA (ICM), équipe de consultants spécialisés dans le domaine du management du changement et de la communication interne dans les organisations internationales,

recherche plusieurs consultants basés à Neuilly-sur-Seine

Vous avez travaillé au moins cinq ans au sein d'un cabinet conseil et en entreprises internationales.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et le français, à l'oral comme à l'écrit (une troisième langue serait un atout).

Vous disposez d'un portefeuille de contacts que vous saurez exploiter et développer avec l'aide de notre équipe.

Votre nationalité et/ou votre culture d'origine vous permettront de compléter une équipe déjà multiculturelle.

Vous acceptez le principe d'une rémunération fortement liée aux performances.

Si vous vous sentez prêt à relever ce défi, envoyez une lettre de motivation manuscrite, accompagnée de votre curriculum vitae avec photo, à notre conseil : F.A.B. Conseil, 3, rue du Général-Perrin, 30000 NIMES, qui traitera votre candidature en toute confidentialité. Les entretiens auront lieu à Neuilly-sur-Seine (92200).

PARIS

Nous sommes la filiale française d'un équipementier automobile international, fournisseur privilégié des principaux constructeurs mondiaux. Pour faire face à notre croissance, nous recherchons

INGÉNIEUR RESPONSABLE COMMERCIAL

Rattaché au Directeur Commercial, vous assurez la gestion du portefeuille d'affaires existantes d'un constructeur français avec, pour missions : • analyser les besoins du client • piloter avec les services techniques les projets de développement • remporter de nouvelles affaires pour accroître nos parts de marché dans le respect des marges fixées.

Agé de 35 ans environ, Ingénieur Grandes Ecoles (ECP, Mines, INSA...), vous avez acquis une expérience similaire, inspirée dans le milieu automobile. Réf. 57RC

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Rattaché au Directeur Commercial, vous prenez en charge des dossiers spécifiques en termes technique et commercial avec, pour missions : • assister le chef de projet dans la définition du besoin client • analyser la concurrence • établir des propositions technico-commerciales permettant d'accroître nos parts de marché. Agé de 28/30 ans, Ingénieur Grandes Ecoles (ECP, Mines, INSA...), vous avez acquis une première expérience en commercial ou études, en liaison avec des clients dans le milieu automobile. Réf. 57IR

● Ces postes nécessitent un anglais courant (l'espagnol ou l'allemand serait un plus) et s'adressent à des candidats ayant acquis impérativement une expérience dans un environnement industriel de produits fabriqués en grande série. Votre excellent sens de la négociation, de la rentabilité, de la satisfaction client, et votre rigueur associées à vos qualités relationnelles seront des atouts pour réussir dans ces missions et évoluer rapidement au sein de l'entreprise.

● Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à Media System, 6, impasse des Deux-Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

NOTRE CLIENT,
SOCIÉTÉ DE
CONSEIL EN
MANAGEMENT ET
ORGANISATION
DE FORTE
NOTORIÉTÉ,
SPÉCIALISÉ DANS
LA GESTION
DU CHANGEMENT
ET L'AMÉLIORATION
DES RÉSULTATS,
RECHERCHE
POUR SA FILIALE
FRANÇAISE
PLUSIEURS
COLLABORATEURS.

CONSULTANTS DEBUTANTS ET CONFIRMES CHEFS DE PROJET

Vous ferez partie d'une équipe impliquée dans la réalisation de projets ambitieux.

Vous serez un élément moteur dans l'élaboration et la mise en place d'organisations plus performantes et de systèmes de gestion plus adaptés.

Votre pluridisciplinarité et votre flexibilité intellectuelle seront indispensables à votre réussite au sein de ces équipes, ainsi qu'un sens de l'analyse et de la synthèse.

Votre personnalité vous oriente naturellement vers les contacts humains et le travail en équipe. Agé de 25 à 35 ans, vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'Ingénieur. Vous avez le goût des déplacements fréquents, même internationaux, ainsi que celui des langues vivantes (anglais et une autre langue européenne).

Veuillez adresser votre C.V. avec une lettre manuscrite et une photo obligatoire à K.F.L. Conseils - Paul Menand 10, rue de Louvois - 75002 Paris, en précisant le poste recherché.

مساعدة الاموال

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Vous avez le sens du challenge et le goût de l'aventure alors rejoignez-nous en tant que

Directeur Commercial International

Nous sommes un groupe français à vocation scientifique et technique à fort rayonnement international, basé en grande région parisienne.

Membre du Comité de Direction et impliqué dans la stratégie de développement de notre activité, vous aurez pour mission d'accroître notre présence à l'export. Vous intervenerez sur l'ensemble de la gamme de nos produits (ingénierie, étude...) et ce pour l'ensemble du groupe. Avec votre équipe, vous mettrez en place et organiserez une gestion commerciale rigoureuse et insufflerez cette approche à l'ensemble des acteurs.

De formation supérieure, vous avez acquis une solide expérience dans des fonctions de responsabilités commerciales à l'export.

dans la vente de prestations intellectuelles.

Possédant une bonne culture scientifique, vous savez vous adapter à différents contextes sans perdre de vue vos objectifs.

Un bon savoir-faire en montage de dossiers juridiques à l'export et la maîtrise des financements internationaux sont requis. La pratique de l'anglais est indispensable. Celle de l'espagnol sera appréciée.

Envoyez votre dossier sous référence AS/DCI 2 à

InterSearch

ORHUS

25 rue Michel Salles, 92210 Saint-Cloud.

CHEF DE RESSOURCES HUMAINES POUR UN GROUPE INTERNATIONAL EN CONSTANTE EXPANSION

Nouvelle Fonction

Basé à Bruxelles

La Société

ISK Biosciences fait partie d'un groupe japonais de l'industrie chimique (CAS I bn) à vocation internationale, actif dans la recherche, le développement et la commercialisation de produits phyto-sanitaires.

La direction EMEA basée à Bruxelles contrôle l'expansion rapide des ventes, du marketing et des fonctions techniques dirigées à travers 9 bureaux localisés en Europe et en Afrique.

La Poste

Nouvelle fonction à caractère général couvrant tous les aspects de la direction des Ressources Humaines pour une équipe d'environ 80 personnes, principalement de qualification professionnelle de haut niveau.

Le Poste

Un défi unique: assumer un vrai rôle de RH et, avec le support d'une petite équipe, créer de nouvelles procédures et méthodes qui, dans le cadre de cette expansion constante, maintiendront et développeront un personnel de haute qualification.

Le Candidat

La trentaine de préférence, de formation universitaire avec, si possible, une qualification professionnelle dans ce domaine spécifique. Multilingue (minimum requis français/anglais) et faisant preuve d'une approche culturelle internationale.

Pouvant justifier d'une expérience en RH, idéalement dans une société internationale en expansion. Pouvant assumer la fonction de RH en pleine responsabilité.

Nous offrons

Une rémunération compétitive (avec possibilité de déductions taxes pour expatriés), bénéfices divers dont véhicule de société.

Possibilité de développement de carrière par l'établissement et le développement d'un département de RH dans un environnement multi-culturel.

Veuillez envoyer votre candidature complétée, en anglais, avec mention du salaire actuel à l'attention de S. Nishikawa, ISK Biosciences, Tour ITT, An. Louvain 400 bis, 12,1050 Bruxelles, Belgique.

ISK BIOSCIENCES



VIVRE SON MÉTIER D'INSTITUTRICE OU D'INSTITUTEUR AU GABON, DANS UN CONTEXTE PASSIONNANT !

Shell Gabon, filiale de SHELL, un des premiers groupes mondiaux, est une des plus importantes entreprises du Gabon. 700 cadres, techniciens et ouvriers contribuent à mettre en valeur les ressources pétrolières du pays. La base technique est située à Gamila, dans le sud. Plusieurs centaines d'ingénieurs et techniciens, gabonais, français, hollandais, britanniques et d'autres nationalités y travaillent et y vivent avec leur famille. Le cadre est très agréable et on peut y pratiquer de nombreux sports.

Vous avez une bonne expérience de l'enseignement de plusieurs niveaux dans une même classe. Titulaire ou contractuel de l'éducation nationale, vous avez l'esprit d'équipe, le sens des contacts humains. Vous aimez organiser des activités extra-scolaires. Vous parlez anglais pour pouvoir communiquer avec les sections anglaise et hollandaise. Vous avez une expérience réussie de l'expatriation à titre civil ou dans la coopération. Vous êtes de nationalité française.

Le contrat proposé est de deux ans. La rémunération est très motivante, avec des conditions de séjour attractives (logement, voyages pendant les vacances scolaires...). Les postes à pourvoir concernent: l'école maternelle moyenne et grande section; l'école primaire, classe CP et CE1.

Volontaire? Alors, adressez votre C.V. à SIRCA, 20, avenue de l'Empire, 75011 Paris, tél. 928 39041, qui nous transmettra votre candidature.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE

elf congo

Pour participer au développement de ses activités, ELF CONGO recherche dans les domaines de l'exploration, forage, études des gisements et exploitation pétrolière.

Ingénieurs diplômés

LA FORMATION : Ingénieurs généralistes ou spécialisés, diplômés en MÉCANIQUE, ÉLECTRICITÉ ou INSTRUMENTATION, vous avez une spécialisation ENSPM ou équivalente. L'expérience : une première expérience dans le domaine pétrolier (exploration, exploitation, sécurité, maintenance des équipements) serait un plus. La connaissance de l'anglais est nécessaire. Vous serez formés aux techniques spécifiques du métier. réf. EC/5085/07

Dans les domaines approvisionnement, suivi des coûts et des contrats.

Ingénieurs approvisionnement

LA FORMATION : vous êtes ingénieurs diplômés en ÉLECTRICITÉ, INSTRUMENTATION, MÉCANIQUE ou ÉLECTROMÉCANIQUE. L'expérience : vous possédez une première expérience en milieu industriel dans le domaine des approvisionnements et/ou du suivi des contrats. La connaissance de l'anglais est indispensable. Vous serez formés aux techniques spécifiques de gestion des contrats. réf. EC/5085/09

Tous ces postes nécessitent esprit d'analyse et de synthèse, sens de l'organisation et rigueur. Dynamisme, sens du service, esprit d'équipe et bon contact humain sont les qualités souhaitées.

Vous serez affectés dans votre pays d'origine; le travail s'effectue à Pointe-Noire au Congo.

Une rémunération de départ attractive vous est proposée en fonction de votre expérience professionnelle. De réelles possibilités de carrière vous sont offertes au sein d'une entreprise solide et innovante, en fonction de votre potentiel et de vos résultats.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photocopie du diplôme, photo et rémunération actuelle en précisant la référence à : IPEDEX - J.L. Rick - BP 205 - 92502 Rueil-Malmaison cedex.



Michael Page, gruppo britannico quotato alla borsa di Londra, leader in Europa (Inghilterra, Olanda, Francia, Germania) e presente in Australia e a Hong-Kong, apre i suoi uffici in Italia.

Giovani con una formazione finanziaria diventata

Consulenti presso Michael Page in Italia

Milano

Avete un'età di 27/30 anni circa, siete diplomati e/o laureati e con almeno tre anni di esperienza in un'impresa con funzioni finanziarie o in una società di revisione contabile.

Venite a lavorare in una squadra dinamica dove, dopo un periodo di formazione a Parigi, parteciperete allo sviluppo della Michael Page in Italia.

Per riuscire e per crescere all'interno della nostra squadra, dovete convincerci delle vostre attitudini commerciali, della vostra facilità nelle relazioni personali e tenacia.

Dovendo operare in un contesto internazionale, è necessaria una buona conoscenza della lingua inglese.

La conoscenza del francese costituisce un titolo pre-ferenziale.

Pregasi inviare una lettera manoscritta, Curriculum Vitae, foto, numero telefonico e la remunerazione attuale a: Christophe Duchatellier, Michael Page International, Page House, 39-41 Parker Street, London WC2B 3LH, INGHILTERRA. Referenza: CD333



Michael Page International
International Recruitment Consultants
London Paris Amsterdam Düsseldorf Frankfurt Hong Kong Sydney

We are a leading American company specializing in the development, financing, operations and ownership of electric power, cogeneration and coal gasification plants. We are currently engaged in reinforcing our presence in Europe, Africa and the Middle East, from our European base which is located in Paris, France. In order to complete our team, we are looking for a:

PROJECT FEASIBILITY ENGINEER BILINGUAL: ENGLISH/FRENCH

You will help the Business Development Managers in providing an analysis of current projects by:

- validating the technical feasibility of the projects, including capital and operating costs,
- building technical solutions adapted to clients' needs and which will provide a financial return for our company.

You have as a minimum a Mechanical / Chemical degree and 5 to 10 years of experience as a power process engineer (FP experience a plus), project engineer or feasibility engineer. You have thus a good knowledge of power generation, specifically Cogeneration and Combined Cycle plants.

Flexible, creative and hardworking, you are able to give advice for several projects at the same time and to do proposals to tight deadlines. Enthusiastic, self-motivated, you also possess good organizational, communication and teamwork skills.

You are ready to travel to the United States and project sites worldwide. Real opportunities for progression.

Please send full cv, handwritten letter, stating salary, ref 295/6/UM, to NICOLE ANCESSI CONSEIL, 19, rue de la Trémoille, 75008 PARIS. Your application will be reviewed in complete confidentiality.

NICOLE ANCESSI
CONSEIL

THEMIS COMPUTER
CALIFORNIA - SILICON VALLEY

Themis computer, subsidiary of Group Tekelec, designs and manufactures board and system level products for technical and industrial markets. Themis, which has recently started a major development of a fault tolerant Sparc system, is looking for:

SENIOR ASIC DESIGNERS

Experience with ASIC of large FPGA VHDL

SENIOR HARDWARE DESIGNERS

Microprocessor design experience with high speed RISC architectures

Experience with SPARC, MBus and SBus is desirable

Work location: Fremont, California - Salary Range: \$ 50 k - \$ 100 k

Send your resume to: Philippe LECAT, THEMIS COMPUTER

29, avenue de la Baltique - ZA de Courtabouf - 91953 LES ULIS CEDEX

Phone: 33.1.69.82.20.39 - Fax: 33.1.64.46.45.50 - E-mail: 100335, 1513 @compuserve.com.

elf congo

Pour compléter ses équipes d'exploration pétrolière à Pointe-Noire, et assurer à terme la supervision de l'acquisition, du traitement et de l'interprétation des données géophysiques, ELF CONGO recherche un

Ingénieur géophysicien

De formation universitaire en géophysique ou en géologie de type Bac + 5, ou Ecole d'ingénieur avec une spécialisation en géophysique ou en géologie, vous avez une première expérience (ou stage) dans ces domaines. Vous maîtrisez l'outil informatique et l'anglais.

Esprit d'analyse et de synthèse, rigueur mathématique dans le traitement des données et de l'interprétation, sens du service et bon contact humain sont les qualités requises pour ce poste.

Après une période de formation et d'intégration, vous serez affectés dans votre pays d'origine. Le travail s'effectue à Pointe-Noire, au Congo.

Une rémunération de départ attractive vous est proposée en fonction de votre expérience professionnelle. De réelles possibilités de carrière vous sont offertes au sein d'une entreprise solide et innovante, en fonction de votre potentiel et de vos résultats.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photocopie du diplôme, photo et rémunération actuelle en précisant la référence à : IPEDEX - J.L. Rick - BP 205 - 92502 Rueil-Malmaison cedex.



Handwritten signature: *Handwritten signature*

Les Communautés Européennes nous ont désignés comme l'une des 500 entreprises européennes les plus dynamiques de ces quatre dernières années. En 6 ans, notre cabinet de conseil a acquis la confiance de plus de 80 clients. Avec nos 53 consultants salariés, nous intervenons comme conseil de direction pour aider à piloter les mutations stratégiques et organisationnelles des grands groupes. Pour accompagner notre croissance, nous élargissons notre

Responsable de votre secteur économique, vous participez au management de notre cabinet, développez le portefeuille de clientèle et coordonnez les missions.

Issu d'une grande école, doctorat ou MBA, vous avez valorisé votre formation par une expérience réussie dans le conseil au cours de laquelle vous avez su développer vos qualités relationnelles et exercer vos talents de manager.

Cofinif vous aide, vous savez aller à l'essentiel

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous référence RSE/LM à notre conseil qui
transmettra votre dossier en toute confidentialité.

SPE, Systèmes et Potentiels Humains,
18 avenue de l'Opéra. 75001 PARIS.

S2Com CONSULTING

Leader mondial du Conseil et de l'Audit, le réseau KPMG, présent dans 142 pays, compte plus de 70 000 collaborateurs.

Peat Marwick Consultants, membre de ce réseau, accompagne les projets de réengineering, de gestion financière et de systèmes d'information des banques françaises et étrangères. Nos clients nous consultent pour notre connaissance de leur métier et de leurs marchés, ils nous choisissent pour notre savoir-faire et notre personnalité.

Diplômé(e) d'une grande école, bilingue, vous possédez une expérience réussie de trois à huit ans dans l'un des domaines suivants :

- conception de systèmes d'information et implantation de progiciels,
- organisation de réseaux d'agences ou direction d'agence,

Vous avez surtout ce plus que nos clients attendent et qui fait la différence entre le bon et l'excellent.

Marie-Odile Ribatto vous remercie de lui adresser votre candidature, sous référence 530, à Peat Marwick Consultants - Tour Framatome - Cedex 16 - 92084 Paris La Défense.

***Vous cherchez plus de diversité,
plus d'envergure
dans vos projets, de réelles
perspectives d'évolution
en France et à l'étranger.***

Ecrivez-nous :
le Conseil avec Peat Marwick
Consultants, c'est à peu près
ce que vous imaginez, en mieux.

 Peat Marwick Consultants

Leader européen
des Terminaux Télécom,
premier constructeur européen
de télécopieurs, la Division
Terminaux & Télécommunication
du Groupe SAGEM transmet
à votre carrière
l'excellence technologique.

**SUD/EST - SUD/OUEST - NORD/EST - OUEST - RHONE/ALPES
PARIS/REGION PARISIENNE**

Jeunes commerciaux de formation BAC+4 de type Ecole de Commerce, vous êtes débutants ou possédez une courte expérience de la vente de biens d'équipement et la pratique de la micro-informatique.

Proposer nos produits à une clientèle d'entreprises que vous développez et gérez personnellement, c'est bénéficier de tout ce qui peut favoriser une véritable réussite professionnelle : environnement novateur, formation concrète et permanente, encadrement commercial performant, marketing opérationnel actif...

Dans toutes les régions de France, nos équipes vous ouvrent leurs portes.

Si vous voulez évoluer à notre rythme, merci d'adresser votre candidature sous référence COM/LM en précisant la région choisie à SAGEM S.A., Service du Personnel, Le Pont de Paris, 27 rue Leblanc, 75512 PARIS cedex 15.



**immobilier
un bon mobile
pour avancer**

Jeunes Commerciaux ESC
France entière

**Premier établissement
privé spécialisé
en crédit immobilier,
l'UCB, largement
implanté en France et
en Europe, développe
son leadership
auprès des particuliers
et des professionnels**

Jeune diplômé ou avec une première expérience de la vente, prenez des responsabilités fondées sur l'autonomie, un système de prestations haut de gamme et concurrentielles et une clientèle avertie de professionnels.

Aujourd'hui, nous vous proposons de développer la vente de nos produits et de nos services auprès des apporteurs d'affaires/agents immobiliers, promoteurs, banquiers, notaires.

Négociateur affirmé. vous saurez fidéliser vos clients et enrichir votre portefeuille, en dynamisant votre offre par des plans d'actions originaux et valorisants pour vos apporteurs d'affaires. Disponible et organisé, présent et actif sur le terrain, votre réussite dans cette mission déterminera votre évolution au sein du Groupe.

Si ces perspectives vous motivent, adressez votre dossier complet de candidature, sous référence 3020, à Allan Salah, Service Recrutement, Compagnie Bancaire, 5 Av. Kléber, 75016 Paris.

COMPAGNIE BANCAIRE

L'Orient de de Jacques

[illegible]